

Supplément « Initiatives »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14293 - 6 F

MERCREDI 9 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERIE - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les tentatives de reprise en main de M. Gorbatchev

L'armée intervient dans les pays baltes pour faire respecter la conscription

Une « sous-guerre » à l'ombre de la grande ?

M. GORBATCHEV va-t-il utiliser la phase culminante de la crise du Golfe pour régler ses problèmes avec les Républiques, en premier lieu avec les baltes ? Une « sous-guerre » ne va-t-elle pas se glisser sous la grande guerre annoncée ? Le fait que le commandement de l'armée soviétique ait menacé d'employer la force contre tous les jeunes conscrits, qui refusent de servir sous les drapeaux, à partir d'une date limite très proche de celle qui a été fixée par l'ONU à l'égard de la 13^e division (le 15) a encouragé plusieurs responsables baltes à établir un lien entre ces deux échéances.

Il est vrai que dans la contexte général d'un « glissement à droite » de la politique intérieure soviétique l'état s'est resserré autour des Républiques baltes. L'occupation récente, au début de ce mois, de la plus grande imprimerie de Riga, depuis lors fermée, a été l'occasion de la multiplication dans la même ville, depuis quelques semaines, de mystérieuses explosions aussitôt exploitées pour dénoncer l'activité des séparatistes, voire de la CIA, l'agitation croissante des « piédestaux » russes exigeant d'être gouvernés directement par Moscou, tout cela rappelle trop les bonnes vieilles méthodes - que l'on a vues à l'œuvre en Tchétchénie - pour ne pas éveiller l'inquiétude.

En même temps, les derniers événements donnent une impression de réchauffé. Au printemps dernier déjà, au lendemain de la proclamation de l'indépendance lituanienne, M. Gorbatchev avait fait manœuvrer ses chars dans Vilnius et traqué jusqu'aux hôpitaux les réfractaires au service militaire. Le blocus économique qui avait suivi n'avait pas donné les résultats escomptés, les Baltes ayant passé des accords directs avec les autres Républiques, notamment la Russie, et leur indépendance ayant été au final compromise par la désorganisation générale qui s'est étendue à l'ensemble de l'URSS. Il est d'ailleurs significatif que, malgré des concessions importantes faites par le Parlement lituanien, les pourparlers attendus entre Moscou et Vilnius n'ont toujours pas été engagés au fond.

PARALLÈLEMENT, l'attitude de l'Occident s'est évoluée : la réunification allemande faite, et les Soviétiques ayant « déjà donné » dans la crise du Golfe, Washington hésite moins à dénoncer les velléités autoritaires de Moscou, tandis que les Baltes trouvent un meilleur soutien auprès des Scandinaves : ils ont ouvert des « centres d'information » à Stockholm et à Copenhague, et le ministre danois des affaires étrangères souhaite faire dépendre l'aide des Douze à Moscou de son comportement vis-à-vis des Républiques indépendantes.

Un avertissement auquel le démissionnaire de M. Chevardnadze, motivé par la crainte d'un coup de force dans la Baltique ou dans sa Géorgie natale, a donné encore plus de poids.

La situation était de nouveau tendue, mardi 8 janvier, en Lituanie, où le Kremlin avait annoncé la veille l'envoi d'unités de parachutistes chargées officiellement de faire appliquer, comme dans six autres Républiques, la conscription des appelés qui refusent de rejoindre leurs casernes.

Dans la nuit, une centaine de véhicules militaires avaient traversé Vilnius, où le président Landsbergis a appelé ses compatriotes à se rassembler « pour apporter leur soutien à la liberté et l'indépendance » lituanienne.



Lire nos informations page 7

Tandis que M. Saddam Hussein tient des propos belliqueux

M. Tarek Aziz assure qu'il fera des propositions à M. James Baker

A la veille de sa rencontre à Genève avec M. Tarek Aziz, M. James Baker est arrivé, mardi 8 janvier à Paris, pour s'entretenir avec M. Mitterrand, qui donnera mercredi à 18 heures une conférence de presse. Lundi à Londres, M. Baker a rejeté l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. Si M. Saddam Hussein a multiplié les propos belliqueux, son ministre des affaires étrangères a déclaré qu'il ferait en Suisse des propositions, dont il n'a pas révélé la teneur. Cependant, on enregistre une forte hausse des cours du pétrole et du dollar et une baisse très nette des marchés boursiers.

Lire également

- Washington fait le pari de l'intransigence par JAN KRAUZE
- Les entretiens de M. Baker avant la rencontre de Genève
- Amorçé en Israël par ALAIN FRACHON
- Les déclarations de M. Arafat à Bagdad Pages 3 à 6

Sortir du western

par André Fontaine

TOUT le jeu de Bush, depuis le début de la crise du Golfe, a consisté à faire suffisamment peur à Saddam Hussein pour que celui-ci finisse par reculer en bon ordre. C'est ce qu'ont fait les États-Unis avec l'URSS depuis quarante ans, chaque fois que de Benin à Cuba en passant par le Proche-Orient, elle poussait un peu trop ses pions. Après quelques nuits blanches, la manœuvre réussissait pratiquement à tout coup.

La question est aujourd'hui de savoir si elle va marcher également avec Saddam. La réponse, malheureusement, est bien moins évidente. Pourquoi ? Parce que :

1) Plus habile aux échecs qu'au poker, M. Baker a toujours pris le minimum de risques : « Je sais jusqu'où je peux aller trop loin », avait dit un jour Staline à Anthony Eden. Saddam relève d'une autre logique, familière aussi aux Américains, celle du duel de western, ou encore de

ce qu'ils appellent la « jeu du poulet » : deux conducteurs font l'un sur l'autre, chacun escomptant que l'autre lui cédera le passage.

2) Les Soviétiques, même s'ils leur en avait demandé qu'on leur sauve la face, ne se sont jamais laissés guider, lorsque la paix ou la guerre étaient en jeu, par des considérations d'amour-propre. Un Arabe, et plus généralement un Méditerranéen, met sa fierté au-dessus de tout.

3) Surtout lorsqu'il considère qu'il est dans son droit, ce qui ne saurait faire de doute dans le cas d'un Saddam, dont la philosophie est plus proche de la Realpolitik du XIX^e siècle que d'une idéologie des droits de l'homme pour laquelle il n'est visiblement que mépris. La guerre qu'il a menée, huit années durant, contre l'Iran est pour effet de protéger le statu quo régional menacé par les ayatollahs, et donc l'existence des émirats.

Lire la suite page 3

La tentation suisse des Allemands

Soupçonnés, après la réunification, d'aspirer à une politique de grande puissance les habitants de RFA ne rêvent que de prospérité tranquille

par Daniel Vernet

La réunification a fait naître la crainte d'une *Grossdeutschland* dominant, économiquement sinon politiquement, l'Europe. Or, au moment où quelques fautes du passé viennent titiller leurs voisins, de quel pays idéal rêvent les Allemands ? De la Suisse. Leur modèle pour l'avenir, c'est le bonheur helvétique, douillet, neutre, modeste. Le quotidien de Munich *Süddeutsche Zeitung* vient de réaliser

un grand sondage « Allemagne 2000, l'état que nous souhaitons ». Les résultats sont sans équivoque. 40 % des Allemands - de l'Est comme de l'Ouest - voient dans la Suisse le modèle à imiter, suivis à 29 % par ceux qui privilégient la Suède (1).

Ces chiffres se font que confirmer une tendance perceptible depuis plusieurs années en République fédérale. Instruits des leçons du passé, gênés par une insolente prospérité économique propre à effrayer leurs partenaires, les Alle-

mands manifestent une étonnante retenue dans les affaires internationales. Sans doute certains de leurs interlocuteurs, hommes politiques ou hommes d'affaires, les trouvent-ils arrogants dans les négociations. Sans doute des contacts arrachés ici ou là à la barbe des entreprises françaises font-ils naître la peur d'un impérialisme économique allemand.

Mais dans la grande politique internationale les dirigeants de Bonn veulent éviter d'être trop directement impliqués. Si le chan-

celier ne désigne pas d'être photographié avec les grands de ce monde, il traite plus volontiers avec eux des questions touchant l'avenir de son propre pays que le sort de la planète.

Lire la suite page 8

(1) Parmi toutes les réponses données dans cette étude, retenons la grande homogénéité des réactions des Allemands de l'Ouest et des Allemands de l'Est. Ces derniers ont, une fois de plus, beaucoup plus d'importance que leurs compatriotes occidentaux à l'auto-critique, à l'ordre et à la discipline.

La spirale du pessimisme

La baisse du moral des Français provoque la chute de popularité des gouvernants

par Jérôme Joffré

Depuis l'automne, la baisse de popularité de l'exécutif est spectaculaire. Entre septembre et décembre, le président de la République a perdu, selon les principaux baromètres de popularité, quatre points de satisfaction (IFOP), six points de bonnes opinions (BVA) et neuf points de confiance (SOFRES). Le premier ministre a reculé de neuf points sur la satisfaction, de sept points sur les bonnes opinions et de huit points sur la confiance.

Bien qu'elle soit étroitement parallèle, cette chute n'a pas la même signification pour les deux dirigeants. M. François Mitterrand a, lui, l'habitude des hauts et des bas. Avec les événements du Golfe, il avait enregistré à la fin de l'été un phénomène de « ralliement autour du drapeau » qui depuis s'est estompé mais pourrait demain remonter. Sa cote n'était-elle pas montée en septembre à 45 % de confiance au sein de l'électorat RPR.

pour retomber trois mois plus tard à 21 %, un pourcentage plus traditionnel ? Aujourd'hui, le risque pour M. Mitterrand est moins celui de l'impopularité que d'un sentiment de déception à l'égard du second septennat. Il reste que le président peut savourer le rétablissement de la hiérarchie traditionnelle avec son premier ministre. Désormais, quel que soit le critère - satisfaction, bonnes opinions ou confiance - il devance M. Rocard.

Seul ce dernier point est de nature à rassurer le chef du gouvernement en lui évitant une manifestation mensuelle de lèse-majesté. Quant au reste, M. Rocard, si longtemps chéri des sondages, enregistre une série de déconvenues. Dans tous les baromètres, il connaît actuellement ses plus mauvais scores depuis sa nomination à l'Hôtel Matignon.

Lire la suite page 9

► Jérôme Joffré est vice-président de la SOFRES, directeur des études politiques.

L'échec du putsch en Haïti

Le Père Aristide renforcé après l'arrestation du docteur Lafontant

page 8

Les manifestations contre l'avortement

M. Bruno Durieux entend « faire respecter la loi »

page 10

Belfond sans Belfond

Masson, épaulé par Christian Gallimard, veut faire de Belfond le troisième groupe français d'édition

page 20

Accident ferroviaire à Londres

Au moins huit morts

page 28

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ La France tranquillisée. ■ Des granulés en apasantsur. ■ L'oszone à la trace. ■ Point de vue : « Les véritables chiffres de l'aide », par les docteurs Jean-Baptiste Brunet et Jean-Paul Lévy.

pages 15 à 17

TECHNOLOGIES

Les progrès de la compression d'images

page 24

Chronologie

Décembre 1990 dans le monde

page 14

« Sur le fil » et le sommaire complet se trouvent page 23

AU CŒUR DU GROUPE HEC

UN MBA MADE IN EUROPE

Lire page V

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 12 KRO; Espagne, 175 PTA; Grèce, 70 p; Italie, 180 L; Irlande, 80 p; Japon, 2 000 Y; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRW; Pays-Bas, 2,60 FL; Portugal, 150 ESC; Royaume-Uni, 375 F; Suède, 14 KSE; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

كردستان

LA CRISE DU GOLFE

Multiplication des mesures de sécurité dans la région

A l'approche de la date fatidique du 15 janvier, au-delà de laquelle l'ONU a autorisé l'usage de la force pour obtenir l'évacuation des troupes irakiennes du Koweït, les mesures de précaution se multiplient dans la région du Golfe.

A New-York, M. François Giuliani, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, a indiqué que l'organisation internationale étudiait la possibilité d'évacuer les familles du personnel des Nations unies travaillant actuellement dans la région du Golfe et en Israël. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne notamment ont déjà demandé à leurs ressortissants de quitter les pays de la région en raison des risques de conflagration militaire. La Suisse, la Malaisie et la Corée du Sud ont fait de même lundi.

A Bagdad, la question de l'éventualité d'un réplé des ambassades étrangères agite de nouveau la communauté diplomatique. Le départ des otages

étrangers début décembre a rendu possible la réduction des effectifs des ambassades. Aucune d'entre elles ne semblait lundi prendre d'autres précautions, et encore moins envisager un déménagement ou une fermeture, ainsi que suggéré par le ministère irakien des affaires étrangères, qui avait effectué début janvier un premier sondage auprès de certaines missions diplomatiques dans ce sens.

Les autorités de Bagdad viennent, selon des sources concordantes, de revenir à la charge. Les représentants des pays de la CEE ont abordé cette question lors de leur réunion régulière dimanche et ont dit qu'aucune décision n'a encore été prise, « cela relevant de nos gouvernements ».

Le spectre des attentats honte d'autre part l'esprit des dirigeants américains, qui ont fait savoir lundi que leurs intérêts et leurs ressortissants faisaient l'objet d'une surveillance en vue d'attaques « terro-

ristes » possibles et qu'ils prenaient ces menaces « très au sérieux ». Aux Etats-Unis, le FBI a renforcé la surveillance des milliers de ressortissants irakiens et intensifié ses efforts, en coopération avec l'armée et la CIA, pour recueillir des informations sur d'éventuels préparatifs. Depuis le début de la crise, le FBI n'a procédé qu'à une arrestation, fin novembre, celle d'un ancien soldat de l'armée américaine, d'origine koweïtienne, qui avait menacé de tuer le président Bush, le secrétaire d'Etat James Baker et des membres du Congrès.

A Washington, d'autre part, des responsables du Pentagone ont indiqué lundi qu'une vague de demandes de dispenses émanant de familles de militaires assignés à l'opération « Bouclier du désert » atteint actuellement le département de la défense. « Nous avons au moins cinquante appels par jour » à ce sujet, a indiqué le colonel David Kieman, porte-pa-

role de l'armée. Un autre porte-parole, le capitaine Barbara Goodno, a précisé pour sa part que les appels avaient augmenté de 23 % par rapport à la semaine écoulée.

A Genève, plus de trois cents personnes ont manifesté lundi, devant la cathédrale Saint-Pierre, « contre la guerre dans le Golfe, pour la justice et pour la négociation », à l'initiative de plusieurs organisations pacifistes ou humanitaires et des Eglises chrétiennes.

A Paris, une trentaine d'Américains ont marché en direction de l'ambassade des Etats-Unis en déployant des banderoles frappées des mots : « Plus de Vietnam ! ».

A Rome, une cinquantaine d'Américains et à Londres une vingtaine ont également manifesté devant leurs missions diplomatiques aux cris de « Les Américains hors du Golfe ! ». (AFP, Reuters.)

A la veille de la rencontre de Genève

M. Baker exclut tout report de l'échéance du 15 janvier

L'Irak a de nouveau menacé, lundi 7 janvier, d'étendre à l'ensemble du monde arabe son conflit avec l'Occident, au moment où le secrétaire d'Etat américain James Baker, qui a exclu toute autre rencontre avec les irakiens que celle prévue mercredi à Genève, réaffirmait que la date limite du 15 janvier n'était pas négociable.

« La prochaine bataille aura pour théâtre non seulement l'Irak, mais aussi tout le territoire de la patrie arabe », a affirmé le président irakien Saddam Hussein. « La victoire est proche maintenant que les moyens de la confrontation sont assurés », a-t-il déclaré devant un groupe d'officiers. « Cette bataille transformera profondément et globalement la réalité et la position de la nation », a encore dit le chef de l'Etat irakien, selon lequel « la Palestine, Jérusalem, la Kaaba et le

tombeau du Prophète seront alors libérés ». Dans le même temps, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, réaffirmait que l'Irak n'aurait pas quitté le Koweït le 15 janvier et ne céderait ni à la pression ni aux menaces. A deux jours de sa rencontre avec M. Baker, M. Tarek Aziz a cependant souligné, dans un entretien diffusé par CBS, qu'il se rendait en Suisse porteur de propositions sur lesquelles il n'a rien voulu dire.

Il a ajouté qu'il serait heureux de se rendre à Washington ou de recevoir son homologue américain à Bagdad - ce que Washington a d'ores et déjà exclu - si les discussions du 9 janvier produisaient des résultats. « Si M. Baker se montrait disposé à aborder cette réunion dans un esprit sincère et constructif, il me trouverait dans les mêmes dispositions », a déclaré le chef de la diplomatie irakienne.

Cependant, à Londres, première étape d'une tournée qui doit le conduire - outre à Genève - chez les alliés des Etats-Unis pour tester leur fermeté, M. Baker a, une fois de plus, écarté toute autre rencontre à haut niveau avec des représentants irakiens que celle de mercredi. « Il n'y a qu'une seule chance pour une solution pacifique à mon avis », a-t-il déclaré. « Cette chance pour la paix est qu'ils commencent finalement à réaliser, libas en Irak, que la communauté internationale est sérieuse ».

Anssi, M. Baker, qui s'est entretenu lundi avec le secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd (en l'absence du premier ministre John Major, en visite en Arabie saoudite), a-t-il réaffirmé que la date limite du 15 janvier pour le retrait irakien du Koweït ne pouvait faire l'objet de négociations. « Nous ne devons pas parler de report de cette date limite dans nos conversations », a déclaré le secrétaire d'Etat. « Nous

avons dit et redit que cette date buvait était bien réelle et que la seule chance de paix est, à mon avis, que Saddam Hussein commence à comprendre que l'échéance est réelle et que nous sommes sérieux », a-t-il ajouté. « Saddam Hussein a le pouvoir de décider s'il y aura la paix ou non. C'est à lui de choisir. Nous espérons qu'il fera le bon choix ».

M. Douglas Hurd, faisant sienne la fermeté de M. Baker, a jugé inacceptables de simples allusions à un éventuel retrait de l'armée irakienne. « Nous sommes tout ouverts pour entendre un message de Bagdad (...) Le message que le monde attend de Bagdad n'est pas un message dilatoire mais d'acquiescement », a déclaré le secrétaire au Foreign Office. M. Baker a, quant à lui, souligné qu'il n'y aurait à Genève que la communication, de sa part, d'un double message : « L'Irak doit se retirer du Koweït sinon il en sera expulsé par la force. Si l'Irak s'exécute, il ne sera pas attaqué ».

Pour M. Baker, la plupart des pays qui se sont alliés contre Saddam Hussein sont prêts à la guerre. « Ce n'est pas seulement qu'ils veulent se battre », a-t-il dit, « certains d'entre eux sont prêts de se battre ». Engagé depuis dimanche dans une tournée en Europe puis au Proche-Orient - d'ultimes consultations avec les alliés des Etats-Unis, M. Baker a déjà obtenu un soutien ouvert et sans réserve d'un certain nombre d'entre eux dans cette phase cruciale de la crise.

« Il n'y a pas de place pour la négociation. La légalité doit prévaloir et Saddam Hussein doit se retirer », a ainsi affirmé M. Jacques Poes, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, président en exercice du conseil des ministres de la CEE, venu en consultation à Londres. M. Poes a en outre voulu se montrer rassurant sur la solidité de la coalition anti-irakienne en affirmant qu'il n'y avait « pas de faille entre les Etats-Unis et la CEE » sur la position à adopter face à l'Irak.

Auparavant, M. Baker s'était entretenu avec le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, qui l'a assuré que les pays membres de l'alliance étaient « entièrement d'accord » sur la nécessité d'exiger de Saddam Hussein un retrait du Koweït avant la date limite du 15 janvier.

Le secrétaire d'Etat américain a enfin eu un entretien avec le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez. Le gouvernement espagnol exige un « retrait total et inconditionnel » des troupes irakiennes du Koweït, a indiqué M. Ordonez. Madrid est cependant prêt à envisager un dialogue si



L'Irak fait « une geste sérieux et non simplement verbal » de retrait du Koweït, a ajouté M. Ordonez.

M. Baker est arrivé mardi matin à Paris, où il devait avoir des entretiens avec M. Mitterrand. Il se rendra ensuite à Bonn puis à Milan avant de gagner Genève, où auront lieu les discussions de « la dernière chance ».

Lors de ses entretiens avec le président Mitterrand et M. Roland Dumas, le secrétaire d'Etat ne devrait pas manquer de demander à ses interlocuteurs quelques éclaircissements sur la position française, qui a pu paraître se démarquer de celle de Washington, concernant notamment la question sensible du lien qu'il y a peut-être entre le règlement de la crise du Golfe et la solution de la question palestinienne.

Les informations « précieuses » de M. Vauzelle

De leur côté, les dirigeants français devraient informer M. Baker du résultat du très long entretien qu'a eu M. Michel Vauzelle, samedi à Bagdad, avec M. Saddam Hussein. Lundi, M. Dumas a assuré que les informations « précieuses » obtenues à Bagdad par le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale ne changeaient « rien, bien évidemment, à la détermination de la France » dans la crise du Golfe.

« Pour la première fois, il a été donné pendant quatre heures et demie au président Saddam Hussein d'exposer à quelqu'un qui venait de France et qui remplissait des fonctions importantes à l'Assemblée nationale son point de vue sur la crise », a déclaré le chef de la diplomatie française sur Radio-France-Périgord. « Je ne dis pas que les choses se déroulent à partir de là.

Mais il est toujours important d'entendre tous les sons de cloche », a-t-il ajouté.

De son côté, M. Vauzelle a souligné que la France ne reste pas « muette » jusqu'à l'échéance du 15 janvier et explore « jusqu'au bout » les voies diplomatiques en cas d'échec de la rencontre américano-irakienne du 9 janvier.

Le député des Bouches-du-Rhône a jugé important de savoir si l'Irak ne considérait pas le Koweït comme un pays « neutre » jusqu'à l'échéance du 15 janvier et explore « jusqu'au bout » les voies diplomatiques en cas d'échec de la rencontre américano-irakienne du 9 janvier.

Il s'est notamment prononcé en faveur d'une « initiative franco-arabe », en cas d'échec de la rencontre Baker-Aziz. « Il y a deux sortes de pays dont Saddam Hussein attend une action pour un processus de paix éventuel ou pour une exploration des voies vers la paix », a-t-il dit mardi sur Europe-1. C'est la France qu'il a choisie il y a quinze ans comme partenaire, et certains pays arabes. Pour quel pas, dans les six jours qui viennent, au cas où les Etats-Unis et les irakiens ne se seraient pas mis d'accord, une initiative française ou franco-arabe ?

Par ailleurs, des sources diplomatiques arabes à Bagdad affirment que M. Saddam Hussein aurait notamment, lors de sa rencontre avec M. Vauzelle, demandé à ce dernier que la France intervienne auprès du Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il revienne sur l'échéance du 15 janvier. (AFP, AP, Reuters.)

Sortir du western

Suite de la première page.

La moindre des choses, de la part du chelkh du Koweït, qui ne sait pas quoi faire de son argent, serait donc d'effacer sa créance à l'égard de l'Irak et de l'aider à reconstruire son économie ruinée par les hostilités.

De même n'y aurait-il que simple justice de la part de l'émir du Koweït à laisser le prix du pétrole s'établir à un niveau permettant aux producteurs pauvres de tirer quelque profit de leurs exportations.

L'indépendance du Koweït, le tracé de ses frontières ? Ils ne procèdent en rien, vis de Bagdad, de l'autodétermination des peuples, puisqu'ils résultent directement de décisions de la puissance coloniale britannique. Les résolutions des Nations unies ? On ne compte pas les pays qui, Israël en tête, ont montré qu'ils s'en moquaient comme de collin-tampon. Qui, de toute façon, a parlé de faire la guerre à l'URSS lorsqu'elle a envahi la Tchécoslovaquie ou l'Afghanistan ? Aux Etats-Unis, lorsqu'ils sont intervenus à la Grenade ou à Panama ? Selon que vous serez puissant ou misérable...

4) Personne n'est à l'abri de l'erreur : Saddam moins qu'un autre, dans la mesure où son entourage sait pertinemment qu'on risque sa vie, à l'occasion, à vouloir le contredire. Il a abattu de ses mains son chef d'état-major parce que celui-ci était permis de déconseiller, pendant la guerre avec l'Iran, une offensive sur Fao.

5) Il en résulte que dans les tonnes d'informations qu'il tient à son intention ses services doivent avoir naturellement tendance à privilégier celles qui mettent en évidence les faiblesses ou les divisions de ses adversaires. D'adversaires, quand ce ne sont pas de sous-estimés, visiblement, la guerre leur fait peur. « Mon propos n'est pas de vous rabaisser », a-t-il dit le 24 juillet à l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad, mais je m'en tiens à la géographie et à la nature de la société américaine. Celle-ci n'est pas prête à risquer dix mille morts dans une seule bataille (1).

6) Ce pourrait bien être vrai. Et c'est ce qui explique qu'avant d'ordonner l'assaut le président des

Etats-Unis ait voulu rassembler une aussi formidable armée : elle peut paraître démesurée si l'on songe que l'Irak n'a que dix-sept millions d'habitants et que la guerre avec l'Iran l'a sérieusement saigné. Mais Bush voudrait pouvoir être sûr que si, par malheur, les hostilités éclatent, elles dureront peu, et au prix du minimum de sang américain. Sans quoi il sait bien que l'avenir serait difficile non seulement pour lui, mais même pour son pays, dont il est le premier à reconnaître qu'il exerce « une responsabilité démesurée lorsqu'il s'agit d'aider à la sécurité du monde » (2).

Moyennant quoi, il a été tellement engagé dans cette affaire qu'il ne peut se permettre de renégocier son coin, un beau matin, sans avoir obtenu de Saddam des concessions substantielles.

Le pire peut-il, dans ces conditions, être encore évité ? Par définition, il n'est jamais sûr. Peut-être Saddam opérera-t-il à la dernière minute un décrochage au moins partiel du Koweït, dont le premier effet serait vraisemblablement, compte tenu des divergences existant au sein tant de la coalition que du Congrès américain, de retarder l'ordre d'assaut. Or plus les jours passent et plus se rapprochent non seulement le retour d'une chaleur paralysante pour des troupes non aguerries et mal habituées au désert, mais aussi les échéances, fort dissuasives pour des guerriers musulmans, du ramadan et du pèlerinage de La Mecque.

Au vu de ce que les dirigeants irakiens répètent en ce moment du matin au soir, ce sont là cependant simples spéculations. Elles ne dispensent pas d'essayer d'imaginer à quoi pourrait ressembler l'accord qu'avec ou sans guerre il faudra bien conclure un jour si l'on ne veut pas se résigner à la libération pure et simple du Proche-Orient.

Cela suppose que l'on distingue d'abord entre ce qui est et ce qui n'est pas négociable. Ce qui ne l'est pas, de toute évidence, sauf à créer un précédent qui frapperait de précarité l'ensemble du droit international, c'est l'annexion unilatérale d'un pays souverain et membre des Nations unies. Ce qui devrait pouvoir l'être, en revanche, c'est :

de la rencontre Baker-Tarek Aziz a fait tomber sur le moment le cours du brut de mer du Nord à 25 dollars. Tout le monde s'en est réjoui, soulignant, sans qu'il y ait cours de 25 dollars était celui sur lequel Saddam Hussein avait vainement tenté, en juillet, d'obtenir l'accord du Koweït, qui l'avait trouvé bien trop élevé. Si l'on veut bien se rappeler que ce cours avait été jugé raisonnable, à l'époque, par l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad, on ne voit pas pourquoi il ne pourrait pas fournir aujourd'hui une base d'entente.

4) L'une des raisons de la rupture entre l'Irak et les pays du Golfe a été le montant de l'aide à sa reconstruction. Quelques jours de guerre auraient vite fait d'engloutir des sommes infiniment supérieures à celles sur lesquelles portait le désaccord. Est-il inconcevable de revoir le dossier ?

5) Il n'est pas question, répétition à la Maison Blanche, d'établir un lien entre l'affaire du Golfe et le dossier palestinien. Certes, mais qui ne voit que, dans les faits, il existe quantité de liens, quand ce ne serait que parce que Saddam menace, en cas d'hostilités, d'attaquer aussitôt Israël et parce que les Etats-Unis ont été amenés à prendre vis-à-vis du gouvernement Shamir, pour épauler leurs alliés arabes, des positions plus sévères qu'auparavant ?

De toute façon, la situation ne cesse de s'aggraver dans les territoires occupés et à Gaza, et il faudra bien un jour négocier pour en sortir. A défaut de négociation sérieuse, ne pourrait-on donc pas imaginer dès maintenant une négociation parallèle ?

6) Au-delà de l'affaire du Koweït, l'acharnement de l'Irak à se doter d'armes de destruction massive, la possession, avérée, d'engins nucléaires par Israël, les ambitions hégémoniques des uns et des autres, le sort du Liban dessinent pour la région un avenir bien sombre. On a parlé récemment de créer une CSCE pour le Proche-Orient, impliquant à la fois des mesures de contrôle, voire de réduction des armements, et une coopération économique. N'est-ce pas le voie de la sagesse ? Et quel inconvénient y aurait-il à l'explorer dès maintenant ?

ANDRÉ FONTAINE

(1) Cité par Pierre Selinger et Eric Lauzet, *Guerre du Golfe - Le dossier secret*, Olivier Orban.

(2) Interview à Time Magazine, 7 janvier.



Jean-Pierre Arnaud Freud, Wittgenstein et la musique

La parole et le chant dans la communication

L'un était musicien, l'autre non : tous deux étaient Viennois, contemporains et révélateurs des problèmes éthiques de notre temps. La musique étudiée ici apparaît comme un préalable à toute appréhension de notre « fonction » communicationnelle. Celle-ci est au cœur de notre compréhension de l'économie, de la technique, de la psychanalyse ou de la politique.

Collection « Pratiques théoriques » dirigée par Brice Balibar et Dominique Lecourt. 360 pages - 198 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LA CRISE DU GOLFE

Washington parie sur l'intransigeance

Pas de voyage de M. Baker à Bagdad, pas de report de l'ultimatum du 15 janvier, pas la moindre ouverture sur le problème palestinien, en un mot rien qui permette à M. Saddam Hussein de sauver un tant soit peu le face. L'administration Bush aborde la rencontre américano-irakienne de Genève, qu'elle présente elle-même comme celle de la dernière chance, avec une intransigeance déclinée, et un objectif déclaré : obtenir une victoire sur toute la ligne, par le simple menace ou par la force.

WASHINGTON

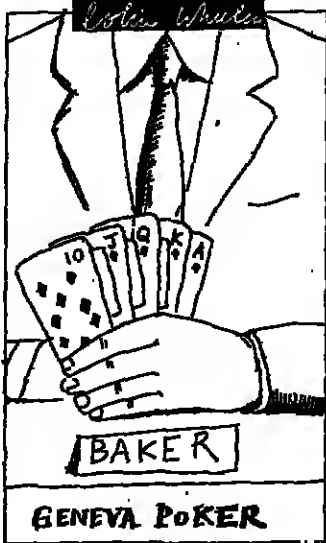
de notre correspondant

Toutes les déclarations faites ces derniers jours par les plus hauts responsables américains, que ce soit M. Bush lui-même, le secrétaire d'Etat James Baker ou le conseiller national de sécurité Brent Scowcroft, vont dans le même

sens : l'Irak n'a strictement rien à espérer de l'entrevue de Genève, ni M. Tarek Aziz s'entendra seulement répéter que l'Irak n'a d'autre choix que d'évacuer le Koweït avant le 15 janvier ou de s'en faire « jeter ». Et le message du président Bush que M. Baker remettra à son interlocuteur ne devrait offrir aucun adoucissement, tendre aucune perche.

Les officiels américains ont déjà fait savoir qu'ils le rendraient public, et il est donc exclu qu'il diffère en quoi que ce soit de l'attitude maintenue publiquement par l'administration.

Les dirigeants américains font le pari de l'intransigeance, apparemment convaincus que c'est là le seul moyen de contraindre Saddam Hussein à prendre la menace au sérieux. La tactique n'est pas nouvelle. M. Bush l'a mise en œuvre depuis plusieurs semaines, immédiatement après son offre de dialogue avec l'Irak, et depuis le ton n'a cessé de monter. L'avantage est d'empêcher le président irakien de chercher des échappatoires, de se livrer à des manœuvres dilatoires. L'inconvénient est que l'admini-



GENEVA POKER

The Independent du 8 janvier.

stration devient prisonnière de ses propres paroles, réduit sa propre marge de manœuvre et du coup se heurte à l'idée que d'autres cherchent à obtenir le même résultat par des méthodes un peu moins abruptes : M. Scowcroft a en effet dit, des paroles dédaigneuses pour « les médiateurs en puissance », qu'ils soient européens ou arabes, et il a accusé les Douze de se laisser « manipuler » par Bagdad.

De son côté, à la veille de sa visite à Paris, M. Baker a été particulièrement sec dans son rejet des idées avancées par le président Mitterrand, notamment en ce qui concerne la convocation, après le retrait irakien du Koweït, d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

Il n'est pas question que les Etats-Unis acceptent une telle approche, à l'exception en substance le secrétaire d'Etat, parce qu'elle établirait un « lien » entre l'affaire koweïtienne et le problème palestinien, et offre donc une satisfaction indue à Saddam Hussein.

Le refus du « lien » est l'argument régulateur avancé à Washington pour refuser toute discussion ou tout projet de discussion du problème palestinien dans un cadre international, mais une autre explication est également possible : si les Etats-Unis ne, comme le Koweït, obtiennent l'assentiment de l'Irak, ils ne pourraient pas délibérément le feu aux poudres en attaquant l'Irak, ce qui pourrait être en échange d'un engagement à bloquer toute évolution susceptible de nuire aux intérêts du gouvernement de Jérusalem.

« Le Koweït contre Israël »

D'autre part, face à des adversaires politiques qui lui reprochent une attitude trop cassante dans la crise du Golfe, l'administration Bush peut difficilement se passer du soutien des élus et commentateurs pro-israéliens, particulièrement en alerte : un William Safire a déjà caricaturé la position française en expliquant sans sourciller dans le *New York Times* que M. Mitterrand voulait « échanger le Koweït contre Israël ».

Mais pour l'essentiel, la raideur délibérée de l'administration semble le résultat d'une conviction intime qui est celle du président Bush lui-même : la seule méthode qui vaille avec un homme comme Saddam Hussein est l'intimidation, et, au cas où cette méthode échouerait, le risque de guerre est acceptable, tant la supériorité des forces américaines est désormais écrasante.

La « défection », lundi, de six pilotes d'hélicoptères irakiens tombe d'ailleurs à point nommé pour conforter l'idée que l'armée de Bagdad s'effondrerait rapidement en cas de conflit. Quelque quatre cents irakiens, dont cent cinquante officiers et un général, auraient ainsi franchi les lignes depuis le mois d'août, selon des informations rapportées par la presse américaine.

Si l'on en croit certains de ses collaborateurs, M. Bush affiche en tout cas une grande confiance. Peut-être cette confiance anticipée de cette même tactique d'intimidation, à moins que le président américain ne se soit enfoncé dans ses propres convictions : il semble en tout cas désormais persuadé que le vrai danger politique pour lui serait de consentir des concessions ou même de qui pourrait être perçue comme des concessions.

En face, les Irakiens font montre d'une détermination égale et semblent se résigner à la guerre au cas où les Américains ne changeraient pas « d'état d'esprit ». Du coup, l'atmosphère est plus que jamais

au pessimisme ; la probabilité d'un affrontement semble plus grande que jamais, et un certain nombre d'Américains regrettent que l'administration ait contribué à transformer la crise en une sorte de bras de fer très personnel entre George Bush et Saddam Hussein.

En même temps, la fermeté de la Maison Blanche semble toujours approuvée par une majorité du public, et si l'on en croit le speaker démocrate - de la Chambre des représentants, Tom Foley, les élus eux-mêmes devraient approuver, ne serait-ce qu'à une faible majorité, l'attitude du président.

Après avoir longtemps souhaité éviter d'en venir là, les dirigeants du Congrès ont en effet décidé qu'ils ne pouvaient plus éviter de débattre formellement de l'affaire du Golfe. Représentants et sénateurs s'exprimeront donc à ce sujet en séance à partir de jeudi, soit dès le lendemain de la rencontre de Genève, et un vote devrait intervenir avant la fin de la semaine. La Maison Blanche est en droit d'espérer que le Congrès ne brouillera pas le « message » menaçant qu'elle adresse jour après jour à l'Irak, et un échec de la rencontre de Genève pourrait à cet égard lui faciliter la tâche.

JAN KRAUZE

Six hélicoptères irakiens se sont posés en Arabie saoudite

Six hélicoptères militaires irakiens se sont posés lundi 7 janvier en territoire saoudien, apprend-on de sources militaires américaines en Arabie. Selon les mêmes sources, deux des six appareils ont effectué un atterrissage forcé dans le désert à la suite d'une panne de carburant. Les quatre autres ont atterri à Ras-el-Khaffi, près de la frontière saoudo-koweïtienne. « Il est encore tôt pour savoir si les pilotes ont fait défection », ont ajouté les mêmes sources.

Des informations contradictoires avaient circulé dans la soirée sur le nombre et le type des appareils militaires irakiens qui auraient trouvé refuge dans le royaume saoudien. Citant des sources du Pentagone, la chaîne de télévision américaine CNN a tout d'abord annoncé que les hélicoptères avaient obtenu l'autorisation d'atterrir en Arabie saoudite et que leurs équipages avaient demandé l'asile politique. Une source saoudienne digne de foi a indiqué pour sa part que les quatre appareils seraient des Mig

dont le modèle n'a pas été précisé. Les informations sur la défection de militaires à bord d'avions irakiens ont été démenties par le ministère irakien de l'information, qui a affirmé qu'elles s'inscrivent dans « le cadre de la campagne de désinformation menée par Washington » et qui, à titre d'argument, a indiqué que « l'aviation irakienne n'a eu aucune activité lundi ».

Selon Washington, il ne s'agit pas de la première défection de militaires irakiens depuis le début de la crise. Plusieurs centaines de soldats, en majorité des conscrits, mais aussi quelques cent cinquante officiers, dont un général de brigade, ont fui en Arabie saoudite ou en Turquie depuis le début de la crise, ont indiqué des sources proches des services de renseignement américains. Un autre militaire irakien de haut rang alderait de son côté la résistance koweïtienne, a-t-on ajouté de mêmes sources. L'un de ces transfuges serait un ancien garde du corps du président Saddam Hussein. (AFP.)

En Israël : les étrangers sont de plus en plus nombreux à partir

Anxiété à Jérusalem

Sur le mode lugubre, les médias annoncent chaque jour de nouveaux départs, et cet exode de la communauté étrangère est ressenti par les Israéliens comme un « sacré coup porté au moral ». D'autant qu'une grande partie de l'armée est en état d'alerte.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Lundi 7 janvier, ce fut au tour des Nations unies d'indiquer que les familles des personnels en poste en Israël et dans la région allaient s'en aller avant le 15 janvier. Plusieurs pays européens avaient déjà annoncé pareille décision ; la complexité des départs devient difficile à tenir : touristes, groupes d'étudiants en stage dans les universités israéliennes, travailleurs philippiens, hommes d'affaires. A la date fatidique du 15 janvier, a noté un quotidien israélien, il n'y aura plus que « quatre originaux » dans un des plus grands hôtels de Jérusalem.

Plusieurs équipes européennes de basket-ball ont demandé le report de compétitions devant avoir lieu en Israël. Même l'« alya miracle », la grande vague d'immigration des Juifs soviétiques, est arrêtée ou fort ralentie : l'Agence juive a reconnu que de nombreux candidats au départ d'URSS avaient repoussé leur voyage à une date ultérieure.

Chaque jour voit une nouvelle compagnie aérienne étrangère suspendre ses vols à destination d'Israël : Alitalia, Pan Am, South African Airways, la scandinave SAS, la polonaise Lot, la hongroise Malev, Cyprus Airways. Elles invoquent une hausse de 2 000 % des tarifs d'assurance qui leur sont imposés

dans cette zone. Le ministre israélien des transports, M. Moshe Katav, a protesté et a demandé aux gouvernements de prendre en charge ces hausses brutales des primes d'assurance.

« L'état se resserre »

Cédant à la pression de l'opinion, l'armée a annoncé lundi la phase finale de la distribution des masques à gaz dans les zones rurales du pays, mais pas dans les territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Le quotidien *Yedioth Aharonoth* indiquait que la police avait pris des dispositions pour l'hygiène d'une attaque chimique contre Israël.

Son confrère *Al Hamishmar* décrivait en ces termes la préparation de l'armée à l'approche du 15 janvier : « Des unités sont en alerte le long des frontières, particulièrement les forces aériennes, celles de la défense antiaérienne et celles de la défense civile ».

Si les Israéliens fouillent leurs journaux pour une évaluation de la situation, ils n'y trouvent qu'un écho unanime : l'ensemble de la presse, citant souvent les milieux gouvernementaux, estime qu'il n'y a rien à attendre de la réunion de MM. Baker et Aziz à Genève, et que la guerre est proche. L'éditorialiste du *Yedioth Aharonoth*, le plus gros tirage du pays, évoquait « un climat d'étouffement, l'impression que l'état se resserre et qu'une fois de plus nous nous retrouvons seuls face au danger » ; cela rappelle de plus en plus une expérience que nous avons déjà vécue - celle de la période d'attente avant la guerre de 1967 ».

La note est sans doute un peu forcée et la situation actuelle singulièrement différente de celle de 1967, mais, si la vie quotidienne n'est

aucunement bouleversée, l'anxiété est dans tous les propos. « Au bureau, à la maison, devant la télévision, ce ne sont que conversations de stratégie sur la vulnérabilité d'Israël », dit un habitant de Tel-Aviv. A 11 heures, il n'y a plus de journaux dans les kiosques et, à 21 heures, on soupèse chaque mot du journal télévisé.

ALAIN FRACHON

Quatre Palestiniens de la bande de Gaza expulsés vers le Liban

Quatre Palestiniens de la bande de Gaza, accusés par les autorités militaires israéliennes d'être des activistes du mouvement de la résistance islamique Hamas, ont été conduits, mardi 8 janvier, au Liban sud dans la « zone de sécurité », créée par Israël.

Les quatre Palestiniens, Moustapha Ahmed El Kanoua, Imad Khalel El Alami, Fadel Khalel Zabout et Yousef Abdallah El Lidawi, détenus depuis un mois et sous le coup d'un arrêt d'expulsion, avaient renoncé lundi à faire appel devant la Cour suprême d'Israël après qu'elle eut refusé de faire connaître les pièces du dossier de l'accusation, sous le motif que la divulgation du dossier posait un problème de sécurité.

Ces expulsions avaient été annoncées le 15 décembre à la suite de l'assassinat à coups de couteau de trois Israéliens à Jaffa par deux Palestiniens en fuite et soupçonnés d'être des membres du Hamas. Ces meurtres ont été unanimement dénoncés à l'étranger comme une violation de la convention de Genève sur la protection des populations de territoires occupés. (AFP.)

APPEL POUR UNE PAIX JUSTE ET GLOBALE AU MOYEN-ORIENT

Message

Refusant la fatalité d'une guerre aux conséquences incalculables et dénonçant l'application partielle du droit international, nous demandons que s'ouvrent des négociations sans préalable devant aboutir :

- au retrait irakien du Koweït et de toutes les troupes étrangères de la région,
- à la convocation d'une Conférence internationale de paix au Moyen-Orient.

Pour signifier sa volonté d'une paix fondée sur une solution négociée et pour ne pas être impliquée dans une décision américaine de déclenchement de la guerre, la France doit s'engager officiellement à ne participer à aucune offensive militaire.

La Conférence doit réunir toutes les parties concernées et garantir :

- l'application de toutes les résolutions passées concernant le conflit israélo-palestinien (paix et sécurité pour deux Etats israélien et palestinien),
- le retrait israélien et syrien du Liban,
- le respect des droits civiques dans les pays de la région,
- le droit du peuple kurde à l'autodétermination,
- une plus juste répartition des revenus du pétrole.

Vous êtes invités à :

■ Recopiez le message ci-dessus, avec vos noms et signature, et envoyez-le en 3 exemplaires à :

Campagne pour une Conférence de paix au Moyen-Orient

c/o Agir ici, 17, place de l'Argonne, 75019 Paris.

tel. : (1) 40-35-07-08, fax : (1) 40-36-06-20

qui le transmettra :

- au Président de la République française,

- à l'Ambassade d'Irak à Paris,

- au Conseil de sécurité de l'ONU à New-York.

■ Manifester votre volonté de paix, à l'occasion de la journée internationale d'action contre la guerre :

Rassemblement à Paris, samedi 12 janvier 1991, 14 heures place de la Madeleine, côté rue Royale

contact : Forum pour une paix juste au Moyen-Orient, 90, rue Vargniaud, 75013 Paris.

tel. : (1) 43-87-44-80, fax : (1) 43-87-44-80.

■ Participer au jeûne de soutien à cet appel (7 au 14/1)

114 bis, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

tel. : (1) 43-44-75-02, fax : (1) 43-44-32-82.

Avec le soutien des associations, organisations et personnalités (liste provisoire, signent à « Appel pour la paix », c/o Agir ici, 17 pl. de l'Argonne, 75019 Paris)

Agir ici, AREV, Association France-Palestine, Association Médicale Franco-Palestienne, CASI (Clément-Férent), CEFEDM, CIOES (Toulon), CIMADE, Communauté de l'Arche, CRIDEV (Rennes), le Cui du Lézard, EIRENE-France, Fédération des Artistes du Monde, F.F.A.C.E., GARD, IATMA (Bordeaux), LIPL, Maison de la Paix, la Mission de France, MDPL, MIR, MIRAP, MIRJC, ORCADES (Paris), Pastorelle des Migrants (Paris), la Paix et l'Olivier, Peuples Solidaires, Services Civils Internationaux, Société des Amis Quakers, Temps Présent, Terre des Hommes-France, Union Juive internationale pour la paix, les Verts.

Sara Alexander, Eric Alliez, Didier Anger, Marie-Christine Aulas, Etienne Balibar, Maurice Barthe, Thierry Baudouin, Claude Bourdet, Pierre Bourdieu, Jean Brugué, Simone de la Bédollière, Jean Cardonnel, Roland Castro, Jean Chevenaux, Claude Cheysson, Denise Clere, Michèle Collin, René Cruse, Monique Dauter, François Della Sudda, Christian Delorme, Gisèle Doreau, Claire Etcherelli, Jean-Jacques de Félis, René Dumont, Yves Durré, Arlette Farge, Jacques Gaillet, Maxime Gillion, Cécile Goldet, Félix Guattari, Albert Jacquart, Marcel-François Kahn, Xavier Knowles, Abdelatif Laabi, Bernard Langlois, Francis Leca, Henri Lelièvre, Gisèle Le Maître, Michèle, Le Douarin, Alain Lohet, MAM, Gabriel Mian, Guyonne Miossac, Jacques Mourry, Jean-Marie Müller, Gilles Perreault, Madeleine Rébérioux, Renaud, François Roux, Alain Roullant, Rupture, Louis Sala-Molins, Elise Sambar, Antoine Sanguinetti, Sino, Gérard Scouff, Emmanuel Terray, Jean Toudat, Pierre Vidal-Naquet, Gilbert Wasserman, Michèle Zenuar.

Soutien financier bienvenu pour ces initiatives

Le Monde, L'Express, Le Figaro, Libération, Paris-Mat, L'Humanité, Le Monde Diplomatique, Europe 1, Europe 2, Europe 3, Europe 4, Europe 5, Europe 6, Europe 7, Europe 8, Europe 9, Europe 10, Europe 11, Europe 12, Europe 13, Europe 14, Europe 15, Europe 16, Europe 17, Europe 18, Europe 19, Europe 20, Europe 21, Europe 22, Europe 23, Europe 24, Europe 25, Europe 26, Europe 27, Europe 28, Europe 29, Europe 30, Europe 31, Europe 32, Europe 33, Europe 34, Europe 35, Europe 36, Europe 37, Europe 38, Europe 39, Europe 40, Europe 41, Europe 42, Europe 43, Europe 44, Europe 45, Europe 46, Europe 47, Europe 48, Europe 49, Europe 50, Europe 51, Europe 52, Europe 53, Europe 54, Europe 55, Europe 56, Europe 57, Europe 58, Europe 59, Europe 60, Europe 61, Europe 62, Europe 63, Europe 64, Europe 65, Europe 66, Europe 67, Europe 68, Europe 69, Europe 70, Europe 71, Europe 72, Europe 73, Europe 74, Europe 75, Europe 76, Europe 77, Europe 78, Europe 79, Europe 80, Europe 81, Europe 82, Europe 83, Europe 84, Europe 85, Europe 86, Europe 87, Europe 88, Europe 89, Europe 90, Europe 91, Europe 92, Europe 93, Europe 94, Europe 95, Europe 96, Europe 97, Europe 98, Europe 99, Europe 100, Europe 101, Europe 102, Europe 103, Europe 104, Europe 105, Europe 106, Europe 107, Europe 108, Europe 109, Europe 110, Europe 111, Europe 112, Europe 113, Europe 114, Europe 115, Europe 116, Europe 117, Europe 118, Europe 119, Europe 120, Europe 121, Europe 122, Europe 123, Europe 124, Europe 125, Europe 126, Europe 127, Europe 128, Europe 129, Europe 130, Europe 131, Europe 132, Europe 133, Europe 134, Europe 135, Europe 136, Europe 137, Europe 138, Europe 139, Europe 140, Europe 141, Europe 142, Europe 143, Europe 144, Europe 145, Europe 146, Europe 147, Europe 148, Europe 149, Europe 150, Europe 151, Europe 152, Europe 153, Europe 154, Europe 155, Europe 156, Europe 157, Europe 158, Europe 159, Europe 160, Europe 161, Europe 162, Europe 163, Europe 164, Europe 165, Europe 166, Europe 167, Europe 168, Europe 169, Europe 170, Europe 171, Europe 172, Europe 173, Europe 174, Europe 175, Europe 176, Europe 177, Europe 178, Europe 179, Europe 180, Europe 181, Europe 182, Europe 183, Europe 184, Europe 185, Europe 186, Europe 187, Europe 188, Europe 189, Europe 190, Europe 191, Europe 192, Europe 193, Europe 194, Europe 195, Europe 196, Europe 197, Europe 198, Europe 199, Europe 200, Europe 201, Europe 202, Europe 203, Europe 204, Europe 205, Europe 206, Europe 207, Europe 208, Europe 209, Europe 210, Europe 211, Europe 212, Europe 213, Europe 214, Europe 215, Europe 216, Europe 217, Europe 218, Europe 219, Europe 220, Europe 221, Europe 222, Europe 223, Europe 224, Europe 225, Europe 226, Europe 227, Europe 228, Europe 229, Europe 230, Europe 231, Europe 232, Europe 233, Europe 234, Europe 235, Europe 236, Europe 237, Europe 238, Europe 239, Europe 240, Europe 241, Europe 242, Europe 243, Europe 244, Europe 245, Europe 246, Europe 247, Europe 248, Europe 249, Europe 250, Europe 251, Europe 252, Europe 253, Europe 254, Europe 255, Europe 256, Europe 257, Europe 258, Europe 259, Europe 260, Europe 261, Europe 262, Europe 263, Europe 264, Europe 265, Europe 266, Europe 267, Europe 268, Europe 269, Europe 270, Europe 271, Europe 272, Europe 273, Europe 274, Europe 275, Europe 276, Europe 277, Europe 278, Europe 279, Europe 280, Europe 281, Europe 282, Europe 283, Europe 284, Europe 285, Europe 286, Europe 287, Europe 288, Europe 289, Europe 290, Europe 291, Europe 292, Europe 293, Europe 294, Europe 295, Europe 296, Europe 297, Europe 298, Europe 299, Europe 300, Europe 301, Europe 302, Europe 303, Europe 304, Europe 305, Europe 306, Europe 307, Europe 308, Europe 309, Europe 310, Europe 311, Europe 312, Europe 313, Europe 314, Europe 315, Europe 316, Europe 317, Europe 318, Europe 319, Europe 320, Europe 321, Europe 322, Europe 323, Europe 324, Europe 325, Europe 326, Europe 327, Europe 328, Europe 329, Europe 330, Europe 331, Europe 332, Europe 333, Europe 334, Europe 335, Europe 336, Europe 337, Europe 338, Europe 339, Europe 340, Europe 341, Europe 342, Europe 343, Europe 344, Europe 345, Europe 346, Europe 347, Europe 348, Europe 349, Europe 350, Europe 351, Europe 352, Europe 353, Europe 354, Europe 355, Europe 356, Europe 357, Europe 358, Europe 359, Europe 360, Europe 361, Europe 362, Europe 363, Europe 364, Europe 365, Europe 366, Europe 367, Europe 368, Europe 369, Europe 370, Europe 371, Europe 372, Europe 373, Europe 374, Europe 375, Europe 376, Europe 377, Europe 378, Europe 379, Europe 380, Europe 381, Europe 382, Europe 383, Europe 384, Europe 385, Europe 386, Europe 387, Europe 388, Europe 389, Europe 390, Europe 391, Europe 392, Europe 393, Europe 394, Europe 395, Europe 396, Europe 397, Europe 398, Europe 399, Europe 400, Europe 401, Europe 402, Europe 403, Europe 404, Europe 405, Europe 406, Europe 407, Europe 408, Europe 409, Europe 410, Europe 411, Europe 412, Europe 413, Europe 414, Europe 415, Europe 416, Europe 417, Europe 418, Europe 419, Europe 420, Europe 421, Europe 422, Europe 423, Europe 424, Europe 425, Europe 426, Europe 427, Europe 428, Europe 429, Europe 430, Europe 431, Europe 432, Europe 433, Europe 434, Europe 435, Europe 436, Europe 437, Europe 438, Europe 439, Europe 440, Europe 441, Europe 442, Europe 443, Europe 444, Europe 445, Europe 446, Europe 447, Europe 448, Europe 449, Europe 450, Europe 451, Europe 452, Europe 453, Europe 454, Europe 455, Europe 456, Europe 457, Europe 458, Europe 459, Europe 460, Europe 461, Europe 462, Europe 463, Europe 464, Europe 465, Europe 466, Europe 467, Europe 468, Europe 469, Europe 470, Europe 471, Europe 472, Europe 473, Europe 474, Europe 475, Europe 476, Europe 477, Europe 478, Europe 479, Europe 480, Europe 481, Europe 482, Europe 483, Europe 484, Europe 485, Europe 486, Europe 487, Europe 488, Europe 489, Europe 490, Europe 491, Europe 492, Europe 493, Europe 494, Europe 495, Europe 496, Europe 497, Europe 498, Europe 499, Europe 500, Europe 501, Europe 502, Europe 503, Europe 504, Europe 505, Europe 506, Europe 507, Europe 508, Europe 509, Europe 510, Europe 511, Europe 512, Europe 513, Europe 514, Europe 515, Europe 516, Europe 517, Europe 518, Europe 519, Europe 520, Europe 521, Europe 522, Europe 523, Europe 524, Europe 525, Europe 526, Europe 527, Europe 528, Europe 529, Europe 530, Europe 531, Europe 532, Europe 533, Europe 534, Europe 535, Europe 536, Europe 537, Europe 538, Europe 539, Europe 540, Europe 541, Europe 542, Europe 543, Europe 544, Europe 545, Europe 546, Europe 547, Europe 548, Europe 549, Europe 550, Europe 551, Europe 552, Europe 553, Europe 554, Europe 555, Europe 556, Europe 557, Europe 558, Europe 559, Europe 560, Europe 561, Europe 562, Europe 563, Europe 564, Europe 565, Europe 566, Europe 567, Europe 568, Europe 569, Europe 570, Europe 571, Europe 572, Europe 573, Europe 574, Europe 575, Europe 576, Europe 577, Europe 578, Europe 579, Europe 580, Europe 581, Europe 582, Europe 583, Europe 584, Europe 585, Europe 586, Europe 587, Europe 588, Europe 589, Europe 590, Europe 591, Europe 592, Europe 593, Europe 594, Europe 595, Europe 596, Europe 597, Europe 598, Europe 599, Europe 600, Europe 601, Europe 602, Europe 603, Europe 604, Europe 605, Europe 606, Europe 607, Europe 608, Europe 609, Europe 610, Europe 611, Europe 612, Europe 613, Europe 614, Europe 615, Europe 616, Europe 617, Europe 618, Europe 619, Europe 620, Europe 621, Europe 622, Europe 623, Europe 624, Europe 625, Europe 626, Europe 627, Europe 628, Europe 629, Europe 630, Europe 631, Europe 632, Europe 633, Europe 634, Europe 635, Europe 636, Europe 637, Europe 638, Europe 639, Europe 640, Europe 641, Europe 642, Europe 643, Europe 644, Europe 645, Europe 646, Europe 647, Europe 648, Europe 649, Europe 650, Europe 651, Europe 652, Europe 653, Europe 654, Europe 655, Europe 656, Europe 657, Europe 658, Europe 659, Europe 660, Europe 661, Europe 662, Europe 663, Europe 664, Europe 665, Europe 666, Europe 667, Europe 668, Europe 669, Europe 670, Europe 671, Europe 672, Europe 673, Europe 674, Europe 675, Europe 676, Europe 677, Europe 678, Europe 679, Europe 680, Europe 681, Europe 682, Europe 683, Europe 684, Europe 685, Europe 686, Europe 687, Europe 688, Europe 689, Europe 690, Europe 691, Europe 692, Europe 693, Europe 694, Europe 695, Europe 696, Europe 697, Europe 698, Europe 699, Europe 700, Europe 701, Europe 702, Europe 703, Europe 704, Europe 705, Europe 706, Europe 707, Europe 708, Europe 709, Europe 710, Europe 711, Europe 712, Europe 713, Europe 714, Europe 715, Europe 716, Europe 717, Europe 718, Europe 719, Europe 720, Europe 721, Europe 722, Europe 723, Europe 724, Europe 725, Europe 726, Europe 727, Europe 728, Europe 729, Europe 730, Europe 731, Europe 732, Europe 733, Europe 734, Europe 735, Europe 736, Europe 737, Europe 738, Europe 739, Europe 740, Europe 741, Europe 742, Europe 743, Europe 744, Europe 745, Europe 746, Europe 747, Europe 748, Europe 749, Europe 750, Europe 751, Europe 752, Europe 753, Europe 754, Europe 755, Europe 756, Europe 757, Europe 758, Europe 759, Europe 760, Europe 761, Europe 762, Europe 763, Europe 764, Europe 765, Europe 766, Europe 767, Europe 768, Europe 769, Europe 770, Europe 771, Europe 772, Europe 773, Europe 774, Europe 775, Europe 776, Europe 777, Europe 778, Europe 779, Europe 780, Europe 781, Europe 782, Europe 783, Europe 784, Europe 785, Europe 786, Europe 787, Europe 788, Europe 789, Europe 790, Europe 791, Europe 792, Europe 793, Europe 794, Europe 795, Europe 796, Europe 797, Europe 798, Europe 799, Europe 800, Europe 801, Europe 802, Europe 803, Europe 804, Europe 805, Europe 806, Europe 807, Europe 808, Europe 809, Europe 810, Europe 811, Europe 812, Europe 813, Europe 814, Europe 815, Europe 816, Europe 817, Europe 818, Europe 819, Europe 820, Europe 821, Europe 822, Europe 823, Europe 824, Europe 825, Europe 826, Europe 827, Europe 828, Europe 829, Europe 830, Europe 831, Europe 832, Europe 833, Europe 834, Europe 835, Europe 836, Europe 837, Europe 838, Europe 839, Europe 840, Europe 841, Europe 842, Europe 843, Europe 844, Europe 845, Europe 846, Europe 847, Europe 848, Europe 849, Europe 850, Europe 851, Europe 852, Europe 853, Europe 854, Europe 855, Europe 856, Europe 857, Europe 858, Europe 859, Europe 860, Europe 861, Europe 862, Europe 863, Europe 864, Europe 865, Europe 866, Europe 867, Europe 868, Europe 869, Europe 870, Europe 871, Europe 872, Europe 873, Europe 874, Europe 875, Europe 876, Europe 877, Europe 878, Europe 879, Europe 880, Europe 881, Europe 882, Europe 883, Europe

الشرق الأوسط

NOUVELLE ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

L'ÉVÉNEMENT

DECOUVREZ-LA
GRATUITEMENT

* 30 volumes 21 x 30 cm
* 4.000 auteurs
* 22.400 articles

Votre documentation GRATUITE

vous sera envoyée par la poste

Cette documentation comporte notamment une magnifique brochure de 34 pages, abondamment illustrée en couleurs et imprimée sur un luxueux papier glacé. Elle vous présente en détail la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 30 volumes avec de passionnants exemples d'articles.

SANS ENGAGEMENT

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

OUI, envoyez-moi gratuitement, par la poste, une documentation complète sur la Nouvelle Encyclopædia Universalis en 30 volumes et sur les conditions privilégiées de souscription qui me sont réservées. Il est entendu que cela ne crée aucune sorte d'engagement pour moi.

☐ M.
☐ Mme Nom _____
☐ Mlle
Prénom _____
N° _____ Rue _____
_____ Localité _____
Code postal _____

044 3401 038

Postez vite ce Bon sous enveloppe non affranchie :
CFL-ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS,
Libre Réponse 19 75, 75342 PARIS CEDEX 07.

PRIVILEGES ET CADEAUX

Votre documentation vous dit tout, également, sur les nombreux Privileges qui vous sont actuellement réservés : facilités de paiement, livraison gratuite de tous vos volumes en une seule fois dès un premier versement, Privilège d'actualisation annuelle, Privilège Universalis à vie... et même deux cadeaux d'une valeur de 992 F!

LA CRISE DU GOLFE

Selon M. Yasser Arafat
Irakiens et Palestiniens
ont « un rendez-vous commun avec la victoire »

« Les combattants irakiens et les Palestiniens en lutte (dans les territoires occupés) ont un rendez-vous commun avec la victoire », a affirmé M. Yasser Arafat, lundi 7 janvier à Bagdad, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la création du Fatah, principale composante de l'OLP.

« L'Irak et la Palestine incarnent une volonté commune. Nous serons ensemble, côte à côte, et après la grande bataille, avec la volonté de Dieu, nous prions ensemble à Jérusalem », a déclaré le chef de l'OLP devant des centaines de Palestiniens et Irakiens qui l'acclamaient.

Selon M. Arafat, en cas d'affrontement dans le Golfe, les combats dureraient « entre trois et six ans » et « s'étendraient à tout le monde arabe ». « Si les Américains préfèrent l'affrontement, nous leur dirons : « Bienvenue à la guerre », s'ils veulent la paix, nous leur répondrons : « Bien-

Un appel du centre de recherches Droit international 1990

Des juristes souhaitent la saisine de la Cour internationale de justice

GENÈVE

de notre correspondant

Tous les ambassadeurs en poste auprès des Nations unies à Genève viennent d'être saisis d'un appel du centre de recherches Droit international 1990 pour qu'ils demandent une consultation de la Cour internationale de justice de La Haye sur le problème du Golfe.

Ce texte est signé par vingt-sept juristes et chercheurs en sciences humaines, dont MM. Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France, Pierre-Marie Dupuy, directeur de l'Institut des hautes études internationales de Paris, Pierre Hassner, de la Fondation internationale des sciences politiques, Albert Jacquard, de l'Université de Genève, Alexandre

Kiss, président du Centre international du droit de l'environnement à Strasbourg, et Olivier Rausbach, directeur de Droit international 1990.

Un avis consultatif

La Cour de La Haye a été instituée en 1945 par la Charte des Nations unies, qui la place au même rang que le Conseil de sécurité. Son statut prévoit qu'elle « peut donner un avis consultatif sur toute question juridique à la demande de tout organe ou institution autorisé par la Charte ». Cette démarche, précisent les signataires, ne devrait en aucun cas affaiblir « l'exigence d'un retrait immédiat du Koweït ».

I. V.

En France

M. Rocard prédit une année « très difficile »

M. Michel Rocard a déclaré, lundi 7 janvier, à Combs-Sainte-Honorine (Yvelines), en présentant ses vœux à ses administrés, que « l'année 1991 sera très difficile pour tout le monde, d'abord en raison des échéances liées à la crise du Golfe, qui sont, désormais, à quelques jours de leur dénouement, ensuite parce que le ralentissement économique américain ne manquera pas de se répercuter sur notre économie nationale, avec les risques que cela comporte sur l'emploi et l'investissement ». Le premier ministre estime, cependant, que « sauf catastrophe économique majeure, liée à un nouveau choc pétrolier, qui n'est pas encore devant nous, il n'est pas improbable que la fin de l'année 1991 connaisse une embellie ».

M. Jacques Chirac a formulé, en réponse aux vœux des élus parisiens au maire de la capitale, lundi, une mise en garde contre les conséquences « humaines et politiques » d'une guerre dans le Golfe. Le maire de Paris a évoqué « une réaction probable de l'opinion publique contre l'Occident dans les pays arabes, qui sont nos voisins ».

« La crise du Golfe, qui implique un risque de guerre, fait apparaître plus de périls que de raisons d'optimisme », a-t-il ajouté. Il a souligné, aussi, les risques de « perturbations » et de « drames, notamment dans les pays de l'Est, avec une augmentation massive du prix du pétrole, entraînant un effondrement de l'économie », lequel

s'accompagnerait de « mouvements massifs de population qui, s'ils ne seraient pas nous laisser indifférents ».

Au Parti socialiste, les rocardiens ont commenté sévèrement la position de Socialisme et République, dénonçant la « logique de guerre » (Le Monde du 5 janvier). Selon M. Gérard Lindberg, membre du secrétariat national du PS, coordinateur du courant rocardien, « les amis de M. Jean-Pierre Chevènement viennent de franchir la ligne jaune ». « Pour sauver la paix », a-t-il dit, il n'est pas d'autre politique efficace que celle conduite avec autorité par la France depuis le 2 août et il n'est donc pas d'autre choix pour les socialistes que d'apporter leur soutien au président et au gouvernement ».

Le Parti communiste et plusieurs organisations d'extrême gauche appellent à manifester le 12 janvier, à Paris, de la Bastille « vers l'Elysée ».

M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, a déclaré, lundi, sur France-Inter, que les Américains devraient « offrir une alternative » lors de la rencontre américano-irakienne, le 9 janvier à Genève, et « faire comprendre à l'Irak que d'ici, tout ou sur un calendrier, s'ouvriront des négociations sur les points sensibles du Moyen et du Proche-Orient ».

Des religieux chrétiens, musulmans et juifs s'élèvent contre « l'engrenage de la guerre »

Des personnalités religieuses chrétiennes, musulmanes et juives ont participé, lundi 7 janvier à Paris, à une journée ecuménique de jeûne et de prière pour la paix au Proche-Orient. « Nous jeûnons et prions pour rappeler qu'aucune guerre n'est sainte, que le prix de la vie humaine est sans mesure. Nous disons non à l'engrenage de la guerre », ont-elles expliqué dans un texte commun.

Organisée par la Communauté de l'Arche de Lanza Del Vasto (1), cette journée de jeûne a rassemblé notamment l'abbé Pierre, fondateur du mouvement d'entraide Emmaüs, Mgr Jacques Delaporte, évêque de Cambrai et président de la commission française Justice et Paix, Mgr Joseph Rozier, évêque de Poitiers et président de Pax Christi, le pasteur Michel Wagnier, président de la commission sociale, économique et internationale de la Fédération protestante de France, le rabbin Daniel Farhi, fondateur du Mouvement juif libéral de France, M. Jean-Baptiste Libouban, responsable de la Communauté de l'Arche de Lanza Del Vasto.

Actuellement en voyage à Bagdad, le cheikh Tedjini Haddam,

recteur de la Mosquée de Paris, était quant à lui représenté par deux de ses proches collaborateurs, M. Abd El Jamid Chérif, recteur adjoint, et M. Mustefa Laoufi. Conscients « des responsabilités que porte la France » dans la situation actuelle, notamment par les ventes d'armes, et de l'insuffisance de réactions devant les violations des droits de l'Homme, les signataires du communiqué ont affirmé leur attachement à « une paix juste dans le Golfe », au « respect de la souveraineté du Koweït », à « la paix et la liberté pour le Liban », au « droit des Palestiniens à une patrie », au « droit pour Israël à la sécurité dans le cadre de frontières reconnues » et à « la nécessité de partager équitablement les richesses tirées du pétrole ». D'autres « personnalités », parmi lesquelles notamment M. Emile Maati, membre du conseil israélite de Paris, se sont joints à l'appel.

J.-M. Dy.

Un journal télévisé régional pour les soldats de l'opération « Daguet »

ORLÈANS

de notre correspondant

Les militaires français stationnés dans le Golfe et originaires de la région centre (en nombre de trois cents environ) vont recevoir le journal régional de FR3.

Alors qu'Antenne 2 diffuse des messages des hommes engagés dans l'opération « Daguet », la station d'Orléans a en l'idée originale de confier un journal permettant aux soldats de garder le contact avec leur province. Au sommaire de la première émission, un certain nombre de

messages des familles puis un condensé des actualités régionales des semaines écoulées : le dynamisme de vieux HLM dans une cité d'Orléans, la fermeture d'un cinéma dans la ville de Jeanne d'Arc et les exploits de la représentante de Loire lors de la dernière édition de Miss France, version épurée et pudique où l'on a éliminé les défilés en maillot de bain « pour ne pas froisser les autorités de Ryad », dit-on à FR3. Une première cassette a été remise aux autorités de la base aérienne militaire de Brice (Loiret) qui l'ont acheminée par avion à Ryad.

R. G.

Razzia sur le riz à La Réunion

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

Des boussouilles et des bagarres, nécessitant parfois l'intervention de la police, se sont produites, ces jours derniers, dans plusieurs grandes surfaces commerciales de l'île de La Réunion. De nombreux consommateurs, pris de panique à l'approche de l'expiration de l'ultimatum adressé à l'Irak, se sont rués sur les rayons de riz, d'huile, de sel et de diverses autres marchandises. Vendu en sachets de deux à cinq kilos ou en vrac dans des sacs de 50 kilos, le riz fait l'objet d'une véritable razzia dans tous les magasins. Cette céréale constitue un effet d'alimentation de base des Réunionnais et l'île importe chaque année plus de 50 000 tonnes de provenance essentiellement du sud-est asiat-

que. Face à la pression sur cette dernière de première nécessité — certaines personnes ont acheté jusqu'à une tonne de riz — quelques grandes surfaces ont décidé de limiter la vente à 10 kilos par personne.

La psychose du manque de riz est d'autant moins justifiée que plusieurs bateaux chargés d'approvisionner le département sont annoncés dans les prochains jours. En outre, l'île dispose de réserves de l'ordre de 7 000 tonnes, soit plus de trois mois de consommation. Mais la menace du conflit dans le Golfe a réveillé chez les Réunionnais le souvenir des moments difficiles qu'ils avaient vécus au cours de la seconde guerre mondiale. A cette époque, en effet, l'approvisionnement de l'île par les bateaux avait été très épisodique et le rationnement sévère.

ALIX DJOUX

PROCHE-ORIENT

Grâce aux « bons offices » du colonel Kadhafi

Quatre otages belges détenus au Liban devraient être libérés

Le Fatah-Conseil révolutionnaire, organisation d'Abou Nidal, a affirmé, mardi 8 janvier, à l'AFP que les quatre otages belges qu'il détenait venaient de quitter le Liban vers un « pays ami » en prévision de leur échange avec Nasser Saïd détenu en Belgique. Selon un membre des services de sécurité libanais, les quatre Belges ont été transférés en Libye. M. Mark Eyskens, ministre belge des affaires étrangères, avait reconnu lundi que le colonel Kadhafi avait joué un rôle « déterminant » dans les tractations.

BRUXELLES

de notre correspondant

Depuis la libération de M^{me} Jacqueline Valente, Bruxelles cherchait plus que jamais une solution heureuse à la rocambolesque affaire qui avait commencé en novembre 1987 avec l'arraisonnement, quelque part en Méditerranée orientale, du sardinier à bord duquel voguait l'équipage franco-belge qui a servi d'otage aux hommes d'Abou Nidal.

Le roi Baudouin et le gouvernement avaient espéré que les fêtes de fin d'année coïncideraient avec l'élargissement de M. Emmanuel Houtekins, de son épouse Godelieve Kets et de leurs deux enfants Laurent et Valérie.

Peu avant Noël, un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères poursuivait à Tripoli des discussions amorcées à Beyrouth, tandis que le président de la Valkunie, un des partis flamands de la majorité gouvernementale, M. Jaak Gabriels, se

trouvait lui aussi dans la capitale libyenne.

« Nous défendons auprès du gouvernement belge et des pays de la CEE la proposition libyenne de réunir le Conseil de sécurité en séance élargie (aux pays arabes) au sujet du Golfe », avait dit M. Gabriels. Ces propos allaient au peu dans le même sens que ceux du roi Baudouin qui, lors d'un voyage officiel à Alger le mois dernier, avait évoqué la nécessité d'une solution globale au Proche-Orient.

En échange d'un terroriste

Il semble que l'Algérie ait aidé la Libye à comprendre l'intérêt du monde arabe à se enclencher les bonnes grâces de la Belgique qui, depuis le 1^{er} janvier, fait partie des membres non permanents du Conseil de sécurité. Bruxelles, qui répète avec insistance que les Mirage belges envoyés en Turquie dans le cadre de l'OTAN n'ont qu'une mission dissuasive, fait partie des capitales européennes qui veulent encore croire en une chance de négociation avant la guerre dans le Golfe.

Quelle que soit la suite du bras de fer entre Américains et Irakiens, la Libye devrait être récompensée de ce qu'on appelle pudiquement ses « bons offices » par la signature prochaine d'un accord de coopération avec la Belgique, par lequel cinq ans mais gelé pour cause d'opportunité politique. Quant à Abou Nidal, il pourrait récupérer le terroriste Nasser Saïd, condamné en 1980 à la prison à perpétuité pour un attentat à la grenade contre des enfants juifs à Anvers. Il paraît que ce détenu remplit les conditions requises pour bénéficier d'une loi sur les libérations anticipées...

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

DIPLOMATIE

Prévu en février à Moscou

Le prochain sommet Bush-Gorbatchev pourrait être reporté

Les Etats-Unis entendent toujours avoir un sommet avec l'URSS en février à Moscou mais ils ont certaines préoccupations, notamment en matière de désarmement, et il y a une possibilité que cette rencontre soit reportée, a indiqué lundi 7 janvier la Maison Blanche. Le sommet est en principe prévu du 11 au 13 février à Moscou, et, à cette occasion, les deux pays doivent signer un second sur le démantèlement stratégique (START). Le porte-parole de la

présidence américaine, M. Martin Fitzwater, a souligné les incertitudes de la crise du Golfe, ainsi que des problèmes en matière de désarmement, notamment au sujet du traité limitant les armes conventionnelles (CFE) déjà signé. Les Américains contestent les chiffres d'armements conventionnels avancés par les Soviétiques et veulent résoudre ce problème avant d'achever le traité START. — (AFP)

Dans un message aux Nations unies

Le président soviétique se dit prêt à l'interdiction des essais nucléaires

M. Gorbatchev a fait parvenir lundi 7 janvier aux représentants de plus de soixante-dix pays réunis, aux Nations unies à New-York, pour une conférence de deux semaines sur les essais nucléaires, un message dans lequel il se dit prêt à cesser tout essai nucléaire si les Etats-Unis font de même.

La conférence convoquée à la demande d'une quarantaine de pays, pour la plupart du tiers-monde, doit discuter d'une proposition d'amendement élargissant aux essais souterrains le traité de 1963 qui interdit les explosions nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace et sous l'eau. Les participants à cette conférence ne s'attendent pas que les puissances nucléaires

approuvent une telle interdiction (les Etats-Unis ont déjà fait savoir qu'ils n'y étaient pas disposés), mais ils veulent leur faire connaître le sentiment de la majorité. Certains experts estiment toutefois que la conférence revêt davantage d'importance qu'il n'y paraît de prime abord, dans le contexte du renouvellement, en 1995, du traité de non-prolifération des armes nucléaires. Si les grandes puissances pouvaient leurs essais, les pays en développement pourraient en effet s'opposer au renouvellement du traité par lequel ils s'engagent à ne pas se doter de l'arme nucléaire et à accepter une inspection internationale. — (AFP, Reuters)

■ Première visite d'un chef d'Etat mongol aux Etats-Unis le 23 janvier. — Le président de Mongolie, M. Punsalmaagiya Ochirbat, effectuera le 23 janvier la première visite d'un chef d'Etat mongol aux Etats-Unis, a annoncé lundi 7 janvier la Maison Blanche. Le secrétaire d'Etat James Baker s'est rendu fin juillet en Mongolie. Les Etats-Unis et la Mongolie entretiennent des relations diplomatiques depuis janvier 1987. — (AFP)

Le Monde EDITIONS

Science et philosophie pour quoi faire ?

Textes présentés par Roger-Pol Droit

JANVIER 1991

Le Monde L'EDUCATION

ENQUÊTE

LES NOUVELLES FILIÈRES DE FORMATION POUR LES INGÉNIEURS DOSSIER

LYCÉES : RÉAJUSTEMENT APRÈS LE SÉISME

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Premier dossier L'OLP

Second dossier

LES PARADIS FISCAUX

Le Monde PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

LES CARTES DE VŒUX DE PAUL-EMILE VICTOR THÉMATIQUE : MANCHOTS ET PINGUINS LES TIMBRES FISCAUX DE L'EMPIRE L'ANNÉE LUNAIRE ASIATIQUE

En vente chez votre marchand de journaux

Journal

EUROPE

URSS : pour ramener les recrues récalcitrantes dans les casernes

Moscou envoie des parachutistes dans les Républiques baltes

Le ministère soviétique de la défense a annoncé, lundi 7 janvier, l'envoi d'unités de parachutistes dans plusieurs Républiques périphériques, dont les baltes, en précisant que leur tâche est d'obliger les conscrits réfractaires à rejoindre l'armée. Les dirigeants baltes, dont certains ont dénoncé cette mesure comme une tentative de renverser les pouvoirs locaux, ont été informés que les troupes interviendraient dès le 13 janvier s'ils ne parvenaient pas à rétablir eux-mêmes la situation dans les casernes. Plusieurs divisions de parachutistes faisaient route lundi vers ces trois Républiques, selon l'agence non officielle Belita.

« Les commandants des districts militaires ont reçu l'ordre d'accroître l'aide pratique aux commissariats militaires chargés du recrutement pour la recherche des déserteurs, des troupes déportées étant engagées dans la réalisation de ces tâches », selon un communiqué du ministère. Il s'agit de faire appliquer un décret promulgué le 1^{er} décembre par le président Gorbatchev sur le maintien de la conscription, dont la chute « initiale » menace « la capacité défensive » de l'URSS. Le communiqué indique que 78,8 % des conscrits ont pu être enrôlés au 1^{er} janvier, ce qui est en URSS, et que cette proportion tombe à 10 % en Géorgie, à 12,5 % en Lituanie ou à 28 % en Arménie.

Le communiqué précise que les dirigeants des Républiques concernées ont été informés, ce qui a été confirmé par les dirigeants baltes.

Le président de Lettonie, M. Anselm Gorbounov, a rendu compte à la télévision locale de son entretien avec le général Fiodor Kouzmine, commandant des forces soviétiques dans la Baltique, qui lui a fait part de l'ultimatum du 13 janvier.

M. Gorbounov avait menacé lui-même le mois dernier devant le Congrès des députés soviétiques d'instaurer l'état d'urgence ou l'administration directe dans les régions « où la situation sera la plus tendue ». La semaine dernière, des « bêtises noires » du ministère de l'Intérieur avaient occupé des bâtiments du Parti communiste en Lituanie et en Lettonie. Le chef d'état-major soviétique, le général Mikhaïl Moïseïev, avait ensuite reconnu le président letton, M. Gorbounov, pour l'assurer qu'il « n'est pas prévu d'augmenter les effectifs des troupes » dans les Républiques baltes et qu'elles pourraient même être réduites, ce qu'il a encore confirmé dans une interview publiée lundi dans les *Izvestia*. Il y ajoute cependant qu'il a « malheureusement pas reçu d'éclaircissements » du président Gorbounov sur la question de l'appel sous les drapeaux et que le décret à ce sujet du président Gorbatchev « sera strictement appliqué ».

D'autre part, un responsable estonien a annoncé à la radio que le général Kouzmine avait proposé de « suspendre » l'envoi de parachutistes si les dirigeants locaux faisaient en sorte qu'appelés et déserteurs se présentent, dans les centres de recrutement.

A Helsinki, où ils prenaient part à une réunion de trois jours des chefs de la Baltique, le vice-président letton, M. Ojaïns Ivars, et le président de la commission des affaires étrangères du Parlement estonien, M. Indrek Toome,

ont estimé qu'il y avait un lien évident entre ces événements en URSS et la crise du Golfe, parlant d'un « accord tacite » soviéto-américain pour se donner les mains libres chacun selon ses intérêts.

M. Gorbounov avait menacé lui-même le mois dernier devant le Congrès des députés soviétiques d'instaurer l'état d'urgence ou l'administration directe dans les régions « où la situation sera la plus tendue ». La semaine dernière, des « bêtises noires » du ministère de l'Intérieur avaient occupé des bâtiments du Parti communiste en Lituanie et en Lettonie. Le chef d'état-major soviétique, le général Mikhaïl Moïseïev, avait ensuite reconnu le président letton, M. Gorbounov, pour l'assurer qu'il « n'est pas prévu d'augmenter les effectifs des troupes » dans les Républiques baltes et qu'elles pourraient même être réduites, ce qu'il a encore confirmé dans une interview publiée lundi dans les *Izvestia*. Il y ajoute cependant qu'il a « malheureusement pas reçu d'éclaircissements » du président Gorbounov sur la question de l'appel sous les drapeaux et que le décret à ce sujet du président Gorbatchev « sera strictement appliqué ».

De tels troubles ont précédé l'envoi de troupes dans les Républiques où l'envoi des troupes

Appels au calme

Troubles en Géorgie

A été décidé : en Géorgie trois personnes ont été tuées dimanche au cours d'affrontements entre la police géorgienne et des habitants de Tskhinvali, en Ossétie du Sud. Cette région autonome a réclamé son rattachement à la Russie et a été « supprimée » pour cela par le Parlement géorgien, dominé par les nationalistes. Le président Gorbatchev a annulé lundi par décret cette décision du Parlement géorgien et lui a donné « cinq jours pour l'informar des décisions prises pour normaliser la situation ».

Cette nouvelle crise dans les relations entre Moscou et les Républiques sera au centre des travaux du Soviet suprême soviétique, dont une session s'est ouverte mardi à Moscou pour une dizaine de jours. A son programme figurent la « guerre des budgets » qui se poursuit toujours entre le pouvoir central et la Russie, ainsi que la loi sur les référendums et la guerre du Golfe que les députés les plus conservateurs veulent évoquer. Le Parlement pourrait en revanche ne pas avoir à approuver la composition du nouveau cabinet des ministres « qui n'a pas encore été formé », selon l'agence non officielle Interfax.

M. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, a annoncé dimanche que le 20 décembre en raison des « menaces de dictature » qui pèsent selon lui sur l'URSS, il a reçu l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou M. John Matlock, qui lui a fait part de la « préoccupation » des Etats-Unis au sujet de l'envoi de parachutistes dans les Républiques baltes, et a annoncé le département d'Etat. — (AFP, Reuters)

TURQUIE : la « marche des mineurs » toujours bloquée par la police

« C'est le gouvernement qui a peur ! »

Les cinquante mille mineurs turcs en marche sur Ankara ont décidé, lundi 7 janvier, d'opérer un « repli tactique » de quelques kilomètres pour éviter « tout affrontement » avec les forces de l'ordre. Néanmoins, cent quatre-vingt d'entre eux ont été appréhendés et gardés à vue depuis le début de cette marche, partie de Zonguldak le 4 janvier, à 250 kilomètres de la capitale, pour faire valoir leurs revendications.

La marche des mineurs a débuté le 30 novembre. Au fil des jours, le mouvement s'est transformé en une croisade contre le président Ozal qui est le cible de la plupart de leurs slogans. « Le gros de Cankaya (palais présidentiel) est l'ennemi des travailleurs ! », « Sultan, démissionne ! », « Guerre aux Ozal, paix aux mineurs ! ». Il est accusé d'être responsable aussi bien de l'inflation que des difficiles conditions de travail des ouvriers et de la mauvaise qualité de leur équipement.

Depuis dimanche, les mineurs sont bloqués par les barrières érigées par les forces de l'ordre à 8 kilomètres au sud de la petite ville de Mengen. Derrière deux bulldozers placés en travers de la route, des forces de la police anti-émeute et de la gendarmerie sont déployées pour empêcher les manifestations d'atteindre l'entour principal qui traverse le pays. « Demain nous passerons, ils [les policiers] ne vont pas nous tirer dessus, ils partent nous tirer », explique un mineur, apparemment surpris de l'attitude presque émilie des policiers qui brandissent et plaisantent avec les grévistes. Cet optimisme est unanime parmi les collègues. « Nous avons brûlé les bateaux, il n'y a pas de retour. »

Le président du syndicat des mineurs M. Semsi Denizler cherche à éviter un affrontement direct avec les autorités. Jusqu'à présent les mineurs ont fait preuve d'une discipline étonnante, obéissant aux mots d'ordre de leur syndicat. Ils ont soigneusement évité de provoquer des incidents. Déterminés et forts d'une dignité retrouvée, ces quelque cinquante mille grévistes vont-ils accepter de bon cœur la décision de ne pas forcer les barricades ? Ils persisteront-ils à poursuivre leur lutte tant que leurs demandes n'auront pas été satisfaites, même au prix d'un affrontement avec les forces de l'ordre. « Nous n'avons pas peur, c'est le gouvernement qui a peur », affirme un jeune manifestant.

NICOLE POPE

MENGEN (sur la route entre Zonguldak et Ankara)

de notre envoyée spéciale

A perte de vue, des deux côtés de la route, des dizaines de milliers d'hommes sont bloqués autour de feux de camp, une couverture sur les épaules, une écharpe enroulée autour de la tête, parfois surmontée d'un casque de mineur. Ils bivouaquent sur le chemin par cette froide et pluvieuse nuit de janvier pour le quatrième fois depuis qu'ils ont quitté leur ville de Mengen pour leur longue marche vers le palais présidentiel à Ankara. Les mineurs, qui ont déjà parcouru près de 65 kilomètres sont fatigués, mais ils ne perdent pas espoir. Ils ont enfilé leur morle en revanche est d'acier. Chantant des slogans, tapant des mains, ils célèbrent leur pouvoir nouveau dans une ambiance de kermesse.

Leur revendication était au départ essentiellement d'ordre financier. Le salaire mensuel moyen des mineurs est actuellement d'environ 720 F et leurs vêtements élimés qui les protègent mal du froid mordent témoignent de leur pauvreté. Ils veulent obtenir une augmentation de salaire de 550 F, alors que le gouvernement ne leur offre que 250 F. La président Ozal a déclaré à plusieurs reprises que les mineurs ne sont plus rentables ; la quantité quotidienne de charbon extraite par chaque mineur n'étant que de 300 kilos, soit moins d'un dixième de la moyenne mondiale. Les augmentations exigées par les travailleurs s'élèvent à 1,3 milliard de dollars aux

« Il n'y a pas de retour »

Depuis dimanche, les mineurs sont bloqués par les barrières érigées par les forces de l'ordre à 8 kilomètres au sud de la petite ville de Mengen. Derrière deux bulldozers placés en travers de la route, des forces de la police anti-émeute et de la gendarmerie sont déployées pour empêcher les manifestations d'atteindre l'entour principal qui traverse le pays. « Demain nous passerons, ils [les policiers] ne vont pas nous tirer dessus, ils partent nous tirer », explique un mineur, apparemment surpris de l'attitude presque émilie des policiers qui brandissent et plaisantent avec les grévistes. Cet optimisme est unanime parmi les collègues. « Nous avons brûlé les bateaux, il n'y a pas de retour. »

Le président du syndicat des mineurs M. Semsi Denizler cherche à éviter un affrontement direct avec les autorités. Jusqu'à présent les mineurs ont fait preuve d'une discipline étonnante, obéissant aux mots d'ordre de leur syndicat. Ils ont soigneusement évité de provoquer des incidents. Déterminés et forts d'une dignité retrouvée, ces quelque cinquante mille grévistes vont-ils accepter de bon cœur la décision de ne pas forcer les barricades ? Ils persisteront-ils à poursuivre leur lutte tant que leurs demandes n'auront pas été satisfaites, même au prix d'un affrontement avec les forces de l'ordre. « Nous n'avons pas peur, c'est le gouvernement qui a peur », affirme un jeune manifestant.

NICOLE POPE

ITALIE

Les noms des 577 membres du réseau Gladio sont publiés par la presse

La presse italienne a publié, lundi 7 janvier, la liste des 577 membres du réseau Gladio (Glaive), une structure clandestine des services secrets italiens mise en place en 1949 pour faire face à une éventuelle invasion des forces armées des pays de l'Est. Cette liste comporte les noms, prénoms, dates de naissance et lieux de résidence des membres du réseau reconnus au moment de la révélation de cette affaire à la fin du mois d'octobre. La

liste des « gladiateurs » avait été remise il y a quelques semaines au procureur de la République de Rome dans le cadre de l'enquête ouverte après les révélations faites par le président du Conseil, M. Giulio Andreotti, sur l'existence de Gladio en Italie et de réseaux similaires mis en place dans d'autres pays européens sous l'égide de l'OTAN. Gladio a été officiellement dissous en novembre 1990. — (AFP)

AFRIQUE

SOMALIE : alors que les rebelles annoncent « l'assaut final »

Mogadiscio est livrée à l'anarchie

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, s'est déclaré, lundi 7 janvier, « préoccupé par la détérioration de la situation » et a demandé à « toutes les parties concernées de faire preuve de retenue et d'œuvrer en faveur d'un arrangement politique approprié ». Pour leur part, les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC) ont annoncé qu'ils avaient déclenché « l'assaut final » contre Mogadiscio, livrée aux pillages et à l'anarchie.

NAIROBI

de notre correspondant

« Mogadiscio, ville fantôme livrée aux pillards », M. Abdoulaye Daïb, consultant somalien, qui a pu embarquer lundi, à bord d'un Hercules de l'armée de l'air italienne, n'a pas d'autres mots pour raconter ce qu'est devenue, en moins de deux semaines la capitale, où les vivres et l'eau commencent à manquer. D'après lui, les deux tiers des habitants ont fui les affrontements et l'insécurité pour se réfugier dans la campagne voisine ou les quartiers encore calmes mais aujourd'hui surpeuplés. L'armée est plus occupée à piller qu'à combattre. Chaque maison abandonnée, chaque ambassade désertée, notamment celle des Etats-Unis, est mise à sac par des militaires qui en sortent au volant de voitures chargées de butin.

De très nombreux Somaliens,

dont beaucoup de Marchan, le clan du président Syad Barre, errent dans l'aéroport de Mogadiscio, cherchant à quitter le pays par tous les moyens. Lundi, l'unique appareil de Somali Airlines n'est pas revenu d'Abu-Dhabi, pour repartir, selon son plan de vol, sur Rome. Les gens se sont alors ruer sur les deux Hercules italiens, qui venaient chercher le reste des ressortissants étrangers et qui ont évacué quelque 280 personnes dont une centaine d'autocitoyens. Il reste, aujourd'hui, une soixantaine d'Italiens dans la capitale.

Assassinats d'opposants

Lundi à l'aube, les deux bâtiments de la marine nationale française, le *La Motte-Picquet* et le *Jules-Verne*, avaient évacué vingt-deux personnes dont les délégués du Comité international de la Croix Rouge (CICR) qui vont provisoirement se réfugier sur Berbera dans le nord du pays. Les oeuvres avaient mis le cap sur Djibouti, avec à leur bord les derniers Français de Somalie. Les quelque 300 personnes évacuées par les Américains, dont une dizaine d'ambassadeurs, font route vers le Golfe qu'ils devraient tout de même avoir quitté avant le 15 janvier.

L'armée de l'air italienne a débarqué à Mogadiscio une équipe de médecins sans frontières qui vont tenter de rejoindre, avec 10 tonnes de matériel chirurgical et deux véhicules, l'océ des principaux hôpitaux de la capitale où les combats auraient déjà fait plusieurs centaines de morts.

JEAN HÉLÈNE

EN BREF

■ RWANDA : condamnation à mort d'un opposant. — Un membre du Front patriotique rwandais (RPF) a été condamné à mort, lundi 7 janvier, par la cour de sécurité de l'Etat. Le ministère public avait requis la peine capitale pour douze des treize militants ou sympathisants du RPF qui comparaissent devant le tribunal de Kigali. Accusés d'avoir participé à l'invasion du pays le 1^{er} octobre à partir de l'Ouganda voisin, ils avaient tous plaidé non coupables. Seul M. Chrysostome Karuranga a été condamné à mort. Trois autres accusés ont été condamnés à vingt ans de prison et six autres à quinze ans. Il n'y a eu qu'un acquittement. — (AFP)

■ TUNISIE : un hebdomadaire suspendu sa parution. — La rédaction de l'hebdomadaire indépendant *Le Maghreb* a annoncé, lundi 7 janvier, qu'elle suspendait la parution en raison de l'inculpation de son directeur, M. Omar Shabou, poursuivi pour « diffamation » envers deux membres du gouvernement dont les noms n'ont pas été dévoilés. Ces poursuites font suite à un sondage que le journal avait organisé il y a deux semaines et dans lequel il avait accordé des notes aux ministres à propos de leurs prestations lors des récents débats budgétaires. — (AFP)

■ ZAIRE : l'ambassadeur wa Botende dément son arrestation. — Ancien chef d'état-major de l'armée, l'ambassadeur Lopomda wa Botende, a déclaré, lundi 7 janvier, lors d'une conférence de presse convoquée à bord du bateau du président Mobutu, qu'il avait été « très surpris » par les informations, faisant état de son « arrestation » et son « implication dans un prétendu complot ». (Le Monde du 8 janvier).

VENTES PAR ADJUDICATION

- Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP
- Vente au Palais de Justice de Créteil, le JEUDI 24 JANVIER 1991, à 9 h 30.
1^{er} lot : un APPARTEMENT de 3 PIÈCES
principales, CAVES et BOX, dans un immeuble sis à 6, avenue Herbillon
SAINT-MANDE (94) MISE A PRIX : 250 000 F
S'adresser à M. Patrick VABINOT, avocat à NOGENT-SUR-MARNE (94130), 166 bis, Grande-Rue, tél. : 46-71-03-78 ; M. Jean JUNIEU, avocat à CRÉTIL (94000), 3, rue du Général-Leclerc, tél. : 46-99-48-92 ; M. Serge TACNET, avocat à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94500), 20, r. J.-Jaurès, T. : 47-06-94-22.
- Vente au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 24 JANVIER 1991, à 14 h 30.
STUDIO - 83, RUE OLIVIER-DE-SERRES
à PARIS (15^e), AU REZ-DE-CHAUSSEE
Comprenant : entrée, coin cuisine, salle de bains, 1 pièce principale.
M. à P. : 150 000 F S'adresser à M. B.-C. LEBEVRE, avocat à PARIS (75001), 20, quai de la Mégisserie, Tél. : 40-39-07-39. Visite sur place le 17 JANVIER : 9 h 30 à 13 h.
- Vente sur enchère du dixième au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 17 JANVIER 1991, à 14 heures.
PROPRIÉTÉ à SAINT-CLOUD (92)
98-100, RUE DE GARCHES
constituée d'un PETIT PAVILLON élevé sur cave d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage et d'un
TERRAIN de 1 426 m²
MISE A PRIX : 5 192 000 F
S'adresser à M. POUCHARD, avocat, 9, rue Robert-Lavigne, 92600 ASNIÈRES, tél. : 47-98-94-14 ; M. BLA VIER, avocat, 53, rue de Saint-Cloud, 92410 VILLE-D'AVRAY, tél. : 47-50-27-52. Et à l'avocat près le Trib. de gde inst. de NANTERRE.
- Vente au Palais de Justice de Paris, le JEUDI 24 JANVIER 1991, à 14 h 30. EN UN LOT :
APPARTEMENT 3 P.P. - 34, RUE CUSTINE
et 61, RUE LABAT à PARIS (18^e)
au 3^e étage, avec salle de bains et CAVES.
M. à P. : 350 000 F S'adresser à M. B.-C. LEBEVRE, avocat à PARIS (75001), 20, quai de la Mégisserie, Tél. : 40-39-07-39. Visite sur place le 18 JANVIER de 14 h à 15 h.

PROCHE-ORIENT

entre otages belges détenus au Liban devraient être libérés

Le Front libanais révolutionnaire, une organisation d'Abou Naddar, a annoncé, mardi 6 janvier, à Beyrouth, que les quatre otages belges détenus au Liban seraient libérés. Selon un communiqué du Front libanais révolutionnaire, les quatre Belges ont été libérés au Liban. M. Mark, un des otages, a été libéré. Les autres otages sont toujours détenus au Liban. Le Front libanais révolutionnaire a annoncé que les quatre otages belges ont été libérés au Liban. M. Mark, un des otages, a été libéré. Les autres otages sont toujours détenus au Liban.

DIPLOMATIE

Le prochain sommet Bush-Gorbatchev pourrait être repoussé

Le prochain sommet Bush-Gorbatchev pourrait être repoussé. Les deux chefs d'Etat pourraient se rencontrer à Washington en février. Le sommet pourrait être repoussé en raison de la situation en URSS.

AMÉRIQUES

HAÏTI : colère populaire et lynchages à Port-au-Prince

Le Père Aristide sort renforcé de l'échec du putsch duvaliériste

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. - 43 28 51 00

M. Chirac dénonce la «
de division de M- B...

150100

POLITIQUE

Les élections législatives partielles

M. Chirac dénonce la « candidature de division » de M^{me} Barzach à Paris

M. Jacques Chirac est venu présenter ses vœux, lundi 7 janvier, aux habitants du quinzième réunis dans la mairie de cet arrondissement de Paris. Il a de cette façon ouvert la campagne législative de la treizième circonscription et apporté son soutien à la candidature de M. René Galy-Dejean, maire RPR. Au premier rang de l'assistance, parmi les élus, M^{me} Michèle Barzach, qui n'a pas démissionné de son mandat de conseillère municipale de la capitale, a été la seule à ne pas applaudir les propos de M. Chirac et elle a quitté la mairie aussitôt après ceux-ci.

Dans son allocution, M. Chirac, sans jamais citer le nom de l'ancien ministre de la Santé, a toutefois dénoncé sa candidature comme une manifestation de division de la majorité municipale « qui donne aux socialistes le pouvoir d'arrêter », ajoutant même : « Lorsqu'on voit leur jubilation dans ce contexte on se rend bien

compte que ce n'était pas notre intérêt ». Répondant à une déclaration de M^{me} Barzach à l'Express affirmant que M. Chirac se plaçait « dans une logique de guerre à son égard », le maire de Paris a déclaré : « Le quinzième ce n'est pas le Golfe, et je m'installe tout à fait tranquillement dans une logique de paix, d'union et d'efficacité ». Il a ajouté : « Je n'ai pas décelé dans le geste qui m'a conduit à cette élection un intérêt clair pour le quinzième, pour la gestion des affaires de la capitale ni pour l'opposition. Elle risque de semer le trouble dans les esprits, la division dans les familles politiques et l'incohérence dans la gestion municipale. L'union est mise en cause par cette absurde élection partielle ». Le maire de Paris a réitéré : « Cette élection partielle je ne l'ai pas votée et je ne l'ai pas comprise. Dans le quinzième et dans la totalité des arrondissements de Paris, j'ai besoin d'une équipe cohérente, unie et saine

et non pas d'élus qui tirent à hue et à dia pour des raisons médiatico-politiques diverses ».

M. René Galy-Dejean a ensuite opposé « ceux qui ne sont que fracas médiatiques à ceux qui sont simplement sérieux et font leur boulot ». Le candidat a cependant précisé qu'il ne ferait pas « une campagne méchante car ça n'est pas dans [son] tempérament » et qu'il ne se battrait pas contre « qui que ce soit dont je me fiche ».

M. Bernard Bosson, député UDC de Haute-Savoie, ancien ministre de M. Chirac et maire d'Annecy domi M^{me} Barzach avait annoncé qu'il viendrait la soutenir, a précisé, lundi 7 janvier, qu'il n'interviendrait pas « dans les élections partielles qui sont une affaire interne au RPR » et qu'il était « pas satisfait que les responsables nationaux des partis de l'opposition interviennent ».

A. P.

M. Pasqua propose des quotas d'immigration

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a présenté, mardi 8 janvier, à Paris, une série de propositions pour « une autre politique » de l'immigration et de la sécurité en France.

« Avec la nouvelle vague migratoire qui se prépare dans les pays de l'Est et compte tenu de l'explosion démographique dans les pays du Maghreb et en Afrique, nous allons être confrontés à une situation qui risque d'emporter les structures de notre pays. Ces problèmes sont devant nous et pas derrière nous », a déclaré M. Pasqua. Pour que l'immigration, inévitable selon lui, soit « contrôlée et non subie », l'ancien ministre de l'Intérieur propose, notamment, la création d'un Office central de l'immigration, la réforme de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA), ainsi que la fixation annuelle par le gouvernement, « après débat au Parlement », de « quotas d'immigration avec ventilation par nationalités ».

A. P.

Ancien ministre de l'intérieur de M. Giscard d'Estaing

M. Christian Bonnet demande une « rigueur féroce » en Corse

Le Journal du dimanche du 6 janvier a publié deux entretiens sur la situation en Corse, l'un avec M. Christian Bonnet, ancien ministre de l'Intérieur, sénateur (Rsp. et ind.) du Morbihan, hostile à la politique du gouvernement en Corse, l'autre avec M. José Rossi, député UDF-PR et président du conseil général de Corse-du-Sud, rapporteur du projet Joxe sur la Corse à l'Assemblée nationale.

M. Bonnet renouvelle les critiques contre les orientations choisies par le gouvernement en Corse, qu'il avait exprimées dans ses colonnes (le Monde du 2 janvier). Il précise, à propos de l'application de l'état de droit en Corse : « Il est véritablement scandaleux de constater que certains agents de l'Etat ne réagissent pas quand des crédits ouverts à des pseudo-jeunes agriculteurs sont en réalité perçus par des proxénètes à Paris ». Se disant « épouvanté par l'aveuglement du pouvoir », M. Bonnet demande une « rigueur féroce ».

Néanmoins, le sénateur conserve « une route [sa] estime personnelle » pour son successeur place Beauvau, alors que M. Bonnet, bien que membre du bureau politique du PR, tout comme M. Rossi, n'a « que mépris pour le rapporteur (...) [que M. Joxe] a été pêcher dans l'opposition ». L'ancien ministre continue : « M. José Rossi (...) est un homme qui a vu dans la création d'un pouvoir exécutif corse la possibilité d'asseoir une ambition personnelle ».

M. Rossi répond notamment en rappelant à M. Bonnet « l'épisode tragique » de l'Hôtel Fesch à Ajaccio, en 1980, lorsque M. Bonnet était ministre de l'Intérieur, à l'oc-

casion d'une prise d'otages par des nationalistes dans cet hôtel. M. Rossi rappelle que l'affaire s'était soldée par trois morts, un CRS et deux passants tués par accident par les CRS, car « le ministre de l'Intérieur s'est montré terriblement intransigent. A tel point que la tension psychologique avait poussé les CRS à la faute. Et, chose rarissime, ils ont perdu leur sang-froid ». M. Rossi demande donc « à M. Bonnet de faire preuve d'un peu d'humilité » (1).

M. Rossi souligne encore que « la Corse n'est pas la Sicile » même si la « confusion » y règne. M. Rossi pense que ni les nationalistes ni les clans de MM. Jean-Paul de Rocca-Serra et François Giacobbi ne peuvent faire « capoter » le projet Joxe.

Quant à l'article premier de ce projet définissant le « peuple corse » (M. Rossi n'avait pas participé au vote sur l'amendement visant à supprimer cette référence), le rapporteur juge que « c'est un subterfuge qui est fait pour admettre l'idée d'une collectivité territoriale différente et pour montrer que la Corse n'est pas seulement une outre région ».

(1) M. Bonnet avait notamment déclaré à l'époque, après ces incidents (le Monde du 11 janvier 1980) : « Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais en France de tractations avec les preneurs d'otages, qui sont des criminels de droit commun. (...) J'ai le devoir de ne pas négocier. Respecter la loi, c'est sauver demain beaucoup de vies humaines ».

M. Noir ne veut pas envenimer ses relations avec le RPR

LYON

de notre bureau régional

En présentant, lundi 7 janvier à Lyon, les axes de la prochaine campagne des deux députés démissionnaires, M. Michel Noir, accompagné de M. Jean-Michel Dubernard, a indiqué qu'il serait satisfait d'obtenir, dans sa circonscription, les mêmes résultats que lors des élections législatives de 1988, où il avait atteint 58 % des voix (avec 40 % d'abstention). A propos de la candidature de son gendre, M. Pierre Rotton, qui se présente, soutenu par le

RPR, contre M. Dubernard, M. Noir a rappelé qu'il n'admettrait pas que son ancien directeur de campagne pour les élections municipales fit référence à ses liens familiaux.

Cette candidature continue à semer la confusion au sein du RPR lyonnais. Le secrétaire départemental du mouvement, M. Jean Besson, député, depuis qu'il s'est rangé à la décision des instances nationales de présenter des candidats, doit faire face à de nouvelles difficultés. Certains maires d'arrondissement expriment clairement leurs troubles. Après avoir démis de leur mandat quatre

secrétaires de circonscription qui ont pris position pour MM. Noir et Dubernard, M. Besson a annoncé qu'il « agira de la même manière avec ceux qui auront la même attitude ».

M. Noir, cependant, ne souhaite pas envenimer les relations avec son ancienne famille politique, « puisque, dans quelques mois, tout le monde sera obligé de travailler ensemble ». Il a observé, toutefois, qu'à Lyon, lors des précédentes élections, « le RPR atteignait 18 % des voix », et, lui-même, « 45 % ».

B. C.

Chute de confiance et pessimisme des Français

Suite de la première page

Sur le critère IFOF de la satisfaction, il se situe à un niveau plus bas que celui jamais atteint par ses deux prédécesseurs immédiats, MM. Jacques Chirac et Laurent Fabius. A la cote d'avenir de la SOFRES, il descend en dessous de la barre des 50 % et est devancé pour la quatrième fois en un an par M. Jacques Delors. Sur la dimension présidentielle, 40 % des Français estiment qu'il ferait un bon président de la République, mais c'est là son score le plus faible de la décennie.

La majorité d'opinion que M. Rocard réussissait à rallier sur son nom est entamée. Jusqu'à présent, la quasi-totalité de l'électorat socialiste, la majorité des sympathisants écologistes et centristes, les deux cinquièmes de l'électorat communiste lui exprimaient leur confiance. Ce large soutien, au-delà des clivages partisans et des difficultés parlementaires, constituait l'assurance-vie du premier ministre. Or, on enregistre désormais une majorité d'opinions négatives parmi les écologistes et les centristes, un recul parmi les sympathisants communistes et l'émergence d'un quaternaire critique dans l'électorat socialiste. Le retour vers la droite des centristes, le pacifisme des écologistes et les divisions au sein du PS rétrécissent progressivement la base politique de M. Rocard.

Le premier ministre paie auprès des Français les difficultés de ces derniers mois, hier le mouvement des lycéens et les casseroles, aujourd'hui le terrorisme en Corse. Mais la baisse de popularité est au premier chef imputable au retournement du moral des Français. La crise du Golfe a provoqué une véritable flambée d'inquiétude économique et sociale. A la fin de l'année, la proportion de Français estimant que « les choses vont mal » atteint 63 % contre 51 % quatre mois plus tôt ; 71 % des personnes interrogées s'attendent à de nombreux conflits sociaux au lieu de 56 % ; 45 % craignent le recours aux affrontements et à la violence au lieu de 33 %.

Mieux que M. Mauroy

Entre fin 1989 et fin 1990, l'évolution est plus spectaculaire encore : le sentiment que l'économie française se dégrade progresse de vingt-neuf points et les prévisions d'inquiétude pour l'année à venir gagnent vingt-quatre points. Comme l'a souligné le président de la République lors de ses

vœux, ce pessimisme à quelque chose d'irrationnel si l'on songe aux réalités économiques et sociales, mais en lui-même il constitue un fait d'opinion. D'autant plus que le lien est étroit entre le moral et la popularité des gouvernements, surtout pour le premier ministre. Sur le long terme, depuis une quinzaine d'années qu'on le mesure, le parallélisme des courbes est frappant. Actuellement, la confiance en M. Rocard s'établit à 67 % contre 30 % parmi les Français qui pensent que 1991 sera une bonne année pour notre pays ; à 56 % contre 41 % parmi ceux qui s'attendent à une année comme les autres.

Pourcentage de Français qui ont une bonne opinion des partis suivants

	Janvier 1990	Janvier 1991	Ecart
Mouvement écologiste	64	60	-4
Parti socialiste	47	47	0
RPR	39	35	-4
UDF	40	31	-9
Front national	16	12	-4
Parti communiste	12	12	0

Source : baromètre Figaro-magazine/SOFRES janvier 1991 (enquête réalisée du 19 au 22 décembre 1990).

L'évolution de la popularité des leaders et des partis politiques depuis un an

Pourcentage de Français qui souhaitent voir jouer un rôle important à :	Janvier 1990	Janvier 1991	Ecart
GOUVERNEMENT			
M. Rocard	58	49	-7
P. Bérégovoy	38	38	0
L. Jospin	32	29	-3
J.-P. Chevènement	25	24	-1
LEADERS INSTITUTIONNELS			
J. Delors	58	51	-7
L. Fabius	39	36	-3
V. Giscard d'Estaing	42	35	-7
J. Chirac	38	34	-4
P. Mauroy	23	26	+3
P. Méhaignerie	26	20	-6
A. Juppé	23	17	-6
J.-M. Le Pen	19	15	-4
G. Marchais	8	7	-1
LEADERS EN MARGE			
M. Noir	45	49	+4
S. Veil	48	42	-6
R. Barre	39	40	+1
F. Léotard	34	38	+4

Les chiffres tombent à 37 % de confiance contre 59 % de défiance parmi ceux (en progression) de dix-huit points en un an) qui pensent que l'année à venir sera meilleure.

Dans ces conditions, il est clair que la chute de popularité de M. Rocard tient moins à une altération de son image personnelle qu'à l'effet du retournement du climat psychologique. Au demeurant, deux éléments montrent que sa position reste encore solide. Selon les mêmes indicateurs, il faut remonter aux années noires de 1983-1984 pour retrouver des chiffres aussi élevés quant au pessimisme, à la crainte des conflits sociaux et des recours à la violence. Or, à conditions psychologiques égales, le niveau de popularité de M. Rocard se situe nettement très au-dessus - au moins dix points - de celui qu'obtenait à l'époque M. Mauroy.

Il n'y a donc pas, comme on l'affirme parfois, un processus de

« mauroyisation » du premier ministre. Cela apparaît également si l'on examine l'évolution de la popularité des principaux dirigeants politiques et des partis sur un an (voir tableau). Toutes les formations politiques, à l'exception du PC déjà très bas, voient leur popularité reculer. Si le chef du gouvernement est touché, davantage d'ailleurs que ses grands ministres, tous les leaders institutionnels sont atteints, à la seule exception précisément de M. Mauroy dont l'opinion salue sans doute les efforts pour éviter les déchirements au sein du PS.

M. Rocard reste en tête

La chute n'épargne aucun autre leader institutionnel, pas même M. Jean-Marie Le Pen. Signe sans doute que la critique vise la classe politique tout entière et pas seulement l'exécutif. Dans le même sens, on relève que les personnalités qui refusent le jeu politique organisé enregistrent des gains de popularité, même s'il y a lieu entre un bond dans les cotes de sympathie et la constitution d'un véritable électorat. Enfin, malgré son recul sur la dimension présidentielle, M. Rocard reste en tête de tous les hommes politiques pour la capacité à être à l'avenir un bon président de la République.

L'examen de ces données incite à s'interroger sur l'avenir du couple Mitterrand-Rocard. Pour le président, la baisse de popularité de son premier ministre permet d'envisager plus aisément son remplacement. Mais l'état psychologique de l'opinion réduit les chances du successeur d'établir sa popularité à un niveau élevé, sauf à élargir sa base politique vers les centristes ou les écologistes.

Pour M. Rocard, les risques sont plus grands. Si l'année 1991 est mauvaise, comme le craignent les Français, son maintien à Matignon usera sa popularité et obérera l'avenir. En sens inverse, son départ avec un bilan mal jugé réduirait sa capacité à apparaître comme le successeur légitime. Toutefois, l'excès de pessimisme des Français rend possible une remontée de leur moral et par contre-coup du premier ministre, qui échapperait ainsi à une aussi difficile alternative.


JÉRÔME JAFFRÉ

EN BREF

Attentat à l'explosif contre un centre de vacances à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). - Un attentat à l'explosif a endommagé, dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 janvier, un hangar nautique dans un centre de vacances du ministère des finances à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Le village de vacances Isola Verde, qui compte une trentaine de bungalows, était vide lorsque, vers 0 h 40, une double explo-

sion a soulevé la toiture du hangar. L'attentat n'avait toujours pas été revendiqué mardi matin.

M. Foral a été élu maire de Delle. - M. Raymond Forni, député (PS) du Territoire de Belfort, a été élu maire de Delle, deuxième ville du département, dimanche 6 janvier, en remplacement de M. Denis Maire (PS), qui avait donné sa démission pour raison de santé.



Mercredi soir à "La marche du siècle", débat Edouard Balladur Laurent Fabius.

Edouard Balladur
Douze lettres aux Français trop tranquilles

La France va mal. En "Douze lettres aux Français trop tranquilles", Balladur dissèque nos maux. Et propose des remèdes... Un livre empreint de volontarisme mélancolique, de gravité imaginative et d'ambition polie.

Alain Delahaye, Le Figaro

FAYARD

240 p. 89 F

Le Monde EDITIONS

De Gaulle et Le Monde

Pierre Sainderichin

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

Le retour des « croisés » de l'avortement

La multiplication des actions anti-IVG, à l'image d'un mouvement qui se développe aux Etats-Unis, conduit le gouvernement à réagir

Organisés comme des commandos, ils forcent la porte des hôpitaux et des cliniques, pénètrent dans les salles stériles, cassent des bocaux ou s'enchaînent aux tables d'opération, jusqu'à l'intervention de la police comme le 17 décembre dernier à l'hôpital Saint-André de Bordeaux. Depuis quelques mois en effet, les groupes anti-avortement ont adopté la manière forte.

S'inspirant des mouvements américains dont ils ont pris le nom, Rescue ou Sauvetage, ils ont délibérément opté pour des actions spectaculaires. Leur tactique commence à porter ses fruits, car le trouble s'installe chez les autres militants anti-avortement qui, depuis plusieurs années, manifestaient dans l'indifférence, mais sont aujourd'hui songeurs devant le succès médiatique de ces commandos violents.

En fait, les adversaires de l'IVG en France n'avaient jamais désarmé, mais leur action se situait surtout sur le plan juridique, auprès des élus, et parfois des tribunaux en mains et prières à la bouche, devant des établissements hospitaliers. Ils se distinguent aujourd'hui en tendances qui s'appuient sur des réseaux et des stratégies distinctes, mais recrutent dans le même vivier des fidèles de branches confessionnelles traditionnelles, et parmi les sympathisants du Front national.

Messes et cantiques

Parmi les plus anciens figurent SOS-Tout-petits et le Comité pour sauver l'enfant à naître. SOS-Tout-petits a été créé en 1986 par le docteur Xavier Dor, chercheur en embryologie à l'INSERM et médecin à la Salpêtrière, et M^{me} Françoise Robin, une ancienne infirmière anesthésiste, tous deux fervents catholiques traditionnalistes, familiers de l'évêché et de l'homme nouveau. « Notre mouvement est avant tout spirituel, fondé sur la prière, souligne Françoise Robin. Nous nous réunissons pour une messe avant chaque action. Puis nous nous dirigeons ensemble vers le clinique devant laquelle nous manifestons pacifiquement, en chantant des cantiques et en priant. Après, nous nous recueillons pour demander le salut des médecins et des jeunes femmes qui ont avorté ».

La pression morale et le trouble qu'ils provoquent chez des femmes déjà perturbées sont présentés comme des chocs nécessaires pour que les femmes se convertissent à Dieu, « plutôt que de tuer l'enfant qu'elles portent », et pour que les médecins « refusent de violer le serment d'Hippocrate ». Ils n'envisagent l'abrogation de la loi sur l'avortement que comme une étape vers l'abrogation de la loi Neuwirth sur la contraception. « Nous n'acceptons que les méthodes naturelles, dit-on à SOS-Tout-petits. La pilule supprime l'identité de la femme en perturbant son ovulation ».

Comme SOS-Tout-petits, le Comité pour sauver l'enfant à naître est issu de l'association de laïcs, le mouvement créé par le professeur Lejeune, actif dans les années 70, lorsque le débat sur l'avortement battait son plein en France. Ce Comité s'est fédéré à Right to Life, une organisation non gouvernementale américaine, dont le siège social est à Lausanne. C'est par ce biais qu'il a pu participer à l'élaboration de la Convention internationale des droits de l'enfant et peser pour que soit repris, dans le préambule, le passage sur la protection de l'enfant à naître.

Le Comité pour sauver l'enfant à naître saisit toutes les occasions (débat sur la bioéthique, mise sur le marché de la pilule abortive RU 486...) pour remettre en cause la législation française. Il ne s'est pas encore prononcé sur les actions de Rescue, mais son président, M^{me} Jean-Bernard Grenuillieu, magistrat à Bobigny, ne cache pas son intérêt pour des groupes qui, dit-il, « réveillent l'opinion et provoquent une réaction sociale ». Il attend les premiers procès contre les auteurs d'occupation d'hôpitaux.

Arrivés plus récemment sur la scène publique, les commandos de Rescue cultivent autour d'eux un certain mystère et s'organisent de façon clandestine. Ils trouvent leur origine dans des associations extrémistes américaines et leurs ramifications en France comme Trêve de Dieu, animée par Thierry Lefèvre, un ingénieur de trente-cinq ans. Protestant évangélique, celui-ci vit sa foi avec d'autant plus de rigueur qu'il est venu tardivement au christianisme. « Dieu, explique-t-il, m'a donné cette mission de détruire les lieux d'avortement et de meurtre ».

Il a attiré dans son sillage des personnes dont la ferveur remonte parfois à un passé chaotique. Syl-



vie, par exemple, n'a pas de mntes assez durs pour décrire « ces femmes inconscientes qui couchent avec un mec, découvrent qu'elles ne l'aiment pas et se font avorter. La solution de facilité... ». Faut-il, elle-même, y a en plusieurs fois recours. Mère célibataire à dix-sept ans, elle a, par la suite, refusé cinq grossesses. Il y a six ans, elle a rencontré un nouveau compagnon, qui l'a transformé. Trois enfants ont grandi, et Sylvie sillonne aujourd'hui la France pour ouvrir les yeux des femmes sur « les mensonges des médecins, les trophées génétiques et les holocaustes de bébés ».

Si elle accepte de parler langouement d'elle-même, elle ne s'étend pas, en revanche, sur le mouvement Rescue avec lequel elle manifeste. « Nous sommes tout simplement des individus concernés, explique-t-elle. Moi-même, je suis protestante, mais lorsque nous menons des actions, nous retrouvons des gens que nous ne connaissons pas, qui peuvent être catholiques aussi bien que juifs ».

Bien que vigilants, les mouvements de défense de l'interruption volontaire de grossesse avaient choisi, dans un premier temps, de ne rien entreprendre pour ne pas faire de publicité à ces commandos anti-avortement, mais un certain nombre d'éléments les ont obligés à changer, eux aussi, de tactique et à organiser des contre-manifestations. Le premier est l'immobilisme des responsables de cliniques et d'hôpitaux qui, malgré l'occupation de locaux, le bris de matériel et les troubles causés aux patients, n'ont pas porté plainte. Puis, jusqu'à la visite du 9 janvier à l'hôpital Broussais de M^{me} Bruno Durieux et M^{me} Michèle André, le silence du gouvernement. Il y a eu enfin la nomination comme minis-

tre délégué à la santé de l'ancien député bariste, cosignataire d'une résolution ayant pour objet de s'attaquer à la pilule RU 486 et à l'avortement.

Rien ne permet de dire aujourd'hui que la législation française soit sérieusement menacée. M^{me} Durieux a pris ses distances avec ce projet de résolution. Malgré cinq recours d'organisations anti-IVG, le Conseil d'Etat vient de confirmer la compatibilité de cette législation avec la Convention européenne des droits de l'homme (Le Monde daté 23-24 décembre). Et si l'Eglise catholique reste discrète, la Fédération protestante de France a condamné publiquement « les manifestations anti-IVG, y compris celles qui invoquent l'Evangile, qui ne font qu'aggraver la détresse des femmes et des couples qui ont recours à cet acte médical ». La Fédération protestante n'est dans ces actions « une tentative de la part de groupes de pression, d'imposer leur propre vérité aux autres à travers un discours religieux qui associe la prière à la menace et à l'insulte... ».

« Ce qui m'inquiète, explique pour sa part M^{me} Raudey, députée socialiste et ancien ministre de la femme, c'est le climat dans lequel se déroulent ces manifestations. Nous assistons à une démission du monde politique, qui permet à l'irrationnel de se développer... » Remobilisés, les réseaux des défenseurs de l'IVG et de la contraception se remettent en question, font leur bilan et réfléchissent aux stratégies à mettre en place pour éviter un retour en arrière.

Malgré sa médicalisation et son remboursement, l'avortement n'est pas devenu un acte banal. Les statistiques n'ont pas explosé. En 1973, on estimait à 250 000 le nombre de femmes qui n'hésitaient pas à mettre en péril leur propre vie en ayant recours à des avortements clandestins, provoqués dans des conditions d'hygiène catastrophiques. Or en 1988, l'Institut national d'études démographiques (INED) a recensé 166 810 IVG. Même légèrement sous-évalués, ces chiffres indiquent depuis quinze ans une baisse, puis une stabilisation du nombre des avortements.

Le « cliché » d'une jeunesse libérée

D'après des études menées par le Planning familial, la majorité des femmes qui se présentent dans les centres d'orthogénie ont entre vingt et trente ans. Les célibataires y sont deux fois plus nombreuses que les femmes mariées. Mais, avant vingt ans et après trente-cinq ans, la proportion des candidates à l'IVG est plus élevée. Les raisons avancées sont rarement uniques. Les plus jeunes parlent de leur âge, de leur manque de ressources, de leur formation ou de leur isolement. Elles ne se sentent pas prêtes à assumer seules, pendant une vingtaine d'années, l'éducation d'un enfant. Pius âgées, ces femmes ne souhaitent pas toujours un troisième ou quatrième enfant, et leur détermination est d'autant plus grande que leur grossesse est souvent le résultat d'un échec de contraception.

A entendre les adversaires de l'avortement, ces motifs seraient, en fait, de convenance plus que de détresse. M^{me} Simone Veil, qui, en 1974, ministre de la santé, fit voter cette loi, répète pourtant que les motifs sont les mêmes aujourd'hui que lorsque les femmes, autrefois, avortaient clandestinement.

« J'entends faire respecter la loi » déclare M. Bruno Durieux

« J'entends faire respecter l'application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse », a affirmé, mardi 8 janvier, M. Bruno Durieux, ministre de la santé, avec le secrétaire d'Etat aux droits des femmes, M^{me} Michèle André, rencontré dans la matinée le personnel du Centre d'orthogénie de l'hôpital Broussais à Paris. Ce centre, qui est le plus important de Paris et a été le premier à expérimentar la pilule abortive RU-486, avait été, le 18 juin 1990, occupé par un groupe de militants anti-avortement.

En s'y rendant, les deux ministres entendaient montrer leur solidarité avec le personnel et leur détermination à faire appliquer la loi sur l'avortement et son remboursement, ainsi qu'à engager, comme l'a affirmé M^{me} André, des poursuites contre les auteurs de violences. « J'ai saisi le garde des sceaux pour qu'il ne classe pas les affaires et entame des poursuites », a-t-elle dit.

M. Durieux a ajouté que la loi du 17 janvier 1975 est « une bonne loi... qu'elle représente un progrès incontestable sur le plan de la santé publique », que le remboursement des interventions est « un facteur de justice sociale et qu'il n'a pas été un facteur incitatif ». Les interruptions de grossesse d'individus entravant la réalisation du programme d'IVG sont inacceptables. Le vain rédiger une circulaire pour rappeler aux directeurs d'hôpitaux et de cliniques privées qu'ils doivent faire appel aux forces de police dès le début des incidents et entreprendre systématiquement des poursuites judiciaires.

« Comment définir la détresse? demande-t-elle. Si l'on revenait à un système de critères médicaux, on recréerait le risque d'avortements clandestins ».

Est-ce à dire que ceux qui ont lutté hier pour que des femmes ne meurent plus à la suite d'avortements clandestins se satisfont de la situation actuelle? Certes, non. Le Planning familial regrette le peu de crédits accordés à la recherche sur des contraceptifs moins contraignants que la pilule et plus faciles à utiliser que le stérilet ou le diaphragme. Mais il déplore surtout l'insuffisance, en qualité et en quantité, de l'information des jeunes sur les méthodes contraceptives. « On vit dans le cliché d'une jeunesse avertie, sexuellement libérée », explique Marie-France Casalis, l'une des responsables du Planning.

En fait, si la jeunesse de 1990 sait très bien qu'il existe des moyens contraceptifs, elle ne les connaît pas toujours bien et, surtout, ignore où s'adresser pour consulter et se les procurer. Plus grave, en lui apprenant de façon mécanique ses nouvelles libertés, on oublie de lui parler de ses nouvelles responsabilités : le respect de l'autre, le poids d'une décision, commune à l'homme et à la femme, de procréer.

Bien loin d'augmenter le nombre des centres d'information et de prescription, gouvernement et autorités locales réduisent leurs crédits et asphyxient les associations qui s'en préoccupent. Il y a pourtant urgence dans ce domaine. A plusieurs reprises, le secrétariat d'Etat aux droits de la femme a annoncé une vaste campagne d'information sur la contraception. Elle aurait lieu ce printemps, préliminaire, ne peut l'espérer, à une action durable et de plus vaste ampleur.

CHRISTIANE CHOMBEAU

SORTIE 9 JANVIER

WJTEK PRZEMIAK

KORCZAK

EST UN FILM SUPERBE



UN FILM DE ANDRZEJ WAJDA

W A J D A

A la veille de la rentrée de l'Académie française

La réforme de l'orthographe en panne

Matignon attend, l'éducation nationale attend. La réforme de l'orthographe est arrêtée en rase campagne, suspendue à l'attitude qu'adopteront les académiciens. Leur séance de rentrée du jeudi 10 janvier, habituellement discrète, sera suivie par certains avec la même inquiétude que la rencontre Bak-Aziz.

Ce jour-là, le débat qui déchire la France se transportera sous la Coupole. Les académiciens, profondément divisés sur l'opportunité des modifications orthographiques, les sont aussi sur la procédure à suivre. Les Immortels prendront-ils la risque d'infirmer leur vote positif du 3 mai dernier? Ou préféreront-ils l'union sacrée autour de leur secrétaire perpétuel, M. Maurice Duval?

La question se pose depuis que plusieurs d'entre eux ont dénoncé les conditions dans lesquelles a été acquiescé l'unanimité de l'Académie. Le jour du vote, en effet, seuls vingt-deux des trente-huit académiciens étaient présents, soit une assiduité normale. Parmi ceux-là, certains affirment aujourd'hui ne pas s'être prononcés en connaissance

de cause; d'autres, absents le 3 mai, se rebellent contre une décision qui leur a été imposée (Le Monde daté 30-31 décembre).

Cette fronde, largement soutenue par diverses personnalités, a suscité la création de plusieurs associations comme Le français libre de M. François Bayrou, délégué général de l'UDF, et l'Association pour la sauvegarde de la langue française de M. Philippe de Saint Robert, membre du Haut Conseil de la francophonie. Ce dernier a annoncé, lundi 7 janvier, l'adhésion de cinq Prix Nobel, MM. Claude Simon (littérature), Maurice Allais (économie), François Jacob (médecine), Louis Néel (physique) et André Lwoff (médecine).

De leur côté, les partisans de la réforme se mobilisent : la Fédération internationale des professeurs de français, qui rassemble cent quinze associations d'enseignants de français dans quatre-vingt-trois pays, estime que la nouvelle norme devrait recueillir une large adhésion parmi les enseignants de français du monde entier.

Ce remue-ménage incite le gouvernement à la plus grande prudence. La circulaire de l'éducation nationale sur la mise en œuvre de la réforme à compter de la rentrée 1991, dont la publication avait été annoncée pour l'été dernier, n'a toujours pas vu le jour. Il s'agit pourtant du seul texte ayant valeur juridique, les propositions de modifications n'ayant été publiées, le 6 décembre, que dans l'édition des « documents administratifs » du Journal officiel. M. Jospin, qui s'est toujours montré circonspect sur le sujet, n'a aucune raison de devancer l'appel en publiant ces jours-ci la circulaire.

Attentisme de rigueur

D'autant qu'à Matignon, où l'on trouve les plus farouches partisans de la nouvelle orthographe, l'attentisme est de rigueur. « Nous attendons que les académiciens se mettent d'accord entre eux et avec eux-mêmes, confie-t-on dans l'entourage du premier ministre. On ne peut jouer ni contre l'Académie, ni

contre l'opinion ». Quella que soit l'attitude des Immortels, Matignon semble décidé à prendre son temps et à ne pas troubler les familles et les enseignants. Le gouvernement pourrait profiter de l'émotion pour réunir les éditeurs de dictionnaires et d'ouvrages de référence. Il s'agit de mettre fin aux discordances orthographiques existant entre les différentes éditions. Selon certains organismes internationaux, plus de trois mille mots français ont des orthographes fluctuantes. Une manière de suggérer que les écoliers auront tout leur temps pour s'habituer aux nouvelles graphies.

En attendant, le président de la République, qui avait incité à la prudence sur le sujet (Le Monde daté 6-7 janvier), devait recevoir, mercredi 9 janvier, M. Maurice Duval. Rien à voir avec l'orthographe, juré-on à l'Elysée : le secrétaire perpétuel vient seulement présenter à M. Mitterrand un nouvel académicien, M. Michel Serres, comme la veut le coutume.

PHILIPPE BERNARD et RAPHAËLE BÉROLLE

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les audiences solennelles de rentrée

« Il faut que les magistrats s'aident eux-mêmes » déclare M. Pierre Truche, procureur général de Paris

Secoué depuis des mois par une crise profonde, qui s'est bruyamment exprimée le 30 novembre dernier lors des cérémonies du bicentenaire de la Cour de cassation (le Monde du 2 décembre), le monde judiciaire, tradition oblige, s'est à nouveau réuni pour les rituelles audiences solennelles de rentrée. Si l'agitation avait paru retomber, le ministère de la Justice n'ayant pas ménagé sa peine pour tenter de débloquer la situation, les magistrats au cours de ce rendez-vous, qui ponctue la fin des vacances judiciaires, ont clairement marqué que leur inquiétude persistait.

A Caen, les magistrats du siège du tribunal de grande instance ont refusé de siéger à leur place et certains de leurs collègues ont parqué purement et simplement boudés les festivités. A Valenciennes, par une motion votée à l'unanimité, les magistrats ont annulé la cérémonie pour protester contre le manque de moyens de leur administration.

A la Cour de cassation, si l'on a bien sacrifié au rite, le procureur général, M. Pierre Truche, comme la première président, M. Pierre Drai, ont tenu, devant le garde des sceaux et le ministre délégué à la Justice, à souligner les difficultés auxquelles ils s'affrontent de façon, estimant-ils, inquiétante. Selon ces deux hauts magistrats, ce n'est ni la qualité ni la quantité du travail fourni par leurs collègues qui sont en cause. L'engorgement guette la plus haute juridiction française : ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est plus, c'est le ton sur lequel on le dit. M. Pierre Drai estimait ainsi qu'il « faut agir, agir vite. Un simple ravalement ne suffira pas ».

A la cour d'appel de Paris, fidèles à leur numéro de dactylographe qui refusent de se laisser aller à la moosité, M. Myriam Ezratty, première président, et M. Pierre Truche, procureur général, avaient choisi de transformer en chambre de la première chambre de la cour d'appel pour diffuser un court métrage consacré à l'expérience de médiation conduite apparemment avec succès, sous la houlette de son

procureur, M. Jean-Louis Nadal, par le tribunal de Créteil. Il n'y a rien de révolutionnaire, mais c'est dans ce sens qu'il faut aller, a expliqué M. Truche. Petit pas après petit pas, il faut secouer la mentalité souvent conservatrice des magistrats qui répugnent encore trop à user des outils qui leur ont été donnés, qu'il s'agisse des peines de substitution ou des dépenses de peine.

Imagination et moyens

Néanmoins de constater à quel point le fossé est large entre ceux qui réfléchissent à l'évolution de la criminalité et les pratiques des juridictions, M. Truche a exhorté ses collègues à l'imagination : « On peut se lasser, et continuer à réclamer des crédits, mais il faut savoir pour quoi faire. » Il faut aussi que « les magistrats s'aident eux-mêmes », avait dit, un peu plus tôt, le procureur général devant les journalistes. « Il ne s'agit pas de jeter de la poudre aux yeux, mais, en matière de justice pénale, il faut être conscient de ce que nous devons relever un défi. Face à l'augmentation de la criminalité et de la petite et moyenne délinquance, il faut trouver

les voies d'une réponse démocratique. La question est de savoir comment, en respectant les droits de l'homme, on peut prévenir la délinquance. » Au lendemain de la création d'un ministère de la ville, la justice doit être partie prenante et parvenir à définir de « nouvelles priorités dans la conduite de l'action publique. [...] Nous devons nous engager dans cette politique. »

Il reste que malgré la mobilisation des énergies, la question des moyens n'est pas anodine. M. Ezratty n'a pas manqué de le rappeler : la situation des effectifs reste critique en greffe, on l'on comble 15 % de vacances de postes, et les affaires ne peuvent être évacuées, de façon à peu près satisfaisante, que grâce au concours de magistrats qui ont décidé de rester en activité pendant quelques années après leur retraite.

1990 n'a sûrement pas été l'« Année de la justice », telle que l'avait promise le premier ministre. 1991 marquera un léger progrès, espèrent le premier président et le procureur général. « Mais c'est sûr, on va encore tirer la langue », commente M. Truche dans le langage flauri qu'il affectionne parfois.

AGATHE LOGEART

EN BREF

■ Trois surveillants de la prison des Baumettes condamnés pour brutalités. — Trois surveillants de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille ont été condamnés, lundi 7 janvier, par le tribunal de grande instance de la ville à des peines allant de 4 000 F d'amende à cinq mois de prison avec sursis pour avoir, dans la nuit du 13 au 14 juin 1989, brutalisé un détenu, M. Fouad Adjouri (le Monde du 12 décembre 1990). M. Jackie Devilliez, le plus lourdement condamné, et ses deux collègues avaient fait irruption dans la cellule de Fouad Adjouri, prévenu dans une affaire d'escroquerie, et l'avaient frappé de plusieurs coups de poings avant de le laisser inanimé sur le sol du cachot. Cette condamnation a provoqué, mardi matin, un mouvement de protestation des surveillants des Baumettes. A l'appel des syndicats FO et UFAP, ils ont bloqué, pendant deux heures, la porte principale de la prison.

■ L'OMS annule la conférence sur le sida prévue à Manille. — L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annulé, lundi 7 janvier, la conférence internationale sur le sida, prévue début février à Manille, en raison de l'interdiction d'entrée aux Philippines faite aux malades atteints du sida. Selon les règlements en vigueur, les étrangers qui résident dans ce pays depuis six mois ou plus doivent obtenir un certificat attestant qu'ils ne sont pas atteints du virus du sida, une disposition qui serait, selon le directeur régional de l'OMS, en contradiction avec une résolution de l'Organisation des Nations unies demandant aux pays membres de « protéger les droits de l'homme, la dignité des porteurs du virus HIV et des malades du sida ». (AFP)

■ Découverte d'un deuxième cas de « vache folle » en Suisse. — Un deuxième cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (BSE), dite « maladie de la vache folle », a été découvert en Suisse, a annoncé, lundi 7 janvier, l'Office vétérinaire fédéral (OVF). A l'instar du premier cas découvert le 2 novembre 1990 (le Monde du 16 novembre), l'animal malade est une vache du canton de Berne. Ce nouveau cas de BSE a été diagnostiqué par l'Institut de neurologie animale de l'université de Berne. Depuis novembre dernier, vingt-cinq cas suspects ont été examinés. Après la découverte du premier cas de « vache folle » en Suisse, l'OVF avait mis en vigueur des mesures immédiates pour éviter une propagation de l'épidémie dans le cheptel bovin et prévenir un risque éventuel pour la population. (AP)

■ Nucleaire : remise en service de Golfech. — La centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne), dont le fonctionnement avait été interrompu, le 21 décembre, lors d'un attentat contre un pylône de transport d'électricité, a repris sa production le 6 janvier. L'enquête, confiée à la gendarmerie, n'a toujours pas permis de retrouver les auteurs de ce sabotage.

SPORTS

Le Rallye Paris-Tripoli-Dakar

La reconversion d'Hubert l'Africain

GOSSOLOLOM

de notre envoyé spécial

Sur la piste droite qui mène de Dikou au Grand Erg du Ténéré en passant par l'oasis de Faeh, les Mitsubishi du Suédois Kenneth Eriksson et du Japonais Kenjiro Shinozuka se sont montrés les plus rapides. Elles ont réalisé une moyenne de 103 km/h dans une étape de désert. Le franchissement des dunes ne semble plus un problème pour l'homme du Nord, qui a été le premier à aborder le plateau de Gossolom, à l'arrivée de la neuvième étape du Rallye Paris-Tripoli-Dakar, lundi 7 janvier. Un autre pilote venu du froid, le Finlandais Ari Vatanen, a dû se contenter de la troisième place, quelque six minutes plus tard. Mais la surprise est venue d'Hubert Auriol, quatrième de l'étape et quatrième au classement général.

La Lada Samara, dont il dispose cette année, est moins performante que les Citroën ou les voitures japonaises. Dans les étapes rectilignes, il ne peut rivaliser en vitesse avec ces bolides équipés de moteurs turbo suralimentés. Son véhicule, à moteur atmosphérique, roule « environ 25 kilomètres moins vite que ceux des leaders, et surtout met plus de temps pour monter en puissance », affirme Hugues de Channac, le responsable de l'écurie Lada.

Mais cette moindre rapidité est, en partie, compensée par la technique et la connaissance du terrain, ainsi que l'on surnomme affectueusement cet abonné au rallye. Le Ténéré et ses dunes n'ont presque plus de secrets pour un pilote qui les fréquente pour la treizième fois. Il sait attaquer le sable en douceur ou, au contraire, forcer l'allure pour éviter l'enlèvement. Il possède l'expérience d'un ancien motard qui a vu les difficultés sans la protection d'un pare-brise.

Deux fois vainqueur

La carrière sportive d'Hubert Auriol est intimement liée au Rallye-Dakar. Ce barman est déjà monté deux fois sur la plus haute marche du podium à Dakar, en 1981 et 1983. Deux succès pour un motard qui avait choisi de sacrifier ses études universitaires en sciences économiques pour se lancer, dès la première édition, dans le projet un peu fou imaginé par Thierry Sabine.

Ancien spécialiste du triathlon, il découvrait à vingt-cinq ans le course pour lequel il allait tout sacrifier. Des études difficiles, où les « bricolages » et les petits boulots n'avaient qu'un seul but : financer la prochaine étape. La première victoire ne lui rapporta

qu'un titre, la deuxième imposa son image via les magazines. Le pilote allait fréquenter les plateaux de télévision et devenir le vedette de l'épreuve.

Un premier accident en 1986 renforça la légende. Puis, l'année suivante, le martyre du pilote de la Cagiva, qui effectuait une trentaine de kilomètres en Mauritanie avec les deux chevilles broyées, émut les téléspectateurs. Alors en tête de l'épreuve, Hubert Auriol avait heurté une souche. Lors de son évacuation sur l'aéroport de Saint-Louis-du-Sénégal il déclara : « Je ne remonterai plus sur une moto ».

Une décision qu'il respectera les années suivantes en pilotant seul un buggy. Mais cet angin ne lui apporte pas de grandes satisfactions. Des problèmes mécaniques le contraignent à l'abandon sans réaliser l'exploit qu'il souhaitait. Cette saison, il obtient enfin le volant dont il rêvait depuis longtemps. Enrôlé par l'équipe Lada, il fête l'événement en remportant, au mois d'octobre en Egypte, le Rallye des Pharaons. L'ancien motard prouve ainsi, en compagnie du marin Philippe Monnat, promu copilote, qu'il peut rivaliser avec les « grands » qui s'illustrent régulièrement.

SERGE BOLLOCH

Résultats

Neuvième étape
Dikou-Gossolom (350 km)

AUTOS

1. K. Eriksson - S. Parnander (Sué.), Mitsubishi Pajero, 23 min 57 s de pénalité ; 2. K. Shinozuka - H. Miyagi (Jap.-Fra.), Mitsubishi Pajero, 1 min 54 s ; 3. A. Vatanen - B. Berglund (Fin.-Sué.), Citroën ZX, 5 min 55 s.

Classements généraux (officiels)

1. A. Vatanen - B. Berglund (Fin.-Sué.), Citroën ZX, 9 h 30 min 55 s de pénalité ; 2. J. Lohr - C. Yavin (Bel.-Citroën ZX), à 38 min 30 s ; 3. B. Waidgood - F. Gallager (Sué.-G-B), Citroën ZX, à 1 h 7 min 18 s.

MOTOS

1. J.-C. Wagner (Fra., Suzuki), 3 h 35 min 20 s ; 2. C. Neveu (Fra., Cagiva), à 22 s ; 3. S. Peterhansel (Fra., Yamaha), à 1 min 58 s.

Classements généraux

1. J. Aronson (Esp., Cagiva), 29 h 17 min 11 s ; 2. E. Oriol (Fra., Cagiva), à 24 s ; 3. T. Magnaldi (Fra., Yamaha), à 44 s ; 4. G. Lelay (Fra., Yamaha), à 1 min 42 sec ; 5. M. Morales (Fra., Cagiva), à 10 min.

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

La crise du football français

Le syndicat des joueurs appelle à la grève

L'Union nationale des joueurs de football professionnel (UNFP), le syndicat des footballeurs français, a appelé, lundi 7 janvier, à une grève limitée en première et en deuxième division à partir du 26 janvier. Le comité directeur de l'UNFP - auquel participaient une cinquantaine de joueurs des divisions 1 et 2 - a décidé, à l'unanimité, de lancer un mot d'ordre de grève jusqu'à ce que « les mesures illégales déjà suspendues par la Fédération soient définitivement abolies ».

La mesure la plus critiquée vise à supprimer le « contrat à temps » actuellement en vigueur. Il permet au joueur de rester maître de son destin et unique bénéficiaire de son transfert lorsqu'il arrive en fin de contrat. Au contraire, selon la nouvelle réglementation souhaitée par les dirigeants (le Monde du

12 décembre), les clubs seraient intéressés aux transferts de leurs joueurs, comme c'est le cas dans la plupart des pays. « Les décisions émises à la hâte par l'assemblée générale de la Ligue le 8 décembre dernier, et notamment celles concernant la remise en cause du contrat à temps (art. 17 du règlement administratif), sont pour nous illégales et ne nous paraissent pas de nature à apporter les réponses que l'on attend pour une meilleure gestion du football », a indiqué M. Philippe Plat, président de l'UNFP.

Cette grève serait la deuxième de l'histoire du football français après celle du 3 décembre 1972. Une commission paritaire réunissant les différents parties concernées est convoquée à Paris le mardi 15 janvier.

DIAGONALES

La recherche de la vérité et le débat d'idées par quoi se forme l'opinion en démocratie ont toujours rencontré des obstacles. Il n'en trouve désormais de trois sortes nouvelles, si récentes que leurs définitions ne figurent pas encore aux dictionnaires. Le hasard veut que ces mots commencent tous trois par une même lettre : M, comme le mot que qu'ils font passer sur le loyauté des médias de communication.

MANIPULATION. — Jusque vers 1970, le mot ne sert qu'à désigner des manœuvres industrielles, des expériences de chimie ou des effets d'illogisme. Il figure ensuite dans l'argot de police et d'espionnage, qui le popularise en même temps que la pratique se répandent en pays totalitaire puis dans les pays libres à mesure qu'il disparaissent, avec les convictions, toute vergogne.

La définition 1991 pourrait être : emprise assurée par un individu ou un groupe sur les idées ou les actions d'un autre individu ou d'un autre groupe, en trompant leur vigilance critique ou en jouant cyniquement de leurs fragilités naturelles.

Une application dévoyée des sciences humaines par les publicitaires de tout poil et le spectacle permanent des ruses de l'argent dans la politique, la finance, le sport ou la presse, ont répandu dans le public la certitude blâmée que toutes les activités sociales, jusqu'à nos relations intimes, relèvent de l'extorsion et non de la persuasion. La phénoménologie serait aussi ancien que les jeux du pouvoir et de l'émotion, chez Euripide, Shakespeare, Laocöus ou Marivaux, avant que Goebbels et le KGB l'érigent en mode de gouvernement.

Par un glissement plus logique que moral, le fait d'être plus conscient des mécanismes à l'œuvre a incité tout un chacun à y recourir à toute occasion, sans les hypocrisies, acrobacies et condamnations de naguère. La faute n'est plus au roué qui soutire des consentements, mais au bonnet qui s'est laissé prendre. La notion de « bien joué » profite au manipulateur, et ridiculise le dupe.

Conséquemment, sans être développées trois traits nouveaux dans la mentalité dirigeante : une défiance paranoïaque, avec perte de confiance en toute amabilité gratuite (le Que cherche à m'arracher telle douceur ?) ; un regain d'irresponsabilité (Je peux me déjouer sans gêne puisqu'on m'a sûrement influencé

Les trois « M »

et que la preuve de la soumission, généralisée, n'est plus à faire) ; une diabolisation systématique du contradictoire (l'opinion ne procède plus d'échanges d'arguments rationnels, mais de soupçons mutuels entre truquiers réputés asservis au Mal).

MÉDIATISATION. — Jusqu'à l'apparition des médias (tirés, vers 1965, de l'anglais mass media, supports variés de la transmission massive d'information), la médiation reste l'action de plier sous le suzeraineté d'un vassal, ou d'exploiter une relation de cause à effet apparemment immédiate. Dorénavant, le mot désigne la manipulation (voir plus haut) par laquelle les responsables autoproclamés de l'information rendent, éfranchis de tout contre-pouvoir, le plus sensationnel ou diversifiant possible les événements et les auteurs présumés de ces événements. Les critères d'audience publique et d'espace ou de temps disponibles, calculés selon les barèmes publicitaires, ont remplacé les règles d'investigation ou de réflexion recueillies du judiciaire ou de l'universitaire. Il n'y a plus de crimes croyables que si un cadavre est exhibé pendant la dîner des citoyens (d'où l'opération Timisoara, nullement isolée). Entendu, un soir de violence lyéennaise : « Nous y reviendrons en cours d'émission si les choses prennent un tour spectaculaire... »

La médiatisation forcée se merque dans l'impérialisme de l'argot de métier (une, infos, pub, créneau). Elle porte aussi sur les gens qui se font passer pour les acteurs de l'événement ou les experts les mieux placés pour dire, « très vite », ce qu'il « faut en penser ». La prime va au réclameur narcissique, au slogan superficiel, et à la téléologie, qui se substituent aux désignations démocratiques. Celui qui « pousse » le mieux à l'antenne passe le plus souvent à, donc, e raison sur les autres.

A terme, les présentateurs se recevront entre eux (c'est imminent), au mépris de ceux qui ont agi ou savent vraiment. La revanche des cancanes-histoires s'accompagne, via les sondages, de celle des ignorances. La lâcheté démagogique des décideurs fait la resta. Si

62 % des Français estiment un jour que deux et deux font cinq, que feraient les députés, les journaux ?

MARIONNETTE. — Néologisme venu du marionnette, évacue un ou deux I. Faire le marionnette : le malin, le rusé, le ricanant. Action de refuser tout sérieux à ce qui se passe et au commentaire qu'on peut en faire.

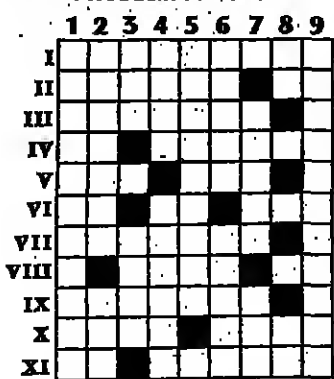
Cette tendance est liée aux deux réflexes précédents (manipulation et médiatisation). Puisque les faits sont truqués et que le pensés est aux mains de satirbanques, puisque le meguilla est sanctifiée à l'égard de l'enfance, demeurant veuler-refuge, autant faire essai de narquoiserie toute azimutis ! L'esprit d'approfondissement, qui postule des règles communes, des déléts et un sérieux périmés, e fait place à un point d'honneur : ne sembler dupe de rien, et tenir pour prouve d'indépendance d'esprit la décadence de l'élémentaire bon goût. Les sarcasmes de tribune et les titres-caboures de la presse flattent la parodie du citoyen. Ils signifient : dormez, bonnes gens, depuis la faillite des idées (7), il n'y a plus rien à comprendre !

Née des feuilles anarchistes et satiriques du début du siècle, puis du « bof » post-sobante-huitard et des « Bébête-show », la goujaterie anti-intellectuelle et entuparlementaire du « tout-mariolles » s'est contaminée les organes les moins conçus et les moins doués pour la force (surtout mon regard). Si la presse d'autrefois avait connu cette évacuation de la désinformation, les crises du siècle auraient eu droit, dans la grande presse, à des manchettes du genre : « Munich, maestro pleasse » (rangoine de jazz contemporaine de la conférence de 1938) ; « Le désastre de Perle-a-rebours » ; « La bataille de Dien... bien... fou ». Les heures de grande écoute et les pages de méditation font le part du lion au candeur. Le drame du Golfe s'est déjà succédé des eurenchères de cins d'ail érouilles. L'ordre du tir sera donné aux tues potentiels par une grenouillère verte befoillante. On est gaulois ou on n'est pas.

A l'heure où des peuples entiers regardent chez nous comment la liberté se prend et se garde, nous nous ingérons à en donner l'idée la plus conforme à la remarque de Balzac, dans Sarrasine sculpteur : « L'esprit de raillerie caractérise les sociétés sans croyances. »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5430



HORIZONTALEMENT

I. Préparer des enveloppes. — II. C'est un combat. Origine des mines. — III. Compagnon d'un grand homme. — IV. Participe. Se fait désagréablement remarquer. — V. Qui a beaucoup recueilli. Partie d'une nation. — VI. Pronom. Se fait admirer. Des perruches peuvent s'y poser. — VII. Est nuisible aux charpentes. — VIII. N'a vécu que pour quitter la terre. A bien connu l'amour au herbier. — IX. Rendras plus riche. — X. Est en bouffe. Est habitué au voisinage des fous. — XI. Réfréchi. On y fait des « courbettes ».

VERTICALEMENT

1. Représentations pour grandes surfaces. — 2. Sollicitées quand on se met quelque un à dos. Se faisait en mesure. — 3. C'est un grade. Passé la mesure. — 4. Ne doit rien à l'homme. Mieux vaut qu'il se fasse petit. — 5. Se déplaça avec des béquilles. — 6. Œuvre pour les enfants. Ramassé. — 7. Cause une perte. Homme d'honneur. — 8. Conjonction. Un peu d'espoir. — 9. S'intéresse à ce qui lui arrive.

Solution du problème n° 5429

Horizontalement

I. Amareyeur. — II. Tadmire. — III. Été. Ouis. — IV. Larynx. — V. Oc. — VI. Crotte. Si. — VII. Tampion. — VIII. Ass. Léon. — IX. Satire. — X. In. Révélé. — XI. Ére. Eues.

Verticalement

1. Ailéctrasie. — 2. Mère. Rasant. — 3. Avar. Omet. — 4. Bi. Youp. Ire. — 5. Emoneiole. — 6. Youx. Enlavé. — 7. Eta. Ne. Eu. — 8. Un. Iso. Lé. — 9. Résilientes.

GUY BROUTY

CULTURE

CINÉMA

Les tiroirs de la vidéo

Vingt-quatre titres en deux mois pour une nouvelle collection intitulée « Les années 50 »

René Chateau collectionne les films des années 50. Il édite en cassette vidéo vingt-quatre films français de cette époque. D'avoir assidûment fréquenté la Cinéma-thèque d'Henri Langlois, Chateau a retenu un enseignement : tout doit être conservé, nanar comme chef-d'œuvre, production commerciale comme film d'amour.

Lorsqu'il sort *les Belles de nuit* de René Clair, comédie poétique, naïve, nu Maniarnasse 19 de Jacques Becker, biographie de Modigliani, avec Gérard Philipe, René Chateau rend hommage à l'acteur, figure de proue de la jeunesse de ces années-là, autant qu'aux auteurs du film. Lorsqu'il sort *En cas de malheur*, de Claude Autant-Lara, d'après Simenon, il nous offre un chef-d'œuvre de la « qualité française » et de réalisme psychologique en même temps que le premier rôle dramatique de Brigitte Bardot, encadrée par deux formidables interprètes, élevés également au rang de mythe : Jean Gabin et Edwige Fenech. D'autant que René Chateau restitue également la *Jeune fille*, comédie gaillarde d'après Marcel Aymé, avec Bourvil, même si cette adaptation ne vaut pas celle de la *Traverse de Paris*.

Sacha Guitry n'est pas oublié. Voici la trilogie historique : *Si Versailles m'était conté* (deux époques), *Napoléon* (deux époques) et *Si Paris nous était conté* (un seul film). Chroniques pleines d'esprit, d'inventivité, anecdotes de bon goût, exaltation de la grandeur française avec jeux de mots, jeux de manches, et choix tout à fait personnels. Guitry, auteur complet et aetier, est grandiose en

Louis XIV, sublime en Talleyrand, renaissant Napoléon, et se manie - car le grand homme, en fait, c'est lui - et inattendu en Louis XI, pour le livre d'images sur Paris. Dans ces trois films, on assiste à un éblouissant festival de vedettes, d'acteurs de second plan et de figurants parfois célèbres, comme Piaf chantant *Ca ira* accrochée aux grilles du château de Versailles.

Côté comique, René Chateau remet à l'honneur Norbert Carbonnaux avec *Courte Tête*, comédie sur l'arnaque des champs de courses, et qui sera, par la suite imitée. Il dépose une incroyable farce franco-italienne réalisée par Steau : *Fripouillard et Cie* où Louis de Funès est le conseiller fiscal de Tutu, guetté par Aldo Fabrizi, en polyvalent. Dans ces années 50, Louis de Funès traverse à peu près tous les films, et on ne peut pas ne pas le remarquer. Mais dans *Courte Tête*, successivement déguisé en curé et en général, il a décroché l'un des principaux rôles.

Des perles du film noir

Et comme c'était le temps d'Edie Constantine, la collection propose deux « classiques » des aventures de Lemmy Caution, réalisés par Bernard Borderie : *la Môme Vert-de-Gris* et *Les Femmes s'en balancent*, dont la vedette féminine est Dominique Wilms, s'être endormie, noyée dans une vague de cheveux blancs. On peut préférer la troublante Françoise Amiel, image de l'érotisme d'avant Brigitte Bardot, qui séduit Fernandel dans *le Fruit défendu*, l'un des meilleurs films d'Henri Verneuil, d'après Simenon, au qui hage dans les eaux troubles de la prostitution parisienne vue par Ralph Habib avec de nettes intentions de protection sociale, pour *les Campagnes de la nuit*, où Raymond Pellegrin est un mac implacable.

Changement d'emploi avec *la Lumière d'en face* de Georges Lacombe, Pellegrin, ex-camille, victime d'un accident tragique, est le mari impuissant d'une Brigitte Bardot encore fleur bleue, qui, avec de grands yeux innocents, se laisse tenter par un mâle garagiste, Roger Pigaut. Les garagistes, les camilleurs et les médecins formaient alors les personnages favoris des scénaristes. C'est

pourquoi Pierre Fresnay, dans sa série de « grandes compositions », interprète le chirurgien de *Un grand patron* (réalisation Yves Ciampi) dans lequel Jean-Claude Pascal et Roland Alexandre séduisent des figurantes en blouses blanches.

Quelques perles du film noir français : *Razzia sur la chnouf* d'Henri Decoin, avec Gabin, solide étude du milieu des trafiquants de drogue, souvent diffusé ensuite à la télévision. *Le Désordre et la Nuit* de Gilles Grangier, qui fait absorber presque toujours nocturne, ses cabarets aux ahurés des Champs-Élysées, ses règlements de comptes, le mystère de la pharmacienne Danielle Darrieux, et la passion très chamois de Gabin pour une jeune Allemande en rupture de bonne famille, droguée jusqu'à la moelle et terriblement attirante : Nadja Tiller dans tout son éclat.

Deux autres films de Grangier, *Le rouge est mis*, avec Gabin, et *125, rue Montmartre*, avec Lino Ventura, possèdent des qualités narratives, mais pas le même impact. Une curiosité enfin, et de taille : *Donnez-moi ma chance*, de Léonide Moguy, l'aspiré, dit le générique, par une histoire authentique, par une histoire authentique, par une histoire authentique. On y voit Michèle Mercier, fille du principal d'un collège de Châteaudun, gagnante d'un concours de beauté, muer à Paris, persuadée qu'elle va devenir actrice de cinéma, et allant de illusion en déshonneur car c'est toujours à sa vertu qu'un en veut. Les bonnes copies de Michèle Mercier sont Danick Patisson - une étoile filante - et Nadine Talier - avant de devenir baronne de Rothschild. Mercier, qui n'est pas retournée à Châteaudun comme le prétend la fin du film, fut au cinéma la marquise des Anges.

Toujours à la chasse aux films rares, René Chateau a enrichi sa première collection « Mémorial du cinéma français » avec *la Petite Lise* de Julien Duvivier, *la Bandera* de Julien Duvivier, et *le Mystère Saint-Val* de René Le Hénaff, policier burlesque avec Fernandel. Plus trois films avec Tim Rossi : *Le soleil a toujours raison* de Pierre Billon, *Marlene* de Pierre de Hérain où Tim est détective amateur et *Deux amours* de Richard Pottier où il incarne deux frères,

dont l'un est laid et bêteux. Arrêtons-nous un moment sur *Le soleil a toujours raison*, tourné en zone libre en 1941. Le film est écrit par Jacques Prévert d'après une nouvelle de Pierre Galante. Alexandre Trauner a préparé les maquettes de décor et Joseph Kosma a écrit la musique - sans la signer, tous deux étant interdits de travail par les lois raciales. Pierre Prévert joue l'innocent de village et Marcel Duhamel fait de la figuration. Micheline Presle est charmante, Pierre Brasseur baratine, Tim echaate dans une barque - dont on voit très bien qu'elle est transportée sur une voiture à cheval. Mais l'intérêt se déplace vers un couple de l'ombre en Camargue, Charles Vanel qui rappelle le Michel Simon de *Quai des brumes*, et Germaine Montero, gitanes qui ne vent pas se laisser enchaîner. Du pur Prévert.

JACQUES SICLIER

Ed. Chateau vidéo, 129 francs la cassette.

o Mort de Richard Maibaum. - L'auteur des scénarios de douze films de la série des James Bond est maintenant un ans. Cet ancien quarantenaire de la compagnie hollywoodienne MGM avait notamment signé *Docteur No*, *Bans balers de Russie*, *Guldinger* et *Thunderball*, tous tirés des romans de Ian Fleming.

DANSE



16, 17, 18 JANV. 20H30
ANNE TERESA DE KEERSMAEKER
ACHTERLAND novembre 90
musique
LIGETI, YSAÏE
Volker Banfield, piano
Irvine Ardill, violon
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

MARDI 15 JANVIER
SALLE PLEYEL 20 H 30
GILBERT VARGA
ANNE QUEFFLEC
GROUPE VOCAL DE FRANCE
MOZART - BON - HAYDN
NOMINÉ VERT, 12 12 12

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Les midis musicaux

janvier 1991 - 12 h 45

Eva Osinska, piano
Chopin (2 programmes différents)
9 janvier, 11 janvier

Jeunes chanteurs français
Nicolas Rivenq, baryton
Bruno Cousset, piano
Ibert, Gounod, Roussel... 14 janvier

Béatrice Uria-Monzon, mezzo-soprano
Philippe Bires, piano
Fallu, Duparc, Berlioz... 16 janvier

Monique Zanetti, soprano
Jean-Efflam Bavouzet, piano
Debussy, Koechlin, Honegger... 18 janvier

Dominique Merlet, piano
Bach, Fauré, Ravel, 21 janvier
Mozart, Fauré... 23 janvier
Brahms, Boulanger... 25 janvier

quatuor carmina
Szymanowski, Beethoven, 28 janvier
Szymanowski, Mendelssohn, 30 janvier

40.28.28.40
MINITEL 3615 CHATELET MAIRIE DE PARIS

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Récitals piano

Daniel Barenboim

Beethoven
31^e sonate
Variations sur un thème
de valse de Diabelli
7 janvier 20h30

Vlado Perlemuter

Fauré

Thèmes et variations
Nocturnes n° 1, 7 et 13
Ravel
Sonatine
Gaspard de la nuit
23 janvier 20h30

Alicia de Larrocha

Haydn

Variations
Beethoven
Sonate n° 15 "Pastorale"
Albeniz
Iberia
27 janvier 20h30

40.28.28.40
MINITEL 3615 CHATELET MAIRIE DE PARIS

JANVIER

91

Concerts Radio France

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE

Lundi 7 - 20 h 30

Opéra de Paris-Bastille

Schumann - Mendelssohn

Alto : Maria Sosa

Ténor : Herbert Lippert

Baryton : Andreas Schmidt

Basse : Jan H. Rootering

Chœur de Radio France

Direction : Marek Janowski

PERSPECTIVES

Mardi 8

Grand Auditorium de Radio France

18 h 30

Ives - Xenakis

Violon : Philippe Gaffin

Piano : Stéphane Leach

20 h 30

Ives - Debussy - Schopier - Xenakis

Soprano : Marie Duail

Pauline Vaillancourt

Mezzo-soprano : Marie Kobayashi

Violon : Raphaël Oleg

Orchestre Philharmonique de Radio France

Direction : Luca Piff

LOCATION

Radio France

42 30 23 08

Salle Gaveau

49 53 05 07

Théâtre des Champs-Élysées

47 20 36 37

Opéra-Bastille

40 01 16 16

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

MOIS MOZART

Théâtre des Champs-Élysées

Mercredi 9 - 20 h 30

Clarinettes : Paul Meyer

Cor : Ab Koster

Direction : Kenneth Montgomery

Vendredi 11 - 20 h 30

Piano : Maria-Joëlle Pines

Direction : Kenneth Montgomery

LE SALON ROMANTIQUE

Samedi 12 - 15 h

Théâtre des Champs-Élysées

Mendelssohn - Mozart

Violon : Schubert

Quatuor Borodin

Quatuor Borodin

MUSIQUE TRADITIONNELLE

BERBERES DES AURES

Samedi 12 - 18 h

Théâtre de la Ville

Chant : Housa Alchi

Fidèle : Sali Nissia

NOUVEAUX INTERPRETES

LA VIRTUOSITE

Dimanche 13 - 10 h 45

12 h : brunch et rencontre avec les artistes

Salle Gaveau

Lévy - Paganini - Vivaldi

Schubert - Beethoven

J.Strauss/A.Schubert-Erler - Ravel

Violon : Laurent Koria

Piano : Frédéric Chin

CALENDRIER

DES ADMINISTRATEURS

DE CONCERTS

MOZART

The Israël

Chamber

Orchestra

et Violon

SHLOMO

MINTZ

ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPERA

Dir. Myung-Wan

CHUNG

MOZART

Concerto pour

hautbois et orch.

Symphonies n° 31

LES MIDIS MUSICAUX

le 14 : Nicolas

RIVENO

BRUNO GOSSET

IBERT, GOUNOD

ROUSSEL

les 16 : Sébastien

URIA-MONZON

Philippe Bires

FALLA, DUPARC

BERLIOZ

Le 18 : Monique

ZANETTI sop.

Jean Efflam

Bavouzet

Piano

DEBUSSY

KOECHLIN

HONEGGER

JOSÉE SUK

Violon

JOSÉE HALA

Piano

BRACH, J. SUK

BEETHOVEN

MARTINU

SMETANA

LONDON CLASSICAL PLAYERS

Dir. Roger

NORRINGTON

MOZART

Symph. n° 38 et 40

Concerto n° 23

CUIVRES DE L'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

PORAIN

Berio, Carter

Xenakis

Demain notre supplément

Le Monde

ARTS et SPECTACLES

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{er} - **TCHAD** : M. Hissène Habré est chassé du pouvoir, qu'il occupait depuis juin 1982, par les forces de M. Idriss Déby, qui s'emparaient de N'Djamena sans coup férir après une offensive éclair de trois semaines. Tandis que M. Habré se réfugie au Cameroun puis au Sénégal, M. Déby est nommé, le 4, chef de l'État. Les nouveaux dirigeants manifestent de bonnes relations avec la France et sont courtisés par la Libye, qui a armé les troupes rebelles (du 1^{er} au 15, 19, 20, 22 et 25/XII, 19/7).

2 - **ALLEMAGNE** : La coalition de centre-droit dirigée par le chancelier Helmut Kohl remporte une nette victoire aux élections législatives, le premier scrutin libre dans l'Allemagne unie depuis 1932. La CDU-CSU obtient 319 (+14) des 662 sièges et le FDP, son allié libéral, 79 (+22), contre 239 (+13) pour le SPD de M. Oskar Lafontaine. Les Verts passent de 49 à 8 sièges car ceux de l'Ouest n'ayant pas atteint la barre des 5 % n'ont plus de députés. Dans l'ex-RDA, le PDS (ex-communiste) conserve 17 (-7) sièges (du 27/XI au 5, 11, 12, 19, 22 et 29/XII).

2-10 - **ESPAGNE** : Douze hommes sont en même temps dans l'espace. Un journaliste japonais accompagne quatre cosmonautes soviétiques dans la station orbitale Mir, tandis que sept astronautes américains séjournent à bord de la navette Columbia. Mais la mission astronomique de Columbia est un échec en raison des défaillances de l'observatoire Astro-1 (1^{er} 4, 5, 6, 8, 11 et 12).

3 - **ARGENTINE** : Une rébellion militaire, dirigée par des officiers d'extrême droite, est matée après une journée de combats (4, 5, 7, 12, 15 et 21).

LIBAN : Le « Grand Beyrouth » est constitué après la réunification de la capitale et de ses environs. Les milices se sont retirées depuis le 10 novembre, laissant le pouvoir aux autorités de l'État, qui s'appuient sur l'armée libanaise mais aussi sur l'armée syrienne. M. Omar Karamé, nommé premier ministre le 20 après la démission, le 19, de M. Selim Hoss, forme, le 24, un nouveau gouvernement d'union nationale, mais les deux principaux mouvements chrétiens refusent d'y participer (1^{er} 7, 13, 21 et 25/XI, 5, 16-17, 20, 21, 22, 25-26 et 28/XII).

3-8 - **AMÉRIQUE LATINE** - **ÉTATS-UNIS** : Le président Bush se rend au Brésil, en Uruguay, en Argentine, au Chili et au Venezuela afin de proposer à l'Amérique latine un « partenariat » fondé sur la « démocratie et le libre-échange » (2-3, du 5 au 8 et 11).

4 - **BANGLADESH** : Le général Ershad, qui avait pris le pouvoir en mars 1982, annonce sa démission sous la pression populaire. Il est arrêté le 12, tandis que des élections législatives sont annoncées pour le 2 mars 1991 (du 4 au 17 et 19).

5 - **CAMEROUN** : Le Parlement vote une loi instaurant le multipartisme (14/XI et 8/XII).

GRANDE-BRETAGNE : La privatisation des douze compagnies régionales de distribution d'électricité s'achève après un vif succès populaire : plus de 2 milliards d'actions, au prix unitaire de 240 pence (23,5 £), sont acquises par 5,7 millions de personnes (9 et 23/XI, 13/XII).

6 - **ÉGYPTE** : Le Parti national démocratique (PND) du président Moubarak remporte les élections législatives boycottées par les deux principaux partis d'opposition (27/XI, 30/XI, 1^{er}, 2-3, 5, 8, 9-10 et 12/XII).

MALAISIE : Mort du Tunku

Abdul Rahman, premier ministre depuis l'indépendance, en 1957, jusqu'à 1969 (8).

7 - **BULGARIE** : M. Dimitar Popov, juriste sans étiquette politique, est nommé premier ministre. Il forme, le 19, un cabinet de coalition auquel participent les ex-communistes et l'opposition et qui est chargé de gouverner jusqu'aux élections législatives anticipées prévues en mai 1991 (du 5 au 10, 14, 19 et 21).

COMMERCE INTERNATIONAL : Les travaux de la conférence ministérielle de l'Uruguay Round, réunie à Bruxelles depuis le 3, sont suspendus. L'échec de ces négociations commerciales multilatérales est dû au désaccord persistant entre la CEE et les États-Unis sur le dossier des subventions agricoles (du 2 au 12, du 16 au 19 et 21).

8 - **ESPAGNE** : Six policiers sont tués à Sabadell (Catalogne) dans un attentat revendiqué par l'ETA (11, 16-17 et 25).

9 - **POLOGNE** : M. Lech Walesa est le premier président élu au suffrage universel. Au deuxième tour, il obtient 74,25 % des voix contre 25,75 % à M. Stanislaw Tyminski. L'abstention s'élève à 46,6 %. Il est officiellement investi le 22, en l'absence de son prédécesseur, le général Jaruzelski, qui n'a pas été invité (du 1^{er} au 25, et du 29/XI au 1/7).

TCHÉCOSLOVAQUIE : Volkswagen est préféré à Renault pour la reprise du constructeur automobile Skoda (4, 11, 12, 15 et 18).

YOUgoslavie : Lors des premières élections libres en Serbie, M. Slobodan Milosevic est reconduit à la présidence avec 63,34 % des suffrages. A l'issue du second tour, le 23, son parti, le PS (ex-communiste), remporte 194 des 250 sièges du Parlement. La Slovincie, où les nationa-

tion d'États souverains (du 6 au 12, 14 et du 19 au 31).

10 - **CONGO** : Le Parti congolais du travail, parti unique au pouvoir, abandonne le marxisme et adopte un programme à tendance social-démocratique (5 et 12/XII, 3/7).

ÉTATS-UNIS : Mort d'Armand Hammer, milliardaire américain et mécène, qui fut l'ami de Lénine, de Brejnev et de Gorbatchev (12 et 23-24).

11 - **ALBANIE** : M. Ramiz Alia accepte le multipartisme après deux jours de manifestations de étudiants de Tirana. Le 12, la première formation de l'opposition, le Parti démocratique, est créée. Les 13 et 14, des émeutes éclatent dans plusieurs villes du pays. Le 21, la déstalinisation est décrétée et, le 26, le Parti du travail (communiste) renonce au centralisme démocratique, mais pas à l'idéologie marxiste. Tandis que le pouvoir refuse de reporter les élections législatives prévues pour le 10 février, des centaines d'Albanais de son pays, qui se réfugient en Grèce (4, 11 et du 13/XII au 3/7).

12 - **DANEMARK** : Aux élections législatives anticipées, le Parti social-démocrate arrive largement en tête en remportant 69 (+15) des 179 sièges. Mais c'est M. Poul Schlüter, premier ministre depuis 1982,

qui forme, le 18, un nouveau gouvernement de droite. La nouvelle coalition, composée des conservateurs et des libéraux, ne dispose que de 61 députés sur 135. Elle peut compter sur le soutien de 32 autres députés membres de quatre formations non socialistes (12, 14 et 19).

ÉTATS-UNIS - URSS : M. Bush annonce, à l'issue d'entretiens avec M. Chevardnadze, une série de mesures d'aide économique à l'URSS, dont une garantie de crédits jusqu'à 1 milliard de dollars destinés à l'échec de produits agricoles américains (11, 12 et 14/XII, 1/7).

SUÈDE : Le Parlement vote à une forte majorité en faveur de l'adhésion à la CEE (13 et 14).

TCHÉCOSLOVAQUIE : Alors que le nationalisme slovaque prend de plus en plus d'ampleur, le Parlement vote, après six mois de négociations ardues, la loi de décentralisation sur la répartition des compétences entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des Républiques tchèque et slovaque (12, 14 et 29).

CORÉE DU SUD - URSS : M. Gorbatchev et M. Roh Tae-woo, président sud-coréen en visite à Moscou du 13 au 16, signent une déclaration commune appelant à « l'élimination de la guerre froide en Asie » (5 et du 15 au 18).

ISRAËL : Trois Israéliens sont tués à coups de couteau dans une usine de Jaffa. Les autorités répliquent en décidant, le 16, le bannissement de quatre Palestiniens membres du mouvement islamiste Hamas qui a revendiqué l'assassinat. Tandis que de nombreux juifs soviétiques continuent d'affluer en Israël (plus de 160 000 en un an), quatre jeunes Palestiniens sont tués, le 29, dans la bande de Gaza après des affrontements avec l'armée (du 4 au 11, du 14 au 19 et du 23/XII au 7/1).

MAROC : Des émeutes éclatent

Décembre 1990 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième mardi (daté mercredi) de chaque mois.
Les chiffres entre parenthèses indiquent le date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.
par ÉDOUARD MASUREL

dans plusieurs villes alors que deux syndicats ont appelé à une grève générale. A Fes, selon l'opposition, la répression fait 49 morts, bien que les sources officielles ne reconnaissent que 5 tués (8 et du 15/XII au 3/7).

21-12 - Une loi instaurant le multipartisme est votée par le Parlement alors que des manifestations contre la vie chère ont été sévèrement réprimées début décembre (5, 7, 9-10, 20 et 21/XII, 2 et 3/7).

14-15 - CEE : Le conseil européen, réuni à Rome, s'entend sur les montants de l'aide à l'URSS et aux autres pays d'Europe de l'Est. Pour l'URSS, est prévue une aide alimentaire d'urgence de 5,25 milliards de francs ainsi qu'une aide économique d'un milliard de francs pour 1991 et 1992. Le 15, les deux conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique commencent leurs travaux. Sur l'union politique, MM. Kohl et Mitterrand avaient défini leur position commune, le 6, dans une lettre adressée à M. Andreotti, premier ministre italien et président en exercice de la Communauté. Mais d'autres membres ayant critiqué le projet de donner un rôle prééminent au conseil européen, les discussions restent largement ouvertes (du 5 au 21).

15 - **BRESIL** : Les deux responsables de l'assassinat de Chico Mendes, défenseur de la forêt amazonienne tué le 22 décembre 1988, sont condamnés à dix-neuf ans de prison (12, 13, 14 et 18).

16 - **HAÏTI** : Aux élections générales, qui ont lieu dans le calme, le Père Jean-Bertrand Aristide, prêtre adepte de la théologie de la libération, est élu président avec 66,7 % des suffrages. Il doit entrer en fonction le 7 février 1991 (7, 8, 13, 15, 18, 19, 20, 23 et 28).

17 - **ZAMBIE** : Le président Kaunda ratifie une loi instaurant le multipartisme, votée à l'unanimité le 4 par le Parlement (19).

18 - CEE : L'aide aux pays méditerranéens d'Afrique du Nord et du Proche-Orient est fixée à 30,8 milliards de francs de 1991 à 1995, soit 2,7 fois plus que pour la période quinquennale précédente (23-24).

FINANCES MONDIALES : La Réserve fédérale des États-Unis baisse, pour la première fois depuis août 1986, son taux d'escompte, qui est ramené de 7 % à 6,5 %, alors que l'économie américaine continue d'être marquée par une période de récession se confirmant. A la fin du mois, le dollar est revenu juste au-dessus de 1,50 DM, 135 yens et 5 £. En un an, il a perdu 13 % par rapport au mark et 14 % par rapport au franc, tandis que les marchés boursiers américains ont subi des baisses de 38 % à Tokyo, 24 % à Paris, 11 % à Londres et 4,5 % à New-York (du 5 au 10, 14, 16-17, 18, du 20 au 25 et 30-31/XII, 1^{er} et 3/1).

18-19 - **ENVIRONNEMENT** : Les ministres de l'environnement et des affaires étrangères des États européens, réunis à Strasbourg, adoptent un programme de sauvegarde de la forêt en Europe (21).

20 - **ONU** : Le Conseil de sécurité adopte, après des semaines de négociations, une résolution sur la protection des humanitaires dans les territoires occupés par Israël, ainsi qu'une déclaration annexée favorable à une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe. Malgré les protestations d'Israël, les États-Unis ont fini par voter ces deux textes qui ont été adoptés à l'unanimité (du 8 au 14 et du 21 au 24).

24 - **SURINAME** : L'armée reprend le pouvoir qu'elle avait remis à un régime civil en novembre 1987 (du 25/XII au 2/7).

25 - **ALGÉRIE** : Le Parlement décide la « généralisation de la langue arabe » aux dépens du français et du berbère. Le 27, des dizaines de milliers de partisans de M. Ali Ahmed, dont de nombreux Berbères, protestent à Alger contre cette loi et contre la montée de l'intégrisme musulman (du 28 au 31/XII et 4/7).

26 - **URSS** : Le Parlement lituanien renonce à toutes les conditions qu'il avait posées à l'ouverture de pourparlers avec Moscou sur l'accession de la République à l'indépendance (12, 15 et 30-31).

29 - **ARGENTINE** : La grâce accordée par le président Menem aux anciens chefs de la dictature militaire (1976-1983) suscite colère et indignation parmi les défenseurs des droits de l'homme (21 et du 30/XII au 2/7).

30 - **GRÈCE** : Le gouvernement renonce à gracier les responsables de la dictature militaire de 1967 à 1974 après le tollé provoqué par l'annonce de ce projet (30-31/XII et 1/7).

FRANCE

1^{er} - Deux mesures de sécurité routière entrent en vigueur : la vitesse est limitée à 50 km/heure en ville et le port de la ceinture de sécurité devient obligatoire à l'arrière des véhicules (29/XI).

3 - M. Michel Rocard annonce à l'intersyndicale des professionnels de la justice une rallonge budgétaire de 300 millions de francs après le succès de leurs trois journées d'action en six mois (5, 6 et 7).

L'assemblée générale de la SARL-Le Monde ne retient pas la candidature de Daniel Vernet à la direction du journal Le Monde (4, 5 et 23-24).

4 - M. François Mitterrand, ouvrant les premières assises de Bar-le-Duc à Bar, présente un plan de cinq ans pour la rénovation des quartiers dévalorisés. Il annonce la création d'un ministère d'Etat chargé de la ville, qui est confié, le 19, à M. Michel Delebarre. Ce dernier est remplacé par M. Louis Besson au ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (du 4 au 7, 9-10, 18, 20, 21 et 22).

Les députés UDF décident de ne plus attaquer le gouvernement sur le thème des « affaires », estimant que ces attaques se retournent contre l'ensemble de la classe politique (6 et 28).

5 - Le conseil national du RPR adopte un manifeste qui s'oppose à un pouvoir européen fédéral et prône une « union des États de l'Europe » élargie à l'ensemble des États du continent (6 et 7).

6 - M. Michel Noir, maire de Lyon, quitte le RPR et abandonne son mandat de député, en dénonçant l'absence de projet et la « médiocrité des comportements » des « acteurs politiques » et en appelant à un « sursaut national » vers un « grand dessein et l'espérance d'une nouvelle démocratie ». M^{me} Michèle Barzach, députée de Paris, le 6, et M. Jean-Michel Dubernard, député du Rhône, le 8, démissionnent aussi du RPR et du Parlement. Le RPR annonce, le 17, qu'il présentera des candidats lors des législatives partielles auxquelles les trois démissionnaires se représentent (du 7 au 13 et du 18 au 25).

7 - L'échec de Pommeroy et Lanson à BSN permet au groupe LVMI de porter à 24 % sa part du marché du champagne (19 et 20).

8-13 - Plus de 400 députés sont punis par de fortes chutes de neige dans les régions Rhône-Alpes, Auvergne et Franche-Comté (11, 12, 13, 15 et 18).

10 - Douze députés socialistes s'inquiètent de la « décomposition » de la société politique et des dangers que court la démocratie représentative, dans un manifeste publié dans le Monde (1^{er} et du 11 au 18).

12 - Le suicide de Gilles Boulogne, juge d'instruction parisien chargé des affaires de terrorisme, est suivi d'une polémique politique sur les causes de son geste (14, 15 et 19).

13 - La loi relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme est définitivement votée par le Parlement (11, du 13 au 17 et 19).

M. Michel Chevalier, ministre délégué au budget, s'engage à ce que tous les élus soient imposés à 100 % à partir de 1992, après une demande des députés centristes et socialistes qui souhaitent lutter contre le climat d'antiparlementarisme (8, du 13 au 17, 19 et 22).

Le Comité national d'éthique donne un avis favorable à l'utilisation sur l'homme de thérapies géniques, alors que la première greffe de gènes, pratiquée aux États-Unis le

14 septembre, a donné des résultats encourageants (15).

17 - M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, annonce un plan visant à réduire d'environ 10 milliards de francs les dépenses de santé en 1991 (18, 19 et 20).

18-22 - Le vingt-septième congrès du PCF, qui coïncide avec le soixante-dixième anniversaire de la création du parti, se tient à Ajaccio. Cet événement est marqué par un débat plus ouvert que lors des congrès précédents et l'acceptation de quelques retouches au projet de résolution, qui est adopté, le 21, à l'unanimité des 1 695 délégués moins 3 voix et 22 abstentions. M. Charles Fierman et les sept autres contestataires « refondateurs » sont réélus au comité central, le 22, et M. Georges Marchais est réélu secrétaire général du parti à l'unanimité moins une abstention (1^{er}, 2-3, 5 et du 8 au 26/XII, 3/7).

19 - Lucien Tirroloani, président de la chambre régionale d'agriculture de la Corse, est tué à Ajaccio. Cet assassinat ainsi que celui de Paul Mariani, maire de Soveria, le 31, provoquent l'indignation des élus corses qui mettent le gouvernement en demeure d'enquêter une vague meurtrière qui a fait vingt-huit morts en 1990 (du 21 au 25 et 29/XII, 2 et 3/7).

Alors que les journalistes de FR 3 sont en grève depuis le 28 novembre et que le déficit d'Antenne 2 pourrait être de 600 millions de francs en 1990, le Conseil supérieur de l'audiovisuel porte M. Hervé Bourges à la présidence des deux chaînes publiques, après avoir obtenu la démission de M. Philippe Guillemin, nommé le 10 août 1989 contre la volonté du gouvernement. A partir du 26, la grève à FR 3, qui était très suivie, prend fin (du 29/XI au 5, 7, du 9 au 15 et du 18 au 31/XII).

Le conseil des ministres approuve un projet de loi qui prévoit une profonde réforme du système hospitalier (5, 6 et 21).

20 - Les deux lois sur la réforme des professions juridiques et judiciaires et sur l'exercice des professions libérales sont définitivement votées par le Parlement (12, 13, 22 et 28).

21 - La session d'automne du Parlement s'achève après le vote des députés sur une motion de censure, la deuxième de la session, qui ne recueille que 218 voix. Déposée par le RPR et l'UDF, mais pas par l'UDC, elle tend à protester contre le « recours abusif » à l'article 49-3, alors que le gouvernement n'a engagé sa responsabilité que huit fois pour faire adopter quatre textes : le budget 1991 (20 novembre, 14 et 18 décembre), le collectif budgétaire 1990 (4 décembre), la CSG (16 novembre) et une loi portant diverses mesures d'ordre social (7, 18 et 20 décembre) qui a suscité un vif débat sur la revalorisation des retraites (du 1^{er} au 25 et 30-31/XII, 2/7).

En novembre, le déficit du commerce extérieur a été de 600 millions de francs, le nombre des chômeurs s'est accru de 0,5 % et les prix ont diminué de 0,2 % (15, 22 et du 28 au 31/XII, 2/7).

31 - Garry Kasparov conserve son titre de champion du monde d'échecs par 12,5 points contre 11,5 à Anatoli Karpov. Les deux Soviétiques ont disputé leur cinquième match en sept ans, d'abord à New-York, du 8 octobre au 7 novembre, puis à Lyon depuis le 23 novembre (4, 6, 7, 11, 12, 14, 18, du 21 au 25 et 28/XII, 1^{er}, 2 et 4/7).

CULTURE

1^{er} - Mort de Pierre Dux, acteur, administrateur général de la Comédie-Française de 1970 à 1974 (4).

2 - Mort d'Aaron Copland, compositeur américain (4 et 8).

4 - Bayna, pour les *Animals* (Grass), obtient le prix Interallié (5).

4 - Neuf chefs-d'œuvre impressionnistes, volés le 27 octobre 1985 au musée Marmottan à Paris, sont retrouvés en Corse (7).

6 - La publication au *Journal officiel* de la réforme de l'orthographe proposée en juin relance la polémique dans les milieux littéraires (7, 20, 25 et 30-31).

7 - M. Mitterrand inaugure le Conservatoire national supérieur de musique de Paris, première partie de la Cité de la musique dessinée par Christian de Portzamparc et en cours de construction à l'entrée du parc de La Villette (6 et 8).

7 - Mort de Reinaldo Arenas, écrivain cubain dissident (11, 15 et 28).

8 - Jean-Luc Boutté met en scène le *Barbier de Séville*, de Beaumarchais, à la Comédie-Française (13 et 16-17).

8 - Mort de Tadeusz Kantor, peintre et homme de théâtre polonais (11).

10 - Mort de Martin Ritt, cinéaste américain (11).

11 - Le musée Cognac-Jay, qui comprend des collections du XVIII^e siècle, est installé dans l'hôtel de Donon, un hôtel particulier du Marais du XVI^e siècle, qui a été restauré (13).

13 - Hélène Carrère d'Encausse, historienne soviétologue, est élue à l'Académie française au fauteuil de Jean Mistler (12 et 15).

13 - Un panorama de l'art en Belgique au XX^e siècle est présenté au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (13 et 22).

14 - Le *Petit Criminel*, film de Jacques Doillon et *Le Mari de la coiffeuse*, de Patrice Leconte, obtiennent ex aequo le prix Louis-Delluc (15 et 20/XII, 2/7).

14 - Mort de Friedrich Dürrenmatt, écrivain et dramaturge suisse de langue allemande (15, 16-17 et 21).

18 - La *Grande Apocalypse*, de Pierre Henry, nouvelle version de l'*Apocalypse* de Jean de 1968, est créée à l'Auditorium des Halles à Paris (22).

18 - Mort de Paul Tortelier, violoncelliste (20).

23 - Mort de Pierre Chenal, cinéaste (25).

LA CRISE DU GOLFE

Le 6, M. Saddam Hussein annonce la libération des quelque 3000 otages occidentaux et japonais encore retenus en Irak et au Koweït. Tous ceux qui le désirent sont rapatriés du 9 au 13, ainsi que les derniers diplomates américains et britanniques encore présents au Koweït. Il reste environ 2 500 Soviétiques qui sont aussi autorisés à quitter l'Irak avant le 15 janvier.

Le 8, M. Mitterrand décide de renforcer le dispositif « Daguet » en Arabie saoudite. Avant le 11 janvier, les effectifs français vont passer de 6 200 à 9 500 hommes.

Le 8, Bagdad indique ses dates pour le dialogue proposé par M. Bush le 30 novembre. La venue de M. Tarek Aziz à Washington serait fixée au 17 décembre et celle de M. James Baker à Bagdad, le 12 janvier. Mais Washington refuse cette dernière date, jugée trop proche de la date limite du 15 janvier fixée par l'ONU pour le retrait irakien du Koweït, et demande que la visite de M. Baker ait lieu entre le 20 décembre et le 3 janvier. Les jours suivants, la polémique sur les dates se poursuit, sans qu'aucun accord puisse être trouvé.

Le 13, les treize pays de l'OPEP, réunis à Vienne, décident de main-

tenir le *statu quo*, alors que les augmentations de production ont permis de stabiliser les cours du pétrole au-dessous de 30 dollars le baril.

Le 17, jour prévu pour sa rencontre avec M. Tarek Aziz, M. George Bush reçoit à la Maison Blanche les ambassadeurs de vingt-huit pays membres de la coalition anti-irakienne. Il lance une nouvelle mise en demeure à l'Irak mais M. Saddam Hussein réplique par un nouveau refus de toute concession.

Le 19, M. Mitterrand, au cours de sa sixième conférence de presse sur la crise du Golfe, prépare l'opinion française à une guerre qui lui semble de plus en plus inévitable. Cependant, dans son message de vœux, le 31, il affirme qu'il croit « encore aux chances de la paix ».

Pour les fêtes de Noël et du Nouvel An, des ministres rendent visite à leurs soldats sur le front. Ainsi, M. Chevènement est en Arabie saoudite du 23 au 26. L'annulation, le 22, de concerts que devait donner Eddy Mitchell pour les troupes françaises suscite un différend entre Paris et Ryad, qui a exigé cette annulation. Cependant, jusqu'à la fin du mois, les menaces et les affirmations d'intransigence se multiplient, tant à Bagdad qu'à Washington.

Des grenouilles

Après le régime de la grenouille, le régime de la grenouille...

Après le régime de la grenouille, le régime de la grenouille...

Après le régime de la grenouille, le régime de la grenouille...

Après le régime de la grenouille, le régime de la grenouille...

Après le régime de la grenouille, le régime de la grenouille...

Après le régime de la grenouille, le régime de la grenouille...

Après le régime de la grenouille, le régime de la grenouille...

Après le régime de la grenouille, le régime de la grenouille...

Après le régime de la grenouille, le régime de la grenouille...

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

La France tranquillisée

Un rapport officiel confirme la boulimie des Français pour les somnifères et les tranquillisants
Le ministère de la santé annonce des mesures pour remédier à cette situation anormale

Après avoir réussi, avec la récente loi limitant les publicités en faveur du tabac et des boissons alcoolisées, une fructueuse et quelque peu insipide opération de lobbying au service de la santé publique, le groupe des cinq «ages», animé par le professeur Claude Got (hôpital Ambroise-Paré, Boulogne), semblerait en passe de gagner un nouveau combat engagé contre la surconsommation de médicaments psychotropes dont souffre notre pays. En janvier 1989, M. Claude Evry, alors ministre de la Santé, de la Famille et des Affaires sociales, demandait à ces cinq professeurs de médecine une série de propositions d'actions concrètes susceptibles d'être rapidement mises en œuvre dans différents domaines, au premier rang desquels la surconsommation de médicaments somnifères et tranquillisants.

«La prescription massive de tranquillisants est une solution inadéquante aux problèmes de l'anxiété et des difficultés à vivre dans des sociétés qui associent de multiples contraintes à un affaiblissement des rapports sociaux et de la solidarité», non financée, entre les individus, pouvait-on lire alors dans le rapport, rédigé par ces spécialistes (le Monde du 14 novembre 1989). Accepter cette dépendance serait admettre que le traitement d'une maladie de société consiste à prendre un produit qui pourrait aider à la supporter.

A la suite de ce rapport, à l'initiative du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, un groupe devait être constitué, présidé par le professeur Marcel Legrain, ancien président de la commission d'autorisation de mise sur le marché, qui réunissait une cinquantaine de spécialistes de divers horizons (médecins hospitaliers et libéraux, pharmaciens, épidémiologistes, économistes, sociologues, représentants des instances sanitaires et de l'industrie pharmaceutique). S'il ne s'agit pas de l'ensemble des mesures concrètes imaginées par les cinq spécialistes de santé publique, ce document fournit néanmoins, pour la première fois, un constat précis indiscutable — et, à bien des égards, inquiétant — de la situation française. Quelles que soient les critiques



dont ils peuvent être la cible, il convient, en préalable, de ne pas sous-estimer l'apport thérapeutique de ces médicaments. Les tranquillisants (benzodiazépines anxiolytiques), tout d'abord, qui, schématiquement, sont indiqués dans les différentes catégories psychiatriques générales, «montent étagées», les troubles anxieux, «Globalement, les troubles suivants peuvent réagir favorablement à un traitement par tranquillisants : trouble de l'adaptation avec humeur anxieuse, anxiété généralisée, état de stress post-traumatique, trouble panique avec ou sans agoraphobie, expliquent les

dans les autres cas, un soutien psychologique peut être suffisant». Par ailleurs, et même si elles sont presque toujours efficaces à court terme, les benzodiazépines ne constituent nullement la panacée pour ce qui est des troubles du sommeil. Ces troubles peuvent, en effet, être traités grâce à une approche non pharmacologique (hygiène du sommeil, stimulus control, relaxation musculaire progressive) et psychologique (thérapie cognitive, psychothérapie). Les thérapeutiques comportementales et psychologiques ont fait l'objet de nombreuses études contrôlées. Leur utilisation est cependant encore limitée par le nombre restreint de médecins formés à leur mise en œuvre, souligne le rapport.

«Troubles de la vigilance et dépendance»

Les indications dépendent à la fois de la durée et du type de l'insomnie. Les auteurs précisent ainsi que l'insomnie occasionnelle ne justifie que le recours à un hypnotique à demi-vie d'élimination courte, pour une durée n'excédant pas quelques jours. Selon eux, l'insomnie à court terme relève d'une thérapie médicamenteuse anxiolytique répartie au cours de la journée et d'un médicament hypnotique le soir, à demi-vie courte, selon le degré d'anxiété du sujet et le niveau de vigilance requis dans la journée. Dans ces conditions, un hypnotique ne devrait jamais être prescrit pour une durée excédant deux à trois semaines.

L'insomnie chronique, toujours selon les auteurs, nécessite une enquête étiologique détaillée et l'insomnie psychophysiologique relève avant tout des techniques comportementales ou psychologiques. Enfin, le traitement de l'insomnie psychiatrique s'inscrit dans un tout qui est le traitement de la maladie psychiatrique, avec ses aspects psychopharmacologiques et pharmacologiques.

L'administration d'hypnotiques au long cours est néfaste, précisent les auteurs; elle aggrave les troubles de la vigilance, renforce la dépendance de ces sujets vis-à-vis de multiples médicaments et, à terme, altère le sommeil et, vraisemblablement, son pouvoir

récompensateur. Le traitement des insomnies organiques varie avec la maladie en cause. Les insomnies qui entrent dans le cadre des troubles transitoires du rythme veille-sommeil doivent être prévenues ou allégées par le respect des règles chronobiologiques; et celles consistant en un échappement anormal du rythme veille-sommeil de l'individu relèvent de thérapies nouvelles, chronothérapie et photothérapie.

Enfin, le rapport précise que tranquillisants et hypnotiques ne peuvent, en aucun cas, remplacer, en présence de dépression avérée, le traitement

antidépresseur. Plus généralement, les auteurs soulignent avec justesse et concision l'importance qu'il faut ici accorder à la relation médecin-patient, très souvent sous-estimée, quand elle n'est pas, en pratique, totalement négligée.

«La stratégie non médicamenteuse la plus importante et la plus accessible est certainement l'éducation et le soutien psychologique du médecin face à un malade anxieux ou insomniaque», peut-on lire dans ce document.

JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 17

Prescriptions bien tempérées

«Soucieux — enfin — de mettre un peu d'ordre dans le domaine quelque peu irrationnel de la consommation médicamenteuse, le gouvernement annonce aujourd'hui une série de mesures tendant à faire construire, après la récente décision portant sur le «démembrement» des substances dites «psychostimulantes» (le Monde daté 23-24 décembre 1990) M. Bruno Durieux, ministre délégué à la Santé, s'attaque au volumineux chapitre des prescriptions de médicaments anxiolytiques, somnifères et tranquillisants.

Dénoncée en 1989 par le groupe des professeurs Got, Dubois, Grémy, Hirsch et Tubiana, puis récemment confirmée par celui présidé par le professeur Marcel Legrain, la surconsommation manifeste dont souffre dans ce domaine notre pays ne peut plus raisonnablement être mise en doute. Il reste toutefois encore à comprendre les véritables raisons qui font que les médecins français prescrivent deux à trois fois plus de médicaments psychotropes que leurs confrères européens ou américains. Sans doute faut-il, ici, évoquer des graves insuffisances dans la formation médicale initiale ou continue. C'est ainsi que, alors même qu'une personne sur cinq s'adressant à un médecin généraliste relève d'une pathologie «psychologique-psychiatrique», ce problème n'est abordé que de manière exceptionnelle lors des huit longues années des cursus des études médicales.

La «pression» du «petitien français» ne devient-elle prise en compte qu'à la lumière de cette douloureuse démographie professionnelle qui, aujourd'hui, modifie jusqu'à l'éthique de la pratique médicale, c'est bien le poids de l'industrie pharmaceutique et une certaine perversité de ses actions promotionnelles qui doivent être ici invoqués.

En outre, les mesures relatives à «l'information des patients» et à «la formation des prescripteurs» évoquées dans le rapport Legrain relevant beaucoup de l'incantation, les seules actions concrètes et efficaces à court terme concernent en réalité la limitation des remboursements et une réglementation plus stricte des actes de prescription.

Pour sa part, M. Durieux annonce, avant trois mois un ensemble cohérent de mesures visant à modérer effectivement l'usage des hypnotiques et des tranquillisants en France. Tout laisse penser que la limitation des temps des prescriptions (deux à trois semaines pour les somnifères, deux à trois mois pour les tranquillisants) est une chose acquise. Mais on attend avec le plus grand intérêt l'arbitrage ministériel pour ce qui est des limitations des prises en charge par la Sécurité sociale, une mesure qui — au-delà des bénéfices sanitaires que l'on peut en attendre — offre, le fait est suffisamment rare pour être noté, un avantage politique substantiel : aider à la réduction des dépenses de santé sans nuire aucunement aux principes qui fondent notre système de couverture sociale.

Plus généralement, l'action menée par le gouvernement devrait grandement bénéficier des nouvelles modalités concernant la fixation des prix des médicaments et de la mission dont vient d'être chargée M. Jean Weber, ancien directeur de la pharmacie et du médicament, qui avait en son temps — de 1977 à 1982 —, dans ce domaine, jeté les bases d'une politique constructive.

J.-Y. N.

Des grenouilles en apesanteur

Pour mieux comprendre la régulation du système cardio-vasculaire, un laboratoire français étudie quatre batraciens embarqués dans la station Mir

«M

ais elles sautent !» aurait confirmé le journaliste Tohyro Akiyama, en observant les six grenouilles vertes qui l'accompagnaient en décembre dernier, à bord de la station orbitale soviétique Mir. Plutôt habitués à vivre dans les herbiers du Japon qu'à 300 kilomètres d'altitude, ces six représentants de l'espèce arboricole *Hyla* ont en effet, apparemment, fort bien supporté l'inconfort de la station spatiale. Ils devaient y passer une semaine sous la haute protection de M. Akiyama, chef du service étranger de la chaîne de radio-télévision japonaise TBS et premier journaliste à aller dans l'espace (le Monde du 4 décembre 1990).

Mais le privilège des grenouilles astronautiques n'aura duré que le temps de quelques orbites. Encore assez chanceuses, deux d'entre elles, dès leur retour sur Terre, ont été promues au rang de star par la chaîne TBS, trop heureuse de prolonger à bon compte une juteuse opération médiatique. Mais les quatre autres batraciens furent aussitôt sacrifiés pour les besoins de la science. «Mémoriser» au formol dans un laboratoire soviétique, leurs cœurs et leurs cerveaux viennent de passer les filtres du Nouvel An... à la douane de l'aéroport de Moscou. Avant d'arriver enfin, vendredi 4 janvier, à destination : le laboratoire d'endocrinologie moléculaire (CNRS-INSERM) de l'université de Rouen, où ces organes revendus de l'espace vont faire l'objet d'une étude fondamentale au moyen des outils les plus performants de la biologie moléculaire.

L'objectif? Retrouver, dans le cœur et le cerveau de ces grenouilles après leur séjour en apesanteur, les traces d'une hormone

découverte il y a quelques années : le facteur natriurétique auriculaire, ou FNA. Un oenoreptide sécrété par le muscle cardiaque et le système nerveux central dont la fonction hypotensive pourrait avoir d'importantes implications pharmacologiques dans le traitement de l'hypertension artérielle.

L'hormone du cœur

Des perspectives thérapeutiques non négligeables (l'hypertension artérielle concerne, dans les pays occidentaux, de 20 % à 30 % environ de la population), auxquelles s'ajoute pour cette hormone la particularité d'être fabriquée par le cœur, organe mieux connu jusqu'ici pour ses fonctions musculaires qu'endocriniennes : il n'en fallait pas plus pour que la découverte de FNA, réalisée en 1982 chez le rat par une équipe de biologistes canadiens, suscite immédiatement l'intérêt de la communauté scientifique internationale.

Dès l'année suivante, plusieurs laboratoires obtinrent chez le rat, puis chez l'homme, la purification de ce nouveau facteur hormonal. Un an encore, et son identité est établie. Il s'agit d'un petit peptide composé d'une trentaine d'acides aminés, les «briques» élémentaires qui forment les protéines. Enfin, en 1988, le laboratoire d'endocrinologie moléculaire de Rouen, en collaboration avec l'Institut de recherche clinique de Montréal (Canada), isole une substance hormonale similaire chez la grenouille. Détail d'importance : des amphibiens aux mammifères, la structure biochimique du FNA se révèle extrêmement stable dans l'échelle de l'évolution, témoignant ainsi, selon toute vraisemblance, d'une fonction physiologique essentielle pour les espèces animales.

A v retarder de nous orcs, le fac-

teur natriurétique auriculaire jouerait même un double rôle sur l'organisme. Injecté par perfusion à des rats anesthésiés, il provoque en premier lieu une baisse notable de la pression artérielle. Mais il entraîne également une augmentation de la diurèse, accompagnée d'une forte excrétion de sodium (ou natriurèse, d'où son nom). «De plus, on sait maintenant que le FNA est produit en deux lieux distincts de l'organisme : l'oreillette cardiaque et le cerveau, séparé du reste du corps par la barrière hémato-encéphalique», précise Hubert Vaudry, directeur du laboratoire d'endocrinologie de Rouen.

Les effets de la microgravité

Le FNA semble donc un bon candidat pour participer à la régulation interne de l'organisme. Les laboratoires industriels pharmaceutiques ne s'y sont pas trompés, goi, de Merck (Etats-Unis) à Sanyo (Japon), multipliant les essais cliniques pour tenter d'inscrire cette hormone — ou ses dérivés — au tableau des substances thérapeutiques diurétiques et hypotensives. Localisé sur le bras humain et éjecté à l'aide de plusieurs sociétés, spécialisées dans les biotechnologies, le produit est aujourd'hui en grande quantité par génie génétique.

Mais si le FNA se révèle d'ores et déjà un agent pharmacologique puissant et prometteur, sa présence est-elle pour autant essentielle dans le fonctionnement «normal» du corps humain? Paradoxalement, rien n'est moins sûr. «Même si l'apport exogène de FNA entraîne une action physiologique certaine, cette hormone, en tant que substance endogène, peut très bien ne pas intervenir directement dans la

bonne marche de l'organisme», explique Hubert Vaudry. Coentraîne, biochimique ou à l'angiotensine, hormones aujourd'hui bien connues pour être intimement impliquées dans la régulation cardiovasculaire, le rôle naturel du FNA reste à démontrer. C'est là, précisément, qu'interviennent les grenouilles japonaises, embauchées en apesanteur aux bons soins du biologiste-océanographe Tohyro Akiyama.

Qu'il soit amphibien ou humain, le système cardio-vasculaire, placé en conditions de microgravité, subit en effet de profondes perturbations. Chez l'homme, l'apesantement modifie à la fois la répartition du volume sanguin dans le corps et la pression veineuse, le tout s'accompagnant de multiples fluctuations hormonales. Dans les semaines à venir, les dosages immuno-cytochimiques qui vont être réalisés au laboratoire de Rouen sur le cœur et le cerveau des grenouilles spatiales devraient ainsi permettre, comparés à ceux effectués sur un groupe témoin resté au sol, de vérifier si l'apesantement entraîne une fluctuation notable du taux de FNA.

Si tel est le cas, les chercheurs tiendront alors une preuve quasi irréfutable du rôle endogène de cette hormone dans la régulation vasculaire des amphibiens. Et donc, par extrapolation, dans celle de l'homme. Envoyées en orbite au profit presque exclusif de la chaîne TBS, les grenouilles arboricoles *Hyla* auront alors réussi une double performance : obtenir les honneurs de la télévision et, à titre posthume il est vrai, ceux de la science.

CATHERINE VINCENT

Conférences/débats

Dans le cadre de l'exposition
VIVE L'EAU
samedi 12 janvier à 15h
«L'eau en danger»
avec Thierry Chamblie, Lyonnaise des eaux, Michel Meybeck, université Pierre et Marie Curie, Guy Barroin, INRA, Henri Décamps, CNRS.
Animation : Catherine Allais, «La Recherche».

samedi 26 janvier à 15h
«Peut-on manquer d'eau?»
avec Jean Margat, BRGM, Michel Mousset, ministère de l'Environnement, et Francesco Di Castri, UNESCO, CNRS.
Animation : Martine Barrère, «La Recherche»
(accès libre)

ciété des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Lemaître 75019 Paris. Météo Paro de la Villette
Informations (1) 40 05 80 00

CULTURE

Le Monde du 9 janvier 1991

L'ozone à la trace

Une Caravelle spécialement équipée pour étudier le rôle de l'ozone dans les basses couches de l'atmosphère

DEPUIS quelques années, l'ozone est devenu témoin vedette du dérèglement de notre écosystème. En voie de disparition au-dessus de l'Antarctique, en haute altitude, il préoccupe les gouvernements au point de provoquer la première concertation mondiale sur un problème d'environnement. Mais l'augmentation de sa concentration plus près du sol, sur l'ensemble du globe, pourrait être encore plus grave de conséquences. Mercredi 9 janvier, onze chercheurs allemands et français devaient s'envoler à bord d'une Caravelle « renifluse » bourrée d'instruments, pour un périple de vingt-quatre jours le long de côtes américaines, européennes et africaines, de la Terre de Feu au Groenland. Objectif de cette campagne de mesures baptisée Tropoz-2 : tenter d'en savoir un peu plus sur le rôle de l'ozone dans les échanges chimiques de l'atmosphère.

La célébrité de ce gaz étonnant remonte au début des années 80, quand des mesures effectuées à l'aide de ballons-sondes au-dessus de l'Antarctique, entre 15 et 30 kilomètres d'altitude, révélèrent une raréfaction suspecte de cette forme particulière de l'oxygène (O₃) dans la stratosphère. Vérifications faites par diverses campagnes de mesures aéroportées au par satellite, le problème apparut dans toute son ampleur : entre 1974 et 1984, la teneur en ozone stratosphérique avait baissé de plus de trente pour cent au-dessus du pôle Sud ! Depuis, le « trou » ne cesse de s'agrandir.

L'aspect spectaculaire du phénomène amena les différents États à prendre des mesures sur le plan mondial pour banir à terme les premiers suspects de ce gâchis écologique : les chlorofluorocarbones (CFC), des gaz de synthèse utilisés comme propulseurs pour bombes aérosol, dans les réfrigérateurs et les climatiseurs, pour la fabrication

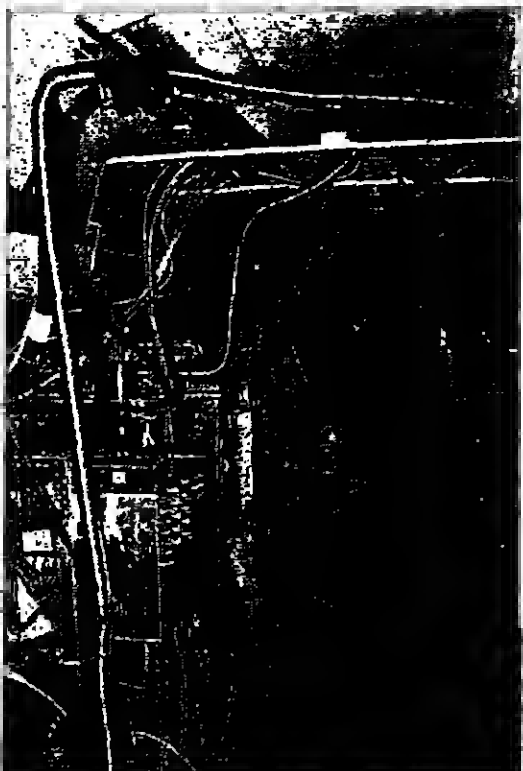
de certains plastiques et pour le nettoyage des composants électroniques.

Chez les scientifiques, cette découverte ouvrait des horizons nouveaux. Elle mettait en évidence un phénomène-clé de l'incroyable complexité de la chimie atmosphérique. Un champ d'exploration passionnant dans lequel la sensibilisation de l'opinion et des hommes politiques leur donnait la possibilité de se plonger à loisir, et avec des moyens spécifiques. Les campagnes de mesures se sont succédées, les spécialistes du monde entier coordonnant leurs efforts au sein de programmes internationaux d'études de l'atmosphère.

Tropoz-2, qui s'inscrit dans le cadre du Programme international géosphère-biosphère, sera ainsi la sixième expédition aéroportée autour du monde menée par des chercheurs français, à bord d'une Caravelle spécialement équipée, mise à leur disposition par l'armée de l'air (2). De Stratoz-1 en 1978, à Tropoz-1, en 1987, ils ont pu affiner leur approche de cette gigantesque usine chimique que constitue l'atmosphère, notamment en ce qui concerne le rôle de l'ozone dans les basses couches.

Une conséquence de la pollution

On savait depuis longtemps que la troposphère, entre 0 et 12 000 mètres, ne contient qu'environ dix pour cent de l'ozone atmosphérique. Mais cette part augmentait régulièrement, au point d'être passée de 15 ppbv (parties par milliard en volume) au début du siècle à 50 ppbv aujourd'hui, si l'on en croit les registres de la station de mesures du parc Montsouris à Paris. On croyait jusqu'au début des années 80, que l'ozone troposphérique provenait directement des échanges gazeux avec les couches plus hautes de la stratosphère. On sait aujourd'hui qu'il n'en est rien : « Son augmentation



34 tonnes de détecteurs mesurant continuellement la teneur en ozone

est provoquée directement par les rejets de méthane (d'origine naturelle), mais aussi de monoxyde de carbone, d'oxydes d'azote et d'hydrocarbures liés à l'utilisation des combustibles fossiles», explique M. Alain Marcoco, chercheur au laboratoire d'aérologie de Toulouse (université Paul-Sabatier-CNRS), et responsable de la mission Tropoz-2.

La campagne Stratoz-3, effectuée en juin 1984, a montré que la teneur en ozone troposphérique aux latitudes moyennes de l'hémisphère nord — qui correspond aux régions les plus peuplées et indus-

trialisées du globe — est double de celle de l'hémisphère sud. Mais, en Afrique, les flux de brousse sont aussi des sources importantes de pollution à l'ozone, comme l'a démontré les mesures de Tropoz-1 en 1987 (le monde du 12 avril 1989). Pour Tropoz-2, la Caravelle empruntera un trajet similaire à celui effectué en 1987 lors de la campagne Stratoz-3, dans le but d'obtenir des données permettant de mettre en évidence les différences saisonnières.

Mais, cette fois, les mesures seront infiniment plus « fines ».

L'avion est, en effet, chargé de 34 tonnes de détecteurs qui mesureront pratiquement en continu les teneurs en ozone, mais aussi celles de quelques quatre-vingt autres composés gazeux intervenant avec lui dans les réactions chimiques qui se produisent dans l'atmosphère. La plupart des appareils ont été mis au point spécialement pour cette campagne. Parmi eux, par exemple, un spectrographe à laser de 700 kilos, capable de détecter les nœuds d'azote à des concentrations particulièrement basses, de l'ordre de 20 pptv (20 parties par 1 000 milliards en volume), affirme son inventeur, M. Geoffrey Harris, du Max Planck Institut de Mainz (Allemagne). Coût total de la mission : 15 millions de francs, financés à 64 % par l'Allemagne et 36 % par la France (3).

Un millier de réactions chimiques

Toutes ces données permettront, explique M. Marcoco, de « caler les modèles photochimiques » grâce auxquels on tente de simuler sur des ordinateurs géants l'évolution de la composition des couches basses de l'atmosphère sur l'ensemble du globe. Un travail de titan : on estime, en effet, que la troposphère, secouée par les cyclones et autres perturbations, est le siège de plus d'un millier de réactions chimiques différentes, contre une quinzaine dans la stratosphère !

Mais le jeu en vaut la chandelle. Comme le gaz carbonique et le méthane, l'ozone participe à l'aggravation de l'effet de serre, qui entraîne, estiment la plupart des spécialistes, un réchauffement de la planète. Au rythme d'augmentation actuel, soit un à deux pour cent par an sous nos latitudes, la teneur en ozone de la troposphère risque, en outre, d'atteindre d'ici une cinquantaine d'années le seuil à partir duquel les désordres biolo-

giques apparaissent chez l'homme (irritation des bronches et des poumons, risque d'emphysème à long terme). A cette concentration, le rendement de la plupart des céréales baisserait de 30 %, selon des études menées dans plusieurs laboratoires. Certaines variétés de tabac particulièrement sensibles présentent déjà des nécroses aux teneurs actuelles, et l'on soupçonne l'ozone de jouer un rôle, avec les pluies acides, dans le dépérissement des forêts.

Cette vision d'apocalypse est cependant évitable. « L'ozone troposphérique n'a qu'une durée de vie d'un mois. Un retour rapide à l'équilibre est donc possible dans la troposphère », estime M. Marcoco ; au contraire de la stratosphère, où la réduction des polluants n'aura pas d'influence avant plusieurs décennies. Mais cela exigerait une parfaite connaissance des réactions chimiques qui s'y produisent : c'est à dire des « modèles » photochimiques de la troposphère parfaitement maîtrisés, et « calés » par un grand nombre de mesures précises et fiables.

Un objectif qui risque de fournir à M. Marcoco et à ses collègues de nombreuses années de travail passionnant. A condition que les finances suivent.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) L'ozone (formule chimique O₃) est un gaz dont les molécules sont composées de trois atomes d'oxygène, contre deux pour l'oxygène (O₂) de l'air.

(2) Il s'agit d'un appareil utilisé normalement comme laboratoire de base d'essai pour les nouveaux équipements, au Centre d'essais en vol de Saint-Julien-la-Fontaine, dépendant de la direction générale de l'armement.

(3) Tropoz-2 réunit six grands laboratoires français et allemands de chimie de l'atmosphère : Laboratoire d'aérologie de Toulouse, Laboratoire de photochimie de l'environnement de Clermont, Centre des hautes technologies de Gif-sur-Yvette, Institut de chimie atmosphérique de Wiltich, Max Planck Institut de Mainz, et Institut de météorologie et de géophysique de Francfort.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 40-66-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 40-66-30-10
Tél. : 201.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans, comptés du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
75013 PARIS CEDEX 13
Commission paritaire des journaux
et publications de 57 347
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-66-29-33

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Cordonnier,
directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
(fax) : 45-55-91-70. Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - TAPAS LEMONDE
ou 36-15 - TAPAS LM

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-66-30-96

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE- LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 40-66-34-70

Changements d'adresse détaillés en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Soigner le mal à la racine

Après s'être concentrée sur le dépérissement des arbres
« attribué à la pollution de l'air »
la recherche forestière s'étend aujourd'hui à tout l'écosystème.

L'ORSQUA a été lancé officiellement en France le programme de recherche sur les dépérissements forestiers attribués à la pollution atmosphérique (DEFORPA), en 1985, il s'agit partout d'expliquer le mal qui frappe certaines forêts d'Europe. On a donc guetté les éléments polluants transportés par les masses d'air, et l'on a tenté d'observer leurs effets sur les arbres.

Pour ce faire, toutes les forêts européennes ont été quadrillées par un réseau de « placettes », c'est-à-dire des carrés de vingt à trente arbres marqués individuellement, afin que les forestiers puissent observer l'évolution de leur croissance. Ils notent désormais chaque année les arbres de 0 à 4, selon l'abondance et la couleur des aiguilles ou des feuilles, ce qui permet de faire un bilan de santé global du massif forestier européen. Au total, près de deux mille placettes ont été délimitées dans les forêts de la CEE, soit plus de 45 000 arbres échantillons mis en fiche.

Cependant, le bilan de santé ainsi établi prête à controverse. L'observation visuelle des arbres dépend du coup d'œil de chaque observateur. Et le diagnostic, sommaire, repose sur des éléments qui ne sont pas déterminants pour la croissance ou la survie de l'arbre. Certains coiffeurs récupèrent après une importante perte d'aiguilles, cependant que d'autres se grossissent plus malgré un abondant feuillage.

A ce réseau de placettes d'observation, on a donc ajouté un réseau de quarante stations de surveillance des retombées acides, dont la plus complète reste à ce jour la station laboratoire du Donon, dans les Vosges. Cette station, située à 750 mètres d'altitude, dispose d'une tour de 47 mètres qui capte en continu les principaux polluants et composés chimiques de l'atmosphère soupçonnés de provoquer les « pluies acides » (nuydes de soufre et d'azote,

ozone, poussières en suspension, précipitations, etc.). Ces données sont traitées sur place par un micro-ordinateur et transmises au centre de surveillance de Strasbourg. Elles sont ensuite exploitées par les équipes du programme DEFORPA.

Les dégâts du vieillissement

Mais ni l'observation systématique des arbres, trop récente, ni les relevés atmosphériques, trop localisés, peuvent rendre compte des dégâts attribués à la pollution de l'air. Les dépérissements observés dans certains massifs, notamment en montagne, relèvent plus du vieillissement que d'une quelconque agression. C'est notamment le cas des « forêts de protection » qui ont été plantées au siècle dernier pour arrêter l'érosion et freiner les inondations.

« Sur les 550 000 hectares que nous avons analysés, on peut estimer que 200 000 ont toujours un rôle de protection », explique Claude Rupé, ingénieur de recherche chargé de la protection contre les érosions. Mais ces hectares-là, plantés il y a un siècle, sont parvenus au terme de leur croissance. Et comme il s'agit souvent d'essences introduites (pin noir d'Australie dans les Alpes) qui poussent sur des sols pauvres, la « forêt » ne se régénère pas. Or, si les forestiers ont eu des crédits importants pour reboiser, ils n'ont pas eu ensuite les moyens d'entretenir ces boisements artificiels.

A l'inverse, certaines forêts de production, pourtant situées sur des sols favorables, semblent s'épuiser à force de produire du bois. Un chercheur irlandais, Martin Speight, spécialisé dans les « forêts sèches », a constaté que c'est-à-dire essentiellement les insectes dévoreurs de bois mort, a peut-être l'explication. Dans les forêts de production intensive, on ne laisse jamais de bois mort. Or une forêt naturelle, normalement, produit environ six tonnes de bois mort à l'hectare.

Cette matière ligneuse, digérée par les insectes, les vers et les bactéries, est convertie en humus qui nourrit les arbres. On constate donc que l'abattage répété des arbres avant leur mort naturelle et les sorties intensives de bois prive l'écosystème d'une partie de son aliment. Ce qui a des effets néfastes sur la structure de la couche de terreau des sols forestiers et fait craindre l'acidification croissante de leurs horizons supérieurs.

Les sols ! Depuis plusieurs années, déjà, les chercheurs allemands s'intéressent à l'acidification des sols forestiers. Le dépérissement des arbres, en effet, est souvent dû à des carences en magnésium et calcium, qui proviennent d'une décoloration puis d'une chute de feuillage. « Aujourd'hui, on s'intéresse plus à la qualité des sols et des eaux qu'à la pollution atmosphérique », observe Guy Landmann, adjoint au chef du service de santé de la forêt et chef du programme DEFORPA. C'est pourquoi, tout en conservant son appellation d'origine, le programme DEFORPA va dès cette année s'atteler à une tâche plus large qui pourrait s'intituler « Réponse des écosystèmes forestiers aux modifications de l'environnement » ou REFORME.

ROGER CANS

L'ESPACE DU BIEN-ETRE

SEANCE DE RELAXATION OU TONIQUE
De 10 heures à 20 heures, du lundi au samedi
avec ou sans rendez-vous

Métro : Etoile

Tél. : 42-27-40-82

Les véritables chiffres

U

Le livre des membres

SCIENCES • MÉDECINE

POINT DE VUE

Les véritables chiffres du sida

par les docteurs Jean-Baptiste Brunet et Jean-Paul Lévy

UNE enquête récente menée par l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) avec la Direction générale de la santé a tenté, pour la première fois et par deux méthodes indépendantes, de cerner la réalité de l'épidémie d'infection par le virus HIV en France. Elle montre que le nombre de sujets contaminés se situe entre 100 000 et 200 000 à la fin de l'année 1988 (la Monde du 22 septembre 1990).

Depuis quelques années, des estimations érudites sans la moindre base scientifique proposaient des chiffres invérifiables allant de 300 000, voire 500 000 contaminés. À l'inverse, certains annonçaient la fin de l'épidémie. Il était nécessaire de procéder à une évaluation globale pour mettre fin aux spéculations et aux déclarations apocalyptiques ou au contraire lénifiantes, et parce qu'il faut partir de données fiables si nous voulons apprécier ce que sera, dans la décennie qui commence, la charge supplémentaire apportée par le sida à notre système de soins.

Prise en charge précoce

Précisons tout d'abord que ce travail d'approfondissement des estimations n'aboutit qu'à une baisse modeste par rapport aux chiffres précédemment avancés par le ministère de la santé, dont le limite supérieure n'a jamais dépassé 250 000. La situation ne justifie aucun optimisme. En effet, si l'on retient, pour simplifier, le raisonnement, la valeur centrale

de la fourchette, 150 000 personnes contaminées représentant en termes épidémiologiques, une population considérable. D'abord par ce que ce nombre représente en termes de possibilité de contamination nouvelles. Ensuite par les conséquences qu'il implique pour notre système de santé.

L'évolution naturelle de l'infection chronique provoquée par le HIV entraîne une dégradation progressive du système immunitaire de l'organisme, responsable de l'apparition du sida chez 50 % environ des personnes infectées, et d'autres formes graves et évolutives de la maladie chez 30 % supplémentaires, dans un délai d'une dizaine d'années. Si, comme on peut le craindre, aucun progrès thérapeutique majeur n'est réalisé et dans l'hypothèse, évidemment absurde, où aucune nouvelle contamination n'aurait eu lieu depuis le fin de 1988, environ 120 000 personnes devraient recevoir des soins lourds, et des médicaments coûteux dans les dix ans qui viennent. L'évolution des traitements vers une prise en charge de plus en plus précoce, même si elle est capable de ralentir la progression de la maladie, ne peut qu'accroître ce nombre. Les chiffres réels sont évidemment beaucoup plus lourds.

Il faut comprendre d'autre part que le poids de l'épidémie est très inégalement réparti en France. Cent cinquante mille séropositifs, cela veut dire, à l'échelle nationale, environ cinq adultes contaminés pour mille (0,5 %). Ce taux est beaucoup plus élevé pour les régions et les classes d'âge les plus touchées. Par analogie avec la répartition des cas de sida, on doit considérer que ce taux doit

atteindre entre 1 % et 3 % des personnes de vingt-cinq ans à trente-cinq ans vivant actuellement en Ile-de-France, dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, ou aux Antilles, soit, dans ces régions et pour cette tranche d'âge, jusqu'à près d'une personne sur trente.

Cette situation évolue. Tous les départements français ont vu progressivement apparaître des cas de sida. Si les homosexuels masculins et les toxicomanes représentent toujours la moitié des personnes atteintes, la proportion de cas de sida apparus chez les hétérosexuels contaminés par voie sexuelle augmente en France comme dans le reste de l'Europe et aux États-Unis. Les femmes, qui comptent pour 8 % des cas diagnostiqués en France en 1988, comptent pour 16 % de ceux apparus en 1989.

Le développement « en sourdine »

La fréquence des « comportements à risques » — l'échange de seringues, la multiplication des rapports sexuels non protégés avec des partenaires nombreux — explique la vitesse de diffusion du virus que l'on a initialement constatée dans les groupes les plus exposés. Mais à l'extension massive initiale de l'épidémie dans ces groupes s'ajoute maintenant une diffusion plus lente dans des populations plus diverses et bien moins facilement caractérisables.

Le développement « en sourdine » de l'épidémie introduit un risque de démobilité contre lequel un renforcement des campagnes de prévention de tous ordres est indispensable, ne serait-ce que pour compenser la diminution de l'intérêt des médias pour un sujet moins porteur de polémiques et d'émotion qu'il y a trois ans ou quatre ans. L'extrême droite s'est repliée sur l'exploitation d'exclusions plus rentables, la transmission du sida par les moustiques ou les sièges de toilettes ne fait plus recette, et les controverses franco-américaines sur le propriété de la découverte du virus n'éveillent plus beaucoup d'intérêt. L'épidémie, elle, est toujours là et le risque de contamination plus évient que jamais.

La prévention, à l'échelle de l'individu, implique à la fois la prise de conscience des risques et le volonté de s'en protéger. Elle doit être en permanence soutenue. La remontée récente de la syphilis aux États-Unis, la reprise des contaminations parmi les jeunes homosexuels de San Francisco, montrent la fragilité des succès récents en matière de changements de comportements. La lente diffusion du HIV chez les hétérosexuels nous rappelle que tout le monde est concerné.

À l'invasion spectaculaire succède une guerre de tranchées, longue, difficile, qui ne peut, sous peine de revenir à l'aveuglement des premières années du sida, que s'enlisée dans l'indifférence ou l'autosatisfaction.

La fausse impression, parfois rencontrée aujourd'hui de « moindre gravité que prévue », est liée à l'erreur d'appréciation initiale de ceux qui voyaient dans le sida une nouvelle peste. Elle tient surtout aux conséquences des déclarations irresponsables qui ont entraîné le public à s'habituer à l'idée que 300 000 à 500 000 personnes étaient atteintes en France et croit donc, bien à tort, pouvoir se rassurer. Le sida n'est pas la peste, c'est simplement le sida, et cela suffit : cette épidémie touche déjà huit à dix millions d'hommes et de femmes au moins à travers le monde et la liste des pays massivement touchés continue de s'étendre. Une partie de l'Afrique vit désormais un drame aux conséquences incalculables. Si nous n'en sommes pas là, au palmarès des chiffres nous détenons cependant en France un regrettable record : celui du pays le plus touché d'Europe. Ne l'oublions pas.

Le docteur Jean-Baptiste Brunet est directeur du Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida et le professeur Jean-Paul Lévy est directeur de l'ANRS.

YVONNE REBEYROL

La France tranquillisée

Suite de la page 15

« Elle devrait être l'intervention initiale dans tous les cas et, en l'absence de pathologie sous-jacente avérée, rester la seule dans un grand nombre d'états anxieux et d'insomnies liés à une situation de stress transitoire. Son efficacité a été bien démontrée, même dans des cas pour lesquels le médecin avait envisagé un traitement médicamenteux. Si un tel traitement s'avère nécessaire du fait d'une symptomatologie grave et invalidante, le soutien psychologique garde néanmoins une grande importance dans le suivi du malade : il facilite la stratégie du traitement médicamenteux court à posologie minimale et efficace. Une sensibilisation des médecins à l'importance thérapeutique de l'écoute et du soutien psychologique et la valorisation de cet aspect peuvent être un élément crucial pour l'utilisation plus restreinte des médicaments. »

Compte tenu des chiffres de consommation de ces médicaments en France, une telle précision équivaut, en fait, à une critique frontale de la formation initiale et des pratiques médicales qui ont généralement cours dans notre pays.

Une consommation qui croît avec l'âge

Le groupe de spécialistes qui a eu accès à l'ensemble des informations disponibles concernant les consommations de médicaments établit en effet un constat inquiétant. Il souligne en particulier que la consommation en France de tranquillisants et d'hypnotiques est très importante, la plus forte des pays occidentaux. Comme dans tous ces pays, cette consommation est deux fois plus élevée chez le femme que chez l'homme et croît avec l'âge, l'isolement et un faible niveau d'éducation. Le rapport souligne la fréquence des troubles chroniques qui favorisent les situations de dépendance, notamment chez les sujets âgés, l'association fréquente et a priori injustifiée de tranquillisants et d'hypnotiques, ainsi que la consommation, apparemment élevée, de ces médicaments chez les jeunes en âge scolaire.

En France, ajoute le rapport, près d'un tiers de la population générale consomme ou moins de façon occasionnelle des tranquillisants, principalement des benzodiazépines. Environ 25 % des consommateurs, soit près de 7 % de la population générale sont des consommateurs réguliers pendant une période de plus d'un an et, de ce fait, particulièrement exposés aux risques de dépendance. La prise régulière quotidienne pendant au moins un mois, a sensiblement augmenté entre 1971 et 1981; depuis, elle s'est stabilisée, le taux de consommation globale d'hypnotiques et de tranquillisants restant

stable au cours de la période 1987-1990.

Le rapport souligne aussi les grandes différences existant dans ce domaine à l'échelon international. Ainsi, entre 1982 et 1989, la consommation française des seuls médicaments tranquillisants a été environ trois fois supérieure à celle de la Grande-Bretagne et de la République fédérale allemande. L'évolution en fonction des pays durant cette période est particulièrement frappante. La consommation a en effet diminué de façon importante en Hollande (moins 32,5 %), en République fédérale allemande (moins 47,4 %) et en Grande-Bretagne (moins 57,6 %), tandis qu'en France, elle s'élevait légèrement entre 1981 et 1987 avant de se stabiliser.

L'évaluation et l'analyse des pratiques médicales étant ce qu'elle sont, on ne dispose fort malheureusement aujourd'hui d'aucune étude permettant de juger de l'adéquation entre traitements et pathologies. Toutefois, le rapport précise que les données épidémiologiques et sémiologiques concernant l'insomnie et l'anxiété ne peuvent expliquer les différences observées entre les pays. On estime généralement qu'en France, environ 10 % des hommes et 20 % des femmes souffrent d'une anxiété généralisée, d'un trouble panique ou d'une agoraphobie, à un moment donné de leur vie. D'autre part, environ 20 % des malades examinés en médecine générale consultent pour des troubles psychologiques, le plus souvent de type anxieux et dépressif. La fréquence des troubles du sommeil est estimée dans la population générale entre 30 et 40 %, dont la moitié concerne des troubles importants. Bien qu'elle puisse sembler très alarmante, il faut savoir que ces observations sont proches de celles recueillies dans la plupart des pays industrialisés.

En fait, il convient sans doute de replacer les taux de consommation et leur évolution dans le cadre plus général d'un marché pharmaceutique global particulièrement important en France. Ainsi, entre 1970 et 1980, alors que la consommation des médicaments psychotropes croissait de 56 %, l'élevation était de 53 % pour les antidiabétiques et de 107 % pour les médicaments cardio-vasculaires. Le danger spécifique à la surconsommation de médicaments psychotropes tient aux risques importants de dépendance, qu'elle soit physique (adaptation de l'organisme à l'action du produit, ce qui implique une augmentation des doses pour l'obtention d'un effet équivalent) ou psychique (recherche compulsive d'un effet euphorisant).

Un autre point peu abordé dans le rapport concerne les dangers liés de l'association de médicaments

tranquillisants et de boissons alcoolisées, association fréquemment retrouvée chez les victimes d'accidents.

Au terme de leur analyse, les auteurs formulent un certain nombre de propositions. Sans surprise, on y retrouve la nécessité d'une meilleure information des patients et d'une meilleure formation des médecins prescripteurs, « tout particulièrement des généralistes », ainsi que des pharmaciens. Curieusement, alors même que la publicité (via la presse spécialisée et les visiteurs médicaux) est mise en cause dans le rapport, les propositions dans ce domaine se bornent à quelques généralités : « La publicité doit favoriser le développement de prescriptions conformes aux règles de l'art et participer à une politique de santé publique. La publicité pharmaceutique doit être le vecteur d'une information de qualité sur le rapport bénéfice-risque de toute prescription médicamenteuse. Elle doit être conforme aux règles éthiques spécifiques du domaine de la santé. »

Refusant, comme le proposent les cinq spécialistes de santé publique, de limiter le remboursement de ces médicaments aux seuls malades atteints d'une affection de longue durée (« Une telle mesure risquerait de déplacer les prescriptions vers d'autres classes thérapeutiques moins efficaces pour des raisons chroniques injustifiées et d'entraîner la reconduction systématique d'un hypnotique ou d'un tranquillisant à l'occasion d'une visite médicale quel qu'en soit le motif. On devrait prévoir une durée de traitement qui, sous certaines conditions, ne devrait pas, en routine clinique, dépasser deux à trois semaines dans l'indication hypnotique et deux à trois mois dans l'indication anxiolytique. Le risque de dépendance, si ces prescriptions ne sont pas suivies, devrait être clairement signalé. »

Trois fois plus qu'aux États-Unis

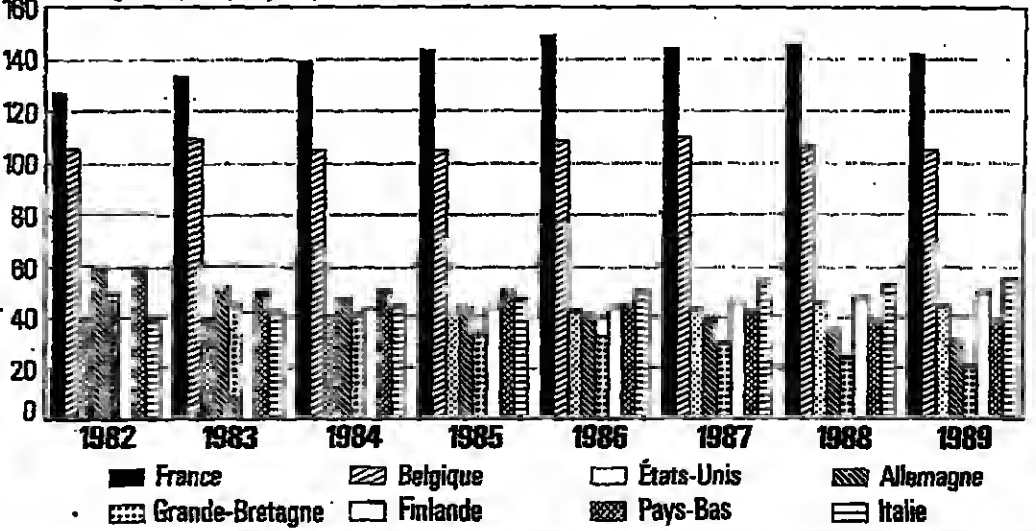
« Les nouvelles règles de prescription à promouvoir, précise-t-il, doivent se fixer comme objectif essentiel d'élimer ou de réduire de façon significative les consommations chroniques injustifiées et d'entraîner la reconduction systématique d'un hypnotique ou d'un tranquillisant à l'occasion d'une visite médicale quel qu'en soit le motif. On devrait prévoir une durée de traitement qui, sous certaines conditions, ne devrait pas, en routine clinique, dépasser deux à trois semaines dans l'indication hypnotique et deux à trois mois dans l'indication anxiolytique. Le risque de dépendance, si ces prescriptions ne sont pas suivies, devrait être clairement signalé. »

« Il est fort regrettable qu'à aucun moment le problème de l'intérêt économique de ces dépenses pour la collectivité ne soit abordé dans ce rapport, estime pour sa part le professeur Claude Got. On a l'impression que la preuve de l'utilité globale n'est pas à la charge des laboratoires pharmaceutiques ! La seule question est de savoir si oui ou non on a prouvé l'utilité de prescrire en France trois fois plus de tranquillisants qu'aux États-Unis ou qu'en Grande-Bretagne. Si non, pourquoi nourrir l'industrie pharmaceutique de nos incertitudes ? »

JEAN-YVES NAU

LE MARCHÉ PHARMACEUTIQUE DES TRANQUILLISANTS

Unités galéniques par jour pour 1000 habitants



L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

PROMO-LIVRE

9-16 rue Bonald
69007 LYON 72 73 10 58
Prenaitement
par les annales
pour B.T.S.
pochettes de sujets
de 1984 à 1990:
• Culture générale
• Eco - droit
• Cas Action Co.
• Cas Comm. Intern.
• Cas Compta.
• Cas bureaucratique

À la racine

La découverte de la civilisation mégalithique en Bretagne

La Bretagne est un pays riche en monuments mégalithiques. Ces pierres dressées, témoins d'une civilisation ancienne, ont été l'objet d'une campagne de prospection géophysique menée par la Compagnie de prospection géophysique française (CPGF), aussi dans le cadre du mécénat technologique et scientifique d'EDF, a permis de retrouver à Saqqarah (Égypte) deux pyramides de reines épouses de Pépin I, un pharaon de la VI^e dynastie qui a régné vers 2300 avant Jésus-Christ (la Monde du 1^{er} juin 1988).

Le directeur des Antiquités de Bretagne, M. Charles-Tanguy Le Roux, a préféré que le travail des prospecteurs d'EDF (M. Pierre Deléat) et de la Compagnie de prospection géophysique française ne commence pas à Carnac. Ce site, qui détient le record mondial des « pierres dressées » avec ses 2 753 menhirs répartis en trois alignements proches les uns des autres, est forcément très complexe. Les fouilles du modeste site de Saint-Just (Ile-et-Vilaine), qui ne compte guère plus d'une douzaine de menhirs, ont révélé la présence de grands foyers construits, d'inhumations, de vestiges de calage de probalement six menhirs aujourd'hui

ESPACE DU BIEN-ÊTRE

Le bien-être est un concept complexe...

Le bien-être est un concept complexe...

Le bien-être est un concept complexe...

Le bien-être est un concept complexe...

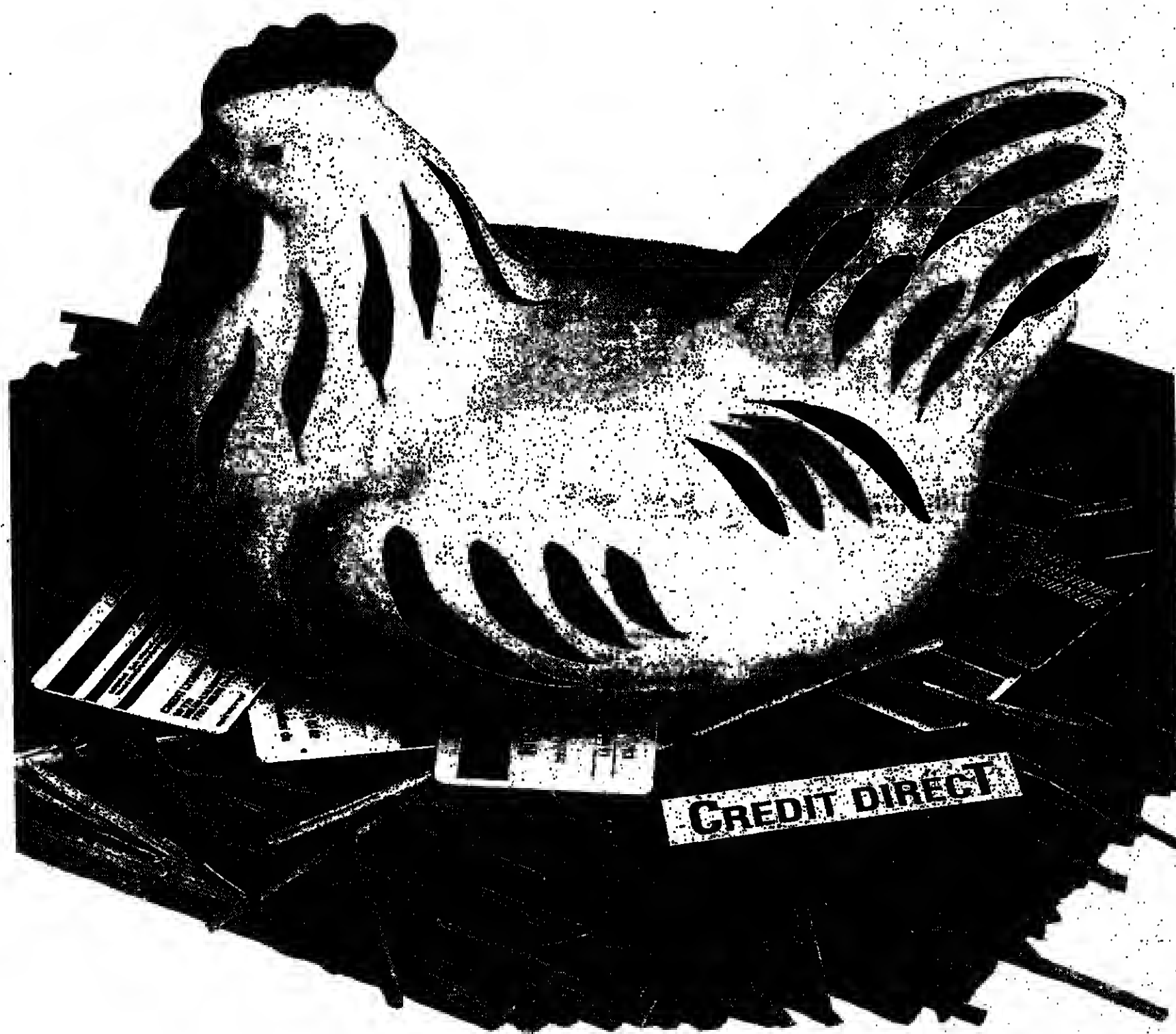
Le bien-être est un concept complexe...

Le bien-être est un concept complexe...

Le bien-être est un concept complexe...

السؤال الأول

Les Banques ont déniché la Poule aux Œufs d'Or,
les Distributeurs vont l'alimenter...
A votre avis, qui va l'Engraisser ?



En 1975, la loi avait obligé les banques à garantir les chèques jusqu'à 100 F pour inciter les commerçants et les consommateurs à promouvoir ce moyen de paiement. En 1991, les banques traînent les pieds pour actualiser cette garantie et préfèrent promouvoir la carte bancaire payée par la cotisation des distributeurs et des consommateurs.

La carte bancaire est certainement le moyen de paiement de l'avenir. Mais à quel prix ? Il a fallu saisir les tribunaux pour que le groupement des banques accepte de publier des tarifs conformes au droit de la concurrence. Dans la pratique, les distributeurs n'en constatent pas encore les effets. Seulement les hausses tarifaires.

Tant que le système des cartes bancaires n'est pas suffisamment transparent, concurrentiel et contrôlable, il est urgent de préserver l'usage du chèque, son honorabilité et sa crédibilité. Quand les banques auront réussi à instaurer un moyen de paiement unique, il sera trop tard pour négocier.

E. LECLERC

INDUSTRIE

Peugeot teste l'impact de la révolution
du marché en 1991

Peugeot a lancé une offensive sur le marché de la voiture en 1991. L'entreprise a décidé de tester l'impact de la révolution du marché en lançant une nouvelle gamme de véhicules. Cette initiative vise à répondre aux besoins des consommateurs et à renforcer la position de la marque sur le marché. Les modèles proposés sont conçus pour offrir une meilleure performance et une plus grande fiabilité. Peugeot s'engage à fournir des véhicules de qualité et à maintenir un haut niveau de service client.

Fin de New England
démontre une liquidation

La fin de New England démontre une liquidation. L'entreprise a été déclarée en faillite et ses actifs sont en cours de liquidation. Cette situation a été causée par des problèmes financiers et une mauvaise gestion. Les créanciers sont en train de négocier avec les liquidateurs pour récupérer leurs fonds. Les employés ont été informés de la situation et certains ont commencé à chercher de nouveaux emplois. Cette liquidation est une leçon pour les autres entreprises de la région.

Autre de...
L'entreprise a été déclarée en faillite et ses actifs sont en cours de liquidation. Cette situation a été causée par des problèmes financiers et une mauvaise gestion. Les créanciers sont en train de négocier avec les liquidateurs pour récupérer leurs fonds. Les employés ont été informés de la situation et certains ont commencé à chercher de nouveaux emplois. Cette liquidation est une leçon pour les autres entreprises de la région.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Prévoyant un recul limité à 1 % en Europe

Peugeot reste optimiste sur l'évolution du marché automobile en 1991

M. Calvet est satisfait des ventes de Peugeot en 1990. Citroën a reculé en 1989 en France, mais Peugeot a vendu 5,4 % de voitures supplémentaires, et sa part de marché est montée de 20,3 % à 21,6 % (Citroën a regagné de 12 % à 11,6 %). En Europe, la marque du lion a aussi réussi une période passant de 7,9 % à 8,2 %. Hors d'Europe, la progression est spectaculaire : +24 %, même si les facturations, avec 133 000 voitures, restent modestes.

Ces performances ont été obtenues dans un marché qui s'est redressé en Europe « plus que nous ne l'avions prévu encore en septembre dernier », a souligné le PDG de PSA, lundi 7 janvier, lors d'une conférence de presse. Le marché européen, en recul de 1,5 %, a rompu avec la croissance continue enregistrée depuis quatre ans et les acheteurs hésitent « devant la crise du Golfe, grosse d'incertitudes et de réflexes de précaution ».

M. Calvet reste pourtant relativement optimiste pour cette année, avec un faible premier semestre, mais une reprise au second. Au total, le marché européen ne devrait se rétracter que de 1 % par rapport à 1990 et de 3 % par rapport à 1989. Le marché français devant perdre 3 % pour revenir à 2 200 000 immatriculations. Seule l'Allemagne devrait bénéficier d'une conjoncture favorable (+4 %), tandis que la forte chute observée en 1990 en Grande-Bretagne et en Espagne devrait laisser place à une stabilisation.

Dans ce contexte, PSA ne modifiera rien de sa stratégie, poursuivant ses investissements, qui doivent lui donner une capacité de 2,6 millions de véhicules en 1992. D'ici à l'an prochain, les usines de Poissy et de Mulhouse devraient être cap-

bles de sortir 1 500 voitures par jour. M. Calvet a aussi annoncé le remplacement de la 309 au second semestre de cette année. Pour l'année entière, Peugeot vise la vente de 30 000 voitures supplémentaires en Europe.

Ces investissements maintenus dans un contexte moins favorable ne permettront sans doute plus de poursuivre le désendettement du groupe. Autre souci : le haut de gamme, qui se vend moins qu'attendu. Peugeot n'a vendu que 78 000 véhicules 605 contre les 100 000 prévus. A cause de la crise du Golfe, mais aussi de délais de mise sur le marché de certains modèles.

E. L. B.

Chute de 12,6 % des ventes de voitures en 1990 en Grande-Bretagne

Les ventes de voitures neuves ont baissé de 12,6 % en 1990 par rapport à 1989 en Grande-Bretagne selon des chiffres publiés lundi 7 janvier par l'association des constructeurs et concessionnaires automobiles (SMMT). Quelque 2,008 millions d'unités ont été vendues au cours de l'année contre 2,3 millions pour l'année précédente, précise la SMMT. Sur le mois de décembre uniquement, les ventes ont reculé de 27,5 % à 62 837 unités, contre 86 769 en décembre 1989.

Les experts de la SMMT estiment que les ventes de voitures neuves vont encore se réduire au cours de l'année 1991, passant vraisemblablement sous la barre des deux millions d'unités.

ÉTRANGER

La Bank of New England demande sa mise en liquidation

Après que la Bank of New England, trente-troisième banque des États-Unis, eut été mise sous le contrôle du Federal Deposit Insurance Corporation (Le Monde du 8 janvier), ses nouveaux dirigeants ont demandé, lundi 7 janvier, au tribunal fédéral de Boston l'application du chapitre 7 de la loi sur les faillites. Le tribunal doit donc décider de la nomination d'un liquidateur.

Plusieurs banques se sont déclarées intéressées par la reprise des filiales faillies de la Bank of New England. Il s'agit de BankAmerica et de Banc One, qui avaient appro-

ché le FDIC et les dirigeants de la Bank of New England avant Noël. Les organismes de contrôle fédéraux ont aussi fait savoir qu'il existait d'autres repreneurs intéressés.

Pour l'instant, le problème principal du FDIC, l'organisme fédéral chargé d'assurer les dépôts est d'injecter des liquidités pour faire face aux retraits massifs des déposants de la Bank of New England. Pour restaurer la confiance des clients, le FDIC a promis de garantir les dépôts au-delà du plafond traditionnel de 100 000 dollars (500 000 francs environ).

SOCIAL

Cinq lignes d'autobus parisiens sont toujours paralysées

En milieu de matinée, mardi 8 janvier, cinq lignes d'autobus parisiens restaient perturbées, pendant que les conducteurs du dépôt du Hainaut, réunis en assemblée générale, discutaient de la poursuite de la grève commencée vendredi 4 janvier à la suite de l'agression d'un des leurs. En fin de matinée, une cinquantaine de machinistes se rendaient au siège de la RATP, et tentaient d'être reçus par la direction.

Deux lignes (32, gare de l'Est-Porte d'Auteuil et 48, gare du Nord-Porte de Vanves) étaient complètement paralysées et la circulation était très réduite sur trois autres : PC extérieur (où 6 autobus circulaient sur 47 prévus), 60, place Gambetta-Porte de Montmartre (2 sur 15) et 75, Pont-Neuf-Porte de Pantin (2 sur 8).

Chômage partiel dans deux usines de Bull. - La direction du groupe Bull devait annoncer, le 8 janvier, devant les comités d'établissement des usines de Belfort et d'Angers, des mesures de chômage partiel applicables pendant le premier trimestre. Les 1 500 salariés de l'usine de Belfort ne travailleront pas pendant sept jours à la fin janvier, dix jours en février et dix jours en mars. Pour 2 200 personnes sur 2 700, le temps de travail sera réduit de 20 % pendant trois mois dans l'usine d'Angers. Annoncé en novembre dernier, le « plan de mutation » du groupe Bull prévoit la fermeture de l'unité de Belfort et la suppression d'une centaine d'emplois à Angers.

Record de mauvaises notations pour les dettes américaines

Standard and Poor's Corp., l'une des principales agences de rating américaines, a annoncé, le 7 janvier, qu'elle avait baissé la notation des dettes de 768 entreprises ou collectivités locales en 1990. Ce chiffre, qui représente un record, est significatif de la mauvaise santé de l'économie américaine. L'agence considère que la tendance va se poursuivre en 1991. Le nombre des entreprises dont la notation a été diminuée en 1990 a été presque multiplié par deux par rapport à 1989 (419 « dégradations ») et porte sur une valeur globale d'endettement de 510 milliards de dollars (contre 174 milliards en 1989). L'agence n'a amélioré ses notations que pour 189 entreprises ou collectivités locales.

Tentative de relance de l'Uruguay Round

M. Andriessen, vice-président de la Commission européenne, rencontrera les 25 et 26 janvier prochains les ministres de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Chili, du Mexique et de l'Uruguay pour essayer de relancer les négociations de l'Uruguay Round.

La réunion se tiendra à Punta del Este, en Uruguay, où avait été lancé en octobre 1986 le cycle des négociations commerciales qui viennent d'être interrompues. M. Andriessen continuera par ailleurs ses démarches auprès de M. Carlos Hills, représentant des États-Unis. Des discussions entre experts doivent reprendre le 15 janvier à Genève au siège du GATT.

Création d'une centaine d'emplois

NutraSweet et Ajinomoto devraient installer une usine à Gravelines

NutraSweet, filiale du groupe chimique américain Monsanto, et le japonais Ajinomoto sont en train de mettre en place une société commune pour la construction d'une usine de fabrication d'aspartame à Gravelines, dans le Nord. L'investissement devrait s'élever à 370 millions de francs et entraîner la création de 135 à 145 emplois. A la suite de la décision des deux groupes de créer une usine en Europe, le nord de la France l'a emporté sur les deux autres sites possibles, qui étaient le pays de Galles et la Belgique.

Du côté des pouvoirs publics français, on précise que la prime d'aménagement du territoire ne devrait pas dépasser 17 % de l'investissement. La réalisation de ce projet devrait officiellement être annoncée dans les prochaines semaines.

Après son changement de statut

Un état-major de continuité à France Telecom

M. Charles Rozmaryn a été nommé directeur général de France Telecom, la société exploitante du téléphone dont le nouveau statut d'établissement public a été adopté le 1^{er} janvier. Ce choix traduit la volonté d'inscrire le nouvel établissement dans la continuité de la structure précédente.

L'équipe de M. Marcel Roulet, qui de directeur général des télécommunications est devenu PDG de France Telecom, est complétée par deux directeurs généraux adjoints : M. Maurice Seigner, chargé de la gestion, et M. Bruno Brochier, chargé du plan et de la stratégie - et par M. Pierre Hilaire, directeur des affaires financières.

Après l'Ecole polytechnique et l'Ecole supérieure des télécommunications, M. Rozmaryn, âgé de quarante-sept ans, a fait toute sa carrière aux Télécoms, s'occupant notamment des questions industrielles. Il était devenu l'adjoint de M. Roulet en 1989, poste où il a été chargé en particulier de « démanteler » le plan de câblage de télévision.

Numéro un mondial de la céramique industrielle

Le japonais Kyocera crée deux filiales en France

La firme japonaise Kyocera, qui fit sa fortune en développant des céramiques adaptées à tous les usages industriels mais est aujourd'hui un grand groupe diversifié employant plus de 30 000 personnes, a décidé de renforcer son implantation sur le Vieux Continent, à l'approche du marché unique européen. Il vient de créer deux filiales en France : Kyocera Electronics, qui lance aujourd'hui une nouvelle gamme de micro-ordinateurs, et Kyocera Fine Ceramics.

Quand, en 1959, Kazuo Inamori, un jeune ingénieur chimiste de vingt-sept ans, décide de créer sa société spécialisée dans la céramique industrielle, peu de personnes croyaient à l'avenir de ce marché. Un ami lui procure la majeure partie de son capital initial de 40 000 dollars (200 000 francs environ). La société Kyocera (Kyoto Ceramics), qui emploie aujourd'hui 30 000 personnes, et a réalisé un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de dollars (13,5 milliards de francs) en 1990 (exercice clos le 31 mars) est devenue un grand groupe diversifié.

Premier fabricant mondial de composants en céramique, dont il détient 64 % du marché, il est aussi l'un des premiers fabricants d'imprimantes laser, de micro-ordinateurs (les premiers ordinateurs vendus sous la marque Victor, et les petits portables revêtant l'étiquette Tandy, c'était lui), d'appareils d'optique (suite au rachat en 1983 de Yashica). Des prothèses de hanche, de genou, de dents figurent aussi à son catalogue, à côté de bijoux en cristaux synthétiques, de conteneurs à lame de céramique et autres outils de coupe, de pièces pour moteurs d'automobiles. A la suite de la fin du monopole de NTT dans les télécommunications, il a aussi pris position dans le domaine des services et des équipements de télécommunication avec la création de Daini-Deanden, société présente pour l'instant exclusivement au Japon, et dont il détient 25 % du capital.

La céramique industrielle ne représente plus actuellement que 4,9 % de son chiffre d'affaires. En revanche, c'est bien à partir de cet

axe technologique que s'est développée toute la stratégie de la firme. La fabrication de composants en céramique constitue en effet le premier axe de diversification du groupe ; aujourd'hui fournisseur incontournable de la plupart des fabricants mondiaux de composants (IBM, Intel entre autres) ce secteur assure 23 % de son chiffre d'affaires. De la fabrication des composants en céramique, il s'étend en 1981 dans la fabrication d'autres types de composants électroniques, aujourd'hui principal secteur du groupe avec près de 34 % du chiffre d'affaires.

Cette diversification horizontale s'accompagne d'une diversification verticale, vers les industries utilisatrices de composants. Les micro-ordinateurs bien évidemment, mais aussi les écrans à cristaux liquides, l'énergie solaire. Suite au rachat du fabricant d'appareils photo Yashica en 1983 : « Une acquisition réalisée par amitié pour rendre service à cette entreprise alors en difficulté », affirme le plus sérieusement du monde Yasuhiko Honda, directeur général de Kyocera Electronics Europe, il allie ses compétences en électronique à l'optique, pour développer une gamme d'imprimantes laser. Il est actuellement le deuxième vendeur de ce type d'équipement en Europe.

Flair technique

Doté d'un remarquable flair technique, pour déceler les opportunités de marché, le fondateur-président avait en revanche quelques faiblesses dans le domaine du marketing et de la vente. Raison pour laquelle il préfère en particulier pendant de nombreuses années laisser ce risque à d'autres en vendant ses ordinateurs en OEM (original equipment manufacturer) c'est-à-dire à d'autres constructeurs qui en assuraient la commercialisation sous leur propre marque.

Après trois décennies placées sous le signe exclusif de la technologie, le groupe a désormais pour objectif d'améliorer son réseau de vente directe, en particulier sur le continent européen, pour ne pas être exclu de cette « forteresse Europe » que pourrait représenter le marché unique. Le rachat, en janvier 1990, de la société de com-

posants américaine AVX, dotée d'un réseau commercial et industriel (huit usines en Europe dont une en France au Grand-Quevilly près de Rouen), fut un premier pas important en ce sens.

Mais le groupe s'implante aussi directement. Les deux filiales créées ces dernières semaines en France ont sous la preuve. La société Kyocera Fine Ceramics, créée le 2 janvier à Rugis pour commercialiser les modules en céramique pour composants, les composants électroniques, les bijoux, coutures, etc. Kyocera Electronics, créée depuis quelques mois à Gif-sur-Yvette en région parisienne, reprend la vente d'imprimantes laser, jusqu'alors assurée par un distributeur Sira. Une unité de fabrication est en cours de réalisation au Grand-Quevilly. Elle assure également le lancement des premiers ordinateurs vendus par Kyocera sous sa propre marque : la série Multilite, micro-ordinateurs haut de gamme compatibles IBM à base de microprocesseurs Intel 80386.

Pour l'instant, la société ne compte pas profiter de la dérégulation française en matière de télécommunication pour prendre position en France sur ce créneau. En revanche, le directeur général de Kyocera Electronics France, M. Henri Dura, ancien directeur marketing de la filiale EGT de France Telecom, ne cache pas que la création en 1992 du réseau numérique européen de téléphonie mobile pourrait représenter une opportunité. Mais cela n'est que de la futurologie !

ANNIE KAHN

L'ouverture le dimanche de Virgin et la CFDT saisi la justice. - Le dimanche 30 décembre, trois magasins Virgin à Paris, Marseille et Bordeaux sont restés ouverts, contrairement à l'annonce faite par la direction. La CFDT a saisi le juge des référés pour demander la liquidation de l'astreinte de 150 000 francs par dimanche, décidée depuis le 12 novembre. Elle réclame aussi que le montant de cette astreinte soit dorénavant porté à 500 000 francs. L'affaire sera examinée le 10 janvier par le tribunal de grande instance de Paris. La direction de Virgin précise que son engagement de fermer devrait être effectif « d'ici un ou deux dimanches ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE LEUMI FRANCE S.A.

La gestion de patrimoine

innovation et performance

UNE RÉPONSE ADAPTÉE À CHACUN DE VOS OBJECTIFS

La rémunération de vos liquidités :

leumi court terme

SICAV monétaire de capitalisation
Performance depuis sa création (23.10.89) :11,10 %*

La recherche de plus-values dans une optique à moyen terme :

leumi long terme

SICAV obligatoire diversifiée de capitalisation
Performance depuis sa création (23.10.89) :17,15 %*
Régulièrement dans les trois premières
du classement Paribas-Europerformance.

Le marché de Paris dans une optique de plus-value à long terme et de prudence :

leumi valeurs françaises

Fonds de fonds
Performance depuis sa création (27.10.89)
dans un contexte boursier difficile :
indice S.B.F. - 19,56 %*
Evolution du fonds : - 9,63 %*
(21.12.90)

* Performance au 28.12.90

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à contacter dans nos agences votre conseiller (adieu), ou siège M. Jean-Paul BUDAKA et M. Jean-Pierre HADJADU au 48.00.60.10
N° 856 130, boulevard des Nations - 75008 Paris - Tél. : 48.00.60.10 - Tél. : 48.00.60.10 - Fax : 48.00.60.10

SENTIER
13, rue de Mulhouse - Paris 2e
Tél. : 42.26.39.01

STRASBOURG
1, rue du Vieux-Marché-aux-Vins
Tél. : 68.32.65.77

MARSEILLE
31, La Corniche
Tél. : 91.60.64.00

LEUMI FINANCES (Filiale)
30, boulevard des Nations - Paris 8e
Tél. : 48.00.60.10

TECHNOLOGIES

Les progrès de la compression d'image

Des puces pour marier télévision et ordinateur

Pour stocker, transmettre et manipuler des images, mieux vaut les numériser et réduire leur « volume ». Les premières puces capables de compresser des images fixes arrivent sur le marché. Elles ouvrent la voie à une multitude d'applications : la retouche de photos, la consultation à distance d'archives vidéo. A terme, les ordinateurs multimédias marieront télévision et informatique.

Dans une image numérique, chaque point élémentaire est représenté (avec ses attributs éventuels de couleur, intensité lumineuse, etc.) par une série de chiffres. L'avantage d'une telle image est qu'elle peut être recopiée, manipulée, stockée sur support magnétique ou optique sans dégradation (ainsi que par exemple tout utilisateur d'un magnétoscope actuel, analogique, constate la perte de qualité d'une copie). Mais l'image numérique a un inconvénient majeur, l'énorme volume d'informations qui lui est associé.

Une seule image fixe de bonne qualité, au format d'une page standard, occupe facilement plus de 20 mégaoctets de mémoire, soit l'équivalent d'un disque dur de micro-ordinateur. Quant aux images animées, même de qualité moyenne comme la vidéo grand public, elles satureront vite les moyens de stockage les plus impor-

nants : un disque compact numérique, CD-ROM, qui stocke pourtant cinq cents fois le contenu d'une disquette informatique, ou trente fois celui d'un disque dur courant, ne pourrait restituer que 30 secondes d'images numériques, à raison de 25 ou 30 images par seconde, et de 1 mégaoctet par image. Qui plus est, étant donné les débits en cause, il faudrait presque une heure au CD-ROM pour reconstituer ces images !

A moins... de compresser l'image, pour la transporter et la stocker, en ne conservant que l'information « utile », puis de la décompresser au moment de son utilisation. L'idée n'est pas nouvelle, mais elle était jusqu'à présent réservée à des systèmes professionnels haut de gamme, très coûteux.

Ne garder que l'information utile

Car les techniques de compression d'image nécessitent d'énormes calculs : par exemple, la compression d'une seule image de 25 mégaoctets engendre près de 10 milliards d'opérations... Pour faire fonctionner ces systèmes à des vitesses et des coûts raisonnables, il faut donc rechercher l'intégration maximale d'algorithmes de calcul performants et de composants électroniques.

Concrètement, deux groupes mondiaux d'experts sont au travail pour normaliser les algorithmes de compression d'image, c'est-à-dire

les méthodes qui permettent de conserver la qualité d'une image en réduisant son « volume » d'informations. Ces groupes, baptisés JPEG et MPEG (1), s'occupent respectivement d'images fixes et d'images animées. Alors que le second a encore sans doute quelques années de travail devant lui, le premier a fixé en décembre la norme qui porte son nom. JPEG est une norme (2) qui permet de compresser une image fixe à volonté, de deux à plus de cent fois. Concrètement, l'œil humain ne distingue pas la différence entre un original et une image compressée jusqu'à 25 fois (pour une image imprimée) ou jusqu'à 10 fois (pour une image sur écran). On peut donc « éliminer » jusqu'à 95 % des informations à transporter, sans perte notable de qualité à l'arrivée.

Les premières puces spécialisées conformes à la norme JPEG viennent de sortir. Celle que vend la petite société californienne C-Cube est par exemple capable de compresser ou de décompresser une image fixe classique de 25 mégaoctets en moins de 1 seconde, là où il faudrait des dizaines de minutes aux processeurs standard des micro-ordinateurs les plus récents pour obtenir le même résultat.

Toute la chaîne de l'édition affectée

Cette rapidité, qui seuls peuvent offrir des composants spécifiques, a de multiples conséquences. Elle permet l'accès rapide - y compris à distance - à des banques de photographies de qualité, car l'image compressée peut voyager par fil. Un exemple : la société française Sphère prépare, pour une agence photographique, un système de livraison « par téléphone ». Jusqu'à présent, des systèmes existaient qui permettaient le choix d'une photo à distance, mais ensuite la photo de qualité devait transiter sur un support physique.

Toute la chaîne de l'édition va ainsi être affectée. Un photographe peut, par exemple, « retoucher » électroniquement ses clichés sur écran, avant de les imprimer. L'édition de journaux, la publicité, le design, sont autant de champs d'application potentiels.

Cette rapidité offre aussi un début de solution pour l'image animée. La même puce peut en effet décompresser jusqu'à 30 images vidéo par seconde, une vitesse suffisante pour rendre le mouvement (le cinéma utilise 24 images par seconde). Sur une partie de son écran de Macintosh, Alexandre Balkanski, le vice-président de C-Cube, peut ainsi regarder des extraits de Star Wars ou de Roger Rabbit, stockés sur son disque dur.

Dans le futur, les films et autres produits culturels de la sphère vidéo seront-ils donc véhiculés sur des supports « informatiques », et visionnés sur des écrans de micro-ordinateur ? Steve Jobs, l'ex-fondateur d'Apple, y croit sans doute quand il décide de mettre en série ses ordinateurs Next une puce C-Cube.

Le fabricant de puces américain Intel pousse de son côté sa techni-

que baptisée DVI (pour « vidéo numérique interactive »). Avec les cartes électroniques DVI et les programmes associés, les applications informatiques d'un micro-ordinateur peuvent intégrer le son et l'image vidéo (jusqu'à une heure d'images animées stockées sur un CD-ROM).

La technologie DVI présente toutefois deux inconvénients : d'une part, la carte la plus simple ne peut que « lire » les applications, les images de qualité devant être compressées avec de gros moyens informatiques ; d'autre part, elle est propriétaire de ses concepteurs, et n'intègre pas encore les normes de compression en cours de définition, même s'il n'est pas exclu qu'intel milite dans le futur ces normes.

Dans l'attente de solutions techniques complètes et ouvertes, le mariage entre télévision et informatique, aux perspectives énormes, n'est pas encore consommé. Ne serait-ce qu'à cause des habitudes culturelles, les deux mondes s'ignorent souvent. Mais le flirt est entamé.

Prochaine étape : l'image animée

Côté professionnel, tout le travail de montage des images animées deviendra progressivement numérique : plus de problèmes de copies, montage « virtuel » qui permet une grande souplesse, les avantages en sont indéniables.

Quant au grand public, il découvre peut-être en même temps l'image numérique et l'image haute définition. Plusieurs des projets de TVHD qui sont en compétition aux Etats-Unis ont en effet adopté les techniques numériques, alors que les projets européens comme japonais relèvent toujours de l'analogique.

La compression d'image est même à la base du projet de télévision par satellite Sky Cable, prévu pour 1993 aux Etats-Unis par ses promoteurs Murdoch, NDC Cable-Vision et Hughes (le Monde du 23 février) : c'est elle qui permettrait à Sky Cable de concurrencer les réseaux câblés avec plus de cent programmes de télévision sur une même satellite.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) Le Joint Photographic Experts Group (JPEG) est un comité conjoint de l'ISO (l'Organisation internationale de normalisation) et du CCITT (le Comité consultatif international de télégraphie et de téléphonie). Il regroupe des sociétés telles que IBM, NEC, etc. Le Motion Picture Experts Group (MPEG) prépare le standard de compression pour les images animées.

(2) La norme JPEG est basée sur les transformations de cosinus, avec perte d'information. Ces systèmes offrent cependant aux différents machines de communication - les mêmes calculs et donc le même temps sont nécessaires à la compression et à la décompression - qui offre des taux de compression variables, et une bonne qualité d'image relative au taux de compression. Le CCITT français (Centre de recherche commun de France Telecom et TDF) a notamment développé un algorithme ADCT (Advanced Disc Codec Transform) dont les principes se retrouvent largement dans la norme JPEG.

Le bicentenaire du brevet français

BREVET D'INVENTION
DE L'ÉCRAN
LE 27 JUILLET 1791AU SEUR
LOUIS FRANÇOIS OLLIVIER

POUR LA FABRICATION

1. de la terre noire anglaise
2. de la terre blanche
3. de cendre en poudre
4. de poix brûlant la porcelaine
5. de la terre blanche
6. de la terre imitant le bronze antique
7. de couleurs propres à l'embraser
8. de la terre imitant le marbre



PREMIER BREVET FRANÇAIS

Il y a deux cents ans naissait le brevet français. C'est en effet le 7 janvier 1791 que Louis XVI signait le texte de loi « relative aux découvertes utiles et aux moyens d'en assurer la propriété à ceux qui seront reconnus en être les auteurs ». Ce texte, établi dans la foulée de la Révolution marquant la fin des privilèges et des monopoles corporatistes, visait à permettre aux véritables créateurs de protéger leurs inventions, tout en les portant à la connaissance du public. La France était le premier pays européen à se doter d'une telle législation.

compétitivité des firmes industrielles et est d'ailleurs souvent utilisé comme indicateur de l'effort d'innovation d'une entreprise ou d'un pays. En la matière, les scores français ne sont guère brillants. Avec 12 587 brevets déposés dans l'Hexagone en 1988, selon l'OCDE, les Français arrivent en cinquième position derrière les Japonais (398 775 brevets dans leur pays), les Américains (75 192), les Allemands (32 575), les Suédois (20 052) et les Britanniques (19 052). Les brevets déposés en France sont par conséquent les moins nombreux.

L'INPI (Institut national de la propriété industrielle) a donc décidé de profiter de cet anniversaire pour mieux faire connaître l'importance du brevet. Il organise une série de manifestations durant l'année : le 30 mai prochain, des trophées régionaux seront remis aux quinze entreprises les plus innovatrices dans chaque région. Une conférence sur le thème des brevets et de l'innovation sera organisée le même jour à Paris.

A. K.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION
ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS
Obligations 15,70 % mars 1982

Les intérêts courus du 10 janvier 1990 au 9 janvier 1991 seront payables à partir du 10 janvier 1991, à raison de 705,50 F par titre de 5 000 F contre détachement du coupon n° 8 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 78,50 F (montant brut : 785,00 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 39,21 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre de contributions sociales, soit 15,70 F, faisant un net de 631,59 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 28 novembre 1990 ont paru au Journal officiel du 26 décembre 1990.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 15,50 % (ex. 7,80 %) 1961

Les intérêts courus du 25 janvier 1990 au 24 janvier 1991 seront payables à partir du 25 janvier 1991 à raison de 38,75 F par titre de 250 F contre détachement du coupon n° 30 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,65 F (montant brut : 43,40 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 1,86 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre de contributions sociales, soit 0,86 F faisant ressortir un net de 36,03 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Les renseignements concernant les obligations sorties au dernier tirage du 17 novembre 1990 ont paru au Journal officiel du 24 novembre 1990.

Ces titres ont été dématérialisés l'article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-859 du 2 mai 1983, le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ECUREUIL TRIMESTRIEL

SICAV OBLIGATAIRE

pour compléter vos revenus chaque trimestre

MONTANT DES ACOMPTES TRIMESTRIELS EN 1991

Conformément aux objectifs de gestion, le montant du revenu versé chaque trimestre par Ecureuil Trimestriel est réajusté chaque fin d'année pour l'année suivante, en fonction de l'évolution du marché obligataire.

Le conseil d'administration réuni le 18 décembre 1990 sous la présidence de Monsieur Charles Milhaud, a proposé aux actionnaires de la Sicav, le maintien du revenu trimestriel par action à 40 F net, ainsi que la suppression du crédit d'impôt assorti à ce revenu.

Ces dispositions s'appliquent aux versements qui seront effectués en février, mai, août et novembre 1991.

PERFORMANCES dividendes nets réinvestis :

• depuis la création le 2.01.1989 : + 13,43 %

• en 1990 : + 8,11 %

Valeur de l'action au 28.12.1990 : 1950,97 F.

Caisse d'Épargne Ecureuil
L'Ami Financier

Sicav gérée par Ecureuil Gestion
filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Gristet, Nelly Pierrat
Rédacteurs en chef : Bruno Freppet, Jacques Amélie,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE, 75011 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94062 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

Le Monde ÉDITIONS

Les inégalités des années 90

Club Vauban

Préface de
Jean-Marie Colombani

Les enjeux du FAUST toulousain

Suite à l'article paru dans le Monde du 1^{er} novembre 1990 et intitulé « Faust n'a pas séduit Toulouse », M. Francis Balagna, secrétaire général de FAUST (Forum des arts de l'univers scientifique et technique), nous demande de publier le texte suivant :

Les partenaires du FAUST, entreprises, ministères, institutions, artistes, chercheurs, scientifiques, comme la presse spécialisée, ont bien compris dès la première édition en 1986 que la lecture d'une telle manifestation passait par une approche culturelle et économique, et certes pas par une interprétation politicienne.

FAUST et l'actualité économique

Depuis 1985, nous assistons à une progression préoccupante du déficit de notre balance commerciale dans les produits que couvrent les domaines d'activité du FAUST (17 milliards en 1985, 32 en 1988, 45 en 1989).

Circonstance aggravante, comme le souligne le Monde du 24 octobre, nos exportations diminuent dans des secteurs où nous sommes habituellement excédentaires. C'est ainsi qu'en septembre notre déficit a atteint 10,1 milliards.

Si l'évolution fulgurante des marchés des technologies, de l'image, de la musique et du son, du langage, de l'audiovisuel et des arts du spectacle est irréversible, le protectionnisme en faveur de nos produits nationaux n'est plus de

mise à la veille de l'ouverture du marché unique de 1993.

L'incitation par la compétitivité et la concurrence représente la seule solution. Toutefois, celle-ci nécessite que nous nous positionnions à chances égales par de nombreuses initiatives, nationales, régionales et locales du type du FAUST.

FAUST et la culture

Les nouvelles technologies de la création rassemblent des mondes qui s'ignoraient, celui des chercheurs, des scientifiques, des artistes, des philosophes, des ingénieurs et des industriels.

Elles élargissent les domaines traditionnels d'application de l'informatique à d'autres terrains d'expression dont les arts, les sciences et les techniques.

Ouvrant ainsi d'autres marchés, elles apportent une réponse aux difficultés conjoncturelles des constructeurs.

Par ailleurs, le désarroi de notre jeunesse, angoissée par son devenir incertain, devrait conduire à reconsidérer un enseignement souvent inadéquat à l'évaluation des techniques et d'une économie moderne.

Il suffisait de découvrir la passion des jeunes visiteurs du FAUST pour la musique de film assistée par ordinateur, pour les images de synthèse et les films en 2D et 3D réalisés sur les logiciels Explore de TDI, Opium et Dan de X Com pour en être persuadé.

Noti

سكاي انشورنس

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le bicentenaire
du brevet français

BREVET D'INVENTION
N° 100.000
LE 10 JANVIER 1791

LOUIS DE LAUNAY

INVENTEUR

- de la machine à vapeur
- de la machine à vapeur
- de la machine à vapeur
- de la machine à vapeur
- de la machine à vapeur
- de la machine à vapeur
- de la machine à vapeur
- de la machine à vapeur

PRÉSENTÉ PAR LE MINISTRE

Plus haut, plus loin, plus vite...
Notre communication financière internationale
est à l'image de notre dynamisme.



Numéro un mondial de l'optique ophtalmique

ESSILOR vient de recevoir, dans la catégorie Grandes Entreprises, Industries et Autres Services,
le Prix des ÉCUS OR de l'Image Financière Internationale,
décerné par Le Monde, le Centre Français du Commerce Extérieur et France Info.

MARCHÉS FINANCIERS

Trois grands actionnaires de Paribas créent une société de participation.

Trois des actionnaires principaux de Paribas, la Compagnie de navigation mixte, Parifinanc et Axa, ont annoncé, lundi 7 janvier, la création d'une société de participation dans laquelle ils ont apporté 18 % du capital de la Compagnie financière.

Le but de cette opération est de consolider les parts de chacun dans Paribas, ce qui revient à multiplier par cinq leur part des résultats par mise en équivalence. Pour un dividende de 12 F par action en 1989, la mise en équivalence permettrait de porter le bénéfice net par action à 60 F. Avec 18 % du capital, la société en participation devient le premier actionnaire de la Compagnie financière.

Les milieux financiers estiment

que Paribas a ainsi organisé une forme d'autocontrôle, la Compagnie financière étant présente dans le capital de ces trois sociétés pour plus de 20 %. « Paribas s'assure le soutien de sociétés sur lesquelles la Compagnie a prise », estimait une source financière.

Les AGF et l'UAP, qui ne font pas partie du pacte, ne voient nullement dans ce rapprochement une « machination ». « Nous étions au courant, souligne-t-on au AGF, mais cette association ne regroupait que la partie privée de l'actionnariat de Paribas ». Les AGF, deuxième actionnaire de Paribas avec 9,7 %, ont par ailleurs passé un accord en novembre dernier avec la Compagnie leur permettant de consolider leur participation.

Le « pantouflage » réglementé

Le Conseil supérieur de la fonction publique a adopté lundi 7 janvier un projet de décret, qui sera soumis le 16 janvier au conseil des ministres, réglementant la condition de la passation des fonctionnaires dans le secteur privé (le Monde daté du 23-24 décembre). Un fonctionnaire ne pourra exercer une activité professionnelle dans une entreprise privée lorsqu'il a été, au cours des cinq dernières

années précédant la cessation définitive de ses fonctions ou sa mise en disponibilité, précédemment chargé (...) soit de la surveillance ou du contrôle de cette entreprise, soit de la passation, au nom de l'Etat, de marchés ou de contrats avec cette entreprise (...). Une commission d'éthique de six membres pourra être consultée par le ministre intéressé qui, in fine, prendra la décision finale.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 29 décembre 1990 :
DES ARRETES
- Du 24 décembre 1990 portant homologation de règlements du Comité de la réglementation bancaire.
- Du 21 décembre 1990 fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la Sécurité sociale.

- Du 13 décembre 1990 relatif aux périodes d'ouverture de la pêche du saumon pour l'année 1991.
- Du 31 décembre 1990 portant nomination au Conseil supérieur du cheval.
- Du 23 novembre 1990 portant nomination au comité scientifique du parc national des Ecrins.

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 2 et jeudi 3 janvier 1991 :

DES LOIS
- N° 90-1246 du 29 décembre 1990 relative à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international et à l'approbation par la France du troisième amendement aux statuts du Fonds monétaire international.
- N° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce territoire.
- N° 90-1248 du 29 décembre 1990 portant diverses mesures d'harmonisation entre le droit applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et le droit applicable à d'autres départements.
UN ARRETE
- Du 20 décembre relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux exerçant leurs fonctions à temps plein ou à temps partiel dans les établissements hospitaliers publics.
UN REGLEMENT
- Général du loto sportif.

Sont publiés au Journal officiel du samedi 5 janvier 1991 :

DES LOIS
- N° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé.
- N° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.
- N° 90-1260 du 31 décembre 1990 d'actualisation de dispositions relatives à l'exercice des professions commerciales et artisanales.
- N° 91-1 du 3 janvier 1991 tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi.
- N° 91-2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du code des communes.
- N° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et à la régularité des procédures de marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence.
UN ARRETE
- Du 6 décembre 1990 fixant la liste des écoles et établissements français d'enseignement situés hors du territoire de la République française.

NEW-YORK, 7 janvier ↓

Moins 1,69 %

Réamorcé durant la courte semaine du jour de l'an, le mouvement de baisse s'est poursuivi lundi à la Bourse de New-York. Le marché n'a pratiquement cessé de s'enfoncer durant la séance, et l'indice Dow Jones ne s'est pas inscrit en clôture à son plus bas niveau de la journée (2 514,11). Il n'en a pas moins perdu 43,22 points à 2 522,77. Le bilan de la journée a été tout aussi mauvais que ce résultat. Sur 1 997 valeurs cotées, 1 218 ont baissé, 348 ont augmenté et 425 n'ont pas varié.

A quarante huit heures de la rencontre Axi-Baker, la tonne plus en plus belliqueuse employée par les protagonistes sème la confusion et la peur. Difficile à Wall Street d'échapper au phénomène, d'autant que la peur du pétrole récemment tombé à ses plus bas niveaux depuis l'invasion du Koweït déstabilise le marché. A New-York, le baril de référence a regagné 2,75 pour s'établir à 27,65 dollars. En outre, le marché des effets publics a baissé et le rendement des bons du Trésor à trente ans est passé de 6,20 % à 6,30 %. Pour couronner la tour de nouvelles et importantes craintes ont été entendues dans la semaine bancaire américaine avec la demande formulée par le Bank of New-England de bénéficier de la législation sur les faillites, qui équivaut à une demande de liquidation. Difficile, dans ces conditions, de se montrer autrement que pessimiste. Toutefois, comme sur la plupart des grandes places financières, l'activité a été relativement modeste avec 130,61 millions de titres échangés contre 140 millions vendredi dernier.

VALEURS	Cours du 7 janvier	Cours du 6 janvier
Alcoa	98 3/8	98
AT&T	30 3/8	29 3/4
Boeing	107 1/2	107 1/4
Chrysler	35 7/8	36 1/4
Eastman Kodak	40 5/8	40 1/2
Exxon	51 1/2	50 7/8
General Motors	34 1/2	34 1/4
IBM	112 1/8	110 1/4
ITT	46 5/8	45 3/4
Medco	77 1/8	76 1/4
Rockwell	53 5/8	53 1/2
Schlumberger	111 3/4	109 3/4
Union Carbide	16 7/8	16 3/8
Westinghouse	25 7/8	25 3/8
Xerox Corp.	38 1/8	38 1/2

LONDRES, 7 janvier ↓

Léger repli (-0,6 %)

Les valeurs ont terminé en légère baisse, affectées par le réamorcé des cours du pétrole. Beaucoup de valeurs ont baissé, notamment les valeurs bancaires et la suite des difficultés des banques américaines, les brasseries et les industries. La groupe d'équipements automobiles General Motors a perdu 12,8 points à 2 113,3 sur un marché très peu actif.

La tendance générale a été prudente à la suite des déclarations faites par le secrétaire d'Etat américain James Baker reprises en écho par le premier ministre John Major, concernant leur position envers l'Irak. D'autre part, des statistiques indiquant une baisse des crédits à la consommation et des ventes de détail en novembre, et des ventes de voitures décevantes en décembre, ont été publiées.

Les fonds d'Etat ont terminé en légère baisse, affectés par le réamorcé des cours du pétrole. Beaucoup de valeurs ont baissé, notamment les valeurs bancaires et la suite des difficultés des banques américaines, les brasseries et les industries. La groupe d'équipements automobiles General Motors a perdu 12,8 points à 2 113,3 sur un marché très peu actif.

Les fonds d'Etat ont terminé en légère baisse, affectés par le réamorcé des cours du pétrole. Beaucoup de valeurs ont baissé, notamment les valeurs bancaires et la suite des difficultés des banques américaines, les brasseries et les industries. La groupe d'équipements automobiles General Motors a perdu 12,8 points à 2 113,3 sur un marché très peu actif.

FAITS ET RESULTATS

o Bernard Tapie pourrait réintégrer les 10 % de Métro dans Adidas. Le géant allemand de la distribution Métro, qui possède 10 % des actions du groupe Adidas et une option supplémentaire de 5 %, a l'intention de vendre ses parts au PDG d'Adidas, Bernard Tapie, qui détient 80 % du groupe, indique l'hebdomadaire Der Spiegel dans son édition du lundi 7 janvier. Selon le magazine, le président de Métro, M. Erwin Conrad, candidat malheureux à la reprise d'Adidas l'été dernier, en a assez de jouer le rôle d'un actionnaire minoritaire sans influence. Il croit que Tapie n'a jamais caché son intention de récupérer les 10 % de Métro.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 8 janvier

Dominique de Calan,

directeur de la formation de

l'Union des industries métallur-

giques et minières.

Mercredi 9 janvier

M. Michel Turpin,

directeur de l'INERIS

(Institut national de l'environ-

nement

industriel et des risques).

PARIS, 8 janvier ↓

Nouvelle baisse

Le mouvement de baisse amorcé dès lundi n'est poursuivi le lendemain mais de manière plus atténuée. L'indice CAC 40 naît à 2 514,11. Il n'en a pas moins perdu 43,22 points à 2 522,77. Le bilan de la journée a été tout aussi mauvais que ce résultat. Sur 1 997 valeurs cotées, 1 218 ont baissé, 348 ont augmenté et 425 n'ont pas varié.

Les investisseurs étaient totalement paralysés à une semaine de la date du 15 janvier où ils attendaient l'annonce de la vente pour libérer le Koweït et surtout à la veille de la rencontre à Genève des représentants irakiens et américains.

Les déclarations de plus en plus fortes des deux principaux protagonistes de cette crise laissent craindre la pire, estiment les investisseurs qui, néanmoins, redoutent un nouvel enlisement de cette crise. De plus, l'état de santé de l'économie américaine est un important sujet de préoccupation, notamment après la faillite de la banque américaine New England.

Enfin, les analyses ne sont pas très optimistes sur l'évolution des taux d'intérêt en France. En effet, les emprunts que les Allemands continuent à rembourser les leurs pour attirer des capitaux qui depuis quelques jours, en raison de la situation dans la Gola, ont tendance à s'employer en dollars. La situation dans les pays de l'Est suscite également de vives inquiétudes après l'envoi de troupes en Lituanie.

Du côté des valeurs en hausse figurent Compagnie, Locomotives et Zodiac avec, dans les deux premiers cas, moins d'une cinquantaine de titres échangés. Même tendance du côté des baisses avec d'abord Compagnie plus forte.

TOKYO, 8 janvier ↓

La chute

La brutalité de la chute favorisée dans la Gola par les violentes déclarations du président irakien Saddam Hussein a provoqué mardi une nouvelle et très forte baisse des cours à la Bourse de Tokyo. Le mouvement fut si brutal qu'à l'issue du premier quart d'heure de transactions, l'indice a chuté de 22 887,84, à 2 577,49 points. Il s'est accablé ensuite au point que, pour la première fois depuis le 6 décembre dernier, le thermomètre du marché nippon est tombé sous la barre des 2 500 points pour fléchir à 2 487,84, à 2 487,84 points (-3,53 %).

Les professionnels étaient toutefois catégoriques : à aucun moment, ils n'ont eu l'impression que les volumes de transactions en attente puisque seulement 230 millions de titres ont été échangés contre 150 millions pour la dernière séance de vendredi dernier. De l'avis général, la chute n'est que le résultat de la spéculation et de la réaction de la Bourse à la rencontre Baker-Axis du mercredi 9 janvier à Genève.

Les baisses ont été portées sur les valeurs de la propriété de 19 pour 1. Au total, on a enregistré 934 pour 51 hausses seulement. Les cours de 87 valeurs n'ont pas varié.

VALEURS	Cours du 7 jan.	Cours du 8 jan.
Alia	555	520
Boeing	107 1/2	107 1/4
Canon	1 250	1 240
Fujitsu	2 470	2 330
Hitachi	2 700	2 520
Motorola	1 500	1 420
Nissan	1 500	1 420
Sony	1 500	1 420
Toshiba	1 500	1 420

PARIS : Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel Assoct.	280 50	288 50	Gencl	831	830
Amstel	105	105	J.C.C.	215 10	215
B.C.M.	174	168	IDA	234	232 30
B.C.M.	620	620	Idemco	125	120
Bolton (Lyon)	376	380	U.M.S.	300	273
Bolton (Lyon)	176	176	U.P.B.M.	125	120
Cibla de Lyon	3080	3015	U.S. Invest.	285	282
C.A.J. de St. C.C.I.	788	778	Locam	87 80	87
Calsonic	315	320	Meca Com.	108 40	107 60
Carif	437	437	Meca	105	106
C.E.R.P.	175	175	Oliver Logher	990	999
C.F.P.I.	285	285	Pradour	75	75
C.N.I.M.	800	778	Publi-Financ	229 80	247 90
Codisur	251 80	244	Rozel	508	508
Comeng	270	268	Rhone-Alp. Sci. (L.)	304 50	282 30
Conformax	620	610	St-H. Melgion	183	180 50
Crat	203	203	Salco Invest (L.)	105	97 50
Dagblin	370	370	Satco	424	424
Dalme	840	830	S.M.T. Group	150	150
Darmstadt Werke Ca.	447	460	Sopra	167 60	164
Darmstadt Werke Ca.	224 50	224	Thomson H. (L.)	230	225
Darmstadt Werke Ca.	302	298	Unilog	172	165 10
Darmstadt Werke Ca.	302	298	Val et Ca.	75	75 50
Darmstadt Werke Ca.	172	165 50	Y. St-Laurent Group	750	735
Darmstadt Werke Ca.	200	200			
Darmstadt Werke Ca.	303	315			
Darmstadt Werke Ca.	147	145			
Darmstadt Werke Ca.	180	145			
Darmstadt Werke Ca.	305 50	296			
Darmstadt Werke Ca.	385	385			
Darmstadt Werke Ca.	177	177			
Darmstadt Werke Ca.	453	444			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 7 jan. 1991

Nombre de contrats : 19 528.

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
Alcatel-Alsthom	560	36	36
Bouygues	400	12	12
EKF-Agip	300	7,25	33
Européenne SA-PLC	36	4	2,80
Euro Disney-PLC	90	26	3,80
Exxon	400	12	26
Lafarge-Coppé	340	10,50	35,50
Michelin	98	2	5
Midi	960	1	1
Paribas	480	38	13
Paribas	1 180	1	175
Pengost SA	400	45	24
Rhone-Poulenc CI	240	1	14
Saint-Gobain	380	1	24
Source Perrier	280	1	28
Société générale	280	13	20
Suez	100	19,90	1,90
Thomson CSE	100	19,90	1,90

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 7 jan. 1991

Nombre de contrats : 60 950.

COURS	Échéances
Mat 91	Mat 91
Mat 91	Mat 91
Mat 91	Mat 91
Mat 91	Mat 91

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Mat 91	Mat 91	Mat 91
Mat 91	Mat 91	Mat 91
Mat 91	Mat 91	Mat 91
Mat 91	Mat 91	Mat 91

CHANGES

Dollar : 5,209 F ↓

Le dollar est revenu à 5,209 F (après, mardi 8 janvier, se clore, après avoir atteint ce cours de 5,2275, la volatilité due aux incertitudes internationales était de mise puisque, en fin de compte, la monnaie américaine s'est aussi repliée face au mark et au yen, après être montée à 1,5410 DM et 136,50 yens.

FRANCFORT 7 jan. 8 jan. Dollar (en DM) : 1,5346 1,5362

TOKYO 7 jan. 8 jan. Dollar (en yen) : 136,85 136,30

MARCHÉ MONÉTAIRE

(après privés)

Paris (8 janvier) : 978 - 10 %

New-York (7 janvier) : 978 - 10 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

4 jan. 7 jan.

Valeurs françaises : 101,50 99,80

Valeurs étrangères : 99,50 100,70

(SIF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 413,60 412,70

(SIF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1547,66 1507,87

NEW-YORK (indice Dow Jones)

4 jan. 7 jan.

Industrielles : 2 566,09 2 522,77

LONDRES (indice Financial Times)

4 jan. 7 jan.

Industrielles : 1 659,50 1 647,8

Mines d'or : 157,80 167,6

Fonds d'Etat : 82,96 82,98

TOKYO

7 jan. 8 jan.

Nikkei Dow Jones : 23 736,57 22 897,84

Indice général : 1 723,92 1 677,93

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

US DOLLARS

DEUX MOIS

SIX MOIS

AN

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

12 MOIS

Cours relevés à 14 h 26[illegible]**SICAV**

VALEURS	% du cours	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	
Obligations						Etrangers						Hors-cote								
Emp. Ind. 10.5/77	120	5.84	Cofin	358	.....	Migron	492	.....	A.A.A.	842	919	21	31.39	21.39	31.39	21.39	Financière Premier	5779	13	5798 00
10.0/78 20/94	90	6.0	Capit	369	507	Capit	477	371	Action	194	190	30	20	20	20	20	Public	115	91	112 81
Emp. Ind. 10.5/78	101	5.17	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
Emp. Ind. 10.5/78	100	5.15	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
Emp. Ind. 14.0/83	100	45.95	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
Emp. Ind. 13.4/83	107	7.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
Emp. Ind. 12.2/84	93	3.07	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 38
10.0/78 20/94	90	6.0	Comptex	485	484	Mess	679	.....	Appareur	885	50	885	50	125	125	125	Pole Gatin	5719	38	5719 3

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comin.

Les entretiens Baker-Mitterrand
sur la crise du Golfe« Accord total »
entre Paris
et Washington
sur l'échéance
du 15 janvier

La France et les États-Unis se sont déclarés, mardi 8 janvier, en accord total pour exiger le retrait de l'Irak du Koweït d'ici au 15 janvier. « Il y a un accord absolu total entre la France et les États-Unis sur l'application pleine et entière des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies », a déclaré le secrétaire d'État américain, James Baker, à l'issue d'un entretien de quatre-vingt-dix minutes avec le président François Mitterrand.

Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, avec lequel James Baker s'était entretenu pendant une heure avant d'être reçu à l'Élysée, devait également se féliciter de « l'identité d'appréciation de la situation » entre les deux pays et de leur « détermination à exiger pour la date du 15 janvier l'application des résolutions des Nations unies ». — (Reuters)

Trafic d'armes entre la Libye et l'Irlande du Nord

Trois « républicains » de l'IRA en correctionnelle

La 14^e chambre correctionnelle de Paris juge depuis lundi 7 janvier les cinq membres de l'équipage du caboteur panaméen *Eksund-II* arraisonné le 30 octobre 1987 par les douanes françaises au large de l'île de Batz (Finistère). Le navire venait de Tripoli (Libye) transportait une cargaison de 150 tonnes d'armes qui devaient être débarquées sur une plage irlandaise pour être livrées à l'IRA. Les cinq hommes de nationalité irlandaise répondent notamment du délit de transport d'armes en relation avec une entreprise terroriste.

Une petite fille rousse pose sur le tribunal des grands yeux étonnés. Plus loin, sur le banc des avocats, M. McEntee, bâtonnier de Dublin, vérifie la bonne position de sa perrière bouclée. La présidente, M^{me} Martine Anzani, se lance dans un long monologue qui ne sera pratiquement pas interrompu tout au long de l'audience. Ainsi, elle énumère la liste de toutes les armes découvertes dans l'*Eksund-II* : un véritable arsenal qui comprenait notamment 975 fusils, 16 mitrailleuses, 12 mortiers de 82 mm, 10 lance-roquettes et 20 lance-missiles SAM-7. Soit une valeur de 4 millions de francs, outre des munitions pour une valeur de 30 millions de francs car les caisses contenaient 320 000 cartouches de calibres divers, 984 obus de mortier et 4 274 chargeurs de kalachnikov. A cela, il faut ajouter près de 500 grenades et 782 pains d'explosif plastique de type Semtex avec les dispositifs de mise à feu. Mais pour les avocats des Irlandais, l'*Eksund-II* ne s'arrêtait pas en France et n'a donc été qu'un « droit de passage inoffensif ».

Cependant, l'enquête a révélé que des livraisons semblables avaient été faites à l'IRA à quatre reprises. Le capitaine du bateau, Adrian Hopkins, cinquante-deux ans, et son ami Henry Cairns, quarante-huit ans, avaient des difficultés financières. Cairns pensa d'abord à faire du trafic de whisky et de cigarettes. Mais Hopkins trouvait que c'était « trop risqué ». Il accepta toutefois de transporter des armes car chaque voyage était payé environ 100 000 livres. Lors de ses aveux, Hopkins a raconté à la police française comment il avait voulu arrêter de faire ce trafic. Mais on lui avait fait comprendre qu'il ne pouvait plus reculer. Libéré le 7 juillet 1990, il est aujourd'hui dans une prison de Dublin et sera donc jugé par défaut. Cairns, intermédiaire entre les Libyens et l'IRA, a aussi fait des aveux détaillés. Libéré le 4 avril 1990, il se tasse sur le banc du tribunal et se contente de :

confirmer par des hochements de tête les propos de la présidente traduits par une interprète.

Des motivations
politiques

La jolie petite fille rousse s'ennuie et déambule dans l'allée pendant que la présidente explique que l'équipage, rendu inquiet par les survols répétés d'un avion, avait décidé de saborder le navire juste avant d'être arraisonné. De temps en temps, le magistrat se tourne vers le box des détenus où sont assis les trois autres Irlandais, membres de l'équipage : Gabriel Cleary, quarante-sept ans, James Coll, trente-neuf ans, et James Doherty, quarante-sept ans. Mais ils n'ont rien à dire. Avec une certaine courtoisie, Cleary précise : « Je n'ai rien à dire sur les événements qui se sont produits avant que nous soyons entrés dans les eaux territoriales françaises ».

Selon l'enquête, la somme des armes livrées aurait été destinée à permettre une attaque massive de la prison de Long Kesh, près de Belfast, et du pénitencier pour femmes d'Armagh. Mais les détenus n'apportent aucune confirmation. Seul Cleary dira : « Je n'ai pas agi pour de l'argent. » M^{me} Anzani reprend donc son monologue, et quand le magistrat

s'arrête, Cleary fait une déclaration en anglais dans laquelle il précise qu'il « respecte le peuple français et ses tribunaux » avant d'expliquer : « Comme vous le voyez, nous ne sommes pas des jeunes hommes, nous sommes mariés et nous avons des grandes familles. Nous n'avons jamais été condamnés. Nous sommes des citoyens respectueux de la loi. Mais actuellement, en Irlande du Nord, l'armée britannique fait preuve d'hostilité contre le peuple irlandais, qui se bat pour son indépendance. Tant que cela durera, nous sortirons des limites de la loi afin d'obtenir un changement. » De son côté, James Coll fait une très longue intervention où il soutient, après un historique complet du conflit irlandais, que l'IRA n'est pas engagée dans une guerre de religion mais dans une lutte contre le pouvoir étranger. Aussi, il demande au tribunal : « Avant de condamner les gens, essayez de comprendre la difficile question irlandaise. »

La jolie petite fille rousse lève ses grands yeux lorsque son papa James Doherty s'exprime en français pour dire au tribunal : « Je suis un républicain irlandais, pas un terroriste. »

MAURICE PEYROT

Après de longues discussions

Quatre pays européens lancent le projet
d'un nouvel hélicoptère militaire

Quatre pays européens : la France, l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas doivent signer, au milieu de cette semaine, un protocole d'accord aux termes duquel ils seront associés à la conception d'un hélicoptère militaire baptisé NH-90. Un départ, le Royaume-Uni avait prévu de coopérer à ce programme, mais il s'en est retiré il y a plusieurs mois, par mesure d'économies.

Hélicoptère biturbine et d'une masse de 9 tonnes, le NH-90 est destiné au transport tactique d'une force aéromobile (il transporte un véhicule pour le combat antichar, qu'il dépose au sol grâce à une rampe arrière, ou il s'achemine un commando d'une vingtaine d'hommes) et il peut embarquer sur une frégate de lutte anti-sous-marin ou anti-navire. Atteignant la vitesse de 300 kilomètres à l'heure, il aura une autonomie de 900 kilomètres.

Les discussions entre les quatre pays intéressés ont été longues et laborieuses, notamment en ce qui concerne le montant des dépenses acceptées par chacun des partenaires.

Finalement, il a été acquis que la France prendra à sa charge 43,4 % du coût du développement, avec

une maîtrise d'œuvre attribuée au groupe Aérospatiale ; l'Italie, 26,4 % ; l'Allemagne, 23,6 % et les Pays-Bas, 6,6 %. Pour en arriver à cette répartition des coûts, il a fallu revenir à la baisse la développement du NH-90 qui, de 1 550 millions d'euros (environ 10 850 millions de francs), est passé à 1 400 millions d'euros (environ 9 800 millions de francs) grâce à des économies obtenues sur le prix de certains systèmes et équipements qui ne seront plus spécialement développés pour cet hélicoptère mais qui seront des matériels déjà existants.

Outre le groupe Aérospatiale, les industriels concernés sont Agusta (en Italie), Deutsche Aerospace (Allemagne) et Fokker (Pays-Bas).

La date de mise en service de l'hélicoptère est fixée à 1995. Pour la France, le programme représente, avec les frais de développement et le coût de la production en série de cent soixante exemplaires du NH-90, un engagement financier de 24 milliards de francs (valeur 1990), avec des livraisons qui s'étendront de 1998 à 2011 à raison de quinze hélicoptères par an.

Mauvais temps

Des marins pêcheurs
portés disparus au large
de Boulogne-sur-Mer

Six marins pêcheurs sont portés disparus depuis le naufrage de leur chaloupe, le *Moïse*, survenu dans la soirée du lundi 7 janvier au large de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Des débris du *Moïse*, un chaloupe de 20 mètres, ont été retrouvés mardi 8 vers 3 h 15, à un peu moins de 2 kilomètres au large de Boulogne-sur-Mer, par un bateau de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM).

Le *Moïse*, qui avait quitté Boulogne lundi 7 janvier vers 5 h, a disparu à environ 6 kilomètres du port, alors que la mer était agitée et que soufflait un vent de sud-ouest de force 6-7. Il avait lancé un appel de détresse lundi vers 20 h 20, juste après avoir demandé l'autorisation de rentrer dans le port.

Des recherches ont été aussitôt entreprises par un navire de la SNSM, une vedette des affaires maritimes, une « pilonnière » du port de Boulogne, un chaloupe, une vedette des douanes et un hélicoptère des garde-côtes britanniques relayé dans le courrou de la nuit par un hélicoptère belge. Aucun membre de l'équipage du *Moïse* n'avait été retrouvé mardi matin. — (AFP)

Décrue provisoire
de la Meuse

Une lente décrue de la Meuse s'est amorcée dans les Ardennes où ont connu des inondations record (le *Monde* du 8 janvier). Mais un retour à la normale n'interviendra pas avant la fin de cette semaine. Lundi 7 janvier, le maire de Charleville-Mézières, M. Roger Mas, a demandé au préfet d'instaurer la procédure visant au classement de sa ville en zone sinistrée au titre des catastrophes naturelles. Une centaine de communes ardennaises devraient accomplir la même démarche.

Plusieurs axes routiers départementaux restent coupés, empêchant les passages scolaires. Le collège Bayard, à Charleville-Mézières, sera fermé toute la semaine encore — sa chaudière a été mise hors service par les inondations —, ainsi que plusieurs écoles du département. Des centaines d'ouvriers dont l'usine a été submergée par les flots resteront plusieurs jours en chômage technique.

La situation est d'autant plus préoccupante que la première « onde de crue », qui commence à baisser, devrait être suivie d'une seconde à partir du mercredi 9 janvier. Toutefois, l'importance de cette celle-ci est encore difficilement prévisible. — (Corresp.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Beau-papa

Ce qu'il est beau, Michel Noir, il est à tomber par terre, ça, mac ! Moi, quand je le regarde, j'ai des étoiles dans les yeux, et le cœur me bat si fort que j'entends pas un mot de ce qu'il dit. D'après mas collégues, je parda pas grand-chose. C'est pas qu'il soit bête, ça non, c'est un très bon joueur d'échecs, il a même essayé de damer le pion à Kasparov.

Il pècherait plutôt par le vide. Ce qui faciliterait la tâche de ses conseillers en communication, chargés de relever son image en remplissant les blancs. Ils insisteraient sur son côté baroque, sportif et fair-play : Tes idées, si peu que t'en aies, tu te les gardes, ça barbe le monde. Tes expressions, par contre, tu les piques dans les vestiaires des courts et des stades de foot. Le résultat de la prochaine parlotte à Lyon ? Quinze à... Non, qu'est-ce qu'on raconte... Trois-zéro, OK ?

Moi, j'ai cru rien. Vous connaissez les gens, ils sont bêtes et méchants. Toujours à voir le mal partout. Prenez cette histoire avec son gendre. Son gendre et son agent électoral. Vous savez, ça petit binoclard

qui a fait fortune dans le paramédical et l'immobilier. Là, il se présente contre Dubernard, un pote à Noir. Avec la soutien de son ex-gang, la bande à Jacquot qui a décidé de lui faire la peau, à ce déserteur.

On se récrie, on s'exclame, on s'ébahit : C'est Didier sur Rhône, c'est Didier ! Brouillée, ces deux-là ? Allons donc ! L'été, ils jouent à la pétanque à Saint-Tropez et le dimanche, à déjeuner, ils bouffent en famille sans entrer dans ces querelles de clocher. Un futur président de la République et son adversaire déclaré ne vont quand même pas se mettre à parler politique à table. Ils s'entendent comme larrons en foire, au contraire : Dis voir, t'as pas rencontré Dubernard en faisant les marchés ce matin ? Non, je te demande ça parce qu'il devait m'appeler. Tu sais pas de quoi il s'agissait ?

De là à insinuer, comme mon copain André, que c'est un coup monté, faut vraiment avoir l'esprit mal tourné ! Lui, il rigole. Enfin, réfléchis, ça va soit son ami ou son gendre qui l'emporte, peu importe. Cette victoire, il la marque d'une pierre blanche, Noir.

Pour leurs engins spatiaux

Les États-Unis seraient sur le point d'acheter
un réacteur nucléaire soviétique

Le gouvernement américain serait sur le point d'acheter à l'Union soviétique leur tout nouveau réacteur nucléaire Tpep-2, destiné à l'alimentation en énergie des engins spatiaux. Selon le *New York Times* qui révèle l'information, l'intention des Américains serait plus d'étudier la technologie de ce réacteur que de l'utiliser dans l'espace.

Du fait de leur taille, sans cesse grandissante, certains engins spatiaux, satellites militaires et sondes interplanétaires, présentent des besoins en énergie (6 à 10 kilowatts) que les traditionnels pan-

neaux solaires ne permettent guère de fournir.

C'est la raison pour laquelle les Américains seraient, semble-t-il, prêts à l'achat pour 10 millions de dollars (50 millions de francs) de ce réacteur mis en service en janvier 1989 et lancé depuis à deux reprises dans l'espace. Cette transaction serait d'autant plus importante pour eux qu'ils ne disposent plus d'un tel système, mais de générateurs isotopiques de moindre puissance, qui alimentent notamment leurs sondes interplanétaires.

La sortie des cosmonautes Afanassiev et Manarov

Une réparation dans l'espace

Les cosmonautes soviétiques Victor Afanassiev et Momen Manarov ont passé plus de cinq heures dans l'espace, lundi 7 janvier, pour réparer une écouille et effectuer quelques autres travaux de maintenance à l'extérieur de la station spatiale Mir à bord de laquelle ils séjournent depuis plus d'un mois.

L'écouille qu'Afanassiev et Manarov ont enfin réussi à remettre en état avait été endommagée le 18 juillet 1990 par l'une des équipes qui les avait précédés à bord de Mir, Anatoli Soloviev et Alexandre Balandine. Sortis pour réparer les panneaux d'isolation thermique du vaisseau Soyuz TM-9 qui devaient les ramener sur Terre, les deux hommes étaient restés sept heures dans l'espace, jusqu'à l'extrême limite des capacités leurs scaphandres. Réintégrant la station un peu précipitamment, ils avaient faussé une charnière de l'écouille (le *Monde* du 20 juillet 1990). Cette dernière ayant résisté à deux tentatives de réparation en juillet et en octobre, Afanassiev et Manarov ont, cette fois, remplacé tout le bloc de fixation. Les deux cosmonautes ont, en outre, fixé sur le collier d'arrimage une construction métallique qui sera utilisée ultérieurement pour des expériences avec des batteries solaires, démonté une caméra de télévision installée sur le module Kvant-2, ainsi qu'une boîte contenant des échantillons de matériaux supraconducteurs installée depuis un an à l'extérieur de la station. Commencée à 18 h 03 (heure de Paris), leur sortie a duré au total cinq heures et dix-huit minutes. — (Tass.)

ment, ils avaient faussé une charnière de l'écouille (le *Monde* du 20 juillet 1990). Cette dernière ayant résisté à deux tentatives de réparation en juillet et en octobre, Afanassiev et Manarov ont, cette fois, remplacé tout le bloc de fixation. Les deux cosmonautes ont, en outre, fixé sur le collier d'arrimage une construction métallique qui sera utilisée ultérieurement pour des expériences avec des batteries solaires, démonté une caméra de télévision installée sur le module Kvant-2, ainsi qu'une boîte contenant des échantillons de matériaux supraconducteurs installée depuis un an à l'extérieur de la station. Commencée à 18 h 03 (heure de Paris), leur sortie a duré au total cinq heures et dix-huit minutes. — (Tass.)

EN BREF

■ PÉROU : un pirate de l'air abattu après avoir libéré la plupart de ses otages. — Un pirate de l'air, qui avait détourné lundi 7 janvier un DC-8 de la compagnie péruvienne Faucett, avec cent vingt-cinq passagers à bord, a été abattu lorsque la police a pris d'assaut l'appareil immobilisé sur l'aéroport de Lima. Le pirate, José Soto, avait déjà relâché la plupart de ses otages. Armé d'un revolver et de huit grenades, il a blessé deux personnes avant d'être tué à son tour par un policier habillé en employé de l'aéroport, qui est monté à bord suivi des membres d'une unité antiterroriste. — (AFP)

■ Démission du ministre des affaires étrangères. — Le ministre péruvien des affaires étrangères, M. Luis Marchand, a démissionné de ses fonctions, lundi 7 janvier. Il sera remplacé par l'amiral Raul Sanchez, auparavant ministre de la pêche. — (AFP)

■ ALBANIE : légalisation d'un parti écologiste. — Un parti écologiste a été légalisé lundi 7 janvier à Tirana, selon l'agence officielle ATA. C'est le second parti d'opposition à être légalisé depuis décembre. Par ailleurs, le prétendant au trône albanais, Leka I^{er}, fils du roi Zog, s'est déclaré prêt, dans une interview à la télévision suisse, à régner en Albanie si ses compatriotes, y compris ceux du Kosovo, se prononçaient pour une monarchie. — (AFP, Reuters)

■ NATATION : championnats du monde. — Le Hongrois Tamás Darnyi a battu, en 4 min 12 sec 36, le record du monde de 400 m 4 nages messieurs en finale des championnats du monde mardi 8 janvier à Perth (Australie). Le Français Bruno Gutzeit a pris, en 55 sec 44, la huitième place de la finale du 100 m papillon, gagné par Anthony Nesty (Surinam) en 53 sec 29.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Francis : « Une orthographe raisonnable », par Nina Catech... 2

La crise du Golfe 3 at 4

La guerre civile en Somalie

Mogadiscio livrée à l'anarchie... 7

M^{me} Thatcher présidente du Groupe de Bruges

L'ancien premier ministre britannique va poursuivre sa croisade contre l'Europe fédérale..... 8

Les législatives partielles

M. Chirac dénonce la « candidature de division » de M^{me} Barzach..... 9

SECTION B

La crise du football

Menace de grève des joueurs professionnels..... 11

Diagonales

Les trois M^s, la chronique de Bertrand Poirot-Delpech..... 11

Josep Maria Jufol

Architecte catalan

Une exposition au Centre Pompidou sur cet artiste méconnu... 12

Les années 50 en vidéo-cassettes

Le cinéma « qualité française » réédité en cassette par M. René Chateau..... 13

SCIENCES • MÉDECINE

• La France tranquillisée • Des grenouilles en apasement • L'oxone à la trace • Soigner le mal à la racine • Les véritables chiffres du sida..... 15 à 17

SECTION C

Peugeot

optimiste

De bonnes performances sur un marché difficile..... 23

Réglementation du « pantouflage »

Le décret est prêt..... 26

Technologies

Des puces pour marier télévision et ordinateur. Le biocentenaire du brevet français..... 24

Services

Abonnements..... 18
Annonces classées IX à XXVI
Cartes..... 20
Marchés financiers..... 26-27
Météorologie..... 19
Mots croisés..... 11
Radio-Télévision..... 19
Spectacles..... 18

La téléphonie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » foliole de 1 à XXVI compris entre les pages 20 et 21.

Le numéro du « Monde » daté 8 janvier 1991 a été tiré à 563 596 exemplaires.

INITIATIVES

CAMPUS ♦ EMPLOI

LA FORMATION DES « COMMUNICATEURS »

**Dans les entreprises
comme dans la publicité
ou les médias, le « boom »
de la communication
est fini. La stratégie
des futurs diplômés
doit s'adapter
à cette nouvelle situation.**
Page III



FRANKIE
MENAGER

DESSIN FRANÇOISE MENAGER

SOMMAIRE

Où apprendre le savoir-vivre ?

Il ne suffit pas aux diplomates
et hommes d'affaires de connaître
l'économie, la politique ou la finance.
Il leur faut aussi connaître les coutumes
locales. Mais personne
ne les leur enseigne

Des « écoles » pour les futurs docteurs

Soucieux d'augmenter le nombre des chercheurs, l'éducation nationale met en place des « écoles doctorales » pour former les « thésards ».

Le succès des stages en entreprise

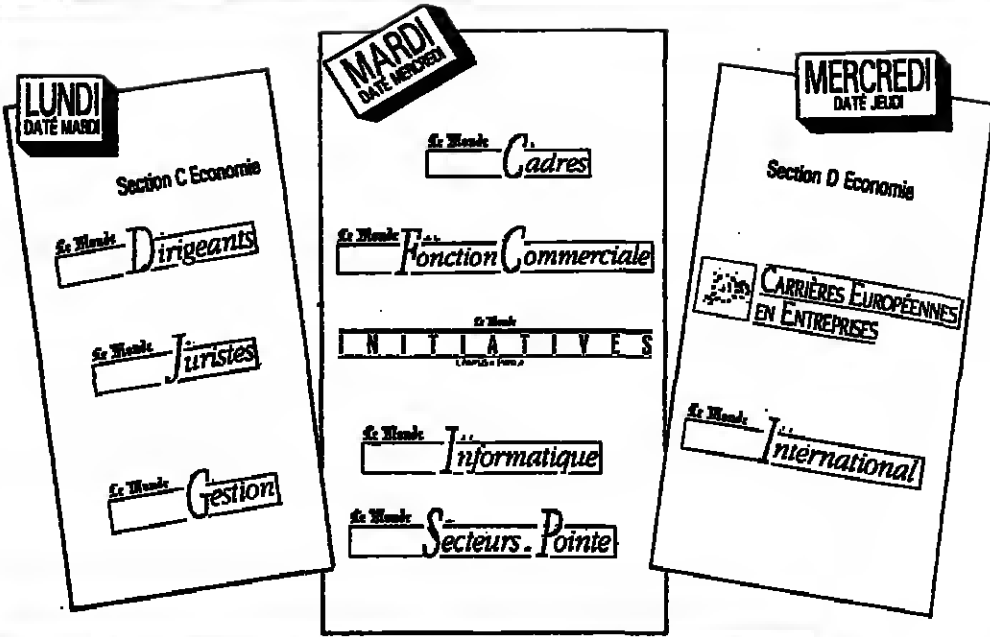
Indispensables désormais dans le plupart des filières de formation, les stages sont également considérés comme une bonne initiation à la vie de l'entreprise par les employeurs. Mais ceux-ci commencent paradoxalement à s'inquiéter du succès de ces stages. L'activité de l'entreprise a en trouvant parfois perturbée. Le suivi des stagiaires n'est pas toujours assuré.

STAGES EN ENTREPRISE

18 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

— (Publicité)

3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »



ÉCHOS

Modernisation
et humanisation

□ L'université de Valenciennes organise, en janvier 1991, un séminaire européen Cornett, intitulé « Réussir la dimension humaine de la modernisation des entreprises », destiné aux directeurs des ressources humaines, aux cadres et aux formateurs d'entreprise. Deux thèmes seront développés : « Mutation technologique et environnement socio-économique », du 22 au 24 janvier, à l'université de Valenciennes ; « Mutation technologique et communication », à Bruxelles, à la société Fébrinétal, du 29 au 31 janvier.

► Renseignements : J.-P. Callegari, université de Valenciennes, Le Mont-Houy, 59326 Valenciennes cedex. Tél. : 27-14-11-52.

Au secours
des étudiants
fiancés

□ La Fondation de France et le club des grandes écoles de Bordeaux lancent un fonds d'attribution de prêts et de bourses touchant 450 étudiants environ, pour un montant global de 5 millions de francs. Les deux partenaires tentent d'apporter une réponse au problème de financement des études. Ces aides serviront à financer des bourses à caractère social, des aides à la poursuite d'études ou des stages à l'étranger. Les entreprises mécènes bénéficient d'un déduction fiscale de 3 pour mille du chiffre d'affaires.

► Fondation de France Aquitaine, 15, place des Quinconces, 33000 Bordeaux, 56-52-03-07.

Trois livres

sur les transferts
de technologie

□ L'Association européenne pour le transfert de technologie, de l'innovation et de l'information industrielle, TII, vient de publier trois ouvrages : « L'Annuaire 1990 des 430 membres de l'Association ; un livre intitulé *Transfert de technologies université-industrie en Europe*, doit une partie être consacrée à des propositions d'action ; et un troisième, *Entreprises, innovation et 1992*, où sont exposés les services de soutien à l'innovation en Europe, des études de cas et des programmes exemplaires. Enfin, TII s'apprête à lancer un « réseau des demandes de technologie » (RDT). Il s'agit d'un réseau de courtage conçu pour aider les entreprises à satisfaire leurs besoins en termes de nouveaux produits, de savoir-faire, de conseil technique. Les demandes sont diffusées à un réseau européen de fournisseurs de technologie, de courtiers ou d'intermédiaires.

► Renseignements : TII, Franck Kruttsch, 3, rue des Capucins, L 1313 Luxembourg ; tél. : 352-46-30-36.

Naissance de « Pantagruel »

□ Une nouvelle revue mensuelle, *Pantagruel*, vient d'être créée. Diffusée dans les grandes écoles et les universités, elle a pour objet de rendre compte des travaux de recherche à trois ans de distance. Les professeurs qui souhaitent être publiés doivent envoyer un compte rendu de leur mémoire ou de leur thèse.

► Renseignements : Alexandre Benoit, revue « Pantagruel », 30, rue Lepic, 75019 Paris. Tél. : (1) 40-41-07-08.

Cours par correspondance

cours oraux et conférences à Paris

Séances de formation

ÉCOLE DE

PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1953

Constitut de l'Éducation Nationale

B. 3 - Dép. LM

12, rue de la Harpe

94220 CHARENTON

Tél. : (1) 43-76-72-01

Préparation à la profession de graphologue

Certification de formation continue

Inscriptions reçues toute l'année

Documentation gratuite

[11] Consultation informatique

Analyses, diagnostics, bilan de personnalité

TRIBUNE

QUEL AVENIR POUR LES UNIVERSITÉS ?

Michel Gutsatz

Le débat sur l'université et, plus largement, sur l'enseignement supérieur agite la communauté politique mais laisse apparemment sceptique la communauté universitaire : rares sont les échos recueillis au sein d'une collectivité qui, en d'autres temps, a su se mobiliser pour défendre ses prérogatives ou faire valoir l'importance de ses missions. Personne ne semble s'interroger sur ce silence. Nous allons, fort de notre expérience entre 1981 et 1989 à la direction d'une importante faculté, mettre ici en évidence nombre de problèmes largement occultés dans le discours actuel sur la formation, lequel est d'essence incantatoire — à aucun moment n'est posée la seule question importante : qui faut-il former à quoi ? — et proposer quelques pistes d'évolution.

1. Le niveau de sortie
dépend du niveau d'entrée

Le lamentable sur le taux d'échec beaucoup trop élevé à l'issue des premiers cycles universitaires est maintenant trop bien ancré dans les esprits pour qu'une simple dénonciation de son angélisme, voire de son hypocrisie, suffise à le mettre à mal. Tentons l'impossible, en partant d'une constatation : les étudiants qui s'inscrivent en première année d'études supérieures ne sont pas vierges de toute formation antérieure.

Le baccalauréat, dans sa forme actuelle, porte ici une lourde part de responsabilité : le sacro-saint programme, simple accumulation de connaissances, ne laisse que peu de latitude aux enseignants pour un véritable apprentissage de méthodes de travail permettant à chaque bachelier d'acquiescer une véritable autonomie intellectuelle. En conséquence, les universités accueillent des étudiants promus à une formation d'insertion dans les études supérieures. Un point est à cet égard essentiel : ils n'ont acquis aucune véritable méthode de travail ni de réflexion. La restitution des connaissances sous toutes ses formes leur sert donc de violence à l'entrée du supérieur. Conséquence logique : ils n'ont aucun moyen de structuration de leur pensée. Trop peu nombreux sont les bacheliers qui savent repérer les idées essentielles d'un texte, argumenter une opinion ou mettre en œuvre quelque raisonnement mathématique que ce soit (même une simple règle de trois). Leur pensée n'étant guère structurée, ils ne savent pas travailler : ni dans la prise de notes (séparer l'essentiel de l'accessoire) ni dans l'organisation du travail.

Il ne faut donc pas incriminer les seuls contenus de l'enseignement universitaire, « qui ne cherche pas à s'adapter » ou la trop grande différence de conditions de travail existant entre le secondaire et le supérieur pour expliquer les échecs dans le premier cycle universitaire. La formation dispensée dans le secondaire, largement conditionnée par le baccalauréat, est à repenser de fond en comble : il faut apprendre à nos futurs étudiants des méthodes de travail, des méthodes de réflexion, les initier à l'autonomie et au travail en groupe, développer leur sens critique par le biais des mathématiques appliquées et des sciences expérimentales.

2. Qui doit-on former
pour quels métiers ?

Que signifie « élever le niveau général de formation » ? S'agit-il d'offrir à un nombre croissant d'individus la possibilité d'acquiescer le niveau de formation le plus élevé ? Cette approche — très largement pénétrée d'une vision égalitariste — fait l'impasse sur les implications sociales et économiques de l'élevation du niveau général de formation.

1) Ce sont les personnes les moins instruites qui sont les plus exposées au chômage sur le marché du travail ; l'analyse de la situation de l'ensemble des pays de l'OCDE amène les auteurs d'un rapport récent à avancer que « toute action éducative véritablement nov-

velle aura vraisemblablement plus d'effets sur le chômage si elle vise à élever le niveau d'instruction des travailleurs les moins instruits qu'à améliorer celui de l'ensemble des individus... On peut penser qu'une amélioration générale du niveau d'instruction ne ferait que rendre plus fréquente la sélection en fonction des résultats scolaires, sans pour autant améliorer la productivité. Pour obtenir l'action de façon plus ferme, il faudrait au moins parvenir à mieux comprendre l'ampleur et la nature des qualifications et des compétences acquises grâce à un enseignement et à une formation dispensée dans un cadre non scolaire (notamment par les entreprises), et la mesure dans laquelle celles-ci se substituent aux titres et diplômes et les complètent ». L'essentiel, en matière de niveau de formation, tourne bien autour de trois points : l'effort de formation doit essentiellement porter sur les non ou peu qualifiés ; une connaissance préalable des nouvelles qualifications et donc des nouveaux métiers est nécessaire ; le partage des tâches de formation entre l'Etat et les employeurs est à reconsidérer.

2) Quels ont été les emplois créés depuis 1984 ? Une analyse est possible pour la France en utilisant les résultats de l'enquête « Structure des emplois » de l'INSEE. La présentation de ces résultats nécessite de distinguer « taux de croissance » et « effectifs » : le discours ambiant privilégie trop souvent le premier au détriment du second, sans voir qu'il masque ainsi la réalité de la demande globale sur le marché du travail et privilégie abusivement la seule demande en formation de niveau bac + 4. Si, au regard de ces emplois créés, on considère le niveau de formation habituellement requis, on arrive à des résultats surprenants. Dans les douze premiers emplois, on trouve :

— si l'on raisonne en taux de croissance : 7 emplois de niveau bac + 1 ; 4 emplois de niveau bac + 2 ; 1 emploi de niveau bac ou moins ;

— si l'on raisonne en effectifs : 1 emploi de niveau bac + 4 ; 6 emplois de niveau bac + 2 ; 5 emplois de niveau bac ou moins.

Si cette tendance se poursuit, il faudra donc former essentiellement aux niveaux au plus égal à bac + 2, ce qui confirme les enquêtes réalisées auprès des entreprises.

3. Demande de formation
et trajectoires étudiantes

En amont, on évite soigneusement de se poser la question de la demande de formation des familles et des étudiants eux-mêmes. Une première analyse montre deux éléments essentiels à cet égard :

— d'une part, la recherche de formations courtes et professionnalisées, rapidement exploitables sur le marché du travail ; en 1987, 37 % des bacheliers se sont inscrits en STS et DUT, contre 26 % en 1982 ;

— d'autre part, la volonté d'une formation supérieure quelle qu'elle soit. Cela a des implications essentielles en matière de carte universitaire. Toute nouvelle antenne universitaire crée une demande qui autrement n'existait pas : les universités trouvent donc dans la situation la pire qui soit : des étudiants motivés par des études supérieures courtes, dans n'importe quelle discipline, et en nombre croissant.

En aval, on constate que de nombreux diplômés de l'université sont condamnés, une fois acquis un diplôme de niveau bac + 4, à quitter des emplois de niveau bac + 2, qu'ils aient acquis leur carrière ultérieure à l'intérieur de l'entreprise en faisant jouer leur véritable niveau de formation. La population en question est, au départ, qualifiée : elle se présente sur un marché du travail où les offres d'emploi de niveau bac + 2 vont croissant et où celles de niveau bac + 4 progressent moins (l'APEC prévoit, en 1990, une régression de l'embauche des cadres après une phase de recrutement intense correspondant à une « reconstitution des stocks ») ou sont réservées

aux diplômés des grandes écoles. On peut se demander s'il n'aurait pas mieux valu qualifier collectivement ces étudiants à bac + 2.

Ces étudiants qui recherchent une formation courte s'étant vu refuser l'accès à un IUT ou une STS pour cause de sélection ont logiquement préféré poursuivre leurs études au-delà du niveau d'études initialement souhaité. Il s'agit d'une aberration du système dont le coût économique est considérable. Sans si l'on estime que ces années supplémentaires de formation sont autant de formation continue en moins à assurer par les employeurs.

4. Une vocation
pour l'université

Le paradoxe — ou la calamité — des universités est qu'on leur demande de savoir tout faire. Grosso modo, les formations supérieures accueillent des personnes s'organisant en six types : bac + 2 ; bac + 4 générales/bac + 4 professionnalisées ; bac + 5 théoriques/bac + 5 professionnalisées ; bac + 6 et au-delà. Il est intéressant de se pencher sur le partage du marché de ces formations entre les différentes institutions de formation. Les IUT et les STS se consacrent aux bac + 2 ; les grandes écoles aux bac + 4 ou bac + 5 professionnalisées et commencent à investir le créneau bac + 5, via les masters. Les universités, quant à elles, se consacrent traditionnellement à trois créneaux, largement liés à l'enseignement et à des fonctions de cadres dans la fonction publique et, plus rarement, dans le privé : bac + 4 générales ; bac + 5 théoriques ; bac + 6. Or, depuis vingt ans environ, sous la pression de la demande de formation, elles sont obligées d'être présentes sur les six créneaux simultanément !

C'est-à-dire qu'on leur demande d'ajouter à leur savoir-faire traditionnel ceux des IUT et des grandes écoles et, pour des masses croissantes d'étudiants, d'être compétentes dans la formation des professions intermédiaires du privé et du public, des instituteurs et des maîtres des cadres moyens et supérieurs. On demande aux mêmes enseignants de s'investir dans des formations aussi différentes qu'un DEUG ou un DEA, et donc d'élaborer des méthodes pédagogiques et des contenus appropriés aux auditoires en question. Quelle entreprise, quelle administration demande de telles choses à ses cadres ? Si l'on ajoute à ces exigences celles de la recherche — seul critère de promotion actuellement — de l'administration, de l'université et de la formation continue, on est en droit de se demander quand aura-t-elle le colapsus du corps enseignant universitaire.

La demande des employeurs porte et va porter sur les niveaux bac et bac + 2. Qui doit les former ? La multiplication des sections de STS et d'IUT doit être l'objectif prioritaire, car elle permet de perdre l'aspect du bac + 2, ce qui est la réalité, et de retrouver celui du bac + 4, ce qui est la vocation. Mais ces créations ne sauraient à elles seules satisfaire la demande : une enquête du CEREQ montre que les étudiants titulaires d'un DEUG se placent aussi bien que les titulaires d'un DUT ou d'un BTS, mais essentiellement dans la fonction publique (à 47 %). Comme par ailleurs un tiers des DUT poursuivent leurs études en 2^e cycle (et 64 % pour les DUT titulaires), on est forcé de constater que les bacheliers relégués à haut porteur leurs fruits : les meilleurs étudiants bacheliers, entrés à l'IUT, ne se satisfont plus dans des proportions croissantes d'un diplôme de technicien supérieur sans véritable perspective de carrière, et s'adressent aux grandes écoles et aux universités afin d'obtenir une qualification plus en rapport avec leur niveau de compétences. Il s'agit d'un arbitrage rendement/coût qu'on ne saurait leur reprocher.

Ces déficiences au niveau bac + 2 ne peuvent être compensées que par les titulaires de DEUG : cela implique que l'on considère enfin

celui-ci comme un diplôme terminal, ayant sa logique propre, reconnu dans les conventions collectives. Pour le rendre attractif, il importe de dépasser la situation actuelle qui fait de la fonction publique son débouché essentiel et de la déqualification (27 % d'employés et d'ouvriers) son risque majeur.

A terme, une telle évolution a des conséquences très nettes sur les premiers cycles universitaires. Ceux-ci devront être multipliés afin d'offrir aux étudiants des « formations de proximité », générales ou pré-professionnalisées. Il paraît évident que, pour répondre à la demande des municipalités, on en reviendra à l'idée de collèges universitaires de premier cycle, implantés dans les villes moyennes et dotés d'un corps enseignant spécifique, lequel devra être de statut universitaire : n'est-ce pas déjà le cas dans les IUT ? Dès lors, les facultés devraient leurs missions allégées et, se recentrant, pourraient véritablement concurrencer les grandes écoles (qui recrutent à bac + 2).

On peut alors esquisser l'organisation universitaire impliquée par une telle configuration, dans laquelle la réforme nécessaire des méthodes de l'enseignement secondaire serait véritablement acquiescée par points ou modules capitalisables) auraient le choix entre trois solutions :

— Accéder à diverses formations sélectives (DEUST, DUT, BTS) dispensées en collèges universitaires, IUT ou lycées menant à des diplômes techniques de niveau bac + 2, formations en nombre suffisant pour répondre à la demande sans exercer une sélection trop draconienne. Des passerelles seraient organisées avec sélection vers les deuxièmes cycles.

— Accéder à des formations ouvertes de DEUG, délivrées en collèges universitaires, générales ou pré-professionnalisées avec un diplôme terminal revalorisé, mais ne donnant pas accès automatique en deuxième cycle. Les conditions d'accès et de travail seraient telles que les taux de réussite à l'issue du DEUG devraient avoisiner 70 % pour une cohorte (contre 30 % à l'heure actuelle).

— Les étudiants les moins armés pour suivre les formations supérieures seraient orientés vers des « classes passerelles », organisées au sein des lycées leur permettant une remise à niveau dans les disciplines essentielles et dans les méthodes de travail du supérieur. Les meilleurs d'entre eux se verraient proposer des « bonus » dans leurs études de première année universitaire.

L'ensemble des étudiants titulaires d'un diplôme de bac + 2 seraient ainsi sélectionnés sur dossier pour accéder à un deuxième cycle (comme c'est déjà le cas pour les DUT et les BTS) : cette procédure permettrait à la fois de réguler les flux d'accès aux diplômes de bac + 4 et de revaloriser ceux-ci aux yeux des employeurs en mettant les universités en position de concurrence avec les grandes écoles.

Un tel constat, lequel est souvent fait en privé par les universitaires, heurte de front nombre de conceptions archaïques dont l'université est accablée. Mais la réussite du pari de la formation est à ce prix. Si l'on ne prend pas à bras-le-corps les problèmes évoqués ici, les universités seront comme un nouveau torpéau des Danaïdes. L'effort financier très important qui nous est promis pour les années à venir n'est que la condition nécessaire de la réussite : il importe de parler universitaires, missions, et enfin de donner aux universitaires la possibilité d'être acteurs de leur propre destin, le silence des universitaires ne vaut pas quinquas.

► Michel Gutsatz est maître de conférences de sciences économiques à l'université de Valenciennes. Il a été doyen de la faculté des sciences économiques de cette université de 1986 à 1989.

STAGES

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 JOB-STAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 47-35-43-43.

Gestion

Lieu : Coubevoie. Date : immédiat. Durée : 6 mois avec embauche possible. Ind. : 8 500 F à 9 000 F. Profil : bac + 2, tableau et allemand. Mission : courtoisie de gestion. 11680.

Lieu : Asnières. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 3 ou 4 gestion connaissance bureautique et TTX. Mission : assurer tâches de gestion et donner des cours en bureautique. 11679.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 4 500 F. Profil : bac + 2. Mission : aider à réaliser des études et des stats sur la recherche. 11678.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 000 F. Profil : bac + 4. Mission : établir accord avec allemands, offre par Minitel. 11677.

Comptabilité

Lieu : Versailles. Date : janvier. Durée : 12 mois avec embauche. Ind. : 6 500 F. Profil : bac G2 ou +. Mission : tableau du bord, facturation, contrôle de budget. 12626.

Lieu : Les Angles. Date : avril. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Pro-

fil : bac + 2. Mission : aide à la préparation du bilan ou des situations. 12623.

Lieu : Marseille. Date : immédiat. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : employé de bureau, comptabilité. 12621.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois ou +. Ind. : 1 500 F à 4 000 F. Profil : bac + 2. Mission : comptabilité générale, travaux comptables jusqu'au bilan. 12620.

Lieu : Marseille. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : employé de bureau, comptable. 12618.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2. Mission : s'occuper de la comptabilité clientelle et fournir les fiches de paie et déclaration URSSAF et TVA. 12619.

Personnel

Lieu : Suresnes. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 ressources humaines. Mission : participer à mise en place et développement d'une méthode descriptive, évaluation de poste (méthode Hay). 13601.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 000 F. Profil : bac + 2. Mission : assistant de recherche. 13599.

Lieu : Marseille. Date : immédiat. Durée : 8 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : maîtrise de la fabrication, organisation et gestion du personnel. 13598.

Lieu : Montigny. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 ou 3. Mission : recrutement candidature handicapés, formation. 13596.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : base SMIC + intéressement à fixer. Profil : bac + 4 ingénieur BTP. Mission : amélioration des installations de repou du personnel roulant de la banlieue Paris-Saint-Lazare (audit auprès du personnel et proposition de projets). 13594.

Marketing

Lieu : Cligny. Date : février. Durée : 6 mois. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 4 en 3 anglais, micro info TTX tableaux. Mission : maîtrise d'œuvre complète sur des opérations de promotion des ventes sur des logiciels SGBDR, AG tableaux. 14928.

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 3. Mission : travailler sur l'animation des forces de ventes, marketing. 14927.

Lieu : Saint-Denis. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 000 F à 2 000 F. Profil : bac + 2. Mission : élaboration d'une revue de presse sur sponsoring et mécénat en communication. 14822.

Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : élaboration de dossiers sur le logement étudiant. 14921.

Lieu : Villemonais-sur-Orge. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec embauche possible. Ind. : 2 000 F + % sur résultats + frais. Profil : bac. Mission : gestion de fichiers clients, prises de rendez-vous, négociations. 14917.

Vente

Lieu : Gentilly. Date : janvier. Durée : 4 mois ou +. Ind. : 6 000 F + intéressement. Profil : bac + 2 alle-

mand pour Strasbourg. Mission : implantation de nouvelles antennes à Strasbourg, Rennes, Bordeaux, Lille et Lyon au cours du 1^{er} trimestre 1991, collecte d'offres de stages, évaluation des offres de la région. Formation initiale à Paris, puis déplacements et fixation sur une région. 16767.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 7 000 F brut + 5 %. Profil : bac, véhicule exigé, bonne présentation, expérience vente et commerce. Mission : commercialisation de produits bureautiques, attaché commercial. 16766.

Lieu : Levallois-Perret et déplacements RP. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 7 000 F brut + intéressement. Profil : bac + 2, embauche possible. Mission : prospection d'établissements d'enseignement privé de produits d'assurance. 16756.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 BTS action co, Macintosh (clavier et TTX). 16757.

Informatique

Lieu : Vélizy. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : 3 750 F brut par mois. Profil : bac. Mission : saisie informatique, diffusion, suivi de règlements, remises de chèques, relances, contacts avec organismes extérieurs et personnel. 17872.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 ou 3. Mission : cartographie. 17870.

Lieu : Montparnasse. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4 ou 5 ingénieur maîtrise, langage Pike apprécié. Mission : participation à l'élaboration de projets télématiques pour la filiale

d'un grand groupe national. 17868.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 ou bac + 1, génie électronique, DUT électronique, connaissances du monde PC, MSDOS. 17856.

Secrétariat

Lieu : Paris-La Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 2, bonnes connaissances de l'anglais, sténo appréciée, TTX Word 4. Mission : assistance à la direction du département (30 %) + assistance aux responsables d'unités et ingénieurs basés à Paris (70 %), accueil, frappe, relations clients. 24769.

Lieu : Versailles. Date : janvier. Durée : 12 mois avec embauche. Ind. : 8 000 F net. Profil : bac + 2 à 4, connaissances en comptabilité anglaise, expérience de l'entreprise. 24767.

Lieu : Cligny. Date : février. Durée : 6 mois. Ind. : 4 500 F. Profil : bac + 2, BTS ou école de secrétariat, anglais, dactylo et TTX. Mission : assurer le secrétariat complet d'un service marketing et la mise à jour d'une base de données prospects. 24763.

Lieu : Malakoff. Date : janvier. Durée : 6 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 BTS ou bac pro. Mission : tous travaux de secrétariat. 24762.

Lieu : Toulouse. Date : janvier. Durée : 6 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 BTS ou bac pro. Mission : tous travaux de secrétariat, frappe, classement. 24761.

Et de nombreux autres stages sur le 36 15 JOBSTAGE. Pour tous renseignements, contactez le CDE au 47-35-43-43.

la fin du

en fait
School

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

la fin du

Journal de la communication

INITIATIVES
CAMPUS

... Le Monde • Mercredi 9 janvier 1991 III

UNIVERSITÉS

La fin du « boom » de la communication

Face à une offre d'emplois en nette régression, la stratégie du futur diplômé en communication doit changer : être d'abord un bon généraliste avant de songer à se spécialiser

Le développement de la fonction de communication au sein des entreprises et des institutions, la croissance continue de la publicité et des médias — tout au moins jusqu'à la récession dont ce secteur est actuellement victime — se sont conjugués pour donner aux métiers de la communication l'allure d'un nouvel Eldorado pour les jeunes littéraires à la recherche d'un emploi socialement prestigieux et financièrement intéressant.

Face à cette demande, l'offre de formations supérieures s'est considérablement développée ces dix dernières années, dans l'enseignement public aussi bien que dans l'enseignement privé. Ce dernier se taille même la part du lion, tant par la quantité (70 % des lycées préparant au BTS sont privés) que par la renommée de ceux qui se sont lancés sur ce créneau : Séguela avec Sup de Pub, Philippe de Villiers, ancien secrétaire d'Etat à la communication avec Sciences Com', à Nantes. A l'université, les filières information et communication (« info-com ») ont été présentées comme l'alternative « professionnalisante » aux études de lettres, dont l'enseignement ne constituait plus le débouché professionnel « naturel ».

Malheureusement, ces formations se révèlent bien souvent être des pièges pour les étudiants : elles les attirent avec le très séduisant mot « communication », puis se referment sur eux en les empêchant de poursuivre leurs études dans d'autres cursus, faute d'équivalences. Sans pour autant garantir leur insertion professionnelle.

Car les débouchés de ces filières ne sont pas innombrables. La profession a fait le plein. Même l'appât de communication des collectivités locales et des institutions publiques ne parvient pas à digérer le flot d'étudiants qui arrivent sur le marché du travail diplômé en poche. On peut estimer le nombre de professionnels travaillant dans la communication institutionnelle à 10 000. Ce chiffre regroupe les « dircoms » (directeurs de la communication), leurs collaborateurs et les membres des agences conseils en relations publiques. Les médias employaient 21 000 journalistes et les agences conseils en publicité 14 000 personnes, tous niveaux confondus.

Des chiffres bien maigres au regard des 15 000 étudiants inscrits dans les 17 filières information et communication des universités (DEUG, licences, DEA), auxquels il faut ajouter les étudiants des sections de techniciens supérieurs, des instituts universitaires de technologie et des établissements privés. Au total, il apparaît que les établissements d'enseignement accueillent autant d'étudiants que le secteur d'activité emploie de professionnels.

Face à cette situation, le ministère de l'éducation nationale a commencé à faire son « mea culpa » en bloquant les habilita-

tions de nouveaux DEUG culture et communication en 1987. Les enseignants des formations de plus haut niveau commencent également à s'inquiéter. « Nos étudiants mettent de plus en plus de temps à trouver leur premier emploi », constate Jean-Marie Cotteret, responsable du DESS de communication politique et sociale de Paris-I. « Je refuse de former plus de 25 élèves chaque année », affirme catégoriquement Elisabeth Tissier-Desbordes, directrice du master communication et publicité de l'ESCP. Aude, j'aurais beaucoup de mal à les aider à se caser ».

Pour refroidir l'enthousiasme suscité par le mot « communication » et donc faire baisser la tension sur le marché de l'emploi, certains professionnels, comme Christiane Cellier, directrice du cabinet de recrutement Tasa International, voudraient « démythifier la communication ». Je reçois encore trop souvent des lettres de candidature évoquant les qualités relationnelles et le sens du contact. Il faut aborder la communication avec rigueur et professionnalisme », poursuit-elle.

PROFESSIONNALISME. Au-delà des mondanités échangées au Top Com de Deauville (le « Festival » de Cannes des « communicants »), la communication est un métier très dur. « Les étudiants ne voient que la partie émergée de l'iceberg », remarque Thierry Deloy, directeur de la communication de Matra Espace, dans la partie invisible, le travail est énorme. Pour le Salon du Bourget, par exemple, qui dure neuf jours, nous avons travaillé pendant six mois. Nous devons définir le message, vérifier qu'il est compris, le faire passer par la presse, ouvrir les clients, leur donner envie de venir chez nous. » « Le dircom doit être polyvalent et savoir se servir les mains », affirme Thierry Deloy. Il en va de même pour ses conseillers. Un échec de budget, en agence, doit être capable d'élaborer un diagnostic d'usage et une stratégie de communication, mais aussi de s'assurer que tout, de la couleur de la moquette à l'installation des vidéos, sera fin prêt le jour de la conférence de presse.

Bref, le secteur de la communication a aussi besoin d'une main d'œuvre professionnalisée, dotée d'un savoir-faire technique. Une formation universitaire peut y mener : diplôme d'un troisième cycle de spécialité et d'un master de communication, mais aussi de s'assurer que tout, de la couleur de la moquette à l'installation des vidéos, sera fin prêt le jour de la conférence de presse.

Bref, le secteur de la communication a aussi besoin d'une main d'œuvre professionnalisée, dotée d'un savoir-faire technique. Une formation universitaire peut y mener : diplôme d'un troisième cycle de spécialité et d'un master de communication, mais aussi de s'assurer que tout, de la couleur de la moquette à l'installation des vidéos, sera fin prêt le jour de la conférence de presse.

qu'un tiers des interviewés de moins de trente-cinq ans ont suivi des études supérieures en communication, alors qu'ils ne sont que 5 % pour les professionnels de plus de quarante-cinq ans.

L'explication est simple : les formations à la communication sont très récentes et parviennent à être reconnues petit à petit. Autrement dit, la possession d'un diplôme spécialisé en communication semble devenir de plus en plus nécessaire (en raison d'une professionnalisation croissante).

Entre ces deux types de formation — et c'est sans doute la raison de son succès — le CELSA se définit comme « une grande école au sein de l'université ». Certaines de ces filières universitaires sont accessibles sur dossier (DESS de communication politique et sociale de Paris-I, de Bordeaux-III), d'autres avec un DEUG et sur concours, suivies de trois années de formation (magistère, CELSA ou CUEJ Strasbourg). Enfin, le CELSA est également accessible avec une maîtrise

On demande avant tout à ce professionnel un bon niveau de culture générale et économique. Il doit apprendre à bien connaître son entreprise ou son institution. Il doit pouvoir parler à un gestionnaire de portefeuille sans avoir un vocabulaire trop léger comme à l'abonné de la rue. Le communicant doit être suffisamment créatif pour diffuser des messages attractifs.

La profession a besoin de profils variés. Jean-Pierre Beaudoin, donne cette définition de son

ouvrira l'éventail des possibilités d'emploi. Les grandes écoles, et notamment HEC, considèrent d'ailleurs la communication d'entreprise comme une discipline de manager. La brochure d'information d'HEC indique que la maîtrise communication est « un maître d'école de management. Il est impliqué dans la vie de l'entreprise, de ses objectifs et rendements ».

La « polyvalence » attendue des futurs professionnels de la communication explique pourquoi les universitaires sont de plus en plus hostiles aux formations « info-com » de premier et deuxième cycle. « Le démarrage des enseignements d'information et de communication en deuxième cycle est suffisant », juge Jean Devèze, vice-président de la Société française des sciences de l'information et de la communication et directeur de recherche de l'UFR de sciences sociales de Paris-VII. « La manière d'enseigner n'est pas assez dense pour justifier un cursus allant du premier au troisième cycle d'études supérieures », ajoute Jean-Marie Cotteret.

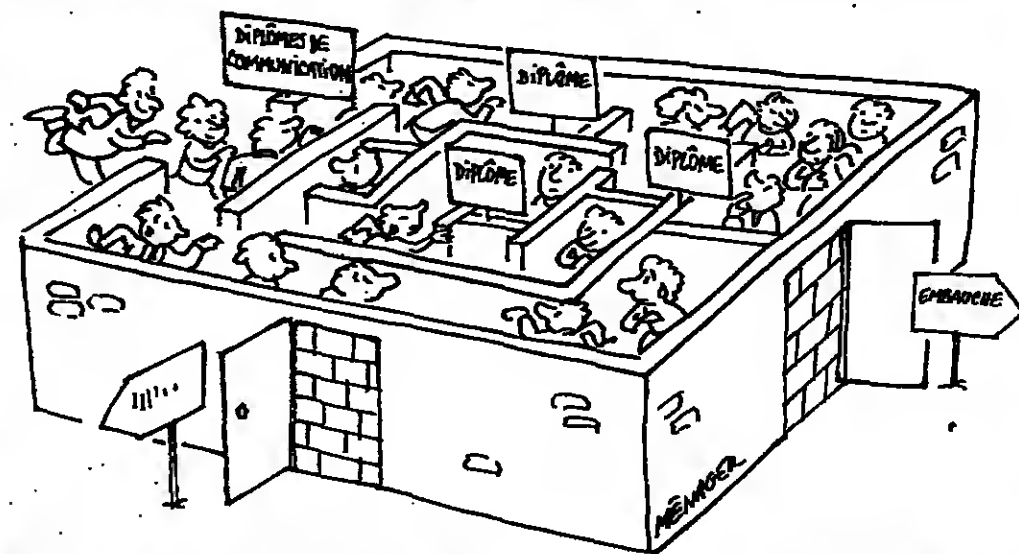
ERREURS MORTELLES. Avant de choisir une formation spécialisée en communication, en deuxième ou troisième cycle, toute la difficulté de l'orientation réside dans le choix du cursus préalable. Ici il y a peu de règles. Le problème se résout au cas par cas, même si, logiquement, une formation pluridisciplinaire paraît la moins risquée. Les titulaires de diplômes aussi variés que lettres, sciences éco, droit, AES ou philo peuvent trouver leur place au CELSA, à condition bien sûr de passer le cap du concours d'entrée.

Ces mêmes diplômés peuvent également être sélectionnés dans les masters. « Le principe est que chacun, en apportant ses connaissances et ses compétences, enrichisse la formation », remarque Elisabeth Tissier-Desbordes. Le raisonnement suit celui des agences de publicité, où les différentes expériences améliorent la créativité. Tons les « communicants » ne peuvent être coulés dans le même moule.

Mais, en dernier ressort, les professions de la communication insistent sur la personnalité des individus, quelle que soit leur formation. « Un responsable de communication doit avoir un bon comportement », souligne Francis Leconte. Dans nos domaines, il ne faut être ni excessif, ni péremptoire, ni pessimiste. Au nombre des qualités requises figure aussi la maîtrise de l'écrit et de l'expression orale. « Les erreurs sur les mots sont parfois mortelles », affirme Jean-Pierre Beaudoin. La connaissance des langues étrangères est, naturellement, un atout indispensable.

Pour devenir un « communicant » averti, deux impératifs : apprendre d'abord à connaître la matière à communiquer ; puis comment la communiquer.

Isabelle Gormain
(Zélig)



mais de moins en moins suffisante (en raison d'une concurrence féroce), pour décrocher un poste dans ce secteur d'activité.

Quelles sont ces filières professionnalisées ? Les formations courtes, de type IUT ou BTS, débouchent sur des diplômes de technicien. Ils maîtrisent et servent les moyens de communication. Ce sont des professionnels capables de fiocier une vidéo d'entreprise, de monter une opération de sponsoring, de créer des événements.

En deuxième cycle, une dizaine de maîtrises de sciences et techniques (MST) sélectionnent un petit nombre d'étudiants et recrutent leurs enseignants dans le monde de l'entreprise. La MST de communication d'entreprise de Villeneuve entend ainsi former des « professionnels capables de prendre rapidement des responsabilités au sein des entreprises, des administrations et des collectivités, et de s'adapter à la diversité des profils d'emplois actuels et prévisibles ».

Enfin, les troisième cycles universitaires à vocation professionnelle (DESS et magistères) et les masters de grandes écoles conduisent au plus haut niveau d'études en communication. Récemment, ces derniers vendent très cher le ticket d'entrée dans le monde de la communication. Outre le bagage bac+5 et un concours d'entrée, les droits d'inscription s'élevaient à 65 000 francs pour HEC, 50 000 et 40 000 francs pour Sup de Co Paris et Sup de Co Toulouse.

et sur concours.

Dans tous ces cursus d'études longues, la formation se divise en deux volets : de enseignements théoriques sur la gestion des outils de communication et la mise au point de stratégies ; de enseignements pratiques couronnés par des stages. Un bon équilibre qui n'empêche pas certains travers. Beaucoup de professionnels s'indignent de voir fleurir des formations trop pointues, des troisième cycles spécialisés dans le mécénat par exemple. « C'est le miroir aux alouettes », juge Jean-Pierre Beaudoin, président de Syntec-Conseil en relations publiques. D'une part, ces formations réécrivent les débouchés et, d'autre part, les entreprises confient rarement leur budget mécénat à un débutant.

Mais, surtout, plus la communication sera reconnue comme un métier à part entière, plus les « dircoms » et leurs conseillers auront tendance à devenir polyvalents. La liste des qualités nécessaires au communicant d'entreprise est à géométrie variable. Lorsqu'on demande à Cécile, jeune chargée de contrat diplômée de Sciences Po et au CELSA (la race la plus recherchée), quels sont les éléments de sa formation qu'elle utilise le plus, elle répond spontanément : « Le bon sens. » Avant d'ajouter : « Apprendre à apprendre, une capacité d'analyse, un esprit de synthèse et des connaissances théoriques ».

Les deux leaders

Confortablement assis sur leur réputation d'excellence, le CELSA (Ecole des hautes études en sciences de l'information et de la communication, dépendant de l'université Paris-IV) et l'Institut d'études politiques de Paris affichent la même ambition : être les deux seules véritables grandes écoles de la communication en France.

Plus complémentaires que concurrents, les deux établissements accueillent respectivement 454 et 320 étudiants dans leurs formations de premier et second cycle à la communication. Leur succès repose sur une sévère sélection, assortie d'une articulation très poussée entre disciplines fondamentales et enseignements de préprofessionnalisation. Mais aussi sur la demande du secteur de la communication pour des qualifications de haut niveau.

A Sciences-Po, les offres d'emploi ont triplé entre 1985

et 1989, passant de 85 à 243. Le salaire des diplômés de la section communication et ressources humaines s'établit à 136 000 francs annuels environ. Il reste inférieur à la moyenne de Sciences-Po, mais a ord plus vite que les autres. Les effectifs de la section sont passés, en deuxième année, de 260 en 1989 à 320 en 1990, alors que les autres régressent (service public) ou stagnent (économie financière).

Aujourd'hui, les deux écoles sont néanmoins conscientes que leur renommée ne suffira pas à leur assurer un avenir radieux. L'Institut d'études politiques de Paris a pris les devants en rénovant de fond en comble l'ex-section politique, économique et sociale, rebaptisée depuis 1990 communication et ressources humaines.

La réforme s'est traduite par la mise en place d'un stage obligatoire de trois mois minimum

entre la deuxième et la troisième année, une augmentation du volume horaire des cours à 17 heures 30 par semaine (un cursus à plein temps semblable à celui du CELSA, qui comporte 25 heures de cours en maîtrise), un partage de l'enseignement entre cours magistraux, séminaires et ateliers pratiques, le recrutement de professionnels pour assurer les cours. L'option communication, affinée, est segmentée en quatre certificats : communication et médias, commun à tous les étudiants ; information et journalisme ; publicité ; communication d'entreprise et institutionnelle, au choix.

Le CELSA délivre une licence, une maîtrise, un DEA et un DESS. Afin de mieux intégrer formation théorique et professionnelle dès après le DEUG, un magistère a été créé en 1986. Cette formation de trois ans conduisant à un troisième cycle

forme des managers pour l'ensemble des aspects de la communication. « C'est un point de départ », indique Charles-Pierre Guilbeau, directeur du CELSA. Nous pourrions étendre cette approche globale de la formation au niveau de la maîtrise.

Les deux écoles envisagent également de développer leurs troisième cycles professionnels. Le CELSA pense ainsi créer, d'abord par la formation continue, un diplôme de troisième cycle en direction des collectivités territoriales, qui s'ajoutera au DESS techniques de l'information et de la communication existant. Le DESS en études de marchés et stratégies marketing de Sciences-Po a également vocation à être complété par d'autres diplômes, dans la logique des nouvelles options mises en place.

Nathalie Golbert
(Zélig)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS ESCP

MASTRE SPECIALISE AUDIT ET CONSEIL

Former en un an des experts dans les domaines de l'audit : financier, opérationnel, sécurité informatique du conseil financier : consolidation, fusion, acquisition du conseil juridique et fiscal.

Sélection ouverte aux ingénieurs, médecins, DEA, DESS, grandes écoles de gestion.

ESCP

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
GROUPE ESCP - PROGRAMMES MASTERS
79, avenue de la République - 75048 Paris Cedex 11 - Tél. : 43.23.21.40

Des « écoles » pour les futurs docteurs

Soucieux d'augmenter le nombre des chercheurs, le ministère de l'éducation nationale met en place des « écoles doctorales » pour former les « thésards »

Le ministère de l'éducation nationale demande aux universités de regrouper leurs DEA (diplômes d'études approfondies) et de réfléchir à la création d'« écoles doctorales ». L'objectif est de restructurer le troisième cycle et de rassembler les équipes qui travaillent autour d'une même discipline. Une circulaire du 21 septembre a invité toutes les équipes participant aux DEA et accueillant des thésards à faire part de leurs projets.

On recense 1 108 diplômes d'études approfondies, toutes disciplines confondues. Le premier reproche qui est fait à l'organisation actuelle des formations doctorales est sa faible productivité. Sur les 30 000 étudiants inscrits, les deux tiers environ obtiennent leur DEA. Mais seuls 20 % poursuivent au-delà et soutiennent une thèse. Six mille docteurs par an, c'est trop peu, estime le ministère, qui veut doubler ce nombre en quatre à cinq ans.

Créé depuis une quinzaine d'années, le DEA a une fonction ambiguë. Alors que sa vocation initiale est de former à la recherche, et de préparer au doctorat, beaucoup d'étudiants le considèrent comme un diplôme terminal, que l'on peut valoriser sur le marché du travail. En embauchant des titulaires de DEA, dans certaines disciplines, les entreprises encouragent cette tendance. Il en résulte que la spécificité du DEA n'est pas toujours bien perçue, par rapport au DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) qui a, lui, une vocation spécifiquement professionnelle.

LA SOLITUDE DES LITTÉRAIRES. Troisième constat : le thésard est souvent isolé, surtout dans les disciplines littéraires. Durant ses années de thèse, l'étudiant doit être associé à une équipe de recherche, et il poursuit en général ses travaux dans un laboratoire universitaire ou un laboratoire associé (CNRS, INSERM...). « En littérature, philosophie, langues... les étudiants travaillent plus souvent dans leurs chambres, seule de salle d'accueil, constate Maurice Gardien, directeur scientifique à la direction de la recherche et des études doctorales du ministère (DRED). Ils n'ont alors, pour seul interlocuteur, que leur directeur de thèse. »

Enfin, les DEA souffrent, selon le ministère, d'une trop grande disparité dans leur effectif. Certaines formations sont squelettiques, tandis que d'autres sont pléthoriques et « ingérables ». En supprimant les crédits pour les DEA comptant moins de cinq étudiants, l'administration a déjà donné un coup de pied dans la fourmilière. Elle veut maintenant aller plus loin et favoriser des regroupements.

Quelles que soient ses critiques, le ministère, tenant compte de la complexité de ses relations avec les universités, a toutefois décidé de procéder avec prudence et

d'appuyer ses propositions sur quelques expérimentations, comme celle menée à l'université de technologie de Compiègne.

Pour harmoniser la fréquentation de ses six DEA, celle-ci a créé une école doctorale depuis 1985, et mis sur pied un système d'enseignement par modules pour ses huit cents étudiants. Chaque module est de vingt heures, ce qui permet à l'étudiant d'avoir accès à un large éventail de cours (tous les ans, une plaquette détaillant les programmes est remise à chaque étudiant, qui établit son cursus en accord avec les enseignants). Même en thèse, on l'invite à suivre un minimum de cours. La formation doctorale ne s'arrête pas avec le DEA, estime-t-on à Compiègne, et le thésard doit s'ouvrir à une culture scientifique large.

L'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG) a créé une structure assez proche, en 1983. C'est le premier établissement français à avoir expérimenté ce type d'organisation en école doctorale, même si ce label n'est utilisé que depuis deux ans. L'INP de Toulouse vient de sui-

Souplesse et contrôle

Le Comité scientifique, présidé par Jean-Marie Lehn (Prix Nobel, professeur à Strasbourg et au Collège de France) et placé auprès de Lionel Jospin, a, lors d'une déclaration le 9 décembre dernier, recommandé que les étudiants d'une école doctorale suivent des cours tout au long de la préparation de la thèse « sous forme, d'une part, d'un tronc commun, d'autre part, d'options, interdisciplinaires ou non ».

Le Comité a recommandé par ailleurs une souplesse dans la définition de l'école doctorale. « Elle doit dépendre de l'importance des disciplines », il suggère enfin que les entrées dans les écoles doctorales soient soumises à « l'approbation du comité d'admission de l'école ».

vre l'exemple grenoblois, en créant, lui aussi, une école doctorale.

C'est à partir notamment de ces deux expériences que le ministère a proposé aux universités d'Ile-de-France de créer des structures semblables. En juillet dernier, trente-deux écoles doctorales ont ainsi vu le jour dans la région parisienne (dont trente dans le domaine des sciences humaines et sociales). Mises en place à la rentrée dernière, elles ont déjà bénéficié de crédits spécifiques, pour une somme totale de 4 millions de francs (avec parallèlement une

forte majoration de la dotation globale de nombreux établissements, certains crédits ayant même doublé). « Nous sortons de vingt ans de galère », s'exclame Jean-Louis Huot, professeur à Paris-I, ravi que la création d'une école doctorale regroupant trois DEA d'archéologie (portant sur des périodes distinctes) ait permis une majoration des crédits. C'est le début d'un rattrapage, après vingt ans d'incertitude.

Paris-IV abrite quelques-unes des trente-deux écoles doctorales créées l'été dernier. Dans cet établissement, c'est l'ensemble des formations à la recherche, à partir du DEA, qui se sont ainsi regroupées : art et archéologie, sciences du langage, littérature et civilisation étrangères, monde contemporain, géographie et aménagement.

Plusieurs responsables universitaires estiment fonctionner depuis plusieurs années en école doctorale, et avoir ainsi anticipé les recommandations ministérielles. « Ce sera, pour nous, une façon de formaliser notre manière de travailler », estime ainsi Louis Marmont, enseignant à l'université de Caen et directeur du centre d'études et de recherche en sciences de l'éducation.

Restait donc à généraliser le concept. Le ministère invite désormais toutes les universités à restructurer leurs formations doctorales, en rassemblant leurs moyens (bibliothèques, banques de données, moyens d'information, informatique) et en organisant des modules de cours ou des séminaires conjoints. Une école doctorale sera donc une nouvelle entité, au sein du troisième cycle, destinée à rapprocher des étudiants, des enseignants et des chercheurs autour d'une même grande discipline : langues, mathématiques, sciences de la terre et de l'univers, sciences juridiques, sciences économiques...

MODÈLE AMÉRICAIN. Ainsi, c'est plus autour de disciplines que de thèmes communs que le ministère propose maintenant de créer des écoles doctorales, alors que la circulaire laissait le choix aux équipes et parlait de thème ou de discipline. Trois mois après la diffusion de ce texte, le directeur de la recherche et des études doctorales est devenu plus précis et restrictif. « Un programme thématique est nécessairement pluridisciplinaire. Or nous ne voulons pas retomber dans l'interdisciplinarité des années 70. Les étudiants ont été débordés de travail, touchant un peu à tout. En DEA, ils doivent approfondir un domaine spécifique : c'est en fonction de leur compétence dans une discipline donnée qu'ils seront recrutés. Nous proposons les disciplines qui sont acceptées internationalement ».

La notion d'école doctorale que propose le ministère s'inspire aussi largement de modèles étrangers, et notamment des *graduate schools* nord-américaines, dans lesquelles les étudiants construi-

sent leurs formations à la carte. Claude Allègre, conseiller auprès de Lionel Jospin, et Vincent Courtillot ont d'ailleurs été enseignants, en Californie, à Stanford et à Santa-Barbara.

Bien que cela soit peu explicite dans la circulaire, une école doctorale n'est pas nécessairement propre à une seule université. Ainsi, une grande métropole universitaire comme Strasbourg pourra créer une école doctorale conjointe à ses diverses universités, pour réunir des formations doctorales autour d'une discipline commune.

Le concept d'école doctorale est donc, comme le reconnaît lui-même le directeur des études doctorales, encore imprécis et expérimental. « Nous voulons laisser libre cours à l'imagination des responsables pédagogiques et construire avec eux ce concept, en fonction de leurs besoins », explique-t-il.

Si les propositions du ministère se veulent libérales, elles ont aussi des aspects contraignants. La DRED a promis, par exemple, que les DEA qui se présenteraient dans le cadre d'un projet d'école doctorale bénéficieraient de moyens très sensiblement accrus. On est conscient, au ministère, qu'il existe un danger que l'incitation financière suscite des regroupements répondant plus à des considérations budgétaires qu'à des motivations pédagogiques. « Il ne s'agit pas de créer des écoles doctorales à tout prix, précise-t-on. En deçà d'une équipe d'une dizaine de chercheurs et d'une quarantaine de doctorants, cela ne paraît pas justifié. » Dans une petite université, une équipe « performante » pourra néanmoins continuer à encadrer des doctorants et à faire passer des thèses, même si elle n'est pas intégrée à une école doctorale. « Nous les engagerons à s'associer avec d'autres équipes pour augmenter les échanges entre étudiants, enseignants et chercheurs. »

Les indications du ministère sont relativement peu précises sur les conditions de création et d'appartenance d'une école doctorale. Mais les buts poursuivis sont clairs : « Nous voulons que les équipes se rapprochent, harmonisent leur travail et améliorent le rendement » de leur formation, affirme Vincent Courtillot. Il est regrettable qu'au niveau post-DEA, il n'y ait plus aucun enseignement. Une école doctorale pourra ainsi jouer un rôle de « formation continue » pour les étudiants thésards et même les enseignants-chercheurs.

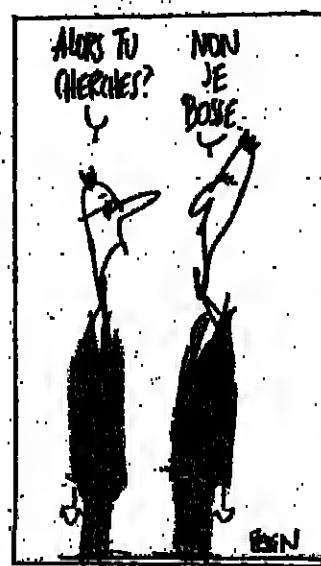
Pour le ministère, les écoles doctorales sont donc un des maillons d'une stratégie visant à inciter les étudiants à poursuivre jusqu'à la thèse (parallèlement au rattrapage des boursiers de thèse, et au monitorat). Pour « vendre » son projet aux universités, la DRED fait valoir que la création d'une école doctorale peut améliorer l'image et la reconnaissance des équipes de

recherche et des disciplines.

La plupart des projets déposés ont été établis dans une perspective interuniversitaire et associée, comme le recommande la circulaire, des équipes de laboratoires non universitaires. Le projet d'école doctorale de biologie, comme à Paris-VI et Paris-VII, a, par exemple, tenu compte de l'association avec l'Institut Pasteur et prévoit d'intégrer l'Institut Jacques-Monod pour des « cours de laboratoire ». L'école associée d'autres « labos », comme ceux du CNRS, de l'INRA ou de l'INSERM. Des universités éloignées géographiquement ont également des projets d'école doctorale en commun, comme celles de Dijon et de Besançon.

Enfin, toutes les disciplines sont représentées et, d'Angers à Orsay, de Paris-XIII à Tours, on trouve des universités de taille variable et des établissements plus ou moins « riches », plus ou

moins jeunes. A Paris-XIII est proposée une école doctorale de « relations culturelles », rassemblant des enseignants-chercheurs de littérature, de géographie, d'histoire, de droit constitutionnel... « domaines où la notion d'interculturalité mérite de plus en plus d'être explorée », comme le précise Charles Bonn, professeur à Paris-XIII. D'autres écoles doctorales sont internes à une UFR, comme à Paris-II, avec le projet d'école doctorale de « droit privé interne et de droit privé comparé », qui rassemblera cinq DEA... soit, avec les thésards, près de quatre cents étudiants.



L'accueil réservé à la circulaire ministérielle varie selon les cas. Elle n'a, en tout cas, laissé personne indifférent. Premier atout dans le jeu du ministère, les écoles doctorales se rapprochent d'un système américain souvent connu et apprécié par les universitaires. D'autant que, s'ils ont la chance de travailler dans une discipline valorisée, ces derniers

espèrent que le dispositif d'incitation financière va enfin leur permettre d'augmenter les moyens mis à leur disposition.

Ceux qui réagissent positivement mettent aussi en avant les occasions d'ouverture offertes par une école doctorale. « Une école doctorale bâtie avec des modules à la carte peut permettre de créer des passerelles et de sortir d'un milieu trop fermé. Pousser les étudiants à trouver des éclairages complémentaires par une même question permet de lutter contre l'hyper-spécialisation qui empêche le chercheur d'être créatif et de replacer ses résultats dans un contexte plus large », estime le professeur Muliens de Bordeaux-II, où une école doctorale de « neuroscience et pharmacologie » devrait réunir six DEA.

Ce sont à la fois des avantages pédagogiques et de fonctionnement qui sont mis en avant : rénover les cours, inventer un enseignement pour les doctorants, et — pourquoi pas... — en finir avec le « mandarinate ». « C'est une occasion d'harmoniser et de décloisonner les enseignements », résume Alain Valette de l'Association Bernard Gregory, l'université, qui apparaît parfois comme un vrai labyrinthe, a besoin d'un véritable management et d'une meilleure visibilité ».

RIVALITÉS. La réflexion sur les écoles doctorales a stimulé bon nombre d'équipes, permettant à certains projets de collaboration de trouver un cadre ou à des besoins latents de s'exprimer.

Parfois, au contraire, elle a ravivé des rivalités à l'intérieur ou entre des universités. Dans les petits établissements on sent souffler un vent de panique face à des directives d'organisation de plus en plus complexes et lourdes : double sœur, réseau, école doctorale...

Enfin, la crainte existe que les crédits annoncés soient attribués au détriment du second cycle. « Il serait dommageable que les étudiants arrivent en troisième cycle moins bien formés », fait remarquer Michel Goldberg, enseignant à Paris-VII. Les plus sceptiques, comme Robert Fosset de Paris-XIII, regrettent que la circulaire « privilégie l'enseignement au détriment de la recherche et amène le ministère à trop superviser les politiques pédagogiques », ou qu'elle ait pour objectif de « redistribuer la pénurie en concentrant les crédits sur quelques équipes », comme le craint Guy Odent, secrétaire général du SNES-Sup.

Bref, le projet du ministère, s'il ne rencontre pas d'opposition frontale, connaît un succès inégal sur le terrain. Les écoles doctorales donneront des possibilités de développement à ceux « qui en veulent », quitte à laisser sur le côté les formations peu dynamiques ou de taille insuffisante.

Laure Lanfargues
(Zdij)

Où apprendre le savoir-vivre ?

Il ne suffit pas aux diplomates et aux hommes d'affaires de connaître l'économie, la politique ou la finance. Il leur faut aussi connaître les coutumes locales. Mais personne ne les leur enseigne...

BESANÇON

de notre correspondant

DEJEUNER d'affaires à Stockholm. Sur la table, une bouteille de bière semble avoir été débouchée à votre intention. N'y touchez surtout pas : on teste votre sobriété ! Au Japon, s'il est également mal venu de boire de l'alcool à midi, vous offenserez vos hôtes en refusant de les accompagner dans une tournée nocturne copieusement arrosée. Au besoin, si vous encaissez mieux que les autres, forcez votre talent pour ne pas priver vos clectrons nippons du plaisir de vous ramener ivre mort à votre hôtel.

Pour le simple touriste, la connaissance de ces pratiques locales ne constitue le plus sou-

vent qu'un des amusements du voyage. Il lui importe peu de savoir que le sourire du marchand de Tokyo trahissait moins l'acquiescement que l'embarras. Le négociateur international, qu'il soit diplomate ou homme d'affaires, se doit, lui, de ne pas commettre de faux pas. Il y va du succès même de sa mission. Sa culture ne doit pourtant pas se limiter à l'apprentissage des règles du savoir-vivre dans le monde. Ses interlocuteurs seront favorablement impressionnés par l'évocation de quelque trait d'histoire locale qu'il saura glisser habilement dans la conversation.

Nanti de ce bagage, notre homme en sera-t-il pour autant devenu le séducteur capable de décrocher les contrats du siècle

on des libérations d'otages — ou, plus modestement, d'introduire sa firme sur les marchés extérieurs et de capter les capitaux étrangers nécessaires à la survie de son entreprise ? Il aura encore besoin d'en savoir plus sur lui-même et devra parfaitement maîtriser son expression orale et la gestuelle qui l'accompagne. Il sera entraîné à l'écoute, aura acquis les techniques d'entretien et saura assumer la gestion complexe d'une réunion. Il aura appris à argumenter d'une façon lucide et à déjouer les pièges du langage. Bien entendu, il aura développé « de façon déterminée, continue, volontariste » la pratique des langues vivantes étrangères et connaîtra les structures des grands systèmes législatif,

économiques, sociaux et politiques du monde.

En esquissant ce qui pourrait être un plan de formation à la négociation internationale, Pierre Noaro, conseiller linguistique à l'ENEA, constatant récemment, lors des premières réunions d'automne du Centre de linguistique appliquée de Besançon, qu'une telle filière n'existait ni dans les grandes écoles, ni dans les universités françaises ni dans les grands pays. Il notait qu'au surplus le Français n'apparaissait pas comme un négociateur-né.

Qui donc aura l'arrogance de lui proposer une formation spécifique, alors que l'entraînement aux pratiques de contact avec autrui est abordé que très accessoirement par les institutions qui ont la charge d'éduquer l'élite du pays ?

Claude Fobert

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS ESCP

MASTÈRE SPÉCIALISÉ
MANAGEMENT DE L'ÉDITION

Programme de haut niveau, en un an, pour maîtriser tous les aspects d'un projet éditorial : conception, mise en œuvre, contrôle et élaboration d'une politique éditoriale, sur le plan national et international.

Sélection ouverte aux ingénieurs, médecins, DEA, DESS, grandes écoles de gestion.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS
GROUPE ESCP - PROGRAMMES MASTÈRES
73, avenue de la République - 75645 Paris Cedex 11 - Tél. : 43.23.21.40

Journal

(Publicité)

Au cœur du Groupe HEC

UN MBA MADE IN EUROPE



« Nous ne sommes pas une copie des MBA américains. Ici, nous avons créé un véritable modèle de MBA européen, à dimension largement internationale. » Nicole Ferry, directrice du programme de l'Institut Supérieur des Affaires (ISA), au cœur des 18 hectares du campus du Groupe HEC, à Jouy-en-Josas (Yvelines), ne fait pas de complaisance devant Harvard ou Wharton. Pas plus que les 121 élèves de la promotion 1990 de l'Institut.

Au sein de l'EMBA (European Management Business Association), l'Institut Supérieur des Affaires est membre à part entière du club très restreint des meilleurs MBA du continent. Et si de hautes formations de troisième cycle se créent, souvent abusivement, du titre de MBA (Masters in business administration), l'ISA, en revanche, n'aime pas sa réputation. Le magazine américain *Fortune* lui-même admet d'ailleurs, en référence au « groupe des huit », à l'EMBA, que « les top MBA du continent européen ne sont plus de quelconques répliques d'Harvard ».

Mais traiter d'égal à égal avec les plus célèbres MBA américains n'est pas une fin en soi pour l'ISA, qui entend cultiver sa spécificité. « Nous nous voulons différents par l'importance que nous accordons aux individualités et à l'expérience », affirme Jean-Louis Scaringella, directeur des institutions d'enseignement du Groupe HEC. A la différence de certains autres MBA, « l'Institut Supérieur des Affaires ne se borne pas à recruter quasi exclusivement parmi les diplômés des grandes écoles », témoigne un chasseur de tête parisien. Seules conditions requises pour prétendre à l'ISA : être titulaire d'un diplôme de deuxième cycle, ou, à défaut, avoir cinq ans d'expérience professionnelle, dont trois années en tant que cadre.

« Durant la procédure de sélection, nous cherchons avant tout à

détecter les personnalités dotées des qualités indispensables d'un dirigeant actuel, et ce quelle que soit leur formation d'origine », explique Christine Lucka, responsable des admissions à l'ISA. Ainsi, au sein de la promotion 1990, cohabitent l'administrateur d'un orchestre baroque et un médecin-radiologue, un officier de marine avec un polytechnicien, un ingénieur frais émoulu de Centrale à côté d'un champion olympique de voile. Au total, sur l'effectif 1990, si 52 % des participants sont des ingénieurs, 15 % sont scientifiques ou médicaux, 13 % ont une formation en sciences économiques, 9 % sont littéraires ou ont suivi des formations diverses et 5 % viennent des bancs de l'IEP ou des facultés de droit. Près de 6 % enfin, mais de leur seule expérience professionnelle, n'ont que leur baccalauréat en poche.

Loins d'être une faiblesse, ce recrutement apparemment hétéroclite représente au des atouts de l'ISA. Au-delà des cabinets de recrutement et des chasseurs de têtes en particulier. Ainsi, pour Daniel Joue, cette spécificité des managers sortis de l'ISA est une richesse inestimable : « Chaque promotion constitue un cocktail détonnant. Ils font preuve d'une ouverture d'esprit nettement supérieure à la moyenne de leurs collègues ».

Objectif de l'ISA : être un creuset où les participants développeront les qualités qui font un dirigeant, curiosité, adaptabilité face au changement, rapidité dans la prise de décision et dans l'action, aptitude à convaincre et à entraîner les hommes. Pendant seize mois (chaque rentrée a lieu en septembre, les frais de scolarité s'élèvent à 100 000 F), les futurs managers de l'ISA (âgés pour la promotion actuelle, de vingt-huit ans en moyenne, et dotés d'une expérience professionnelle antérieure moyenne de cinq ans) reçoivent ainsi une solide formation en marketing,



analyse financière, contrôle de gestion, stratégie, droit des affaires, gestion des ressources humaines.

Mais pour la centaine de professeurs permanents du campus, si l'apport théorique est indispensable, il reste primordial de mettre les participants en situation concrète de prise de décision. « Comme un pilote de ligne acquiert en quelques heures, devant un simulateur de vol, l'expérience de plusieurs années de navigation, nous entendons les faire réfléchir à toutes les situations auxquelles ils seront confrontés en tant que managers. L'ISA permet en seize mois de gagner dix ans de carrière », précise un professeur de marketing. « Notre

appartenance à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris nous permet de bénéficier de l'expérience et des contacts de toutes les entreprises, grandes et petites », rappelle Jean-Louis Scaringella, directeur des institutions d'enseignement du Groupe HEC.

Matthew Berry, canadien, traite et un ans, ingénieur et génie physique, aujourd'hui de retour sur son campus après dix années passées chez Schlumberger à travers le monde, reconnaît accéder à une vision plus globale et plus intégrée de l'entreprise sur les bancs de l'ISA. « Ce travail en groupe nous oblige à reconsidérer nos expériences antérieures, à nous remettre complètement en question. Collaborer sur un même

dossier avec des personnes de formations ou de nationalités différentes est une formidable expérience. Un médiateur réagit de manière beaucoup plus intuitive qu'un ingénieur par exemple. Ce contraste entre différents modes de raisonnement est extrêmement enrichissant ».

« On est international ou on n'est pas », affirme un professeur de stratégie. L'ISA se doit d'être un véritable melting-pot pour les participants que nous formons. Actuellement, nous accueillons seulement 20 % d'étrangers. Avec la filière bilingue (lire l'interview ci-dessous) que nous lançons dès septembre 1991, nous en aurons plus de double. Nous devons préparer nos promotions à travailler

dans un contexte mondial. » Chaque année, 120 élèves sortent de l'ISA. « Ici, on produit de la qualité, pas de la quantité », précise Joël Pinkham, directeur des relations avec les entreprises au sein du Groupe HEC. Depuis dix ans maintenant, les employeurs ont totalement intégré l'importance du capital humain pour leurs sociétés, et le recrutement effectué par les entreprises s'est considérablement professionnalisé. « Nous devons nous adapter à ce nouvel état de fait. Désormais, le recrutement en vase, s'est terminé. Les entreprises veulent non plus du prêt-à-porter, mais du sur-mesure. Nous leur en fournissons ».

L'Institut Supérieur des Affaires cultive des liens très étroits avec le monde de l'entreprise. Tout au long de l'année sont organisées plates-formes de recrutement destinées à favoriser des dialogues aussi personnalisés et individualisés que possible entre les participants et les dirigeants d'entreprises. « Nous fonctionnons en fait un peu comme une agence matrimoniale. Quand une entreprise recherche un cadre, elle cherche aujourd'hui un profil très précis. Ce qu'il faut, elle peut le trouver à l'ISA ».

La diversité des formations des diplômés de l'ISA constitue aujourd'hui une richesse inestimable pour les employeurs. « Être diplômé de l'ISA, c'est de l'Ecole nationale supérieure où d'une faculté de lettres constitue aujourd'hui un excellent passeport pour le monde des affaires », affirme le directeur des ressources humaines d'une grande entreprise. Les entreprises ne veulent plus de ces managers tous issus du même moule. Pour un patron, un ISA est un objet rare, à grande valeur ajoutée. « Ce que confirme Serge Lamielle, chasseur de tête du cabinet Helmut Neumann : « J'ai une nette préférence pour les gens sortis de l'ISA. Leur cursus professionnel, souvent plus varié, les rend bien plus intéressants pour un employeur ».

« Une filière bilingue dès septembre 1991 »

Nicole Ferry est directrice du programme de l'Institut Supérieur des Affaires. Avec une ambition affichée : attirer définitivement l'ISA parmi les meilleurs MBA mondiaux, tout en accentuant sa spécificité européenne.

« Aujourd'hui, de très nombreuses formations de troisième cycle offrent le titre de MBA. Souvent abusivement. Comment l'ISA peut-elle garantir offrir un niveau comparable à celui des meilleurs MBA américains ? »

« Tout simplement parce que depuis notre création, par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, en 1969, nous appliquons précisément les règles de base du MBA, telles qu'elles ont été définies par les business schools américaines les plus renommées. Ainsi, par exemple, nous estimons que 16 mois représentent le minimum indispensable pour former un manager digne de ce nom. »

« En quoi l'enseignement dispensé à l'ISA s'inspire-t-il concrètement de celui pratiqué par les MBA outre-Atlantique ? »

« En ce que nous repons notion de cours magistral. A l'ISA, nous voulons avant tout former nos participants à la prise de décision et à l'action. C'est pourquoi, nous appliquons la méthode des cas, méthode pédagogique née à Harvard. Le principe est simple : placer les participants en situation de décider, de faire se comporter comme de réels managers face à des problèmes concrets qu'ils affrontent les entreprises. »

« Savoir gérer une entreprise, c'est avant tout savoir travailler en équipe. C'est pourquoi, pendant les 16 mois de leur présence sur le campus, les participants sont répartis en groupes de travail de cinq personnes, aussi diversifiés que possible. Et c'est toujours au sein du groupe qu'il leur faudra apporter des solutions aux problèmes posés par les cas. Parfois, bien sûr, certaines tensions surgissent au sein de certains groupes. C'est à eux de les surmonter. Dans une entreprise, on ne choisit pas toujours à ses collaborateurs ni ses dirigeants. »

« Comment se manifeste la dimension européenne de l'ISA ? »

« Elle se manifeste notamment au niveau des cas qu'on a resou-



dre nos participants. Nous étudions avant tout des cas d'entreprises placés dans un contexte européen. Dans l'optique du grand marché de 1993, nous voulons préparer au mieux nos participants aux problèmes très spécifiques que rencontreront les entreprises, en matière de management, de stratégie, ou dans le domaine très pointu des fusions-acquisitions par exemple.

« Pourquoi une filière bilingue à l'ISA dès septembre 1991 ? »

« Pour former au mieux nos participants au monde des affaires actuel. Dès la rentrée prochaine, chaque promotion sera séparée, durant les six premiers mois, en une section francophone et une section anglophone. Puis, durant les dix autres mois, les cours auront lieu, pour tous, en anglais ou en français, selon les intervenants et les professeurs. Nous voulons que tous nos participants soient parfaitement bilingues à la sortie de l'ISA. »

« Pendant 16 mois, la formation est donc assurée sur le campus de l'ISA, au cœur du Groupe HEC ? »

« Tout à fait. Cependant, il est également possible pour nos participants (environ 35 % d'entre eux le font) de passer les quatre derniers mois de leur formation dans le cadre d'un autre MBA européen, ou même sur des campus aussi prestigieux que ceux de Wharton (Philadelphie) ou de la Keio business school (Tokyo), entre autres. Il ne peut être que bénéfique pour nos participants d'étudier, sur place, les méthodes de management américaines ou japonaises. »

Le médecin-businessman

Doyen de la promotion 1990 de l'ISA, du haut de ses 35 années passées sous le soleil landais, à Capbreton, Xavier Renard a goûté progressivement et le monde du marketing. Le 11 mai 1981, il passait sa thèse, après sept années sur les bancs de la faculté de médecine de Toulouse-Rangueil. Aujourd'hui pourtant, le stéthoscope est aux oubliettes. La passion du marketing a pris le dessus.

« La veille de passer ma thèse, un laboratoire biomédical m'a contacté. Quatre jours plus tard, j'ai plongé. J'ai réalisé que j'étais fait pour la vente. A près de dix ans après, dont quatre comme chef de produit Europe pour le

laboratoire américain Dowcorning, Xavier a opté pour l'ISA. « Je suis venu ici compléter ma boîte à outils, acquiescer les outils les plus récents du marketing, que doit détenir un dirigeant digne de ce nom, et, surtout, apprendre à me servir au mieux de ces outils. »

Si les médecins ne sont pas légion dans le monde des affaires, Xavier ne se fait aucun souci pour son avenir. Les géants mondiaux de l'audit et du conseil aux entreprises créent aujourd'hui des départements spécialisés dans le domaine de la santé, et ont besoin de médecins formés aux affaires.

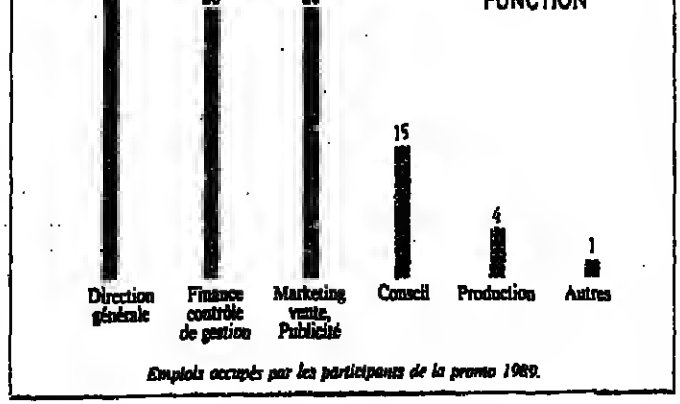
Le privilège de choisir

Les 16 mois passés au cœur de l'ISA garantissent à chacun des participants le plus important des privilèges : le choix. Un diplômé de l'Institut se vend pas à un employeur. Il choisit son employeur - plus de 1300 offres d'emplois sont chaque année à la disposition des 120 participants, mais surtout, il choisit sa carrière.

L'ISA constitue un réel laissez-passer pour les plus hautes fonctions de dirigeants (voir graphique ci-dessous). Ainsi, Michel Galina-Mingot (ISA 75) est aujourd'hui président-directeur général de Sony France, Jean-François Varot (ISA 71) a fondé l'Agence Equateur, Françoise Mathéaud-Régner (ISA 76) est directrice

général de Chaumont, etc. Si l'Institut n'a été créé qu'en 1969, la valeur de la formation qu'il dispense est déjà largement reconnue dans le monde des affaires. Ce qui explique le niveau respectable des rémunérations offertes à ses participants. Un diplômé de l'ISA sans expérience professionnelle préalable (20 % de la promotion 1990) peut revendiquer un salaire annuel de 195 000 à 260 000 francs. Pour un diplômé avec expérience professionnelle, la fourchette varie de 270 000 à 600 000 francs.

Symbolique parait de l'ISA : Henri Morel (ISA 83), PDG à 33 ans de la SFPI, holding industrielle au chiffre d'affaires de 2 milliards de francs.



Une Américaine à Paris

Joli Biesel, née en RFA il y a 26 ans de cela, se sent presque plus Munichoise - elle a vécu 12 ans dans la capitale bavaroise - ou Parisienne aujourd'hui, que réellement Américaine. Titulaire d'un Bachelor of arts and sciences de l'université Saint Louis de Washington - elle a effectué sa troisième année à la faculté de lettres de Caen - Joli est depuis septembre 1990, une des étudiantes de l'ISA. « Pour les compagnies américaines, très inquiètes devant la future forteresse européenne de 1993, il sera indispensable de recruter des dirigeants formés en Europe, qui comprendront le marché européen. »

Après avoir fait ses premières armes à New-York puis travaillé à la Banque Mondiale à Washington, Joli Biesel entend bien aujourd'hui rester en Europe. « J'ai travaillé à Wall Street pendant près d'un an, pour la filiale d'une société

financière californienne. C'était en 1989, au moment de la folle des fusions-acquisitions. Une période vraiment singière. Je n'avais aucune envie de continuer comme cela. »

Seule Américaine de la promotion, Joli Biesel se regrette pas d'avoir choisi l'ISA. « Le fait d'appartenir à une promotion d'une grosse centaine de participants permet réellement de travailler. Beaucoup plus que dans certains MBA qui accueillent parfois plus de 800 élèves. En plus, il n'y a pas de compétition forcée entre les participants. Ce qui est appréciable. En fait, le seul problème que je rencontre parfois, c'est en cours, avec le professeur de marketing. Ce n'est pas toujours évident, pour une Américaine, de saisir toutes les subtilités de l'argot français... »

Le Groupe HEC

L'Institut Supérieur des Affaires est une des institutions d'enseignement du Groupe HEC, au cœur des 18 hectares du campus de Jouy-en-Josas (Yvelines), à 20 kilomètres de Paris. Créé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, et placé sous la responsabilité d'un directeur général, M. Michel Fauchet, le Groupe HEC accueille chaque année plus de 1500 étudiants et près de 4000 stagiaires en formation continue. Ses institutions d'enseignement sont dirigées par M. Jean-Louis Scaringella.

Doyenne et fleur de celles-ci, fondée en 1881, l'Ecole des hautes Etudes Commerciales (HEC) forme, avant toute expérience professionnelle, l'élite des étudiants aux carrières de management et des affaires. La filière « International Track » permet de suivre la formation de HEC en langue anglaise.

Aux côtés de HEC et de l'ISA, le Groupe HEC comprend aussi les masters spécialisés HEC, qui offrent à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur de se former dans des domaines spécifiques, tels la finance internationale, le marketing quantitatif... Le Doctorat HEC prépare aux métiers de la recherche et de l'enseignement des sciences du management et ouvre à la triple car-

rière de professeur, de chercheur et de consultant. HEC Management organise les programmes de formation continue à destination des cadres supérieurs et des dirigeants d'entreprises.

La faculté du Groupe HEC comprend une centaine de professeurs permanents, et quelques cinquante maîtres de conférences et chargés de cours, praticiens du monde des entreprises. Par ailleurs, les élèves disposent d'une

Pour tous renseignements, écrivez ou téléphonez :
Groupe HEC
Institut supérieur des affaires
78351 Jouy-en-Josas Cedex France
Tél. : (1) 39-67-73-79
(1) 39-67-73-82

bibliothèque informatisée de plus de 50 000 ouvrages, de 700 périodiques en libre accès, de nombreux laboratoires de langues, d'un parc informatique de 350 micro-ordinateurs et d'une régie audiovisuelle. Des installations sportives très complètes permettent enfin l'accueil de nombreuses compétitions.

السلامة

dans les entreprises

Le pavé des grandes écoles

Le directeur de l'Ecole centrale aimerait que les entreprises participent davantage à la formation des élèves ingénieurs

«**R**ACKET change, dit-il intérieurement. Aucun terme n'a paru trop violent pour fustiger l'initiative fort contestée prise voici quelques mois par M. Daniel Gourisse, directeur de l'Ecole centrale et président de la Conférence des grandes écoles. Les entreprises recevant des centraux en stage étaient invitées non seulement à rémunérer les étudiants, ce qui est la règle, mais à verser également un « petit cadeau » à l'école elle-même, à savoir 5 000 francs par personne. En cas de refus, l'entreprise serait boycottée par l'école : pas d'argent, pas de stagiaires !

Ce fut un beau tollé dans le petit monde de ceux qui sont responsables des rapports avec les écoles au sein des entreprises. En fait, M. Daniel Gourisse voulait, dit-il, lancer un pavé dans la mare et attirer l'attention sur un problème délaissé : le financement de nos prestigieuses grandes écoles.

Sortis du giron des classes préparatoires pour entrer directement dans des campus durs, performants sur le plan intellectuel, ces brillants étudiants doivent se confronter aux réalités de l'entreprise. Souvent très jeunes, ils n'ont pas forcément de projet précis. Il est essentiel pour eux de découvrir, à travers les stages en entreprise, la réalité concrète d'un métier et d'un milieu professionnel. L'un d'eux a découvert que « la recherche n'est pas l'industrie, la finance n'est pas la production ».

D'où la multiplication des stages « pour voir ». Saturées de demandes, les entreprises ne veulent plus guère des stages courts de quelques semaines, voire quelques jours. De Matra à Thomson en passant par BSN ou Alcatel, elles sont unanimes : les étudiants qui viennent en observateurs, c'est inutile et encombrant. Trois à quatre mois semblent une durée minimale pour que l'entreprise ait à cœur d'accueillir le stagiaire comme il convient et pour que celui-ci ait l'impression de participer pleinement à la vie de l'entreprise et en tirer profit. « Le tiers de nos recrutements de cadres se fait parmi les gens qui ont effectué un stage chez nous », affirme-t-on chez Matra. « C'est dire si c'est important. Sur six cents stagiaires par an, nous en embauchons deux cents ».

RUPTURE. Certaines écoles, et elles sont devenues de plus en plus nombreuses, pratiquent le stage en alternance. L'école des Ponts et Chaussées fait figure de précurseur. Depuis dix ans, les élèves ont la possibilité, après la deuxième année, de partir un an en entreprise, avant de revenir terminer leur cursus. La moitié choisissent cette rupture. Elle leur permet sans aucun doute, leur permet de savoir de quoi on parle et d'élaborer leur projet d'avenir en connaissance de cause.

Pour M. Daniel Gourisse, « l'entreprise doit participer à la formation de ses futurs cadres, c'est son intérêt bien compris ». Les actions de partenariat ne lui

apparaissent pas encore suffisantes. Mais les entreprises se retranchent derrière le versement de la taxe d'apprentissage (0,6 % de la masse salariale, soit chez Thomson 21 millions de francs). Or, 60 % de cette taxe vont dans l'escarcelle des grandes écoles.

En réalité, ce que personne n'ose dire à voix haute, mais ce que chacun pense tout bas, c'est qu'il est temps que les étudiants des écoles d'ingénieurs participent au financement de leurs études, tout comme ceux des écoles de gestion et de commerce. « Trente mille francs par an, compte tenu des situations qu'ils ont dès leur entrée dans la vie active, ce n'est pas scandaleux », affirme M. Jacques Benayon chez Thomson.

M. Bruno Dufour, directeur de l'Ecole supérieure de commerce de Lyon, propose un cofinancement de l'Etat, des étudiants et des entreprises. Ces derniers ont pourtant l'impression d'être souvent sollicités pour sponsoriser telle ou telle activité associative. M. Daniel Gourisse, lui, demande carrément aux entreprises qui veulent des centraux de subventionner les options de troisième année : 50 000 francs l'option. Aux Ponts et Chaussées, on se déclare très réticent sur ces méthodes. « Nous souhaitons garder notre indépendance, dépendre des entreprises leur confère des droits ».

Liliane Delwasse

« Un crédit d'impôt pour les entreprises »

Un entretien avec M. Dominique de Calan, directeur de la formation à l'Union des industries métallurgiques et minières

« Les stages en entreprise se multiplient aujourd'hui à tous les niveaux d'études et dans toutes les branches d'activités. Avez-vous chiffré l'importance de ce phénomène pour les entreprises ? »

« L'ampleur de ce phénomène est très difficile à chiffrer. Si l'on prend le seul exemple des bacheliers professionnels, on prévoit 130 000 bacheliers en l'an 2000 pour cette filière, c'est-à-dire 250 000 jeunes au total en première ou en terminale. Or il est prévu seize semaines de stage obligatoire sur deux ans, soit l'équivalent de 500 000 mois/stages pour le seul bac professionnel. Et il faut ajouter à cela les stages obligatoires du premier cycle court (BTS, IUT...), ceux des grandes écoles, MST, DESS, DEA... et ceux souhaitables, mais non obligatoires, des bacheliers techniques. »

« Devant l'ampleur de ce phénomène, j'ai demandé au Haut Comité éducation économie de réaliser un chiffrage indiscutable distinguant les stages obligatoires des séquences éducatives. J'évalue, pour ma part, le volume de ces stages obligatoires en l'an 2000, à plus ou moins 1,5 million de mois/stages. Et ce, sans compter les stagiaires issus de l'apprentissage, des formations en alternance ou des plans de retour à l'emploi... »

« L'importance prise par ces stages avait-elle été anticipée par les entreprises ? »

« Cette croissance n'a surtout pas été précisée avec les entreprises. Si les prévisions relatives au volume de diplômés semblent correspondre aux besoins exprimés et si nous sommes d'accord avec la pédagogie dispensée, les branches professionnelles n'ont pas été consultées sur l'implantation de ces nouveaux baccalauréats. On pourrait engager une négociation

sur ce thème, à charge pour nous de réfléchir à l'amélioration de nos propres capacités en la matière. »

« D'une façon générale, il s'agit aujourd'hui de discuter, et même de négocier, avec l'éducation nationale cette montée en régime des stages qui doivent être conçus afin d'en faire de véritables sessions de formation. Nous allons autrement vers un échec, car les entreprises ne pourront pas accueillir intelligemment les stagiaires si elles n'ont pas, par exemple, la possibilité de répartir ces sessions sur toute l'année. Pourquoi ne pas envisager de décaler certains cycles de formation par le stage et adapter dans ce sens la pédagogie ? A terme, l'éducation nationale devra d'abord tenir compte du calendrier de l'entreprise avant d'établir le sien. Mais, pour l'instant, nous devons examiner ensemble les contraintes objectives de part et d'autre, et nous sommes prêts à nous engager sur cette voie. »

« Quel impact la présence de tous ces stagiaires a-t-elle sur l'organisation du travail ? »

« Nous sommes à la limite de la saturation, si j'en crois les signaux qui me remontent du terrain. Il ne faut pas oublier que l'entreprise est là pour produire avant d'être là pour éduquer. Lorsque les stages sont, de plus, mal préparés, ils perturbent fortement la marche de l'entreprise. Dès lors que nous serons amenés à travailler sur l'organisation de ces stages, nous devons assurément mieux former nos entreprises et notre personnel dans ce sens. Mais l'accueil des stagiaires coûte du temps, donc de l'argent... Ne devrait-on pas aussi considérer que l'entreprise qui fait cet effort rend service à la collectivité et qu'il faudrait l'encourager financièrement ? Nous pourrions, par exemple, réfléchir ensemble sur le principe d'un crédit d'impôt susceptible de stimuler une entreprise qui respecterait un cahier des charges préétabli. »

« Que pensez-vous du développement du tutorat des stagiaires en entreprise ? »

« Je suis tout à fait favorable à ce que les personnes qui prennent en charge ces jeunes bénéficient d'une formation adaptée. Mais ces tuteurs ne devraient pas pour autant avoir l'obligation de passer un diplôme. Il ne faudrait pas, en outre, appliquer les mêmes règles dans une PME de 10 personnes et dans une entreprise de 100 000 salariés. Nous réfléchirons à des certifications paritaires et à la mise sur pied de formations reconnaisant les aptitudes à enseigner au sein de l'entreprise et à l'extérieur. Mais je ne suis pas du tout convaincu que cela devra forcément aboutir à l'adoption d'une nouvelle législation. »

« Quelles autres adaptations souhaiteriez-vous voir aboutir pour mieux absorber la multiplication de ces stages ? »

« Nous souhaitons avant tout que les mentalités évoluent et qu'elles prennent en considération le fait qu'une entreprise qui s'engage à former des stagiaires de qualité rend un service à la nation. L'entreprise ne doit pas s'arrêter pour former ces jeunes, et il est nécessaire de tenir compte de ses contraintes. Il y a là matière à mettre en œuvre de façon concrète de nouvelles relations école-entreprise. »

« Ce dialogue avec l'éducation nationale est-il d'ores et déjà engagé ? »

« Sur le plan local, il se passe déjà plus de choses qu'on ne veut bien le dire. L'éducation nationale est, pour sa part, consciente de la nécessité de ce dialogue et je suis persuadé que nous aurons dans le courant de l'année de nouvelles bases de discussions. »

Propos recueillis par
Valérie Devillechabrolle

L'intégration prometteuse des BTS

Les techniciens sont très prisés des entreprises qui souhaitent cependant que les périodes de stage soient harmonisées

«**Q**U'ATRE- VINGTS pour cent des étudiants qui veulent travailler restent dans l'entreprise où ils ont fait leur stage », constate Dominique Gascon, responsable du département informatique de l'IUT de Paris. « Ce sont souvent des stages de pré-embauche, et nous recevons en moyenne trois offres de stage par étudiant ! » Pour ces futurs analystes-programmeurs, le passage dans le monde du travail s'effectue sans problème. Le stage de fin d'études est une passerelle idéale. D'une durée de dix semaines, il se déroule à la fin du cursus de l'IUT, en seconde année d'études, d'avril à mi-juin. « Dans l'ensemble, les étudiants sont agréablement surpris, note Dominique Gascon. Ils n'ont pas confiance en eux au départ, et ils s'aperçoivent soudain que l'univers de l'entreprise n'est pas aussi effrayant qu'ils le croyaient ! »

Pourtant, de moins en moins d'étudiants restent dans l'entreprise où ils effectuent leur stage. C'est que la conjoncture est favorable aux jeunes techniciens supérieurs de l'industrie. On se les arrache, à tel point qu'ils ont pris l'habitude de faire la fine bouche. Evario, la moitié des titulaires du DUT informatique de Paris poursuivent leurs études en licence, en MIAGE (maîtrise d'informatique appliquée à la gestion) ou font une troisième année de formation technico-commerciale en alternance. « On leur démontre qu'il est aussi intéressant pour leur carrière de travailler tout de suite après le DUT que de poursuivre des études, mais nous avons du mal à nous faire entendre », affirme Dominique Gascon. Et quand ils ne contiennent pas, ce sont les parents qui viennent nous le reprocher ! En dépit des cris d'orfraie du ministère de l'Éducation nationale et des industriels en manque de main-d'œuvre qualifiée, comment reprocher à un jeune technicien

supérieur de vingt ans de vouloir devenir cadre ?

STAGES PLUS LONGS. A l'image de leurs collègues des IUT, les élèves de STS (sections de techniciens supérieurs) à options industrielles n'ont aucun mal à trouver un stage de six à huit semaines. Mais eux l'effectuent en fin de première année, car ils doivent passer l'examen du BTS en fin de seconde année. « De plus en plus, les entreprises nous réclament des stages plus longs, d'une durée de deux mois, car le premier mois sert surtout d'initiation », affirme Claude Tyssier, chef de travaux au lycée technique Diderot, à Paris.

Les stages se déroulent généralement durant les mois de juin-juillet, les stagiaires remplaçant ainsi les ouvriers partis en congés. Certains sont rémunérés à hauteur du SMIC, voire plus. A la fin du stage, ils reçoivent parfois une proposition alléchante de l'entreprise. « J'ai déjà eu à me battre pour que des élèves n'arrêtent pas leurs études et fassent leur seconde année. Car, tout de même, le BTS les situe dans l'entreprise. Ils sont embauchés à 10 000 francs bruts et ils peuvent passer cadre au bout de dix ans », ajoute Claude Tyssier qui a reçu depuis le début de l'année mille offres d'emploi pour 240 élèves.

Là aussi, une part croissante des diplômés sont tentés de poursuivre leur scolarité, d'autant que le lycée Diderot a ouvert une classe préparatoire Math Spé réservée à des BTS. Les meilleurs intègrent par ce biais les grandes écoles. D'autres peuvent désormais continuer une troisième année en alternance en se spécialisant en conception de produits industriels (CPI) adaptés à la carrosserie. A la demande de Renault, qui manque de dessinateurs industriels, seize élèves suivent une formation supplémentaire au lycée, complétée d'un stage longue durée à l'ex-Régie. « On s'aperçoit que deux années d'études sont tout à fait nécessaires, et le fait d'avoir un stage longue durée en année complémentaire permet de faire une

adaptation à l'emploi », plaide le chef des travaux du lycée Diderot.

Pour les bacheliers professionnels, en revanche, la recherche du stage est plus difficile. Pour cette nouvelle formation instaurée en 1986 et en pleine croissance (14 554 diplômés en 1989, 23 955 en 1990), l'éducation nationale avait prévu une organisation des stages singulièrement compliquée : deux périodes de quatre semaines en première année, autant en seconde année. Constatant une démobilité des élèves toujours à cheval entre l'école et l'entreprise, Christian Royer, responsable des stages au lycée polyvalent de Massy-Vilgénis dans l'Essonne, a regroupé les deux périodes en un seul stage de deux mois. Il rencontre toutefois des difficultés pour caser chaque année 48 classes de bacs « pro », et d'autant que les entreprises préfèrent prendre des BTS, à choisir...

DÉCOURAGEMENT. Cette multiplication des formules de stage tend à décourager certaines entreprises. Au service après-vente de Canon, Gilles Cruveillier affirme qu'il « prendra moins de stagiaires l'an prochain » : « Les établissements scolaires n'harmonisent pas les dates de stage, et nous manquons de parrains pour les former. » Canon France a préféré ouvrir un centre de formation en alternance fonctionnant avec des contrats de qualification.

Malgré les difficultés de placement, Christian Royer estime que les stages sont « très positifs. On a démythifié l'entreprise », dit-il, tout en déplorant « l'inadéquation entre le niveau d'évaluation que demande l'éducation nationale et la réalité de l'organisation du travail dans les PME qui sont notre cible. » Quoi qu'il en soit, le recrutement des bacs pro est assuré. « Il n'y en a aucun sur le carreau ; en production, nous avons même douze offres d'emplois non satisfaites ! »

Laurent Marcollo

Proches, bien payés, intéressants

ILS sont 125 000 étudiants en première année de BTS ou au début de leur cursus de techniciens supérieurs à chercher chaque année un stage en entreprise. Pour ceux qui ont la chance d'en avoir un, le parent ou un ami bien placé dans une entreprise, le piston fait toujours recette. Mais les autres doivent faire preuve d'imagination. Les uns se renseignent auprès d'anciens élèves, d'autres contactent l'agence d'interim qui leur a fourni un travail l'été précédent ou bien les sociétés dont ils ont déjà été les stagiaires, pour la brevet de techniciens par exemple. Il y a aussi ceux, déjà très organisés, qui feuillettent leur carnet d'adresses d'entreprises rencontrées lors de forums.

Parmi leurs premiers critères : la proximité du domicile familial, afin d'éviter les frais de logement ou les temps de trajet trop longs. Pour David, aujourd'hui en deuxième année de BTS au lycée technique Diderot à Paris et résidant à Maux (Seine-et-Marne), il n'était pas question, pendant le stage de fin de première année, d'endurer des heures de transport en commun quotidiennes. A deux pas de chez lui se trouve une zone industrielle. David s'y aventure. « J'ai vu par les fenêtres d'une entreprise de mécanique générale qu'il y avait un bureau d'études. Je suis entré. »

L'hôte d'accueil le dirige alors vers le chef du personnel. Coup de chance : l'entreprise a déjà accueilli des stagiaires de Diderot. Les profs donnent leur accord. Outre l'intérêt pédagogique du stage et la proximité du domicile, une surprise attend David au fin de stage : un chèque de 3 000 francs...

TIMIDITÉ ET NÉGOCIATION. La question de l'indemnité préoccupe bon nombre d'étudiants, du moins en région parisienne, où la pratique est courante. Le sujet est néanmoins, par timidité, rarement abordé lors de l'entretien. D'où quelques déceptions au fin de stage. Loïc, lui aussi à Diderot, n'a rien touché. Pour pouvoir tout de même offrir des vacances, il demanda à travailler en juillet. L'entreprise lui offra royalement 1 800 francs. Loïc refuse. Avec l'appui du chef du bureau d'études, il obtient le SMIC. La négociation s'apprend vite...

Certains établissements proposent eux-mêmes à leurs étudiants une liste de stages dans des entreprises avec lesquelles ils ont établi des relations de confiance au cours des années. Une sécurité qui ne suffit pas à calmer l'inquiétude des étudiants de la région parisienne de ne pas trouver un stage qui leur convienne. A l'IUT de Ville-d'Avrey (Haute-de-Seine), c'est l'angoisse parfois un an avant le stage de fin

d'études. « Il faut sans cesse les rassurer », commente M. Michel Rigourd, directeur du département génie mécanique et productique. Sans cesse aussi les conseiller, car ils ont tendance à délaissier les PME, où les stages peuvent être très intéressants, au profit des entreprises connues. « Un problème rare en province. A l'IUT de Rodez (Aveyron), par exemple, les étudiants, qui espèrent bien, plus tard, travailler au pays, n'hésitent pas à aller vers les PME, qui constituent l'essentiel du tissu industriel de la région. »

Pourtant, une minorité d'entre eux préfèrent trouver eux-mêmes leur stage. Une occasion eue par l'IUT d'élargir son réseau d'entreprises. Sylvie, qui habite dans l'Est parisien et étudie dans un IUT des Hauts-de-Seine, a choisi cette option. « Tous les stages qu'on me proposait se trouvaient à plus de 80 kilomètres de chez moi. »

Dernière étape : se présenter à l'entretien, souvent le premier vrai contact avec le monde du travail. « Au début, j'étais bloqué, à la fois excité et impressionné d'avoir affaire à quelqu'un qui a une importance sociale », avoue cet étudiant en première année de BTS au lycée de Felletin (Creuse). Aujourd'hui, se convention de stage est éignée. Quel soulagement !

Francine Alzievid



PARIS

Les 15, 16 et 17
janvier 1991

Unesco
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

Accès libre
et gratuit

Renseignements :
Tél. : (1) 47-00-59-24
du lundi au vendredi
de 9 h à 13 h

3 jours pour éclairer votre avenir professionnel :

Mardi 15 janvier :

Les assises de l'emploi : partager l'expérience

- 8 h 45 : accueil des participants
- 9 h 00 : ouverture par André Fontaine, directeur du journal *le Monde*
- 9 h 15 : introduction par Jean-Marie Dupont, directeur de la communication du *Monde* :
« Il y a dix ans, les années 90... »
- 9 h 45 : « La gestion prévisionnelle de l'emploi : de 3 ans à 15 jours »
 - Dominique Thierry, délégué général de Développement et Emploi
 - Jean-Claude Cros, directeur des relations du travail du groupe Thomson
 - Xavier Stefani, directeur des Ressources humaines de Cap Sesa
 - Giorgio Ferretti, General manager de la Banca Commerciale Italiana
 - Vincent Merle, consultant chez Bruhnes Consultants
- 11 h 30 : « Y a-t-il encore des partenaires sociaux ? »
 - Pierre Guillen, vice-président, délégué général de l'UIMM
 - Jean-François Colin, directeur des Ressources humaines de la SNCF
 - Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL
 - Yves Lasfargue, directeur du centre de recherche de l'IFG
 - Zigmund Tyszkiewicz, secrétaire général de l'UNICE
- 14 h 30 : « Les cohabitations dans l'entreprise : les jeunes et les anciens, les diplômés et les professionnels »
 - Jean-Emmanuel Combes, associé, directeur des Ressources humaines de Price Waterhouse
 - René Lasserre, secrétaire général du CIRAC
 - Thierry Leroy, directeur des Ressources humaines des AGF
 - Guy Malhouitre, directeur adjoint à la direction du personnel et des affaires sociales de EDF
- 16 h 00 : Pause
- 16 h 15 : « Les ressources humaines et le recrutement dans le cadre des fusions-acquisitions »
 - Nicolas Bühler, directeur général adjoint de Bossard Consultants
 - Christian Brière de la Hosserye, directeur des Ressources humaines de Bull
 - Yves Barou, directeur des Ressources humaines de Rhône-Poulenc - RORER
 - Michel Combe, directeur des Ressources humaines du groupe Concept
 - Martine Bidegain, directeur des Ressources humaines du groupe Thomson.
- 17 h 45 : Conclusion

Entrée sur invitation

Mercredi 16 et jeudi 17 janvier :

Les Tribunes des entreprises :

- AGF : des métiers et des styles
- APPLE : l'entreprise apprenante, du développement de l'individu au développement de l'entreprise
- BOSSARD CONSULTANTS : réussir dans le conseil : Bossard Consultants, groupe européen leader, présente un métier d'ouverture
- Groupe BULL : des carrières européennes pour un défi mondial
- CJDES : entreprendre pour des idées, travailler pour la solidarité... l'économie sociale (Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale)
- CRÉDIT LYONNAIS : la diversité des métiers dans un groupe financier international
- EDF et GDF : deux entreprises à dimension internationale
- ELF AQUITAINE : se préparer aux métiers de demain dans un grand groupe industriel
- FRAMATOME : les technologies de l'essor, de la maîtrise du changement au développement des compétences
- FRANCE TÉLÉCOM : les profils du changement
- GEC ALSTHOM : nos métiers font avancer le monde ; avec vous, nous ferons mieux encore
- HEWLETT PACKARD : gérer la complexité, exigence et plaisir

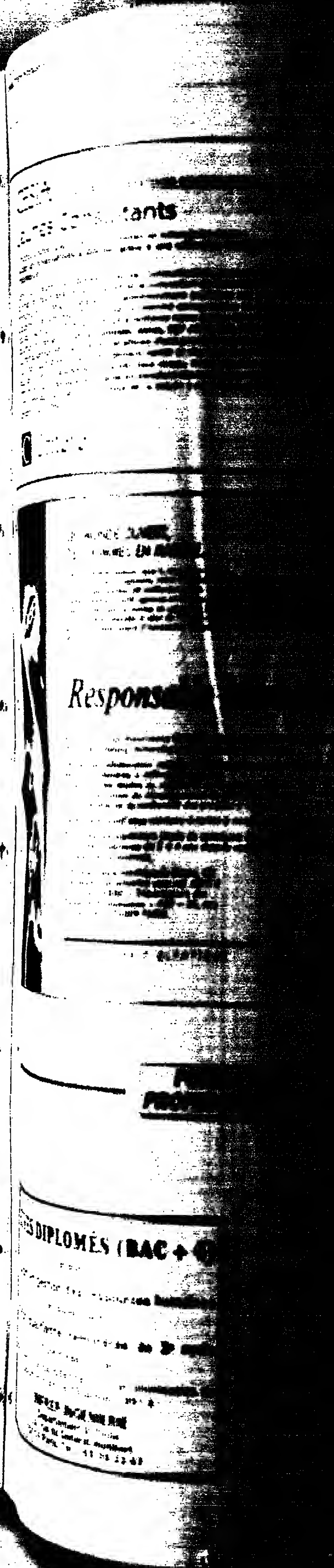
- Banque INDOSUEZ : l'opportunité de devenir expert dans une banque d'affaires internationale
- LAFARGE COPPÉE : la place des commerciaux dans l'industrie
- PRICE WATERHOUSE : qualla Europe dans la gestion des hommes ?
- PROMODES : la gestion des cadres à haut potentiel : l'apprentissage du management
- RHÔNE-POULENC : un groupe de 94 000 entrepreneurs ; l'éthique de Rhône-Poulenc dans la gestion des Ressources humaines
- SCHLUMBERGER : 50 000 personnes de 90 nationalités dans 100 pays ; la place des hommes dans la gestion globale de l'entreprise
- SLIGOS : LES HOMMES : facteur de succès d'une société de services performante et innovatrice
- SNCF : une gestion efficace des hommes, pour entreprendre et s'investir dans des projets ambitieux
- SNECMA : être ingénieurs et techniciens aujourd'hui dans l'Aéronautique et l'Espace, pour quelles aventures du futur ?
- THOMSON : gestionnaires des cadres, une nouvelle fonction au service du développement des carrières
- TOTAL : pratiquer la gestion des ressources humaines à l'échelle internationale : la place de l'expatriation dans la carrière.

Les Forums de l'emploi :

- Les débats des universités et des écoles :
 - « Université-entreprise : la réconciliation » animé par Frédéric Gausson, responsable du *Monde Initiatives*
 - « La dimension européenne dans la formation » animé par Frédéric Gausson, responsable du *Monde Initiatives*
 - « Quelles réponses aux besoins de la formation continue ? » animé par Jean-Marie Dupont, directeur de la communication du *Monde*
 - « Les Bac + 2 » avec la participation de la MNEF, animé par Catherine Bédaride, rédactrice en chef adjointe du *Monde de l'éducation*
- Les débats SVP apporteront des réponses concrètes aux cadres et responsables des PME-PMI sur :
 - « Pourquoi choisir une PME-PMI pour faire carrière ? »
 - « L'expatriation »
- L'APEC, avec un débat sur le thème suivant : « Et si les cadres expérimentés avaient quelque chose à apporter aux entreprises ? »

Les portes de l'Action :

- Préparer l'avenir : 6 conseillers d'orientation seront présents pour aider les étudiants à mieux connaître les formations qui existent afin de préparer leur avenir
- Le kiosque aux stages : le CDTE et la MNEF proposent un kiosque spécialement consacré aux stages en entreprise pour toutes les formations et dans tous les domaines.
- Les conseils des experts aux cadres : pour les cadres ayant déjà une expérience professionnelle de 3 ans, des consultations individuelles et gratuites seront offertes par les cabinets de recrutement, sous l'égide du SYNTEC et de la Chambre nationale syndicale des conseils en recrutement.
- 36.15 LM : mercredi 16 et jeudi 17, de 9 heures à 19 heures, *le Monde* met à votre disposition son service télématique emploi pour :
 - laisser votre CV aux entreprises qui animent une tribune.
 - consulter toutes les offres d'emploi parues dans *le Monde* depuis un mois.



professionnel :

Jeune 150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

... Le Monde • Mercredi 9 janvier 1991 IX

CESIA CONSEIL EN SYSTEMES D'INFORMATION

Jeunes Consultants

Participez à notre développement et mettez en action notre devise : "Aider les organisations à évoluer grâce à une utilisation intelligente des techniques de l'information".

Conseil en Systèmes d'Information et de Communication, nous sommes spécialisés dans les schémas directeurs stratégiques, l'audit et la conception de Systèmes d'Information et les études d'organisation correspondantes. Des administrations publiques aux grandes entreprises, nous déployons une stratégie offensive sur un marché concurrentiel. La forte croissance de notre activité (+ 40% en 1990) nous conduit à renforcer notre équipe de consultants. Vous êtes jeunes diplômés de grandes écoles (X, Centrale, Mines, SUP AERO, ESE, HEC, ESSEC...), vous possédez des connaissances informatiques et bénéficiez d'une première expérience professionnelle réussie. Vous avez l'esprit d'entreprise, un jugement rapide et sûr, vous savez vous adapter, vous avez le goût des interventions stratégiques à très haut niveau. Notre structure en pleine expansion vous offre une évolution rapide et motivante en travaillant dès le début sur des projets d'envergure. Merci d'adresser votre candidature sous réf. A.300.91 à notre Conseil Critère - 4, rue du Général Lanrezac - 75017 Paris



UN MONDE OUVERT, DES HOMMES EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons, notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidés dont près de 25 % d'International, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays. Mais nous savons que la route en avant est faite de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Responsable Marketing

Notre Direction Assurances Collectives (prévoyance, retraite, garantie des emprunteurs) recherche son responsable Marketing.

En étroite collaboration avec les différents secteurs de la Direction, vous interviendrez à différents niveaux :

- le suivi des études de marché et de la concurrence,
- la coordination du développement de produits nouveaux,
- le contrôle de la conformité des produits à la stratégie.

Ce poste évolutif vous conduira à terme à manager une petite équipe.

De formation supérieure (école de commerce ou de gestion), vous avez une expérience de 2 à 4 ans dans le marketing de services ou le business to business.

Adressez votre candidature (lettre, C.V., rémunération actuelle) sous réf. M2G d'Christine LABBE - Département des Ressources Humaines - AGF - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



FORMATION PROFESSIONNELLE

JEUNES DIPLOMÉS (BAC + 4)

devenez :

consultant en gestion des ressources humaines

en suivant une

formation qualifiante rémunérée de 3^e cycle

d'une durée d'un an

Adressez lettre de candidature, C.V. et photocopies de diplômes avant le 19 janvier 1991 à :

INFREP INGENIERIE

Département 3^e Cycle
14, rue du Général-Humbert
75014 Paris. Tél. : 45-39-22-47.

RESPONSABLE EN COMMUNICATION RESEAUX CABLES - ENTREPRISES STAGE POUR demandeurs d'emploi

1100 heures dont 320 heures de stages en entreprise du 18 février 1991 au 15 septembre 1991.

Formation professionnalisante.
Niveau requis : Bac + 3 (reconnaissance des acquis professionnels).
Possibilité de rémunération pour les personnes ayant déjà travaillé.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
UNIVERSITE PARIS 8 Formation permanente
2 rue de la Liberté 95526 St Denis Cedex 02

TEL : 49.40.85.50

DIRECTEURS DE PERSONNEL, RESPONSABLES DE RECRUTEMENT

PARTICIPEZ AUX JOURNÉES DE SENSIBILISATION A LA GRAPHOLOGIE
1^{er} semestre 91 : 24 janvier, 14 mars, 30 mai (autres dates possibles sur demande, notamment pour des journées au sein de l'entreprise)

Michel MORACCHINI, assisté d'Anne DIVOUX
Renseignements et inscriptions : 47.04.38.39
22 bis, rue des Belles-Feuilles - 75116 PARIS

MEMBRE

F i n a n c e

La performance telle que vous l'imaginez

CONSULTANTS

X, CENTRALE, HEC, MBA

Groupe de Conseil en management (100 consultants), nous mettons notre imagination au service des Directions Générales de grands groupes financiers et industriels.

Notre objectif est d'accroître leurs performances en les assistant dans la définition et la réalisation de leurs choix essentiels.

Si vous possédez une expérience réussie de 2 à 4 ans en cabinet conseil ou dans une institution financière...

Si la performance des institutions financières, banques, sociétés de bourse ou compagnies d'assurances, dans les domaines du contrôle de gestion, des systèmes d'informations, de l'organisation de back-office ou de la gestion de trésorerie, n'a plus de secret pour vous...

Si face à des problématiques précises et variées, vous imaginez des solutions créatives, pertinentes et réalisables rapidement...

Si vous vous investissez totalement dans un projet, de sa conception à sa mise en œuvre, avec un sens aigu des résultats et dans le respect des objectifs...

Si vous vous épanouissez dans le travail en équipe, la réflexion, l'autonomie et l'initiative...

Alors nous sommes faits pour nous rencontrer ! Nous relèverons ensemble des défis à la hauteur de votre imagination.



EUROGROUP
CONSULTANTS

Merci d'adresser votre dossier de candidature à José Florentin, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois-Perret.

EUROGROUP : VOCATION CONSEIL

DIRECTEUR REGIONAL

■ Notre groupe représente aujourd'hui 8 Milliards de C.A. et 35 000 personnes, et notre activité restauration collective nous positionne parmi les leaders mondiaux de ce secteur.

■ Entreprises, établissements scolaires et hospitaliers ; nos domaines d'intervention sont multiples et constituent autant d'opportunités de devenir un véritable entrepreneur.

■ Dans le cadre du fort développement, d'une de nos filiales, nous recherchons un Directeur Régional.

■ Rattaché au Directeur Général et membre du comité de direction, vous prendrez en charge le développement de nos activités restauration collective sur une de nos régions.

■ En véritable manager de centre de profit, vous définirez et piloterez la politique commerciale, superviserez le contrôle budgétaire et animerez vos équipes.

■ A 30/35 ans, votre formation supérieure (ESC, gestion...) ainsi que votre expérience du management et de la gestion vous incitent à exploiter pleinement votre goût des contacts de haut niveau et votre désir d'entreprendre.

■ Pour ce poste basé en province, merci d'adresser CV + lettre manuscrite + prétentions sous réf. LM2DRE à SODEXHO, Brigitte HUG, BP 67, 78185 SAINT-QUENTIN-EN-YVELYNES Cedex.



SODEXHO
La co'work les hommes.



Conseil Régional de Haute-Normandie

RECRUTE selon conditions statutaires LE DIRECTEUR DU FONDS REGIONAL D'ART CONTEMPORAIN

Profil :
- Parfaite connaissance de l'art ;
- Sens de la communication et des relations humaines ;
- Qualités d'organisation et d'animation ;
- Grande disponibilité.

Fonctions :
- Participation, au sein du Comité technique, à la constitution et au développement des collections dans le cadre des grandes orientations artistiques définies par le Conseil d'administration, à savoir, notamment :
• le verre contemporain ;
• le livre d'artiste ;
• l'art anglo-saxon ;
• les artistes régionaux.

- Elaboration d'une politique de diffusion sur la base d'un projet culturel régional en matière d'arts plastiques.
- Mise en place d'un réseau de correspondants du F.R.A.C. et développement d'un partenariat régulier avec les musées, les établissements culturels et les établissements d'enseignement de la Région.
- Conservation des collections, étude scientifique des œuvres, publications liées à l'activité du F.R.A.C.

Le candidat devra avoir réfléchi aux possibilités d'évolution du F.R.A.C., compte tenu, notamment, de l'importance croissante des collections, de l'absence de structure réellement consacrée à l'art contemporain en Haute-Normandie, et du projet en cours d'étude au niveau de la Région de création d'un Institut européen du verre : il devra, à partir de ce contexte, élaborer un programme précis et cohérent pour le F.R.A.C. de Haute-Normandie ainsi qu'un schéma de fonctionnement pour l'avenir, le souci étant de conserver le caractère ouvert et léger de la structure.

Adressez C.V. + photo accompagnés d'une lettre motivée à :
M. le président du Conseil régional de Haute-Normandie
Service du personnel
25, boulevard Gambetta
R.P. 1129
76174 ROUEN CEDEX
Tél. : 35-52-56-20

Le Monde Cadres

Alusuisse France
Produits Industriels S.A.



Filiale d'un groupe Multinational, en pleine expansion, nous sommes 3ème producteur français de profilés d'aluminium. Notre usine performante et automatisée, située à 150km au Sud de Paris, regroupe 580 personnes. Nous recherchons

Ingénieur

type INSA, ENSI, ENL...

à dominante Mécanique ou Métallurgique

Vous avez acquis une première expérience industrielle. Vous souhaitez intégrer une entreprise dynamique, favorisant les promotions internes et pratiquant un management participatif. Vous recherchez un cadre de vie agréable : venez nous rejoindre à Saint-Florentin (Yonne).
Votre mission : durant une période d'un an, assister d'un dessinateur projeteur et reporteur au Directeur de Production, vous mettez en oeuvre le projet d'agrandissement de notre Usine tant pour la partie gros oeuvre que pour la partie équipements.
Après la mise en service des différents équipements, votre fonction évoluera vers des responsabilités d'Ingénieur de Fabrication, vous conduisant à assurer l'exploitation des équipements très importants que vous aurez mis en place (extrusion de profilés aluminium).

Notre Conseil Danielle Jalbert, vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3415B



65, Avenue Kléber 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Marketing Direct Business to Business

CONSULTANT CONFIRME

Paris

Notre société est l'une des plus réputées en France dans l'élaboration et la réalisation de programmes de marketing direct business to business.

Nos clients, dans de grandes entreprises ou des PME leaders sur leur marché, sont élus-membres de praticiens des bases de données, du mailing, du mailing groupé, du téléphone utilisés pour qualifier, prospecter, vendre aux entreprises.

Nos clients attendent de nous une expertise affirmée de leur stratégie actuelle et des recommandations pertinentes pour un redéploiement de leurs méthodes et de leurs actions commerciales.

Nous recherchons également un homme d'expérience âgé de 35 à 40 ans environ, ayant acquis, en entreprise, une solide pratique de tous les aspects du marketing direct et de la communication business to business.

Flair intellectuel, capacité à s'exprimer brillamment par écrit et oralement, autonomie, sens de l'efficacité sont des atouts majeurs.

Au sein d'une structure créative et exigeante, le candidat bénéficiera de contacts variés au plus haut niveau, d'une fonction et d'une rémunération réellement motivantes.

Merci d'adresser votre candidature, CV complété, photo et rémunération actuelle sous réf. 9139 à : LE MONDE PUBLICITE - 5 rue de Valenciennes - 75007 PARIS, qui transmettra. Gestion confidentielle garantie.

FRANCHE-COMTE

Entreprise Industrielle de 600 personnes, fabriquant en très grandes séries des produits sophistiqués (micromécanique et électronique) vendus dans le monde entier, recherche un

Attaché de direction générale à vocation internationale

Après quelques mois qui lui permettront d'appréhender le contexte technologique, structurel et culturel de l'entreprise à travers des missions ponctuelles auprès de ses principaux dirigeants, il fera la preuve de son efficacité en traitant personnellement certains dossiers et poursuivra son action en apportant au Président une collaboration de plus en plus opérationnelle.

De formation supérieure (type HEC, MBA), très sensibilisé aux questions techniques et avec une première expérience dans le domaine

international, il trouvera dans cette opportunité des perspectives d'évolution propres à satisfaire les plus ambitieux, dans une entreprise caractérisée par l'innovation et l'ouverture sur les marchés extérieurs, qui représentent 70 % des affaires.

Les candidats retenus seront invités à rencontrer le Président du Directoire le 12 février, après une première étude confidentielle des dossiers, précisant un ordre de grandeur de rémunération et adressés sous référence 111 à :

josette vanden borre

Chemandra - 01340 Folsiat

La Direction de la "Chambre Individuelle et Gestion Mobilière" de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE souhaite intégrer un Chef de Marché pour sa clientèle d'artisans.

Véritable conseil auprès des artisans, vous jouerez un rôle stratégique en étant chargé :
• d'analyser leurs besoins, de répondre à leurs attentes et à leurs préoccupations en proposant des plans d'action pragmatiques ;
• d'élaborer des études statistiques propres à ce marché ;
• de concevoir et de mettre en oeuvre des outils spécifiques et appropriés.

Homme d'action et de réflexion, votre connaissance du marché des particuliers vous permettra de développer une approche qualitative et ambitieuse, aidée dans cette mission par un chargé d'études.

La spécificité de ce poste nécessite une formation supérieure (BAC + 3/5) et une expérience probante de 3 à 5 ans soit à un poste similaire ou en cabinet de conseil de gestion, soit dans le marketing opérationnel de biens intermédiaires. A 30 ans environ, vous êtes rigoureux, autonome, sans des responsabilités et du conseil, capacités d'écoute et personnalité affirmées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CM à P. TAILLANDIER - Société Générale - Service du recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

PARIS-SUD

1 600 PERSONNES
HAUTE TECHNOLOGIE

Notre société, filiale d'un groupe international très connu, leader dans le domaine des technologies avancées, recherche un

Chargé du recrutement et de l'emploi H/F

Rattaché au Chef des Ressources Humaines d'une unité de 1 600 personnes, vous jouerez, en tant que professionnel du recrutement, un rôle de conseil auprès de nos managers (analyse des besoins, ciblage des postes et des médias, sélection des candidats, entretiens, aide à la décision finale).

Associé à une équipe déjà en place mais autonome dans votre approche, vous développerez tous les moyens nécessaires pour répondre à des besoins d'embauche de 50 à 60 ingénieurs et techniciens par an dont vous serez responsable ; en outre, vous participerez à la gestion de la mobilité interne.

De formation supérieure (Sciences humaines de préférence ou ingénieur), vous avez une première expérience dans la fonction personnel et nécessairement une bonne maîtrise du recrutement, acquise soit en milieu industriel, soit en cabinet. Vous acceptez de perfectionner rapidement votre anglais.

Nous attendons de vous compétence, efficacité, rigueur.

Pratiquant la mobilité fonctionnelle, notre Société pourra vous proposer, à moyen terme, d'autres ouvertures de développement dans notre Groupe.

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo), en précisant la référence 7585 et un numéro de téléphone, à Guy Postel Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Les candidats seront reçus à Paris pour un premier entretien, et leurs dossiers traités avec la confidentialité de rigueur.



Guy Postel

Training manager



à suivre.

Notre réussite, vous la connaissez... : une croissance encore inégalée que COMPAQ France confirme par sa remarquable performance sur le marché exigeant de la micro-informatique. Poursuivre ce succès passe par le renforcement des actions de formation auprès de ceux qui ont permis d'assurer notre croissance, les Revendeurs Agréés COMPAQ.

Rattaché au product marketing manager, le training manager définit et met en oeuvre les différents programmes de formation commerciale : organisation et gestion des trainings, choix et développement de nouveaux cours... Il est d'autre part responsable vis-à-vis du siège américain et du siège international de la coordination des formations commerciales et techniques.

D'une trentaine d'années, de formation supérieure (Ingénieur ou ESC), vous avez une expérience de la formation et vous êtes "branché" informatique. Vos qualités d'animateur, votre enthousiasme formateur ainsi que votre sens de l'organisation vous permettront de structurer votre activité et de la gérer de façon autonome. La connaissance de l'anglais est bien sûr indispensable. Ce poste est basé aux ULIS (91).

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence 1227.90 M, à notre conseil 61 boulevard Haussmann 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

Herberts

Groupe ROCHET

Leader en France sur la machine des petites et moyennes entreprises (C.A. 800 MF, 600 personnes) recherche son :

CHEF DU PERSONNEL

Agé de 35 à 40 ans, de formation supérieure, connaissant la langue allemande, vous avez acquis une bonne expérience dans la gestion du personnel d'une unité industrielle.

Assisté d'un Responsable de l'Administration et d'un Responsable Recrutement / Formation, vous serez directement chargé des relations sociales, du droit du travail, de la gestion des rémunérations.

Homme de relations, vous saurez être à l'écoute du personnel en favorisant la communication et le dialogue dans l'entreprise.

Basé à MANTES LA VILLE (Yvelines), vous aurez en relation étroite avec le Directeur Général responsable des ressources humaines, auquel vous serez rattaché.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à HERBERTS FRANCE SA, Monsieur J. MINSEN - BP 1025 - 78202 MANTES LA JOLIE.

Société de Dimension Nationale
Spécialisée dans le secteur des loisirs
recherche :

DIRECTEUR(S) H/F pour ses établissements de Province

♦ Vous avez une formation commerciale ou de gestion (BAC + 2) et au moins 3 ans d'expérience réussie dans un poste similaire.

♦ Vous serez responsable de la gestion d'une unité économique décentralisée dans le domaine des loisirs.

♦ Homme de terrain, vous voulez vivre un métier passionnant, et votre sens des responsabilités n'est plus à démontrer.

♦ Venez rejoindre une équipe dynamique qui vous aidera dans la réalisation de vos objectifs.

Merci d'adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions sous réf. 934022 à PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET ou taping 3615 PCONTACT.

السلامة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des
Cadres

... La Monde • Mercredi 9 janvier 1991 XI

GROUPE INTERNATIONAL
13.000 personnes, 12 milliards de C.A.
Recherche pour sa principale filiale industrielle et commerciale en France
(1.200 personnes) son :

Plus de 30 ans, Grandes Ecoles, Universitaires (maîtrise au moins), vous justifiez de 2 expériences professionnelles dont une au moins dans la fonction Personnel. Sens du dialogue, esprit d'équipe et personnalité affirmée sont les qualités que nous recherchons. Dans notre société à forte rentabilité, dont l'environnement est particulièrement concurrentiel, vous aurez à gérer (paie, contrats, recrutements, formation, évaluation) et développer les ressources humaines, commerciales et industrielles. Vous animerez en outre les actions du plan qualité totale. Votre action sera coordonnée avec le Société Holding en France pour améliorer encore les performances de l'Entreprise.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous réf. A 1 01 03 à notre Conseil Madame Claude Favereau
FAVREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération,
75015 PARIS

L'aéronautique en toute confiance



Leader européen des commandes de vol pour avions et hélicoptères, Sarma équipe les grands programmes mondiaux : Airbus, Boeing, Douglas, British Aerospace, Dassault, Fokker, I.L.R. Avec près de 1 000 personnes, 4 unités de production et 1 centre technique, nous poursuivons nos investissements en recherche et développement pour des équipements toujours nouveaux et à la pointe de la technologie. Nous recherchons :

2 CHEFS DE PRODUIT

Rattachés au Directeur Commercial, vous êtes chacun responsable d'une ligne de produits représentant un CA d'environ 120 MF. Votre mission pourra s'orienter autour de 3 axes :

- marketing et politique commerciale,
- support et animation commerciale,
- gestion de la logistique.

Diplômés d'une école d'ingénieurs, vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans environ de la vente dans l'industrie, de préférence haute technologie. La connaissance du secteur aéronautique est une 1^{re} expérience d'animation d'équipe commerciale serait un plus. Votre champ d'action en France et à l'étranger (environ 20 % de votre temps) implique la maîtrise parfaite de l'anglais.

Ces postes sont basés dans la Drôme (à 45 mn au sud de Lyon).
Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CP/M, à SARMA, DRH, 1 av. Marc Seguin, BP 22, 26241 St-Vallier-sur-Rhône.

SARMA : EQUIPEMENT AVIATION - GROUPE SKF

N°1 BIS DES RESSOURCES HUMAINES

A 40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes un véritable professionnel et vous avez acquis toute la mesure de la fonction. Vous avez maintenant suffisamment de recul pour vous positionner en gestionnaire de l'avenir et vous êtes à la recherche d'un nouveau challenge.

Nous vous proposons de rejoindre le Directeur des Ressources Humaines de notre Groupe (qui doit évoluer) pour élaborer avec lui et la Direction Générale la politique sociale à mettre en œuvre, pour définir et mettre en place les outils nécessaires à cette politique... Bref pour permettre à la DRH de rester une Direction de professionnels, efficace et performante dans tous les domaines qui sont de son ressort.

Ce faisant, en équipe très étroite avec l'actuel titulaire, vous vous préparerez à prendre sa place...

Nous sommes un groupe d'établissements financiers à taille humaine (1 000 personnes), largement orienté vers le financement professionnel. Notre siège, où le poste est à pourvoir, est implanté en proche banlieue parisienne.

Ce challenge vous attire ? Alors transmettez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), à notre Conseil Denis SESBOUS - COR'EX - 11, avenue Myron, T. Herrick - 75008 PARIS, sous la référence BIRHILM, qui vous garantira toute discrétion.



R

Notre station de grande renommée à la veille des jeux olympiques recherche son :

Vous aurez à proposer, mettre en œuvre des actions de communication cohérentes avec la politique globale de la station, intervenir en soutien pour tous les acteurs de notre station. Sous la responsabilité du Directeur de l'Office du Tourisme et de la S.E.M.,

vous travaillez en équipe, vous montrant convivial, ouvert, disponible... et aussi, tenace et convaincant. Vous avez 28, 30 ans, une excellente culture générale, parlez Anglais et vous ressentez le "besoin de vous aérer".



merci alors d'adresser votre dossier de candidature sous réf. A 1 01 05 à notre Conseil Madame Claude Favereau
FAVREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération,
75015 PARIS

Responsable de projets ouvrages techniques

HACHETTE EDUCATION occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires. Ses éditeurs sont responsables de la conception et de la création d'ouvrages et de collections par secteur d'enseignement. Ils définissent des projets avec leur direction éditoriale puis en dirigent et en gèrent la réalisation, coordonnent et supervisent le travail des auteurs et des différents spécialistes : correcteurs, illustrateurs, maquetistes, fabricants. De plus, ils suivent en permanence la vie de leurs ouvrages sur le marché.

Le service de publications techniques recherche dans le cadre de son développement un éditeur plus particulièrement chargé du secteur industriel et scientifique. Une connaissance de la PAO serait un atout.

Merci d'écrire sous référence 90090/M au GROUPE LIVRE HACHETTE, Recrutement Cadres, 24, bd Saint-Michel - 75008 PARIS.



Jeunes Diplômés

Parmi les grands de la bureautique, avec une place de premier plan sur le marché des technologies de pointe, nous devons notre réussite à la qualité de notre gamme de produits, large et compétitive, et la volonté d'implication de nos équipes. Rejoindre l'une d'entre elles, c'est pour vous, Jeunes Diplômés d'Ecoles supérieures de commerce (ESCP, ESSEC, ESC, Sciences Po), l'opportunité d'évoluer vers une carrière riche et diversifiée.

Dynamique et enthousiaste, vous souhaitez vous investir dans un projet d'entreprise ambitieux. Au sein de nos Directions Commerciale ou Produits, vous participerez à la préparation des objectifs par réseau et à l'application de notre politique commerciale. En collaboration étroite avec les autres directions, vous participerez au lancement de nos nouveaux produits et animerez la force de vente.

Postes à pourvoir à Paris, Lille, Bordeaux, Nantes.

Proposez-nous votre candidature sous référence 190/M, en indiquant votre préférence géographique. CANON FRANCE SA Service Ressources et Développement 93154 LE BLANC MESNIL CEDEX.



Des carrières pleines de vie

Le Monde des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

SAPLEST

Ingénieur d'affaires "Lost Foam"
300/400 KF

Une compétence mondialement reconnue dans la high-tech (technique du "Lost Foam"). Leader français de l'emballage en polystyrène, avec 160 millions de CA, 3 usines et 270 personnes, recherche son

Votre mission : en étroite collaboration et sous l'autorité de la Direction Générale, vous serez chargé du développement, la gestion et le suivi d'un portefeuille de clients au niveau mondial.

Votre profil : âgé de 30 à 45 ans, titulaire d'une formation de haut niveau (Arts et Métiers, Chimie ou équivalent), homme d'action, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans de la fondation ou de la métallurgie, des contacts de haut niveau et si possible une première expérience en "Lost Foam" ; vous maîtrisez l'anglais.

Il vous est proposé une rémunération motivante à négocier selon la formation et l'expérience, une aide concrète à l'installation. Pour un candidat à fort potentiel, le poste peut évoluer rapidement dans un marché en forte croissance.

Le poste est à pourvoir à LUXEUIL-LES-BAINS (Haute-Saône) ville touristique située aux portes de l'Alsace, des Vosges et de la Suisse. De fréquents séjours à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer CV + photo + prétentions, sous réf. FCI91F, au Service Recrutement, Institut Mantione, 18 rue Blandin, 92000 Nanterre ; ou consulter la définition de fonctions sur Minitel 3610 code SOTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Filiale d'un groupe international spécialisée dans la restauration.
(2 300 salariés) recherche son

RESPONSABLE FORMATION

Au sein de la DRH, votre rôle consistera à définir et proposer une politique de formation à partir de l'analyse du marché et des besoins, élaborer le plan annuel de formation et en assurer sa mise en œuvre. Vous gèrerez l'ensemble des budgets formation des différentes sociétés et animerez une équipe jeune et dynamique.

Homme ou femme de dialogue, rigoureux, vous possédez de réelles capacités d'innovation et de réalisation.

De formation supérieure (Sciences-Po, Sup. de Co ou DESS gestion de la formation), vous pouvez justifier d'une première expérience acquise au sein d'un département ressources humaines en entreprise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. RF/LM à WAGONS LITS RESTAURATION COMMERCIALE Service Recrutement - RP - 106, rue Danton - BP 189 92305 LEVALLOIS PERRET Cedex.

wagons LITS

MORY-TNTE

MORY-TNTE est la première entreprise privée de messagerie en France. Nous traitons 50 millions de colis par an sur 1 000 lignes quotidiennes grâce à la motivation de 6 000 collaborateurs. Nous recherchons à Paris un

ADJOINT A LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Auprès du Directeur des Ressources Humaines du groupe, vous coordonnerez des missions variées de conseil, de formation, d'information et d'audit social auprès des opérationnels. Vous suivrez l'évolution de la législation du travail, vous réaliserez des études de gestion du personnel et rédigerez des notes de synthèse.

Diplômé en droit social, vous avez acquis une première expérience de 2 à 3 ans, de préférence dans une structure à établissements multiples. Vous êtes entreprenant, disponible et à l'aise dans les contacts à tous niveaux. Ce poste nécessite de nombreux déplacements en province.

hls

Merci de confier votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo) à Gisèle GUILLOU chef MO 23 M - SERVICE LE HAIT CONSULTANTS - 57, rue des Mathurins, 75008 PARIS. Tél. 42 65 38 39.

EUROSEPT ASSOCIES

Société de Conseil en Gestion, Organisation et Systèmes d'Information

recrute pour ses activités Service Public, Administration, Collectivités locales, **Consultants Confirmés**

pour réaliser des missions d'organisation, de logistique et de gestion des ressources humaines.

- Formation Grandes Ecoles
- Expérience souhaitée : 4 à 5 ans
- Connaissance d'une seconde langue européenne appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (réf. PM) à :

Nathalie VETTESE, EUROSEPT ASSOCIES,
98, route de la Reine
92513 BOULOGNE Cedex.

La REGION FRANCHE-COMTE recherche, pour préparer son schéma d'aménagement de territoire à l'horizon 2005, un

Ingénieur urbaniste ou économiste géographe

Mission : ce cadre participera directement, en collaboration avec le Directeur de la planification et de l'aménagement du territoire, à l'élaboration du schéma d'aménagement de territoire régional à 15 ans, "Schéma 2005 de Franche-Comté". Il assurera : la constitution de dossiers statistiques ; l'étude de problématique, de stratégie d'aménagement développement ; l'organisation et l'animation de groupes de travail.

Profil : âgé de 30 à 40 ans ; Ingénieur urbaniste ou économiste-géographe ; expérience des procédures d'aménagement et d'urbanisme, des schémas d'aménagement de villes agglomérations, d'études diagnostics de grandes zones d'aménagement... ; expérience du travail avec les élus ; bonne connaissance des milieux administratifs et socio-économiques.

Marie-Odile GUELAUD vous remercie de lui écrire (réf. 1234LM).

DB

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69151 ECULLY Cedex
LYON - PARIS - MUNICH - LONDRES - BARCELONE

MEMBRE DE SYNTHEC

MERLIN GERIN

la maîtrise de l'énergie électrique

GROUPE SCHNEIDER

Filiale du groupe Merlin Gerin, (30 000 personnes, 19 milliards de CA), un des plus importants constructeurs mondiaux d'équipements électriques, nous sommes spécialisés dans la construction d'appareils haute tension. Notre professionnalisme est la clé de notre réussite sur le marché français et international. Pour renforcer notre équipe, nous recherchons un :

ingénieur produit

Responsable technique de notre activité distribution publique basée sur les équipements de protection, transformateurs de puissance (MVA...), vous serez en charge des nouveaux développements et de la gestion technique de votre ligne de produit. En véritable chef de projet, vous serez en relation permanente avec de nombreux intervenants internes (labo, BE, qualité, achats...) et externes (fournisseurs...).

De formation ingénieur électrotechnicien (AM, ESE, IEG, INSA...), vous avez une première expérience et possédez un réel sens du dialogue et de la coordination.

Poste basé à Roubaix.

Merci d'adresser votre candidature sous référence D MOND 719 à Merlin Gerin, Gestion Prévisionnelle des Cadres, 38050 Grenoble.

Cayron-Vidar & Partners
AGENCE CONSEIL EN FORMATION

Cayron Vidar & Partners

c'est nous.
c'est vous.

CONSEILS DE DIRECTION EN STRATEGIE DE FORMATION
(300 à 350 000 F. +)

30 - 40 ans, Bac + 5, vous avez acquis la dimension de conseil dans un cabinet, en conduisant ou en participant à des actions de changement, depuis plus de 5 ans. Vous avez acquis une expertise en management, ressources humaines, organisation ou communication. Innovateur et entrepreneur, vous voulez rejoindre une structure légère pour devenir à terme, partenaire-associé.

notre métier

Aider les entreprises à se doter d'un système de formation intégré à leur stratégie. Développer l'interface entre management et formation.

ensemble

Nous enrichissons les méthodologies de la formation couleur, nous renforçons notre expertise et notre position de première agence ayant pour activité exclusive le **CONSEIL STRATEGIQUE EN FORMATION**.

Merci d'adresser votre dossier s/ réf. CAY 2 M à - HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57, rue des Mathurins 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39.

agence conseil en formation

de la formation noir et blanc... à la formation couleur...

Le GROUPE COMPTOIRS MODERNES - 15 000 personnes, 1200 ingénieurs, 22 millions de chiffre d'affaires - bénéficie d'une excellente image de marque dans la distribution moderne. Le dynamisme et la motivation de ses équipes, la notoriété de ses enseignes SIOC et COMOD, la recherche permanente de l'innovation de ses performances lui assurent un développement harmonieux et continu. Pour préparer les études de distribution des prochaines décennies, les SOCIÉTÉS COMPTOIRS MODERNES ECONOMIQUES de NORMANDIE (3500 personnes) et COMPTOIRS MODERNES ECONOMIQUES de RENNES (2000 personnes) souhaitent s'adjointre

2 Jeunes Diplômés
Grande Ecole Commerciale ou Scientifique

Débuteurs ou presque (2 ans max), vous venez compléter d'importantes missions stratégiques :

LE MANS (réf. LA/LM) : dans le cadre du schéma directeur (méthode MERSE), sous la responsabilité du Chef de Projet Unilever, vous analyserez et vous piloterez les procédures de gestion, vous en concevrez les améliorations et vous accompagnerez leur mise en œuvre.

RENNES (réf. IS/LM) : dans un environnement logistique très opérationnel, sous la responsabilité du Directeur de la Branche "Marchandises", vous développerez le système de gestion des flux (produits secs et périssables), vous contribuerez à optimiser les fonctions de stockage, d'entreposage et de transport.

Votre esprit d'équipe, votre capacité d'organisation, votre mobilité intellectuelle et géographique vous ouvriront, à partir de ces postes en création, de réelles possibilités d'évolution rapide au sein d'un groupe décentralisé et performant.

Merci d'adresser, en précisant la référence du poste, votre lettre de candidature, CV et photo, à notre Conseil : Olivier Pesse - OUEST RESSOURCES HUMAINES - 32 rue Lavoisier - 35000 RENNES qui vous garantira décision et réponse. Les premières entretiens pourront se dérouler à Rennes ou au Mans (50 min de Paris par TGV).

ORH

FONDATION DE FRANCE

LA FONDATION DE FRANCE Organisme sans but lucratif Reconnu d'utilité Publique recherche son

ADJOINT A LA DIRECTION GENERALE

Reportant directement au Directeur Général Adjoint chargé de l'administration et de la gestion, il aura en charge :

D'une part l'élaboration et le suivi des budgets, le contrôle des engagements financiers, le contrôle interne des affectations, les relations avec les banques.

D'autre part, en qualité de Responsable des Services Généraux, il assurera l'aménagement et l'entretien des locaux, le suivi des fournisseurs, le suivi des contrats, notamment des contrats d'assurances, et toute tâche qui lui sera confiée par le Directeur Général Adjoint.

Cette offre s'adresse à un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur (Ecole de Gestion, Droit, Sciences Po) ayant un à deux ans d'expérience.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : M.F. PÉES MARTIN - FONDATION DE FRANCE 40 Avenue Hoche - 75008 PARIS

SER

Au sein du groupe DPS, SER effectue, pour le compte des compagnies aériennes, les travaux de maintenance des équipements de sécurité installés à bord des avions.

Pour son centre de Country (77), SER recherche son

RESPONSABLE CONTROLE QUALITE

De formation technique (première expérience souhaitable dans le milieu aéronautique), vous maîtrisez l'anglais ; l'autonomie, la rigueur, l'autorité et le sens des responsabilités sont vos atouts.

Envoyer nous : SER Service Qualité, BP 45, 77181 COUNTRY

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

DIRECTEUR COMMERCIAL SOCIÉTÉ D'ASSURANCE

PA

Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

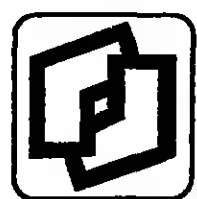
Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres



elf aquitaine

RECHERCHE ET SÉLECTION
MANAGERS DE CONTRATS INFORMATIQUES

MANAGERS DE CONTRATS INFORMATIQUES

Notre souci constant d'adapter notre politique industrielle et commerciale aux données du marché nous amène aujourd'hui à mettre en place une nouvelle stratégie informatique qui nous permettra d'anticiper sur l'évolution de notre Système d'Information.

Etre au service de notre métier avec toute l'ÉNERGIE D'UNE PASSION est la raison d'être de notre informatique de demain. Dans ce cadre, nous mettons en place un important projet d'entreprise, planifié sur 5 ans, qui aura pour objectif de faire profiter notre Système d'Information européen de l'offre informatique actuelle.

Afin d'entreprendre ce projet ambitieux, nous souhaitons intégrer des collaborateurs qui prendront place dans une opération d'envergure, chacun dans un domaine spécifique :

- Grands Centres serveurs (réf. MC 01)
- Grands Projets de gestion (réf. MP 01)
- Bureautique et Réseaux locaux (réf. MB 01)

En liaison avec nos Responsables de Centres de Profit Europe, vous serez amené à gérer l'achat de marchés clés en mains dans chacune de vos spécialités et d'assurer :

- la mise en place des appels d'offre et des contrats,
- le suivi des négociations avec les fournisseurs,
- la gestion des coûts, des délais, des avenants,
- la coordination, la gestion, le contrôle des livraisons et le suivi des migrations.

Afin de mener à bien ce projet, vous devrez jouer un rôle important de facilitateur en instaurant un climat de confiance entre les différents intervenants, internes et externes.

A 35 ans environ, de formation supérieure (BAC + 5), vous justifiez d'une expérience probante de 5 à 10 ans acquise soit chez un grand utilisateur ou un prestataire de services informatiques en tant que responsable de projets supérieurs à 10 ME.

Votre fort potentiel, votre capacité à estimer les risques et délais, mais aussi votre vision stratégique et à long terme des Systèmes d'Information seront les garants de votre réussite dans cette mission.

Au-delà de cette fonction, vous pourrez, à terme, prendre des responsabilités informatiques et d'organisation au sein de Centres de Profit européens. La pratique courante de l'anglais est indispensable compte-tenu du contexte européen de ce projet.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à notre Conseil : MINA AZIZI - CAP SESA SELECTION
207, rue de Bercy - 75012 PARIS.

CAP SESA SELECTION

Groupe financier
filiale de la Compagnie
Bancaire, nous sommes
spécialisés dans les
produits de placement
et de prévoyance
destinés tant aux
particuliers qu'aux
entreprises.
Nos signes particuliers :
- des produits à forte
notoriété,
- une équipe de 150
personnes,
- une informatique de
pointe (grands
systèmes IBM, HP,
DB2, Oracle...),
- un développement
international.

CARDIF

Adjoint au responsable des études informatiques

Pour secondariser notre Directeur des Etudes Informatiques, nous recherchons un informaticien de 30/35 ans, de formation BAC + 4 ou 5 possédant :

- une expérience diversifiée en méthodologie et direction de projets,
- la pratique du management d'équipes,
- si possible, la connaissance du secteur banque ou assurance,
- d'évidentes qualités relationnelles.

Il se verra confier la responsabilité d'une équipe de bon niveau (15 à 20 personnes) et d'une grande diversité de projets (comptabilité, télématique, marketing, IARD...) ainsi que la coordination des relations avec les utilisateurs.

Si ce poste éveille votre intérêt, adressez votre candidature sous réf. 639 à Marie-Christine BARTOLIN - CARDIF
56, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.



COMPAGNIE BANCAIRE

Jeunes diplômés d'écoles d'ingénieurs

(1ère expérience ou débutants)

Participez à nos grands projets informatiques

Notre groupe, leader dans le domaine de la communication et des services, possède l'un des systèmes informatiques les plus importants en France.

Notre développement nous conduit à constituer des équipes performantes qui participeront à l'étude et à la réalisation de nos projets stratégiques dans les domaines de la logistique, du suivi commercial des ventes, de la gestion...

Vous évoluerez dans un environnement techniquement très motivant comprenant un puissant site IBM doté des technologies de pointe : plusieurs 3090, AS 400, DB2... et plus de 4000 points d'accès.

Diplômés d'une Grande Ecole d'ingénieurs, dynamiques et ambitieux, vous êtes attirés en début de carrière par les métiers de l'informatique.

Votre pragmatisme et vos qualités relationnelles vous permettront rapidement de manager une équipe et de piloter des projets de grande envergure.

Postes situés à Paris - Merci d'adresser votre dossier complet : lettre, CV et prétentions, sous référence P 134 LM, au Cabinet KER.

15, rue Daumier



75016 Paris

CONSEIL EN CHEF DES RECHERCHES HUMAINES

**JEUNES INGÉNIEURS
INFORMATIQUES**
Etablissement Industriel du
ministère de l'Economie, des Finances
et du Budget
recherche pour son siège à Paris
(1.300 personnes)

Responsable d'exploitation

Formation informatique supérieure (grandes écoles, DESS, MIAGE) avec expérience de 3 ans environ dans les domaines suivants :

- Exploitation ordinateur sous système Bull, DPS7/GCOS7 et DPS6/GCOS6,
- Réseaux locaux micro-informatique et leur développement,
- Interconnexion avec sites industriels de province,
- Management des opérations et de l'équipement informatique d'exploitation,
- Supports techniques matériels, logiciels systèmes et réseaux.

Salaire en fonction de l'expérience et du potentiel

Contactez M^{me} GUYANT. Tél. : 40-58-32-80



meilleurs vœux

ORC

78, bd de la République - 92100-BOULOGNE
Tél : 47-61-58-00

"L'HOMME INFORMATIQUE"

Jeune informaticien, ingénieur de formation, vous évoluez dans un environnement BULL. La connaissance des langages DOS, DBASE, COBOL et du système Unix est souhaitée.

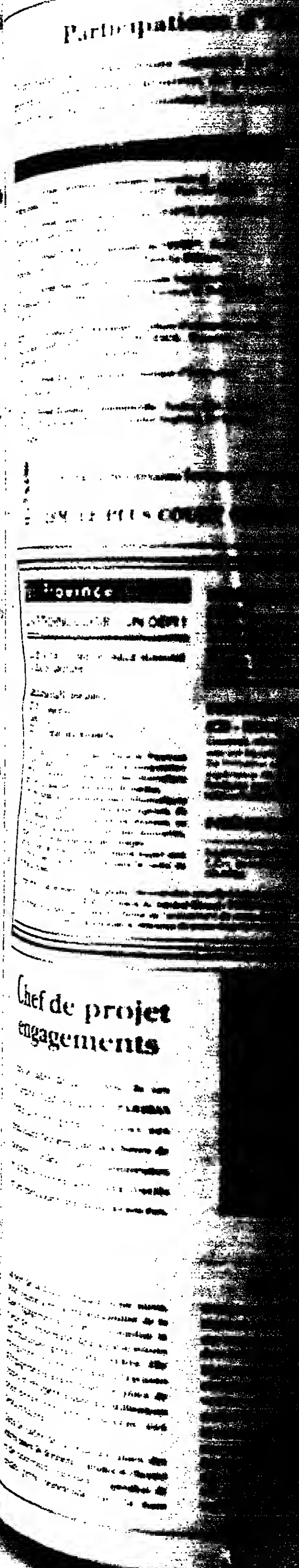
Chargé de la mise en place du schéma directeur du SAN et de nos médiathèques, vous savez répondre, par vos qualités professionnelles et humaines, à toutes les situations. Vous intervenez à la fois dans le suivi des projets CAO et DAO et dans le maintien d'une micro-informatique et bureautique cohérentes.

Ouvrir et disponible, vous saurez traiter habilement tant avec les utilisateurs que les fournisseurs que les directions de services.

Adressez votre dossier de candidature : lettre, CV détaillé, à Monsieur le Président du SAN - BP 46 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.



Saint-Quentin-en-Yvelines



Jeudi 10.50

REPRODUCTION INTERDITE

... La Monde • Mercredi 9 janvier 1991 XV

Le Monde de l'Informatique

Participations d'IBM France aux Forums Etudiants-Entreprises.

Notre participation aux forums organisés par les étudiants demeure un moyen privilégié de les rencontrer, de prendre connaissance de leurs projets et aspirations. Elle constitue l'axe central de notre Politique de

Recrutement et de Relations avec les Ecoles et les Universités. Pour mieux connaître notre entreprise et les métiers très variés qu'elle peut vous proposer, rendez nous visite. Nous vous accueillerons avec plaisir.

- | | | |
|--|--|---|
| 15 Forum Européen Techniques Avancées et Statistiques. Ecoles : ENSTA, ENSAE - CNIT - Paris La Défense. | 30/31 Forum Sup Télécom Bretagne. Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications (ENSTB) - Zone d'activités de la Trinité, 29285 Brest. | 13 Forum INT " Les opérateurs face à l'explosion des services télécoms". Institut National des Télécommunications - Hippodrome d'Evry (91) |
| 16/17 Forum Chimie Centre. Ecoles : ESPCI, ENSCM, ENSIC - Maison de la Chimie, 75007 Paris. | 30/31 Forum INSA Toulouse. Institut National des Sciences Appliquées - avenue de Rangueil, 31000 Toulouse. | 14 Forum Sup de Co Reims + CESEM + CEFA - Campus Sup de Co - 59, rue Pierre Taittinger, 51061 Reims. |
| 17 Forum ETP 91 "Centenaire de l'ESTP". Ecole Supérieure des Travaux Publics. CNIT - Paris La Défense. | | 19/20 Forum Convergence. Université Pierre et Marie Curie (UPMC PARIS 6) - 4 place Jussieu, 75005 Paris. |
| 17/18 Forum Sup'Aéro. Ecole Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace (ENSAE) - 10 avenue E. Belin, 31055 Toulouse. | 6/7 X-Forum. Ecole Polytechnique - 91128 Palaiseau. | 27/28 Forum Arts et Métiers. Ecole Nationale des Arts et Métiers (ENSAM) - Espace Champenot, 75017 Paris. |
| 23/24 L'Odyssée de l'Entreprise. Culture d'entreprise : quelle place laissée à l'individu ? Ecoles : INPG, ESCG - Domaine Universitaire, 38400 Saint-Martin d'Hères. | 13 Forum Télécom Paris. Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications - Hôtel Pullman Saint Jacques, 75014 Paris. | |
| 29 Forum IIE. Institut d'Informatique d'Entreprise 18 allée J. Rostand, 91000 Evry. | 4 Campus ESSEC. Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales - avenue B. Hirsch, 95021 Cergy-Pontoise. | 3 Forum Dauphine-Entreprises. Université Paris IX Dauphine - place du Maréchal de Lattre de Tassigny, 75016 Paris. |
| 30/31 Forum Delamare Debonville. Ecoles : ESC Rouen, ESIGLEC, INSA Rouen - Boulevard André Siegfried, 76136 Mont-Saint-Aignan. | 6/7 Forum Rhône-Alpes. Ecoles : ECAM, ENISE, ESCIL, ICPI et INSA - Campus de la Doua, INSA Lyon. | 4 Forum ISC - ESTACA. Ecoles : Institut Supérieur de Commerce de Paris - Ecole Supérieure des Techniques Aéronautiques et de Construction Automobile - Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette, 75019 Paris. |
| | | 23/24 Forum Méditerranée. Ecoles : ESC, ESIM, Fac des Sciences - Parc Chanot, 13000 Marseille. |



Les dates de certains forums n'étant pas encore connues, notre programme sera éventuellement complété.

IBM. LE PLUS COURT CHEMIN ENTRE VOUS ET CE QUE VOUS VOULEZ DEVENIR.



Paris - Province Ouest

LA HAUTE TECHNOLOGIE : UN DÉFI !

SOUPLESSE D'UNE STRUCTURE DE TAILLE HUMAINE
LA PUISSANCE D'UN GROUPE

Bases de données Multi-Médias :
- CD-ROM - Réseaux
- Vidéo - LA
- DON - Systèmes experts

Groupe de sociétés (700 personnes - Paris et Province) spécialisées dans l'édition scientifique, la composition informatisée et le traitement automatique des informations dans un contexte de bases de données multi-médias. La département Études et Développement Informatiques (80 personnes) est à l'origine de nombreux logiciels, de saisie, de numérisation, de structuration de données, ou de logiciels traitant de bases de données annuaires, textuelles, bibliographiques avec ou sans images. Génie logiciel, intelligence artificielle, système expert sont les orientations à venir de l'entreprise dans le cadre de recherches appliquées.

Adressez votre CV, lettre manuscrite, photo, rémunération actuelle à notre conseil
BMC - 3 place du Général Girard - 35000 Rennes,
qui s'engage à vous tenir rapidement informé de l'avancement de votre dossier.
Mardi de préciser la référence du poste vous concernant.

BMC
CONSULTANTS

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET (GED)

Conception, analyse, suivi technique des projets dans le domaine de la gestion électronique des documents (GED). Expérience souhaitée dans ce domaine. Projets de grande dimension, encadrement d'une équipe; relations avec la production et l'interface client.

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET (CD - ROM)

Concevoir, réaliser, mettre en place les systèmes avec son équipe-projet. De formation supérieure informatique, votre expérience de 2 ans dans le secteur vous a familiarisé avec l'environnement micro MS/DOS, UNIX et l'utilisation des langages C et C++.

INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT

Expérience significative du développement C/C++, environnement UNIX, MS-WINDOWS - CD-ROM.

INGÉNIEURS INFORMATIENS OU GÉNÉRALISTES UNIVERSITAIRES 3^e CYCLE SCIENTIFIQUE

VOUS DÉBUTEZ, OUVREZ-VOUS DE NOUVEAUX HORIZONS



Partenaire privilégié des plus grandes entreprises, le Groupe UNILOG (1200 collaborateurs, 13 sociétés) apporte son expérience et son talent dans tous les domaines du Conseil, de l'Ingénierie et de l'Expertise informatique.

Grâce à la formation à l'informatique que nous vous donnerons, vous évoluerez dans le monde des techniques avancées et vous partagerez nos réussites et notre développement.

A travers la diversité de nos métiers, vous trouverez l'évolution qui correspond à vos ambitions.

Vous souhaitez en savoir davantage ?
Rencontrons-nous.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence MO / 01 à
Michèle DUCARNE

UNILOG - Département Recrutement - 99, Boulevard Péreire 75017 PARIS

Chef de projet engagements

Dans le cadre de la refonte de ses systèmes d'information, PARIBAS remplace progressivement ses principaux fichiers par des bases de données. Celles-ci sont construites et administrées avec les outils et les méthodes les plus avancées.



BANQUE PARIBAS

Au sein de la D.O.I. - Etudes, vous aurez, pour commencer, la responsabilité de la Base Engagements. Celle-ci constitue le cœur de l'ensemble des applications informatiques gérant les crédits. Elle enregistre toutes les autorisations d'Engagements avant mise en place de ceux-ci et récupère toutes les utilisations pour présenter une synthèse aux Gestionnaires.

Dans le cadre de la mise en place des autres bases de données (comptes et clients) et de nouveaux Systèmes - Opération de crédits (prêts, portefeuilles, etc.), la Base

Engagements est chaque fois concernée. Diplômé d'une grande école, vous avez une expérience informatique de 5 à 7 ans dans l'environnement grand système IBM. Rigoureux mais ouvert, communiquant et convainquant, vous saurez naturellement vendre vos solutions en interne et les mettre en œuvre. Si vous souhaitez confirmer ou acquérir une solide expérience bancaire en évoluant dans ses différents métiers, adressez votre candidature sous réf. CPE à la D.R.H. - PARIBAS - R.P. 141 75078 PARIS Cedex 02.

JEUNES DIPLOMES

Bases de données Multi-Médias :
- CD-ROM - Réseaux
- Vidéo - LA
- DON - Systèmes experts

de formation scientifique, diplômés d'une école d'ingénieur ou universitaire, vous souhaitez participer au développement de projets d'envergure nationale et internationale. Vous êtes intéressés par les domaines de l'informatique distribuée, les réseaux, sur micros, stations de travail et serveurs UNIX.

Dès votre arrivée dans le groupe, vous recevrez une formation intensive (6 mois) de très haut niveau, vous permettant d'acquérir une véritable expertise informatique pour devenir

INGÉNIEUR D'ETUDES

Vous évoluerez au sein de petites équipes dans un environnement stimulant et de haute technicité, ouvert sur les standards du marché.

Motivés pour évoluer vers les techniques de pointe? Alors, saisissez cette opportunité!

Adressez vite votre dossier de candidature sous réf. M.08.01 à BULL - Martine RAZAFI Service Recrutement - 94, avenue Gambetta 75990 Paris cedex 20.

Réseaux
et systèmes
d'information

Bull

Nous sommes une importante filiale (22000 personnes en FRANCE) d'un groupe Petrochimique Français.

QUAND SYSTEME RIME AVEC GRANDS PROJETS... VOUS REPONDEZ PRESENT !

JEUNE INGENIEUR ENSIMAG, ESE, ENSEEIHT option INFORMATIQUE

Intégré à notre équipe architecture système et après une formation à notre environnement technique (DIGITAL, UNISYS, Réseau X 25 privé, ...).

- Vous participez à des phases de réflexion sur l'évolution des systèmes existants et mettez en œuvre des projets système.
- Vous travaillerez en relation avec les études, la production et l'informatique externe auprès desquelles vous apporterez votre expertise.

De formation Grande Ecole ESE, ENSEEIHT, ENSIMAG... option informatique, vous êtes débutant ou avez une première expérience de 1 à 2 ans et êtes attiré par les contacts, la formation système et les responsabilités. POSTE EVOLUTIF.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions)

en précisant la référence NSV/191 à notre Conseil :

Anna STAROSWIECKI

INFORAMA Carrières

50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE.

INFORAMA
carrières
la technologie pour les hommes

COGITIQUE

Notre Cabinet de Conseil en informatique est jeune et doté d'une petite équipe de professionnels exigeants et créatifs. Nos valeurs - l'intégrité, la rigueur, la compétence - nous permettent d'intervenir à haut niveau auprès de clients "grands comptes", notamment du secteur bancaire, dans le domaine des systèmes d'information et du génie logiciel. Ingénieurs de 30-35 ans à fort potentiel, vous avez l'expérience de la conception-réalisation d'applications, et vous souhaitez évoluer vers le conseil sans perdre le contact avec le terrain. Si vous partagez notre souci de qualité et notre sens des valeurs, joignez-vous à nous pour participer au développement de COGITIQUE SYSTEMES. Merci d'adresser votre candidature à Léon Levy Benetton, COGITIQUE SYSTEMES, 16 bd Péreire, 75017 Paris.

INGENIEURS INFORMATIENS

DEBUTANTS (Ref. A) CONFIRMES (Ref. B)

ECOLE D'INGENIEURS, DESS, DEA, MASTER, MAITRISE D'INFORMATIQUE

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence et la région choisies à Pierre GILLIER - SITONIC 6, rue du Docteur Finlay - 75015 PARIS

SITONIC

Intéressés par les projets d'INNOVATION dans les domaines suivants :

- transfert de l'ECRIT, de l'IMAGE, de la VOIX,
- bureautique communicante,
- interconnexion de réseaux,
- systèmes répartis, bases de données,
- temps réel.

Postes à pourvoir en CONCEPTION et REALISATION de logiciel sur mini et microprocesseurs (UNIX, VMS, Moniteurs Temps Réel, langage C, ADA, PASCAL, Assembleurs 68000, 80386).

Nous proposons :

- une rémunération motivante avec une possibilité de participation aux résultats,
- un perfectionnement continu des connaissances,
- de réelles possibilités d'évolution dans un environnement enrichissant.

AÉRONAUTIQUE, ESPACE, DÉFENSE

Les AIRBUS A320/A340, le RAFALE, la fusée ARIANE IV, la navette HERMES, les sous-marins nucléaires INFLEXIBLE et TRIOMPHANT, le bâtiment d'essais et de mesures MONGE... autant de missions de confiance au crédit de notre Département Systèmes Techniques.

Ingénieurs Grandes Ecoles (SUPAERO, SUPELEC, CENTRALE, TELECOM, ENSTA, N7, ENSIMAG...) nous vous offrons les opportunités suivantes :

Ingénieurs généralistes : nous vous confierons des missions de haut niveau dans des domaines variés : modélisation et simulation, conception de systèmes, assistance aux Directeurs de projets.

Ingénieurs informaticiens : vous participerez à la conception et à la réalisation de logiciels de grande envergure ; vous metrez en œuvre les techniques les plus avancées : TEMPS-REEL, GRAPHIQUE, SCBDR, UNIX, VMS, C, ADA, 68000...

Postes à pourvoir en Région parisienne (Fontenay-Sous-Bois, banlieues ouest et sud) et en province (Toulouse, Toulon, Brest). REF. V01/LM, Alain PITAVY

RÉSEAUX, TÉLÉCOMS ET BUREAUTIQUE

Notre division étudie et développe des systèmes de communication dans le cadre de grands projets nationaux et étrangers : gestion et supervision de réseaux, RNIS, réseaux radiomobiles, architecture de réseaux, applications temps réel et transactionnelles, systèmes sécurisés...

Dans le cadre de son développement, elle recherche :

- des responsables de contrat et chefs de projets possédant 5 à 10 ans d'expérience dont 2 ans minimum en télécommunications.
- des ingénieurs informaticiens confirmés ayant de 3 à 5 ans d'expérience en réseaux, télécoms.
- des ingénieurs confirmés et débutants pour des développements sous SCBDR ORACLE.
- des ingénieurs avec un minimum de 2 ans d'expérience en C ou Pascal, Unix, Temps réel, Messagerie X400, Assembleur 68000 pour des missions dans le Sud et l'Ouest de la France.

REF. R01/LM, Violaine Morillon

SEMA GROUP

La Matière Bleue est la matière grise qui vous permettra de relever de nouveaux défis, au sein d'un groupe fort de 7500 personnes, présent dans toute l'Europe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à Service Recrutement, SEMA GROUP, 56 rue Roger Salengro 94126-PONTENAY SOUS BOIS Cedex.

La Matière Bleue :

l'audace d'aller jusqu'au bout de l'informatique technique

technique

l'ampleur de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

l'audace de

الطبعة 150

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 9 janvier 1991 XVII

Le Monde de l' Informatique

Amsterdam - Athènes - Berlin - Bruxelles - Budapest - Dublin - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Helsinki - Copenhague - Lisbonne - Londres - Luxembourg - Madrid - Oslo - Paris - Prague - Stockholm - Munich - Stuttgart - Vienne

CHEFS DE PROJETS ET INGENIEURS INFORMATIENS : VENEZ VIVRE LA PASSION DU CONSEIL EN MANAGEMENT

Price Waterhouse...

Nous sommes une grande firme mondiale de conseil avec :

- 2 500 consultants en Europe,
- une forte implantation dans la communauté financière française,
- l'opportunité de travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires.

Recherche...

Vous avez :

- un diplôme d'une Grande Ecole ou d'une Université,
- entre 4 et 8 ans d'expérience dans de grandes entreprises et institutions, SSII réputées ou cabinets en organisation informatique,
- la maîtrise de l'environnement IBM, DEC, BULL.

Pour ses missions :

Vous voulez intervenir dans des secteurs variés, pour des clients de premier plan :

- développement de stratégies informatiques,
- études de performance des systèmes d'information,
- études de faisabilité,
- implantation de progiciels...

Postes basés à Paris.
Si vous voulez vivre la passion du conseil, merci d'adresser votre dossier de candidature à
Carole Leprette, sous la référence M 949 01
11 rue Laborde - 75008 PARIS.

Price Waterhouse Management Consultants



Amsterdam - Athènes - Berlin - Bruxelles - Budapest - Dublin - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Helsinki - Copenhague - Lisbonne - Londres - Luxembourg - Madrid - Oslo - Paris - Prague - Stockholm - Munich - Stuttgart - Vienne

Le Monde des Secteurs de Pointe

Promouvoir, optimiser, gérer notre Service Qualité



17 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

La **DIVISION SYSTEMES AERONAUTIQUES** vous propose de rejoindre sa filiale, située en région toulousaine, développant des activités électroniques et aéronautiques.

Dépendant du Responsable de ces fabrications et animant une équipe d'une dizaine de personnes, vous assurez la responsabilité du Service Qualité. Vous êtes chargé de l'assurance qualité du produit livré, faites appliquer les règles définies et êtes garant des procédures. Vous réalisez également la promotion de la qualité et animez les actions d'amélioration, notamment par des actions de formation (agents de maîtrise, techniciens et opérateurs) aux méthodes modernes de gestion de la qualité.

Ingénieur de formation, à dominante électronique, vous justifiez d'une expérience réussie dans la fonction et maîtrisez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Labinal, Christian Lefrançois, Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales, BP 218, 78051 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

GAGNEZ LES GRANDS ESPACES EUROPEENS

TEUCHOS, Société d'Ingénierie créée début 90 compte déjà 100 collaborateurs. Son domaine : les grands programmes aéronautiques et spatiaux nationaux et européens en collaboration avec un grand donneur d'ordre de la profession. Elle recherche pour ses activités de conception et de développement de lanceurs et missiles des

INGENIEURS DEBUTANTS OU QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE (Bac + 5 minimum)

pour les postes suivants basés en région parisienne.

- Aérodynamique : études de formes, modélisation et calcul de performances.
- Calcul et optimisation de trajectoires de montée et de rentrée.
- Etudes de guidage et pilotage (logiciels de commandes de vol).
- Modélisation et calcul de structures.
- Modélisation et analyse thermique d'une case à équipements.
- Synthèse technique et documentation d'étage cryotechnique.

- Etude et définition de maquettes fonctionnelles d'étages.
- Etude d'équipements électroniques embarqués sur missile.
- Ingénieur projet pour architecture électrique et équipements électroniques de missile.
- Ingénieur projet pour localisation et guidage de missile.
- Ingénieur projet pour étage de lanceur.

Vous justifiez d'une bonne connaissance de l'anglais.
Vous savez faire preuve d'autonomie tout en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires ou sein de structures à dimension humaine.



Merci de nous adresser votre candidature (lettre de motivation, CV détaillé) sous référence RP03 à **TEUCHOS EXPLOITATION**, 6, avenue du Général de Gaulle, 78000 VERSAILLES. Elle fera l'objet de la plus grande discrétion.

Le Monde des Secteurs de Pointe

Analyste Marketing

Débutant, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs et souhaitez intégrer la Direction Marketing d'un grand constructeur automobile.

Nous vous proposons de participer à l'élaboration et la mise en place de l'un des projets prioritaires de notre unité systèmes d'information (connaissance de la méthode Merise appréciée).

Au sein de cette nouvelle équipe, basée à La Défense, votre rigueur et votre sens relationnel vous permettront d'être rapidement une force de proposition pour ensuite évoluer dans nos structures fonctionnelles ou opérationnelles.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 11633 à Média-System, 6 impasse des deux cousins 75849 Paris Cedex 17 qui transmettra.



COGEMA

LE GROUPE COGEMA

17 000 PERSONNES

23,6 MILLIARDS DE C.A. DONT 33 % A L'ETRANGER

140 REACTEURS NUCLEAIRES ALIMENTES DANS LE MONDE

TEL (1) 42.61.82.81

ENSAM, ENSEM, ENSMN...

Rattaché au responsable des fabrications, vous êtes intégré à une équipe dynamique de 6 personnes. Vous spécifiez et suivez les études de réalisation et la fabrication d'emballages et de matériels de transport de matières radioactives devant respecter des critères de sécurité sévères et une qualité de fabrication irréprochable.

Vous avez à vous impliquer en priorité sur les matériels nouveaux en liaison avec les sociétés d'ingénierie et les entreprises de fabrication associées à nos projets.

Une formation en mécanique, des connaissances en méthodes et suivi de fabrication sont indispensables. La maîtrise de l'anglais est un plus.

Ce poste de chargé d'affaires fabrication, basé à notre Siège en RÉGION PARISIENNE, vous permettra d'évoluer dans les métiers très diversifiés de nos différentes branches d'activités et de nos filiales.

Appelez notre Contact Téléphone : (1) 42.61.82.81 de 8H30 à 18H30 (Samedi de 10H à 13H) ou composez le 3616 CVCOM ou adressez votre candidature sous référence STM03 à : DRS/Gestion des Cadres COGEMA - 2, rue Paul Daupier - B.P. 4 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY



Premier constructeur mondial de véhicules automobiles, nous sommes 4 800 personnes en France.

Nous sommes également l'un des principaux équipementiers des constructeurs automobiles européens. DANS LE CADRE DE MARCHES TRES IMPORTANTS, notre division "DEMARREURS - ALTERNATEURS" recherche un

INGENIEUR FIABILITE PRODUIT

PARIS (Nord 42)

VOTRE MISSION : vous vous rendez régulièrement chez nos clients européens et êtes leur représentant ou sein de GM. Vous participez aux études AMDEC produit et process. Vous avez la responsabilité de l'outil de production. Vous analysez les retours/garantie et mettez en place les actions correctives.

VOTRE PROFIL : jeune ingénieur mécanicien ou électrotechnicien (AM, ENI, ...) une première expérience réussie en milieu industriel qui vous a permis de connaître les outils qualité et de bonnes aptitudes relationnelles et le sens du concret. Un bon niveau d'anglais (l'allemand sera un plus).

NOUS VOUS OFFRONS : un travail passionnant qui vous permettra d'avoir une vue globale sur les activités de l'entreprise. Un poste alliant technique et contacts avec les clients. Un environnement de travail très enrichissant (management participatif, qualité totale...) les possibilités d'évolution offertes par le plus grand groupe industriel mondial.

Pour un entretien individuel avec la société le 24/01/91

Adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 11, rue Heinrich - 92100 BOULOGNE. Fax : 46.21.78.13 en indiquant la référence 3324 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN

B.E., Méthodes et Qualité...

Jeune Ingénieur Chef de Service

AM ou équiv.

Près Chartres

Débutant ou en début de carrière, cette fonction vous intéresse : une Entreprise Industrielle de taille humaine (80 pers.), filiale d'un Groupe réputé internationalement (1500 pers., 1 Md de CA, 60 % à l'export), une production de grande série dans le domaine du chauffage, tout le fonctionnement de l'entreprise vu d'un poste englobant la périphérie de la production (Bureau d'Etudes, Méthodes Industrialisation et Contrôle qualité). Sous l'autorité hiérarchique du Directeur Usine, vous animerez une équipe de 7 techniciens, dessinateurs et ouvriers professionnels. Un poste tremplin vers des fonctions plus importantes au sein du Groupe. L'ingénieur généraliste que nous recherchons, passionné, ouvert et ambitieux s'exprime correctement en anglais.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 12 794 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ARIAN
ORION
Homme et Entreprise



Le Port Autonome du Havre recherche

INGENIEUR ARTS ET METIERS

ENSAM - ECAM - ENSM...

Cadre Supérieur, adjoint au Chef du Service Technique de l'Outillage (170 personnes), vous serez responsable de la maintenance d'équipements de maintenance : structures, mécanique, équipements électriques, avec supports G.M.A.O. et D.A.O. (20 micros interconnectés au site central). Vous superviserez les ateliers de maintenance et assurerez des missions ponctuelles, travaux neufs et ingénierie - France et Etranger - Vous encadrerez plusieurs Chefs de travaux.

Ayant une première expérience industrielle, excellent généraliste, vous êtes à l'aise au sein d'un environnement technologique évolué (fibres optiques, automatisme, M.A.O.). La pratique de l'anglais est indispensable.

Réelles perspectives de carrière assurées dans le cadre d'un plan de développement ambitieux.

Les dossiers de candidature devront être adressés à : A. MERTAN - P.A.H. - B.P. 1413 - 76067 LE HAVRE Cedex.

Possibilités d'un premier contact par téléphone au 35.21.73.71 ou d'un premier entretien à Paris.

Groupe privé du secteur tertiaire, leader mondial dans notre domaine d'activité, nous créons le poste d'Administrateur des données et souhaitons le confier à un

INGENIEUR CONSEIL EN ORGANISATION

Grande Ecole débutant ou 1ère expérience

Véritable bras droit du Responsable des Etudes Informatiques,

- vous participerez à l'élaboration du schéma directeur informatique.

- vous serez garant de la cohérence et de l'intégration des systèmes d'information en assurant la généralisation d'un vocabulaire commun.

Pour ce poste clé de notre Direction Informatique, nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'une Grande Ecole (X, Centrale, HEC, ESC, ...).

Votre première expérience de la conception de systèmes sera un atout, mais nous sommes prêts à assurer une formation à nos méthodes à un candidat dynamique et rigoureux.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, salaire actuel) sous réf. ADM à notre conseil : EL CONSEIL - 7, rue Paul Lelong 75002 PARIS, qui vous garantira toute confidentialité.



Ingénieurs Electromécaniciens

Le plus grand constructeur Médical, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités européennes, américaines, asiatiques une large gamme d'équipements de radiologie et de radiothérapie. Nos équipes d'ingénieurs et techniciens toujours plus performants à notre clientèle nous recherchons des

Ingénieurs Electromécaniciens

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs types AM, INSA et avez des connaissances en électromécanique et électrotechnique.

Vous avez une première expérience industrielle et vous parlez couramment l'anglais, nous vous offrons la possibilité de vous investir dans un poste passionnant et évolutif.

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo et prétentions sous référence IE/M au Service Recrutement, GE CGR, 283 rue de la Mitrière, 78530 BUC.



General Electric

GRANDS PROJETS A L'EXPORTATION

JEUNES INGENIEURS

Au sein du groupe GEC ALSTHOM, CTM est chargé, au plan mondial, de diriger la conception, la négociation et la réalisation de centrales électriques.

Après une période d'intégration et de formation à Boulogne-Billancourt (92), CTM offre à des jeunes ingénieurs de commencer leur activité sur ses chantiers à l'étranger. Au sein des équipes "contrats", ils participent à la coordination technique, économique et humaine de l'ensemble des entreprises et sous-traitants intervenant sur les chantiers. Leur mission s'étend jusqu'à la mise en service des installations.

Ces postes, qui requièrent polyvalence, esprit d'équipe, ouverture et flexibilité, s'adressent à des ingénieurs diplômés d'écoles de premier plan, généralistes à dominante électro-mécanique ayant si possible des connaissances en thermodynamique.

Débutants ou possédant une première expérience en France ou à l'étranger, ils sont motivés pour rejoindre un Groupe qui encourage la mobilité au sein d'activités diversifiées.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 9/31907 à EGOR CARRIERES INTERNATIONALES, 8, rue de Berni, 75008 PARIS. Tél. 42.25.71.07.

GECALSTHOM

DIVISION CENTRALES ENERGETIQUES

السلامة

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ingénieurs d'essais système : Maggaly s'installe à Lyon... Pourquoi pas vous ?

Lille, Bordeaux, Toulouse, Chicago, Taïpeh... Il y aura toujours des hommes pour intégrer les systèmes de transport de demain. Après avoir prouvé leur talent sur le marché du VAL et des automatismes de transport, les ingénieurs de MATRA TRANSPORT développent une nouvelle génération de produits : Maggaly, l'automatisme intégral de la ligne D du métro de Lyon.

Au sein de l'équipe d'essais en place, vous participerez à la préparation et à la réalisation des essais du pilote automatique sur le terrain. A partir des spécifications fonctionnelles, votre mission est variée : élaboration des procédures, mise en oeuvre de tous les moyens propres à l'exécution des essais et analyse des résultats. Motivé par la dimension "terrain" de cette fonction, vous apprécierez d'avoir une vue d'ensemble sur le projet.

Ingénieur de formation généraliste, vous disposez de connaissances en informatique et automatismes. Vous justifiez également d'une expérience de quelques années dans ce domaine. Capable de vous adapter rapidement à l'environnement ferroviaire, vous avez une plume technique et un excellent sens de l'organisation.

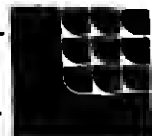
Vous réussirez à ce poste basé à LYON vous permettra d'évoluer au sein de notre société. Merci d'adresser votre candidature à notre Direction des Ressources Humaines

MATRA TRANSPORT - 48/56 rue Barbès
BP 531 - 92542 Montrouge Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Ingénieur Chef de Projets G.P.A.O.



labinal

17 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

La DIVISION SYSTEMES DE LIAISONS ELECTRIQUES AUTOMOBILE conçoit et réalise des systèmes électriques pour l'industrie automobile. Avec une très forte présence européenne, elle poursuit son expansion en développant son savoir-faire sur un secteur du marché automobile en forte évolution technologique.

Rattaché à la Direction Gestion-Administration de la Division, vous concevez et mettez en place les règles et procédures des flux d'information en optimisant les circuits. Responsable de la coordination des projets GPAO de la Division, vous élaborez des règles de gestion de projets, participez aux cahiers des charges et suivez la réalisation des travaux en garantissant leur cohérence par rapport aux objectifs stratégiques de la Direction Générale.

Ingénieur de formation, vous justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel ou chez un consultant. Des compétences en micro-informatique et la maîtrise d'outils et de suivi de projet (OGF-PERT...) sont requises. Une bonne pratique de l'anglais ou de l'espagnol sera un atout apprécié.

Ce poste basé au siège à Montigny-Le Bretonneux (78) nécessite quelques déplacements. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à Labinal, Christian LeFrançois, Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales, BP 218, 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

même débutant...

Jeune Ingénieur

Organisation - Industrialisation - Développement

ECP - ECL...

Paris

Dans le cadre de l'évolution de son marché, cet important Groupe français (8000 personnes) modernise les moyens de production de plusieurs de ses Centres régionaux d'exploitation. Sous l'autorité du Directeur des Opérations, le jeune ingénieur (première expérience industrielle souhaitée) coordonnera la mise en oeuvre des projets de modernisation (construction des sites, automatisation des ateliers, implantation d'outils pilotés par ordinateur...), définira les nouveaux postes de travail et supervisera l'ensemble des prestations extérieures. Il vérifiera le respect des cahiers des charges, établira les procédures et se tiendra informé des méthodes et outils employés dans des Entreprises de même nature en France comme à l'étranger. Un poste de tout premier plan pour un ingénieur de talent. Très importantes perspectives d'évolution pour un candidat à fort potentiel.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 101 797 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



Glass Group, Europe

C.A. : 3,8 milliards de francs, 3 300 personnes, 3 usines en France, 3 usines en Italie, 15 filiales en Europe. Nous sommes rattachés à un groupe international, 37 000 personnes, leader mondial dans les domaines du verre, de la chimie et de la peinture. Nous souhaitons intégrer :

2 JEUNES INGENIEURS PRODUCTION AM, IDN, HEI, ENSEM...

Disposant d'une première expérience industrielle, de préférence en production pour prendre des responsabilités importantes au sein de nos unités de production de verre trempé automobile.

- L'une située à MAUBEUGE (400 personnes) où il sera chargé :
 - d'animer un effectif de 80 personnes avec le souci de s'inscrire dans les objectifs globaux du groupe en matière de sécurité et de qualité,
 - de participer à l'amélioration et au développement des process.

Il lui sera par ailleurs confié dans un deuxième temps la mise en place de la GPAO. Son ouverture aux nouvelles technologies (automatismes, informatique industrielle), ses qualités de contact et son dynamisme lui permettront d'avoir un rôle moteur tant sur le plan technique et organisation que sur le plan social où il devra être un interlocuteur reconnu et fiable.

Référence : 2A 2057-1M

- L'autre située à DONCHERY, ARDENNES (75 personnes) :

Directement rattaché au chef d'établissement, il sera responsable de l'ensemble de la production et aura notamment :

- à diriger un effectif de 50 personnes, à animer des groupes de travail destinés à promouvoir la sécurité et la qualité,
- à participer activement à la mise au point et au développement des nouveaux produits et à gérer notamment le programme de réalisation des prototypes.

Ce poste s'adresse à un candidat souhaitant s'intégrer dans une petite unité à dimension humaine où ses qualités d'autonomie et son goût pour les tâches variées lui permettront d'être directement impliqué dans la bonne marche de l'usine.

Référence : 2A 2058-1M

1 JEUNE INGENIEUR CONCEPTION ET REALISATION D'INVESTISSEMENTS

ECP, AM... disposant d'une première expérience réalisation de grands chantiers (éventuellement débutant), il sera affecté sur le site de production de Float Glass à MAUBEUGE (700 personnes). Au sein de la Direction de l'Ingénierie et du Développement, il participera à un projet de grande envergure impliquant un investissement très important.

Après avoir reçu une formation pratique sur la production du verre et les outils mis en oeuvre, il collaborera au projet de la conception jusqu'à la mise en route dans le cadre du budget défini et sera en contact tant avec les services internes qu'avec les fournisseurs d'équipement et de matériel.

Progressivement son champ d'action s'élargira vers le processus à l'occasion d'autres investissements à réaliser en France ou à l'étranger.

Son goût pour la technique, ses qualités d'organisation et son dynamisme lui permettront d'avoir un rôle important dans l'évolution technologique et les investissements de productivité réalisés par le groupe.

Référence : 2A 2059-1M

Tous ces postes impliquent un bon potentiel pour des évolutions ultérieures dans le groupe et la maîtrise de la langue anglaise.

Italian apprécié pour le poste référencé 2A 2059-1M

Ecrire en précisant la référence. Discrétion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Schlumberger

Technologies

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et commercialise partout dans le monde des cartes à mémoire et des systèmes de paiement électronique, des systèmes de CAO et FAO, des équipements de test automatique, des instruments électroniques de mesure...

La Division CFAO, aux premiers rangs mondiaux dans le domaine des logiciels de Conception et de Fabrication Assistées par Ordinateur, recherche un jeune

INGÉNIEUR D'APPLICATIONS SUPPORT TECHNIQUE ET CONSEIL

Après une formation initiale en région parisienne, vous rejoindrez notre Agence de LYON. Vous y prendrez en charge les aspects techniques de nos offres commerciales. Vos responsabilités s'étendront au Conseil, à la formation et à l'assistance de nos clients sur l'ensemble du marché français.

Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieur à dominante mécanique (A&M, ICAM, ECAM, INSA...), vous possédez éventuellement une première expérience industrielle et vous souhaitez mettre à profit vos qualités de contact, votre créativité et votre goût pour le Conseil.

Formateur et évolutif dans un domaine en pleine expansion, ce poste vous préparera à d'importantes responsabilités techniques ou commerciales en France, en Europe ou aux USA.

L'anglais est, à ce titre, indispensable.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence LM/0801, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES
Division CFAO
B.P. 620-11 92542 Montrouge Cedex

Le Monde des Secteurs de Pointe

Valeo

Le leader mondial de la GARNITURE d'EMBRAYAGES recherche pour sa Division implantée à LIMOGES un(e)

Responsable Achats

Vous aurez la responsabilité de la fonction dans sa globalité :
- négociations des coûts d'achats auprès des fournisseurs européens et internationaux,
- investissements, frais généraux, sous-traitance,
- transport, douane, réception.

Cette fonction intègre également :
- la poursuite de la réorganisation administrative du service,
- la coordination des achats entre les divisions du groupe.

Votre formation d'ingénieur, la pratique courante de l'anglais, associées à une expérience acquise depuis 2/3 ans dans le milieu industriel automobile, vous feront intégrer notre équipe.

Votre potentiel, confronté à notre dynamisme technologique vous assureront une évolution de responsabilité, dans un Groupe industriel en développement international.

Nous vous remercions d'adresser lettre, C.V., photographie sous référence RA/LM à Y. HENOCQUE - Valeo - Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 13 rue Diemegard - 89400 SAINT OZEN.

Valeo L'Équipement Automobile
RCE

LE SAVOIR-FAIRE DES RESEAUX

Premier constructeur français de réseaux locaux, intervenant en France et à l'étranger, notre Société conçoit et réalise des sous-ensembles électroniques de communication très évolués : cartes, répéteurs, logiques, etc...
En forte croissance (CA. 70 MF doublé chaque année depuis 4 ans) et souhaitant renforcer notre structure de recherche et développement, nous recherchons un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT HARD

Région Parisienne NORD OUEST

Au sein du service développement, cet ingénieur conçoit et réalise le design des circuits (ASIC, FPGA) et cartes relatifs à un projet qu'il développe, de l'origine à la mise au point finale. Il bénéficie d'un environnement intellectuel et matériel de premier ordre.

Ingénieur diplômé Grande Ecole (SUPELEC, ISEP, ESIEE, ENSI...) vous avez de préférence une expérience en logique numérique et traitement du signal.

Vous pratiquez l'anglais.

Vous souhaitez intégrer une société dynamique et motivante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence B1124 à notre conseil
A.L. PARTNERS - 86/88 Grande Rue - 92310 SEVRES.

A.L. PARTNERS
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

PARIS OUEST • LYON
TOULOUSE • MARSEILLE

INGENIEURS D'ETUDES

■ TELECOM/courants faibles

■ AUTOMATISME

■ GENIE ELECTRIQUE

Filiale du Groupe SCETAURROUTE premier bureau européen d'ingénierie autoroutière, l'activité de notre société touche aux techniques les plus modernes électriques et électroniques : automates, réseaux X 25, informatique temps réel, liaisons hertziennes, fibres optiques, distribution forte et moyenne tension, vidéo... Notre forte croissance, efficace et CA doublée en 2 ans, nous conduit à renforcer nos équipes :
CE SONT 30 INGENIEURS QUI NOUS REJOINDRONT EN 1991.

Nous recherchons dès à présent pour nos différents centres de profils des ingénieurs dans les spécialités :

■ **TELECOM/courant faibles** : ingénierie des équipements télécoms sur autoroutes.

■ **AUTOMATISMES et GTC** : études techniques dans le domaine de la collecte et la transmission d'informations.

■ **GENIE ELECTRIQUE** : études d'éclairage, d'installations électriques et de distribution d'énergie sur routes et autoroutes.

De formation ingénieur ou équivalent vous avez une expérience significative d'une ou plusieurs de ces techniques. La connaissance spécifique du milieu autoroutier pourra être assurée par une formation préalable.



Dans le cadre de nos recrutements futurs, les candidatures d'ingénieurs débutants seront également examinées.

Si vous voulez participer à notre développement, merci de nous écrire sous réf. PF/LMI 0191 en indiquant la ville choisie à SCETAURROUTE - Pascale FARDEAU - 2, rue Stephenson - 78181 ST QUENTIN YVELINES CEDEX.

Le département du Val-de-Marne

Recrute

Par voie de mutation ou détachement pour sa direction des bâtiments départementaux

Un ingénieur en chef de 1^{re} catégorie

ou un ingénieur en chef satisfaisant aux conditions d'avancement à la première catégorie

pour exercer les fonctions de Chef du service d'études et de conception d'architecture

- 50 agents
- Budget 200 000 000 F

Ce cadre :

- aura en charge l'élaboration de la politique globale de développement et d'adaptation du patrimoine bâti départemental (400 équipements différents, 1 000 000 m² de plancher),
- assurera la maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations départementales de constructions et de restructurations.

Il devra posséder une expérience des collectivités territoriales :

- mission de coordination et d'organisation,
- procédures administratives, budgétaires et comptables,
- et avoir des références significatives en maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre.

Adresser une lettre motivée accompagnée d'un Curriculum Vitae à :

Monsieur le président du Conseil général

du département du Val-de-Marne

Direction du personnel départemental

1^{er} bureau, recrutement

Avenue du Général-de-Gaulle

940011 CRETEIL Cedex

Tél. : 43-99-84-15

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à la Direction des bâtiments départementaux au 43-99-81-01

Filiale d'un important groupe industriel, nous sommes reconnus dans la fabrication de produits de spécialités C.A. 1,7 millions de Francs - 1600 personnes. Pour l'un de nos sites situés à ARRAS,

Ingénieur Chimiste

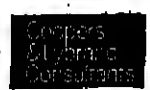
Le processus en vue d'une démarche qualité

Votre rôle sera d'établir les différents modes opératoires et d'en décrire avec précision les étapes pour optimiser les processus de fabrication. Et ce, dans un univers "batch" faisant appel à de nombreux types de réactions.

Vous serez le correspondant usine de notre démarche qualité pour définir les procédures nécessaires pour que notre site obtienne l'agrément ISO 9002. De plus, vous assurerez la formation des opérateurs et les liaisons avec les services techniques.

Cette mission passionnante et formatrice sera confiée à un ingénieur chimiste diplômé génie chimique justifiant si possible d'une première expérience et ayant acquis une bonne connaissance en chimie organique.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite de préférences sous référence M/515/J à notre conseil, 8, avenue Descazes - 75008 PARIS.



INGENIEUR DEVELOPPEMENT TECHNIQUE

Formation HSE, UTC, INSA, ENSIC ou équivalent, complétée par une spécialité génie chimique, vous avez 2/3 ans d'expérience dans l'industrie. Avec un bon niveau d'anglais et une sérieuse pratique de la micro-informatique, vous êtes également un homme de contact et de dialogue.

Vous seconderez le responsable de notre service Méthodes dans ses actions d'optimisation et de développement de notre outil de production : analyse des processus existants, étude et mise en place de nouveaux matériels et de bases de données.

Vous jouerez un rôle moteur dans l'amélioration de nos processus de fabrication et l'évolution de notre technologie, en liaison avec l'ensemble de nos services en France et de notre division internationale.

Si ces perspectives vous motivent, merci d'adresser votre lettre + C.V. et photo à Bernard JARRY - AKZO Division Peintures B.P. 229 - 60762 MONTAIGNE CEDEX.



Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer

21 INGENIEURS

DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ÉTAT

(femmes et hommes)

CONCOURS SUR TITRE

Agé(e) de 40 ans ou plus au 1^{er} janvier 1991, vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un D.E.A. en :

- PHYSIQUE
- CHIMIE
- ÉLECTRONIQUE
- MÉCANIQUE INDUSTRIELLE
- GÉOLOGIE
- BIOTECHNOLOGIES

Après examen de votre dossier et entretien avec le jury, vous suivrez une formation rémunérée de trois mois dans une Direction départementale de l'Équipement et à l'École nationale des Travaux publics de l'État.

Vous rejoindrez ensuite l'un des laboratoires du réseau technique du ministère.

Renseignez-vous auprès du bureau des examens et concours Direction du personnel.

244, boulevard Saint-Germain - 75007 Paris.

Tél. : (16/1) 45-49-53-37 ou 45-49-53-21

ou 45-49-53-61

Clôture des inscriptions le 14 janvier 1991.

jeune ingénieur pour notre pépinière de futurs responsables

EMBALLAGES INDUSTRIELS CARRIÈRE INTERNATIONALE

Nous sommes un des leaders mondiaux de l'emballage industriel. Notre structure est implantée au niveau mondial.

Notre activité en constante croissance nous conduit à anticiper nos besoins en futurs responsables.

Dans ce contexte dynamique, nous recherchons un jeune ingénieur à haut potentiel.

Dans un premier temps, vous occuperez en France et à l'étranger des postes qui vous permettront de vous familiariser à notre culture et à nos techniques.

Fort de vos premières réussites, vous serez amené, ensuite, à assumer des responsabilités opérationnelles dans une de nos unités.

Vos atouts :

- Ingénieur généraliste de grande école, vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience, de préférence à l'étranger.
- Vous vous destinez à une carrière internationale. La mobilité et une très bonne pratique de l'anglais sont donc vos points forts.

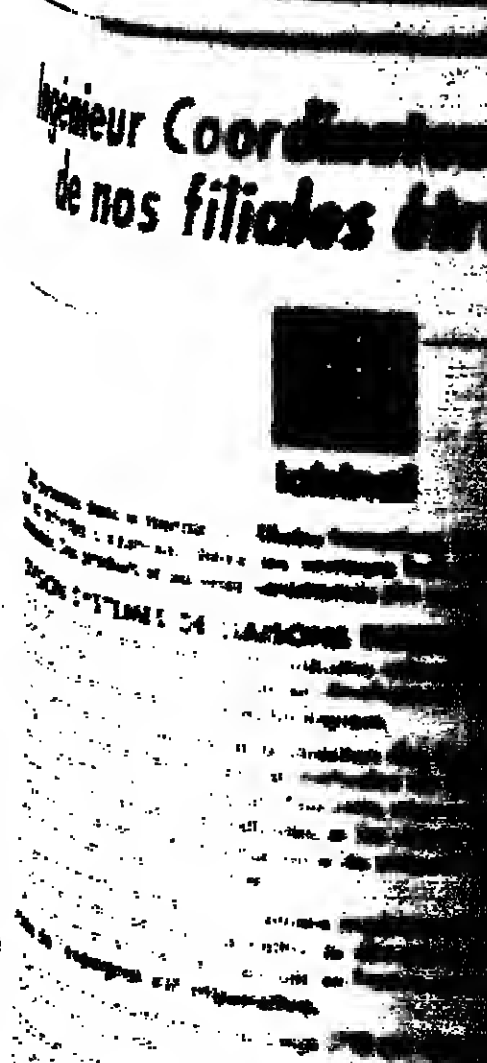
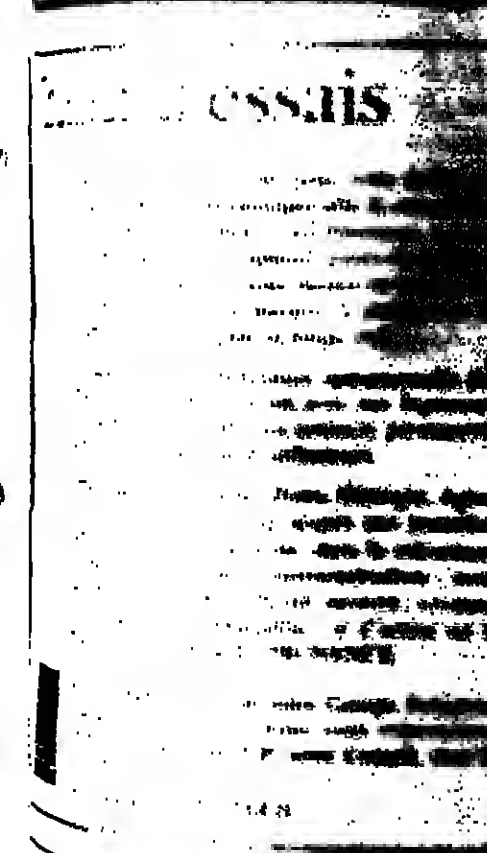
Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (CV et préférences) sous réf. DVL 91 à notre Conseil qui vous garantira une confidentialité totale.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16



à l'écoute des talents

cerim


Journal 50

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 9 janvier 1991 XXI

Le Monde des Secteurs de Pointe



un des trois centres d'études et de recherches situés au cœur de TDF, le 1^{er} Diffuseur de Radio et de Télévision, le spécialiste des satellites de diffusion directe, du radiotéléphone, des réseaux câblés...

Les études menées par le CERIM portent sur les métiers fondamentaux de TDF : la production de signaux de programmes audiovisuels, leur diffusion par émetteurs terrestres et satellites et les actions nécessaires à leur bonne réception par le public.

POUR SON LABORATOIRE EMISSION
TDF/CERIM recrute

- **PROFIL :** — BAC + 4/5 Universitaire ou Grandes Ecoles.
— Compétence en électronique analogique et numérique.
— Connaissance en traitement du signal.
— Esprit d'initiative et d'autonomie.
— Connaissance de l'anglais.

- **MISSION :** — Assurer des études théoriques et pratiques dans le domaine de l'évolution des normes d'émission.
— Définir les systèmes de mesures destinés à valider les équipements réalisés.
— Contribuer à la valorisation des études réalisées à l'intérieur de TDF et auprès des constructeurs de matériels d'émission.

- **LIEU DE TRAVAIL :** MEUDON, à terme ISSY LES MOULINEAUX (Porte de Versailles)

Motivé votre intérêt pour ces postes. Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre, photo et prétentions) à :

TDF/CERIM - D.R.H.
10, rue d'Orléans sur Glane
75732 PARIS CEDEX 15

Ingénieur d'essais

Assisté d'une équipe de 8 techniciens, vous définissez des méthodes de mesures dynamiques afin de caractériser in-situ des matériaux et produits visco-élastiques, à l'aide d'instrumentations variées (capteurs piezo-électriques, radars, triangulation laser...). Vous menez en œuvre des techniques d'acquisition des mesures à distance et de traitement informatisé du signal en temps réel.

Vous planifiez et gérez la réalisation opérationnelle des essais, travaillez en relation étroite avec nos Ingénieurs Développement et entretenez des contacts permanents avec nos clients, constructeurs et utilisateurs.

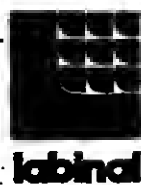
Ingénieur Grande Ecole (Mines, Ponts, Géologie, Agro., ENSTA, ENSAM...), vous avez acquis une première expérience dans le monde agricole, dans la mécanique des milieux continus ou dans l'instrumentation ; nous vous proposons une responsabilité ouverte, vivante, composée de technique, d'animation... et d'action sur le terrain, dans la région d'ALX EN PROVENCE.

Pour nous rejoindre, au sein de notre Groupe Industriel (2,2 milliards de F. de CA), nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous la réf. BRA 106 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTIC

Ingénieur Coordinateur Technique de nos filiales étrangères



17 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

La **DIVISION SYSTEMES DE LIAISONS ELECTRIQUES AUTOMOBILE** conçoit et réalise des systèmes électriques pour l'industrie automobile. Avec une très forte présence européenne, elle poursuit son expansion en développant son savoir-faire sur un secteur du marché automobile en forte évolution technologique.

Dans ce contexte, et sous l'autorité de la Direction des Opérations de la Division, vous êtes garant de l'homogénéité des moyens et méthodes de fabrication des filiales étrangères (Angleterre - Espagne - Maroc - Portugal). Pour cela, vous assurez les liaisons techniques entre les services centraux d'études, de méthodes et les usines situées dans ces différents pays. Nous attendons également une véritable force de proposition dans la recherche de moyens permettant d'optimiser notre productivité.

Jeune Ingénieur généraliste avec une première expérience industrielle, ce poste opérationnel aux missions très diversifiées vous permettra de démontrer votre personnalité affirmée, votre aptitude à travailler en équipe... et d'évoluer en France comme à l'étranger. Une pratique courante de l'espagnol est impérative.

Poste basé à Montigny-Le Bretonneux au Siège (78) qui nécessite de fréquents déplacements à l'étranger (Maghreb - Europe).

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Labinal, Christian Lefrançois, Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales, BP 218, 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Il y a des signes qui ne trompent pas ...

Des projets nombreux, des compétences multiples, un CA de près de 2 Milliards de Francs, et surtout plus de 2000 hommes et femmes qui ont amené THOMSON RGS (Radiocommunications, Guerre électronique, Sécurité) au premier rang mondial des systèmes de communications.

Sa Direction Radiocommunications offre à ceux qui la rejoignent des carrières aussi diversifiées que ses projets. Elle recherche aujourd'hui des :

INGÉNIEURS

- Intégrer la Maîtrise d'Oeuvre du Programme Radio 4^{ème} Génération,
- Concevoir la partie radio-téléphone des réseaux HADES et RITA,
- Développer les logiciels associés à nos systèmes de transmission,
- Imaginer les communications inter-véhicules de demain.

... autant de missions qui vous feront participer à notre expansion vers de nouveaux marchés, vers de nouveaux horizons.

Débuteurs ou confirmés, relevez nos défis en bénéficiant d'un contexte de haute technicité et des moyens ad hoc :

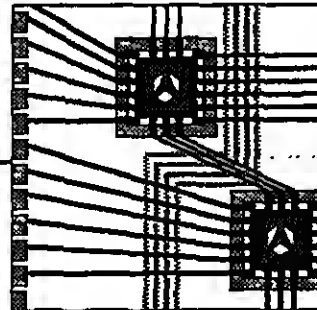
- logiciels temps réel et réseaux pour des équipements à base de 68000 sous VRTX ;
- AGL de haut niveau : stations SUN, VAX, UNIX ; langage C, Pascal, ADA ; ASA, GEODE ; Gestion de Configuration...
- techniques liées aux télécommunications modernes : architecture de systèmes, réseaux, protocoles, transmissions numériques sur voie radio, traitement du signal et de l'information.

Demain, vous pourrez évoluer dans des fonctions d'études si vous souhaitez accroître votre niveau d'expertise, dans la conduite de projets ou d'affaires, ou encore en devenant chef de produit pour acquérir une dimension commerciale... et toujours dans un environnement international !

Vous avez envie d'en savoir plus ?

Pour que nous parlions ensemble de ce que RGS vous offre, aujourd'hui et demain, il vous suffit d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM/08/01 à :

Laurence LABBE - THOMSON RGS - 66, Rue du Fossé Blanc - 92231 Gennevilliers Cedex.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Ingénieurs système généralistes suivez la voie de l'innovation

Présent en Europe, en Amérique et en Asie, MATRA TRANSPORT est aujourd'hui le leader mondial dans le domaine des métros automatiques. De Lille à Toulouse, en passant par Tōpoh ou Jacksonville nos automatismes de transport ont fait leurs preuves... grâce à leur avance technologique.

Depuis la mise en service du VAL en 1983 les ingénieurs de MATRA TRANSPORT continuent d'innover : plus que jamais l'avenir des systèmes de transport est entre leurs mains.

Au sein de la Direction Technique et Industrielle, les INGENIEURS SYSTEME de MATRA TRANSPORT interviennent à tous les stades de vie de nos produits, depuis la conception jusqu'à la réalisation. Cette vue d'ensemble sur un projet peut leur permettre d'intervenir sur des aspects variés : rédaction des spécifications fonctionnelles ou de sûreté, suivi de la conception et des développements...

Ingénieurs généralistes, vous justifiez d'une expérience significative sur de grands projets en informatique, électronique et automatismes. Vous êtes dotés d'un solide esprit de synthèse, mais aussi d'analyse. Vous vous distinguez par votre goût pour l'innovation et votre aptitude à convaincre. Si vous souhaitez innover avec nous... adressez votre candidature sous référence ISE à notre Direction des Ressources Humaines



MATRA TRANSPORT - 48/56 rue Barbès
BP 531 - 92542 Montrouge Cedex

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Le Monde des Secteurs de Pointe

Technologie des réseaux industriels

COMPEX

Filiale d'un groupe industriel suisse (1 100 personnes), nous sommes le numéro un du réseau local hétérogène industriel avec les produits IAC. Pour accompagner notre forte croissance (35 % en 1990), nous recherchons, pour notre agence parisienne, deux :

Ingénieurs Commerciaux

• région Paris-Ouest • région Est, basé à Paris ou dans l'Est

- Développer et suivre une clientèle industrielle.
 - Collaborer étroitement avec les sociétés d'ingénierie et les intégrateurs dans l'analyse des besoins et la conception des offres.
 - Agir en partenaire auprès des prescripteurs : constructeurs informatiques, conseils, etc., sont les missions que nous confierons à des candidats de 28 ans environ, de formation technique supérieure : ingénieur ou équivalent, possédant une première expérience de la vente d'équipements industriels et/ou de la réalisation de projets en automatique et informatique industrielle.
- Dynamiques et autonomes, vous intégrerez une équipe jeune, motivée et de haut niveau. Dépendant du Chef d'agence, vous évoluerez rapidement vers un poste de senior. Nous vous proposons :
- une formation à nos produits.
 - des conditions attractives : fixe important, commission et voiture de fonction.
- Dominique-Pierre MILLOT, notre Conseil, vous remercie de lui transmettre votre CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation sous référence 2037 M.

RHOC

19 place Tolozan, 69001 Lyon.

Jeune Ingénieur

Responsable Systèmes d'Identification

ECP - ECL...

Paris

Cette importante société (4200 personnes) fait partie d'un Groupe français de 1500 personnes, très réputé. Le Directeur de l'Exploitation recherche un jeune ingénieur grande école âgé d'au moins 27 ans, bénéficiant d'une première expérience industrielle de 2 à 3 ans, à qui il confiera l'entière responsabilité de la mise en œuvre et du suivi du système d'identification adopté (code à barres), ainsi que l'assistance technique pour toutes les applications relevant de ce domaine. Cette fonction, très autonome, implique que son titulaire se tiennent constamment au courant des évolutions techniques et innovations en matière de procédés d'identification modernes. Il représentera l'entreprise auprès des Groupements professionnels de normalisation. Les déplacements à l'étranger (de courte durée) nécessitent la maîtrise de l'anglais. Importantes possibilités d'évolution au sein du Groupe.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 101 799 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
Ingénierie et Contraintes

Associée au premier fabricant mondial de résine polyester, notre société poursuit une très forte expansion.

Ingénieur chimiste

Responsable de production

Après une période d'intégration de quelques mois au sein de nos différentes unités, vous prendrez en charge le développement de notre usine d'Estin (55), devant multiplier sa production dans les 3 ans, en collaboration avec le directeur du site. En liaison étroite avec nos laboratoires et à l'échelle mondiale des demandes de nos clients, vous serez chargé de tous les aspects de la fabrication.

Pour réussir à ce poste, vous avez de bonnes connaissances en mécanique générale et une pratique courante de l'anglais. Les perspectives de carrière liées à notre fort développement sont de nature à intéresser un candidat possédant un tempérament de manager en plus de ses compétences techniques.

A plus de 30 ans, vous avez une formation d'ingénieur chimiste complétée par une première expérience dans le domaine de la chimie organique (résines : polyester, peinture...).

Les entretiens auront lieu à Lyon ou à Paris.

Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous réf. JS611M à Sesaime Conseil, 26 rue Louis Blanc, 69006 Lyon.

SESAIME

RESSOURCES HUMAINES

ETPM

Un des leaders mondiaux des Travaux Pétroliers Maritimes recherche pour sa Direction Commerciale

2 INGÉNIEURS ETUDES DE PRIX

Vous participerez à l'analyse des documents d'appel d'offres, à l'établissement des procédures, à la mise en œuvre de la politique de prix et au suivi des négociations.

Vous êtes jeune ingénieur TP (25/30 ans environ), débutant ou avec une expérience acquise si possible dans une activité similaire.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol serait un plus.

A terme, vous évoluerez vers des responsabilités opérationnelles.

Adressez CV, photo et prétentions, sous réf. 11576, à Média-System, 6 Impasse des Deux Couleins, 75049 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Laboratoire de Recherche

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS/INFORMATIENS

Ingénieurs Développement logiciel et matériel en électronique numérique et analogique, en charge des études et développement d'équipements embarqués sur sonde interplanétaire (Mission Mars 1994).

Poste basé au Service d'Aéronomie du CNRS à Verrières-le-Buisson (91370).

Déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Développements et réalisations électroniques et informatiques associées à des détecteurs à transfert de charge.

Travail en équipe sous la responsabilité d'un chef de projet.

Encadrement d'agents techniques, suivi de sous-traitance, gestion de calendriers de développement et de budget.

Connaissances de l'anglais technique lu et parlé.

Déjà des obligations militaires.

3 postes sont à pourvoir sur contrats à durée déterminée (3 ans maximum) :

1. Développement des logiciels de vol.
2. Électronique numérique et analogique embarquée.
3. Développement des équipements de suivi et de contrôle (logiciel et matériel micro-ordinateurs).

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à : CNRS Aéronomie, BP 3 - 91371 Verrières-le-Buisson Cedex à l'attention de M. P. BAUER. Tél : 89-20-01-83 ou M. MALIQUE. Tél : 84-47-42-73

PME grenobloise en plein développement (250 salariés), nous fabriquons des produits métallurgiques de haute technicité pour l'industrie pharmaceutique.

ingénieur débutant

devenez notre "QUALITY MANAGER"

Adjoint de notre jeune Directeur de production qui vous forme à nos techniques, vous le secondez en fabrication, mettez en œuvre les procédures qualité et formez notre maîtrise et nos opérateurs. Passionné de mécanique et de qualité, vous aimez l'atelier ; exigeant, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités. Vous parlez anglais et êtes pressé de réussir.

Ecrivez à Philippe ROMANET, consultant (réf. 3986 LM)

"Carrières d'ingénieurs"
ALEXANDRE TIC S.A.
96, RUE STALINGRAD - 39100 GRENOBLE
LYON - PARIS - STRASBOURG
LYON - NANTES - TOULOUSE

SNEF
ELECTRIC
FLUX

SNEF ELECTRIC FLUX - filiale du groupe Lyonnais des Eaux/DMZ, 3000 personnes, 50 implantations en France et à l'étranger - recherche pour son service Export en France (Marseille), DOM-TOM,

Ingénieurs électriciens

ENSI, A&M ou équivalent

Chefs de travaux en électricité

Vous connaissez l'industrie et le bâtiment. Anglais indispensable. Nous vous proposons différentes fonctions de responsabilité : soit en France, à Marseille, au sein de notre B.E. (des déplacements de courte durée dans les DOM-TOM ou à l'étranger sont à prévoir) ; soit affecté pour des séjours prolongés dans les DOM-TOM ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + CV détaillé + photo à SNEF ELECTRIC FLUX - Service Export - 87 av. des Aysolades, 13015 Marseille.

CENTRE DE RECHERCHE EN MATÉRIAU DE CONSTRUCTION

DUT Génie Civil ou équivalent

Deux ans d'expérience au minimum pour travaux de recherche et de normalisation. Spécialités : résistance des matériaux, mise en œuvre des matériaux de construction. Anglais lu et parlé serait apprécié. Ecrire à CTTB - 17, rue Letellier - 75015 Paris.

INGÉNIEURS ACHATS

25 - 30 ans, titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'études supérieures (minimum BAC + 4), vous êtes débutants ou vous justifiez d'une première expérience, si possible, de la négociation dans l'un des domaines suivants :

- INFORMATIQUE
- ELECTROMECANIQUE

De réelles perspectives d'évolution vers d'autres fonctions, vous permettront de développer vos compétences au sein d'un environnement haute technologie

Merci d'adresser votre dossier de candidature et n° de tél. sous réf. M/0181/CO à notre conseil, CABINET SALABERT - 34, Quai Alexandre III 50100 CHERBOURG (Discrétion assurée).

Le Coq

LEE COOPER INTERNATIONAL recherche pour son Service Qualité

2 INGÉNIEURS TEXTILE

- 1 responsable de la Qualité matière - Anglais indispensable
 - 1 responsable Méthodes et Industrialisation
- Envoyer votre dossier de candidature sous réf. LCI à V. AUBOURG LEE COOPER - 6, rue Albert Dhoinne - 93582 SAINT OZEN Cédex

Pour importante société Aéronautique, nous recherchons : **INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES, DEA, DOCTORATS, CENTRALE, ENSAE, ENSAM, ENSICA, ENSMA, ENSMN, IDN, IEL, ENSMEN, EUDIL, INSA, etc.**

Options : AÉRODYNAMIQUE, MÉCANIQUE DES STRUCTURES ET DES FLUIDES

Activité : Recherches et études dans programmes d'avant-projet pour le futur.

Connaissances : Anglais et PORTUGAIS 77 appréciées. Ces postes s'adressent à des débutants libérés des obligations militaires et disposant d'un statut militaire.

Lieu de travail : banlieue SUD.

Adressez C.V. et prêt. à T21, 242 bd Jean Jaurès, 92100 BOULOGNE ou téléphones pour RV à François LAULAN au 47.61.00.85

Ingénieur électronicien équipements aéronautiques

Une opportunité pour un passionné de pyrométrie et de fibre optique

Pour notre division aéronautique, nous recherchons un ingénieur électronicien de 25-30 ans, titulaire d'une licence ou d'un diplôme de 3^e ou 4^e année. Cette personne devra posséder des connaissances de base en pyrométrie, en fibre optique et en traitement du signal.

La rigueur, l'exactitude, l'habileté, la responsabilité, la qualité, la curiosité, la capacité de l'analyse et de la synthèse (en français et en anglais) sont des atouts pour ce poste basé à 250 km au sud de Paris.

Merci d'adresser à notre conseil GUY BRENGARD S.P.A. 57 rue de Valenciennes 75008 PARIS, sous réf. 88249404 votre dossier de candidature et en joignant un C.V. détaillé et une photo.

JOURNÉE
Le 3
PROSPECTIVESUNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségurmercredi
16 janvier
1991
de 14H00
à 16H00vous invite à assister
à sa tribune :

"Être ingénieurs et techniciens aujourd'hui dans l'Aéronautique et l'Espace : pour quelles aventures du futur"

INGÉNIEUR ET LA CONSTRUCTION

AVENIR DE QUALITÉ PLUS INTÉRESSANT

INGÉNIEUR CONSEIL QUALITÉ

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

VOTRE FUTUR CHAMP D'ACTION... L'INGENIERIE ET LA CONSTRUCTION D'EQUIPEMENTS PETROLIERS ET GAZIERS DANS LE MONDE ENTIER.

*Ingénieurs grandes écoles ou universités
débutants ou confirmés*

SOFREGAZ, société française résolument tournée vers l'international (200 MF de CA), intervient dans ce domaine bien spécifique : l'ingénierie et la construction d'équipements pour l'industrie du pétrole et du gaz. Capable d'offrir une gamme complète de services, allant du conseil et de l'expertise jusqu'à la réalisation de projets clés en main, la force de SOFREGAZ est de concevoir et réaliser du "sur mesure".

SOFREGAZ peut vous offrir de réelles opportunités de travail dans le monde entier : Grèce, Turquie, Algérie, Irlande, Pologne, Corée, Ukraine... Responsable de vos projets, tant sur le plan technique que financier, vous intervenez à la fois depuis notre siège basé à Clichy et directement sur le terrain à l'étranger. Naturellement, la maîtrise du français et de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une troisième langue constituant un plus. Les spécialités les plus recherchées sont : géologie, cryogénie, génie chimique, mécanique, offshore...
Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) à Hugues Gillet, SOFREGAZ - 92/98 boulevard Victor-Hugo-92115 Clichy.



Organisateur au sein de notre D.R.H.S.

NON-FLACONNAGE

750 personnes,
500 MF de CA dont
30% à l'exportation.
Spécialiste des
emballages en verre
sur les marchés de
la pharmacie et
de la parfumerie.
Une politique
dynamique
d'innovations,
d'exportations.
Une situation
industrielle rénovée.

Dans un environnement où l'évolution technologique va de pair avec une réflexion permanente en matière de développement des hommes et d'optimisation des compétences, nous vous proposons de créer cette nouvelle fonction.
Rattaché au Directeur des Relations Humaines et Sociales, vous serez chargé d'initier et d'animer de nouvelles actions d'organisation. Vous interviendrez en tant que conseil auprès des différents responsables de notre siège (basé à Levallois) et de notre unité de production (implantée à Massières) sur des projets aussi stratégiques que la qualité, la flexibilité, la mise en place de nouvelles organisations et d'actions de formation favorisant le changement.
Ingénieur généraliste, vous avez été sensibilisé par vos premières expériences professionnelles (de 2 à 5 ans) aux problèmes d'organisation et aux évolutions socio-technologiques. Vous êtes prêt aujourd'hui à contribuer de manière active à la mise en place d'une politique d'innovation sur le plan humain et technique.
Ce poste basé à Massières (près de Cambrai) vous ouvrira de larges perspectives d'évolution au sein de notre groupe, soit en production, soit en ressources humaines.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. JBS/M, à notre conseil : INTRAPLAN, 83 boulevard Raspail, 75006 Paris.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Service Après-Vente

DIRECTEUR TECHNIQUE

Région Parisienne

Cette entreprise, filiale d'un groupe international, est spécialisée dans les produits de haute technologie à application médicale, biologique et industrielle. Elle recherche pour sa division diagnostic, son directeur technique.

Rattaché à la direction générale, le futur collaborateur gère de façon autonome le service technique dont l'activité s'étend du contrôle qualité du matériel avant livraison, à la maintenance du parc installé. Il anime une équipe de techniciens régionalisés. Il travaille en étroite collaboration avec les départements marketing et commercial. Il est en relation avec la direction technique internationale.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation technique, justifiant d'une première expérience de gestion de S.A.V. Nous apprécierons les qualités d'animateur et de gestionnaire ainsi que le réel sens du service. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 553204 B à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Béri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS ARDEN PROVENCE NORMANDIE LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Société, filiale d'un groupe industriel international spécialisée en automatismes informatisés.

Pour une de ses divisions, recherche :

SON CHEF DE DEPARTEMENT TECHNIQUE (15 personnes)

- Assurant la prise en charge des aspects techniques des affaires et des produits (matériel et informatique)
- Expérience professionnelle 10 ans minimum.
- Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur.
- Connaissance de l'Anglais.
- Le poste est basé à Paris.

Merci d'adr. CV, photo et lettre de candidature s/réf. 8248 à PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75544 PARIS Cedex 11 qui transmettra.

Nous sommes un groupement national dimensionné C.N.P. Notre souci est d'améliorer la compétitivité de nos entreprises par l'optimisation de notre démarche qualité. Nous organisons le poste d'

L'AVENIR DE LA QUALITE VOUS INTERESSE...

INGENIEUR CONSEIL QUALITE

Vous interviendrez dans des entreprises pour la mise en place de procédures de certifications, ce qui vous impliquera dans des actions de longue durée. Les interventions se feront à la demande et avec le soutien actif des chefs d'entreprise, conseillers des enjeux.

Vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (A et M, INSA, HEI...) et possédez ou moins une première expérience dans le domaine de la qualité, mais, si vous avez à votre actif plusieurs années de responsabilité dans des fonctions de qualité et/ou de production ou sein d'entreprises de transformation ou de process, ce serait un plus déterminant.

Vous êtes entreprenant, pédagogue, homme de communication. Vous souhaitez vous investir dans le Conseil en disposant d'une grande autonomie.

Poste basé entre Champagne et Lorraine, région où vous vous impliquez.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la référence F 07 AOT à notre Conseil RESOUDRE, 50 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie - 75004 PARIS.

RESOUDRE
LES PROFILS D'AVENIR

JEUNES INGENIEURS PRODUCTION - ORGANISATION



UGINE ACG leader mondial sur le marché des produits plats en aciers spéciaux inoxydables réalise un CA de 9 Milliards de FF dont 65 % à l'export, sans compter sa filiale industrielle aux Etats-Unis, J & L. En France, ses 6 usines bénéficient d'outils de production modernes et performants.

Suite à des promotions internes, plusieurs postes sont à pourvoir :
- en production : durant un an, ils se familiariseront avec les procédés de fabrication de l'inox (laminage, recuit, décapage), puis ils dirigeront un service de 50 personnes, avec le souci permanent de qualité des produits et de respect des budgets.

- en planification : après formation d'un an aux techniques de fabrication, il lui sera confié des études d'organisation en matière de flux des produits, de gestion de production..., et l'encadrement de 5 à 10 personnes, au sein du service Ordonnancement.

Ces postes conviendront à des ingénieurs - type AM ou équivalent - débutants ou ayant une courte expérience en production ou organisation industrielle. Ils ont de réelles aptitudes au commandement et le goût des contacts. Nombreuses possibilités d'évolution pour des candidats de valeur. Postes basés dans le Centre et dans le Nord de la France.

Les entretiens des candidats auront lieu à Paris ou à Lyon.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 11477 BT à :

EGOR TECHNOLOGIES
17, avenue Matignon - 75008 PARIS

Acier
USINOR SACLOR

VALORISEZ VOS COMPETENCES D'INGENIEUR. REJOIGNEZ NOTRE SERVICE ACHATS



Filiale du Groupe USINOR SACLOR, nous sommes leader Européen des Aciers Plats pour l'automobile, l'électroménager, le bâtiment, l'emballage, ... Nous recherchons pour notre groupe de production Est à SOLLAC Florange (proximité de Metz), un

RESPONSABLE ACHATS

Vous serez responsable d'un ensemble de domaines d'achats pour les sites du groupe Est, depuis la négociation des contrats en passant par l'analyse de la valeur. Vous dirigerez une équipe d'une quinzaine de personnes. Vous disposerez d'outils informatiques extrêmement performants. Vous participerez à la mise en place d'une nouvelle organisation.

Il s'agit d'un poste évolutif s'adressant à des candidats d'envergure, de préférence ingénieurs ou écoles de commerce, ayant acquis une première expérience industrielle (maintenance, travaux neufs, gestion de stocks, ...) et âgés d'environ 30 ans.

EGOR

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 392038 K à :
EGOR REGION EST - 41, avenue Foch - 54000 NANCY

Acier
USINOR SACLOR

Le Monde des Secteurs Pointe

REPRODUCTION INTERDITE



SANS EQUIPE, UN REALISATEUR N'EST RIEN...

Filiale du groupe ALIA (250 pers.), SIVAN est une SSII spécialisée en Informatique Industrielle et Scientifique. Nous évoluons en permanence sur des projets d'importance faisant appel à la haute technologie. Venez rejoindre notre équipe et mettre en scène votre talent; nous recherchons des

INGENIEURS INFORMATIENS (Grandes écoles - 1 à 5 ans d'expérience)

- TÉLÉCOM ET RÉSEAUX (réf. 311)
- Développement de logiciel pour l'intégration d'un nouveau produit Télécom à base de RNIS.
- Développement de logiciel pour le futur radiotéléphone cellulaire européen.
- Conception et réalisation de logiciels destinés à des environnements spécialisés.
- INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE (réf. 312)
- Calcul de structure par la méthode des éléments finis et analyse numérique.
- Calcul de combustion, d'écoulement et d'aérodynamisme.
- PROCESS ET TEMPS RÉEL (réf. 313)
- Interface graphique Homme-Machine dans le domaine du transport.
- Développement d'application de contrôle commande et supervision de réseaux pour le dispatching d'énergie électrique.
- Développement de logiciels embarqués.
- Développement de logiciels destinés à un réseau d'autoroutes.

Ces projets vous amèneront à utiliser des techniques telles que :
- Les langages C, ADA, PASCAL, FORTRAN, PL/M,
- Les microprocesseurs 16-32 Bits,

- Les matériels IBM, BULL, SUN, DIGITAL, INTEL, MOTOROLA, HP, les automates programmables SIEMENS et TELEMECANIQUE.
- Les systèmes UNIX, VRTX, VMS, OS2, RTEA, EUN, MOP, SOPRANO.
- Les normes et environnements graphiques ISO, X25, TCP/IP, RNIS, VIP, X-WINDOW, DATAVEWS.
- Les codes de calcul AEF, NASTRAN, ABAGUS, CAEDS, les protocoles de transmission, la méthodologie SADT et les outils de génie logiciel de type GEODE...

Vous travaillerez sur des scénarii de valeur et metrez à profit votre professionnalisme en vous réalisant pleinement. Nous offrons un rôle de tout premier ordre aux professionnels et proposons aux plus ambitieux une formation en interne ainsi que de réelles possibilités d'évolution afin de développer une carrière brillante.

Merci d'envoyer CV + lettre + photo avec réf. choisie à Carole QUENTIN - SIVAN - 10, bd de Strasbourg - 75010 PARIS

NOS PROJETS PASSENT PAR VOUS



Pour son établissement Industriel de Sorgues (84) spécialisé dans la production de dérivés nitrés et d'explosifs militaires, SNPE (7 000 personnes, 3,7 milliards de CA) recherche son

Chef de service Sécurité Infrastructure

Ingénieur Sécurité

Responsable d'une équipe d'une trentaine de personnes, votre mission s'exerce sur l'ensemble des domaines relevant de l'hygiène et de la sécurité: application de la réglementation, organisation des secours, études de sécurité, prévention, relations avec le CHSCT et les administrations compétentes, service de gardiennage... Nous souhaitons confier ce poste à un jeune ingénieur de formation Génie Chimique, possédant une première expérience. La connaissance des risques technologiques majeurs, l'autorité naturelle et le sens du contact, et une réelle force de propositions sont des atouts facteurs de réussite.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références), sous réf. IS/18 à : SNPE, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.

VENUE DANS UN MONDE DE PROGRES!

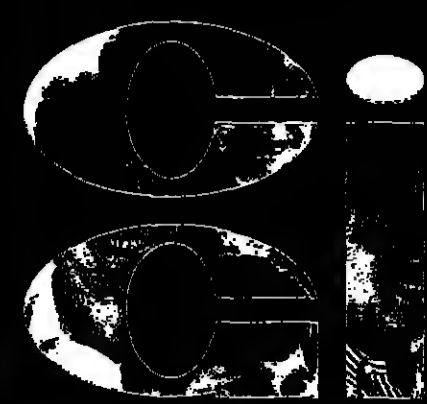
Le Centre Technique de Vénissieux (180 personnes), à proximité de Lyon, a pour vocation le développement de procédés pour l'activité Fibres de RHONE-POULENC. Pour renforcer nos équipes, nous cherchons un :

INGENIEUR AUTOMATIQUE INSTRUMENTATION-ELECTRICITE

Rattaché au Service Ingénierie France du Secteur Fibres, il intervient au niveau des études de conception et de la réalisation de la partie électro-instrumentation-automatique informatique des installations de nos sites de production. Dans un premier temps en liaison avec des ingénieurs expérimentés, il développe ses compétences pour élargir progressivement ses responsabilités. Diplômé d'une grande école, avec une solide expérience professionnelle en automatisation instrumentation, vous êtes mobile et maîtrisez l'anglais, l'allemand est un plus. Nous vous remercions d'exprimer vos motivations à notre Conseil COORDONNEES sous référence 1237/LM - 7, rue Victor Hugo - 69002 LYON.



NOUVEAUX ENJEUX, NOUVELLES CONQUÊTES... APPRENEZ VITE A MANAGER!



Tous nos responsables viennent de nos équipes opérationnelles et tous ont intégré le Groupe CGI très tôt après la fin de leurs études. Tous ont dû prendre de nouvelles responsabilités au même rythme que notre croissance (20 à 30 % par an depuis 10 ans). Les jeunes

INGENIEURS - UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

Débutants / 1ère expérience

que nous recrutons et que nous formons chaque année doivent donc se préparer aux évolutions rapides qui les attendent.

Formation aux techniques avancées de l'informatique et aux outils spécifiques de CGI (MERISE, PACBASE, SIGAGIP, TZAR II...) missions diversifiées et d'envergure croissante, mobilité à l'intérieur du Groupe... la gestion de leur carrière n'a pas d'autre objectif que d'en faire le plus rapidement possible des professionnels complets, capables de s'impliquer dans nos stratégies et de s'associer aux ambitions d'un des premiers groupes mondiaux du Conseil et de l'Ingénierie (3000 personnes, C.A. : 1,5 milliard de francs).

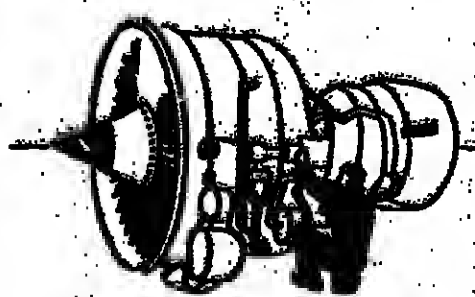
Nos projets d'avenir nécessiteront d'autres responsables. Vous ?

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence 08/M-191, à Madame D. JAMET

PAYSE, SIGAGIP et TZAR II sont des marques déposées de CGI.

CGI INFORMATIQUE

30, rue du Château des Rentiers - 75640 Paris cedex 13 ou directement sur minitel 3614 code CGI INE, tapez AVENIR



SOCHATA

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE SNECMA

Spécialistes de la réparation et de la révision des moteurs d'avions civils et militaires, nous disposons de technologies de pointe partout dans le monde. La modernité de nos installations permet à nos 1350 collaborateurs de développer des procédés de réparation les plus performants. Nous recherchons pour notre siège de SOUDUN (62) :

RESPONSABLE SUPPORT CLIENT

au sein du département après-vente moteurs civils, vous devrez :

- détecter et prendre en charge les problèmes rencontrés par les clients
- veiller à la satisfaction du client aux meilleures conditions de coût et de délais.
- assurer l'interface avec les centres de production afin de coordonner les actions d'après-vente nécessaires.

Une expérience après-vente ou commerciale et une bonne connaissance de la construction mécanique générale sont les compléments nécessaires à votre formation d'ingénieur.

Anglais courant indispensable. Le GROUPE SNECMA offre de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et références sous référence SA/FG au GROUPE SNECMA - Direction de l'Encadrement - 2 bis du Général Marial Valin 75724 PARIS Cedex 15.

ou contactez-nous sur 3616 JOB PLUS annonceur SNECMA.

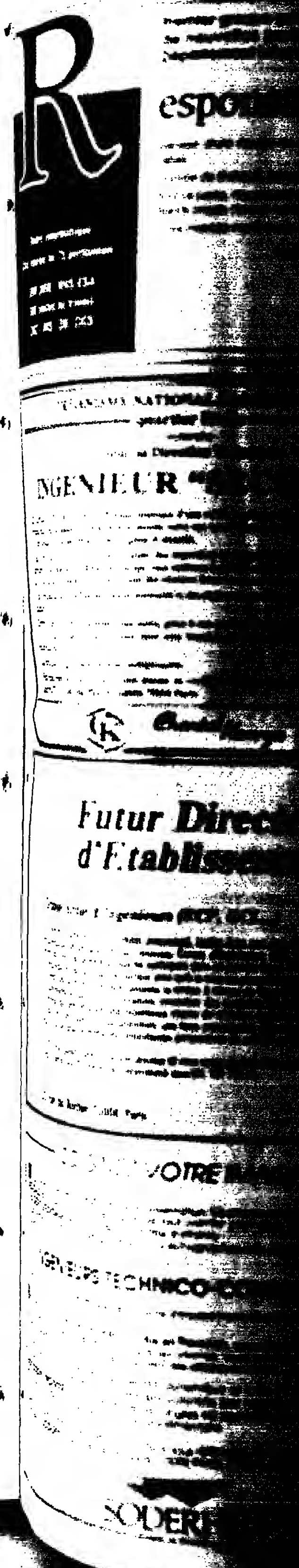
GROUPE SNECMA



LEE COOPER TUNISIE recherche pour son unité de production (1700 personnes) située dans la région de Bizerte

2 INGENIEURS TUNISIENS

pour prendre des responsabilités opérationnelles. Enverrez votre dossier de candidature sous réf. ICT à V. ALBOURD LEE COOPER - 6 rue Albert Deslans 92582 SAINT OURN Cedex.



السلامة

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 9 janvier 1991 XXV

Le Monde des Secteurs de Pointe

R

Notre informatique
Une équipe de 75 personnes
IBM 3090 / MVS-ESA
800 postes de travail
DB2 - IMS / DB. CICS

Premier groupe privé d'assurance crédit dans le monde - 1,9 milliard de francs de C.A. - nous voulons conquérir de nouvelles parts de marché et vous proposons des fonctions évolutives et motivantes au sein de notre Département Informatique.

Responsable des études informatiques

Manager d'une équipe de quarante personnes environ, vous serez garant du développement d'applications de qualité, au meilleur coût, dans le respect des délais.
Homme de dialogue, animateur, vous assurerez les liaisons et la coordination des Etudes avec les Directions utilisatrices et le service Production Informatique.
Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, Universités) maîtrisant la conduite de grands projets dans un environnement méthodologique.
Votre mobilité intellectuelle, votre motivation sont des facteurs essentiels pour réussir dans cette fonction.

Merci de faire parvenir votre candidature (CV, lettre manuscrite, salaire actuel) sous la référence RES à notre Conseil:
EL CONSEIL - 7, rue Paul Lelong 75002 PARIS, qui vous garantira toute confidentialité.

SEAC

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT

L'ASSURANCE D'ENTREPRENDRE



ORGANISME NATIONAL PROFESSIONNEL

quartier Etoile

recherche

pour sa Direction Technique

INGENIEUR "SECURITE"

De formation ENSAM, INSA, ETP, vous disposez d'une solide expérience dans un service Méthodes d'une grande entreprise du Bâtiment. Vous y avez acquis, outre une bonne connaissance du chantier et des matériels, de solides notions de droit du travail, et en hygiène et sécurité.

Vous aurez pour première mission de réaliser des expertises techniques concernant des accidents du travail survenus sur des chantiers du Bâtiment, ce qui vous amènera à prendre en compte dans sa globalité, le problème de la protection sur les chantiers et à entretenir des relations fréquentes avec divers organismes concernés.

Vous aurez, par ailleurs, à rédiger des textes normatifs et des règlements techniques sur les matériels de sécurité de chantiers.

Homme d'études mais aussi de terrain, vous aurez, grâce à vos qualités d'organisation, de rigueur, de dynamisme, et à votre excellent contact humain, réussi dans cette fonction qui allie un travail sur dossiers à des contacts nombreux et variés.

La connaissance de l'anglais technique est indispensable.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 273 à C.K. 23 bis, rue Pierre Guérin 75016 Paris



Chantal Kenwyn

1ère SESSION 91



CISI TRANSTEC

Jeunes diplômés Bac + 5 après votre diplôme ... notre formation ...

CISI TRANSTEC, filiale du Groupe CISI, est l'une des toutes premières SSII dans le domaine de l'évolution des systèmes en informatique de gestion.

Nous recrutons de jeunes Ingénieurs et Universitaires débutants de moins de 26 ans, dans le cadre de contrats de qualification de 16 mois.

- Nous vous assurons une formation initiale, rémunérée, pour compléter vos connaissances.
- Vous intégrerez ensuite des équipes sur des projets, dans des environnements grands et moyens systèmes (IBM, BULL, DEC), en alternance avec des formations complémentaires.
- Vous deviendrez Ingénieur d'Etudes pour évoluer vers des fonctions d'encadrement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence TRM 0901 à notre Conseil
Any BOULADE PARTNERS - 35/37, av. Joffre - 94169 SAINT-MANDE

Any Boulade Partners

RESPONSABLE SUPPORT CLIENT

Futur Directeur d'Etablissement

Grande Ecole d'Ingénieurs (ECP, ECL...)

Paris

Cet Important Groupe Français (9000 personnes), leader dans son domaine, crée, dans le cadre de la modernisation de ses activités, un nouveau Centre d'Exploitation (200 personnes), opérationnel dans moins de 2 ans. Le candidat recherché participera dans un premier temps à l'organisation du nouveau site, à l'implantation des outils de production ainsi qu'à la mise en place des systèmes informatiques. Il dirigera le Centre dès sa mise en service, assurera la relève à niveau du Personnel et animera les relations avec les partenaires sociaux. Nous souhaitons rencontrer des candidats âgés d'environ 35 ans, de formation Ingénieur, qui démontreront une expérience réussie de direction dans un contexte industriel (gestion de production, robotique...). Nous attendons une forte personnalité, disposant de compétences techniques mais aussi de qualités humaines. Importantes perspectives de carrière au sein du Groupe.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 101 798 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



SOIGNEZ VOTRE IMAGE...

Nous sommes leader mondial en instrumentation Electronique de Mesure. Notre DIVISION MEDICALE qui a déjà acquis une place de tout premier plan dans un domaine spécifique de l'IMAGERIE MEDICALE, doit doubler son chiffre d'affaires. Le lancement d'une nouvelle génération d'échographes requiert la collaboration de deux nouveaux

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

possédant une expérience réussie de la vente d'équipements auprès des RADIOLOGUES.

Attaché à notre agence de Lyon ou d'Aix en Provence, vous disposez d'une large autonomie pour prospecter, négocier et conclure les ventes. Vous participez aux manifestations professionnelles et veillez au bon déroulement des affaires en cours.

Nous vous offrons un contexte international, dynamique et motivant où la compétence et le sens des responsabilités sont rapidement valorisés par une évolution vers un poste de Responsable Régional. La connaissance de l'anglais est souhaitable et une formation en Génie Biologique et Médical constitue un atout supplémentaire.

Veillez adresser votre dossier de candidature sous référence 1028/8/LM en précisant la région souhaitée, à SODERHU - 36, rue de Libonne - 75008 PARIS, qui étudiera en toute confidentialité.

SODERHU

MEMBRE DE SYNTIC

CITROËN

ERGONOME

Citroën recherche pour sa Direction Centrale du Personnel un ERGONOME

La mission s'étend du bureau d'études aux usines de fabrication et comporte 3 domaines principaux :

- ergonomie de conception avec intégration de critères ergonomiques dans la conception des nouvelles machines et participation aux projets d'investissements
- ergonomie de correction avec diagnostic des postes existants et amélioration des conditions de travail.
- information et formation de tous les acteurs d'industrialisation.

De formation supérieure Bac + 5, vous êtes fort d'une expérience d'au moins 4 ans dans l'industrie à un poste similaire. Vous avez un esprit fédérateur et savez convaincre vos interlocuteurs.

De larges possibilités d'évolution s'ouvrent à vous au sein du groupe.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, photo, CV...) à Automobiles CITROËN, Recrutement IC, 62 boulevard Victor Hugo, 92208 Neuilly sur Seine Cedex, réf AF

NOTRE MEILLEUR ACCELERATEUR C'EST L'EMOTION

JEUNES DIPLOMÉS

Chaque époque a ses signes caractéristiques. Certaines entreprises sont tellement collées à leur temps qu'elles en deviennent un signe. Thomson est de celles-là.

2 métiers : électronique professionnelle (n°2 mondial) et électronique grand public (n°4 mondial) avec un savoir-faire unanimement reconnu, c'est Thomson.

Le contrôle du trafic aérien et la visualisation, c'est aussi Thomson. La TVHD destinée à être "le cinéma chez soi", c'est encore Thomson. La détection, les communications et le radar qui préservent la sécurité d'une nation, c'est toujours Thomson.

En mettant en avant la fabuleuse interaction des hommes et des techniques, Thomson est devenu un signe des temps. Mieux, Thomson signe son époque.

THOMSON

THOMSON - Direction des Ressources Humaines - Cedex 67 - 92045 Paris la Défense

THOMSON - Direction des Ressources Humaines - Cedex 67 - 92043 Paris Cedex 19

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS